

PUBLICATIONS DU SENAT

SESSION ORDINAIRE DE 1990-1991
du 9 octobre 1990 au 7 octobre 1991

TABLE CUMULATIVE DES MATIERES

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N ^o	Pages	Pages	Pages
A				
Abattoirs				
Fermeture des abattoirs qui ne répondent pas aux conditions applicables aux abattoirs d'exportation Question orale de M. Vanhaverbeke			2515-2516	1362, 1527, 1769
Acceptation de bêtes d'accident sans certificat de transport				1509
Abattage rituel. — Anesthésie préalable. — Centralisation à l'abattoir de Gembloux				1566, 1748
Pratique frauduleuse. — Apposition de l'estampille C.E. malgré l'interdiction du service d'inspection				
<i>Voir aussi:</i> Viande				
Accès à la profession				
Bureaux de sélection psychologiques. — Conditions d'établissement				626
Conditions d'exercice de la profession d'entrepreneur de maçonnerie et de béton				1973
<i>Voir aussi:</i> Pharmaciens — Professions — Statut social des travailleurs indépendants — Transports				
Accidents de la route				
<i>Voir:</i> Armée — Circulation routière — Fonction publique — Justice				
Accidents du travail				
Complément à l'article 1 ^{er} de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public (Personnes appelées à siéger, lors d'élections, dans un bureau de dépouillement, un bureau de vote ou un bureau principal ou central)				
Projet de loi*				
Avis du Conseil d'Etat	1038-2			
Cumul d'une pension et d'une indemnité d'accident du travail	1111-15	5		
Rem.: Un astérisque après les mots « Projet de loi » indique que celui-ci est transmis par la Chambre des Représentants.				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Accidents du travail (suite)				
Nouvelles dispositions <i>Voir aussi:</i> Politique sociale (Dispositions sociales)	1115-2	43-45		
Modification de l'article 42bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Cumul avec des prestations d'autres régimes de sécurité sociale ou de prévoyance sociale. — Pensionnés) Proposition de loi de MM. Désir et Desmedt	124-1			
Modification de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public (Modification du champ d'application de la loi pour l'adapter à la réforme de l'Etat. — Compétence du législateur national) Projet de loi Rapport de Mme Panneels-Van Baelen Discussion et vote	1270-1 1270-2		2746-2747, 2796	
Modification de l'article 8, § 1 ^{er} , deuxième alinéa, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en vue de promouvoir le covoiturage Proposition de loi de M. De Bondt	1319-1			
Modification de l'article 8, § 1 ^{er} , deuxième alinéa, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en vue de promouvoir le covoiturage Projet de loi* Rapport de M. Vannieuwenhuyze Discussion et vote	1336-1 1336-2		2460-2461, 2524	
Organismes assureurs. — Préfinancement Problématique	1374-3	3	457-458, 462 458, 462 462 458	
Primes d'assurances Table ronde			603	2045
Evolution du nombre d'accidents Fonds des accidents du travail Transfert de bonis de la sécurité sociale Recouvrement de l'indu. — Pratiques condamnables				
Couverture en cas d'accident du travail, des travailleurs occupés dans les agences locales pour l'emploi Question orale de M. Mahoux			1166	
Accident du travail d'un chômeur qui travaille à mi-temps dans le secteur public				27
Renseignements divers				59, 197 569
Indemnité pour aide de tiers. — Montant				601, 670, 1098, 1396, 1451
Dommages physiques subis dans les camps de concentration allemands. — Indemnisation. — Ayants droit				
Juge social et délégué syndical. — Réparation des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail				1050, 1123, 1373 1543
Accident du travail pendant l'exercice d'un service civil à l'étranger Couverture des risques d'accidents susceptibles de survenir aux membres des bureaux électoraux dans l'exercice de leurs fonctions <i>Voir:</i> Elections (Doc. 1359-1)				
<i>Voir aussi:</i> Fonction publique — Postes (Personnel) — Société nationale des chemins de fer belge (Personnel) — Victimes de la guerre				
Accises				
<i>Voir:</i> Douanes et accises — Impôts				
Accord interprofessionnel				
<i>Voir:</i> Agriculture — Travail				
Adjudications				
<i>Voir:</i> Aéronautique — Loteries et tombolas — Marchés de l'Etat — Télégraphes et Téléphones — Transports publics — Travaux publics				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Administration de l'aéronautique				
Recettes Entretien des véhicules utilitaires par des garages privés	1111-18	7-8		1657, 1852
Administration générale de la coopération au développement				
<i>Voir</i> : Ministres et Ministères (Coopération au développement)				
Adoption				
Modification des articles 346 et 370 du Code civil, relatifs à l'adoption (Adoption plénière. — Echec) Proposition de loi de M. de Clippele Nouvelles dispositions. — Nombre de demandes. — Durée moyenne des procédures	1181-1			290
Aéronautique				
Aéroport de Bruxelles-National (Zaventem)				
Extension de l'aéroport. — R.V.A. — Adjudications publiques	1111-18	2, 18-19		
Réglementations en vue d'éviter les nuisances par le bruit	1111-18	2		
Liaison aérienne de la Sabena entre Bruxelles et Atlanta Question orale de M. De Belder			273	
Déclarations du Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications à la presse au sujet de l'extension des installations du complexe de Bruxelles-National par la création de zones d'attente Question orale de Mme Nélis			1777-1778	
Pollution sonore due aux avions Interpellation de M. Vandenhautte			2496-2501	
Accueil des passagers <i>Brucargo</i> . — Suppression. — Application de la législation linguistique				497
Dénomination de l'aéroport <i>Voir aussi</i> : Sabena — Sécurité de l'Etat				599, 860 1041, 1168
Eurocontrol	1111-18	8, 11		
	1115-7	1-4		
Amendement du Gouvernement	1115-7	3		
Tests de familiarisation pour le personnel de la Régie des Voies aériennes au centre de Beek, Maastricht <i>Voir aussi</i> : Politique sociale (Dispositions sociales)				643, 912
Brussels Airport Terminal Company (B.A.T.C.)	1111-18	11-12		
	1115-7	2-3		
	1115-7	2		
C.A.N.A.C.				
Programme de développement. — Etat d'avancement. — Budget				105
Droits sur aéronefs et modification du Code judiciaire et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe Projet de loi	1297-1			
Aérodrome privé de Zottegem-Oombergen				
Question orale de M. De Loor			1551-1552	
Infractions aux conditions d'exploitation. — Etablissement d'un procès-verbal				664
Conditions d'exploitation complémentaires				847, 914
Conditions d'exploitation. — Infractions				848, 915
Affaire Airbus (Engagements financiers)				
Question orale de M. Hatry			1554	
Aéroports régionaux				
Accords de coopération. — Concertation avec les Régions				106
Aéroport de Liège-Bierset. — Radar civil. — Personnel qualifié dans la tour de contrôle				798, 913, 1353, 1876
<i>Voir aussi</i> : Armée				
<i>Sobelair</i> . — Affrètement des avions. — Agréation				1050
Nuisances acoustiques à Bruxelles				1482

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Aéronautique (suite)				
Force aérienne Voir: Armée Voir aussi: Administration de l'aéronautique — Armée — Douanes et accises — Entreprises — Justice — Politique scientifique — Postes — Protection civile — Régie des Voies aériennes — Sabena — Transport				
Aéroports				
Voir: Aéronautique				
Affaires culturelles				
Restauration du patrimoine. — Régie des Bâtiments Complément à la législation en matière de propriété de trésors (Préservation du patrimoine historique — Obligation d'informer les autorités communales — Code civil, art. 716) Proposition de loi de M. Petitjean	1111-18 1400-1	24		
Voir aussi: Affaires étrangères — Arts — Commission nationale permanente du Pacte culturel — Communautés européennes — Finances provinciales et communales — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Politique scientifique — Taxe sur la valeur ajoutée				
Affaires étrangères				
Approbation de l'Accord entre la Belgique et la Norvège relative au transport par gazoduc de gaz en provenance du plateau continental norvégien et d'autres zones vers la Belgique et de l'échange de lettres concernant l'interprétation de l'article 2, § 2, dudit Accord Projet de loi* Rapport de M. De Bremaecker Discussion et vote	1033-2		1107, 1145	
Approbation de la Convention n° 151 concernant la protection du droit d'organisation et les procédures de détermination des conditions d'emploi dans la fonction publique, adoptée à Genève le 27 juin 1978 par la Conférence internationale du Travail au cours de sa soixante-quatrième session Projet de loi* Rapport de M. Kelchtermans Discussion et vote	1034-2		1107, 1146	
Approbation de la Convention entre l'U.E.B.L. et le Burundi concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements Projet de loi* Rapport de M. Bockstal Discussion et vote	1035-2		950, 1024-1025	
Approbation de l'Accord entre l'U.E.B.L. et la Tchécoslovaquie concernant la promotion et la protection réciproques des investissements et du Protocole Projet de loi* Rapport de M. Verschueren Discussion et vote	1036-2		950-951, 1024-1025	
Approbation de la Convention entre la Belgique et la Norvège tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune Projet de loi* Rapport de M. Henneuse Discussion et vote	1039-2		951, 1024-1025	
Approbation de la Convention entre la Belgique et la Turquie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et du Protocole Projet de loi* Rapport de M. Deneir Discussion et vote	1040-2		951, 1024-1025	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Affaires étrangères (suite)				
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Convention entre la Belgique et la Suède sur la sécurité sociale; 2. Accord belgo-suédois concernant la renonciation réciproque au remboursement entre organismes des prestations en nature en cas de maladie-maternité; 3. Accord belgo-suédois fixant, en cas de maladie-maternité, la liste des prothèses, du grand appareillage et des autres prestations en nature de grande importance				
Projet de loi*				
Rapport de M. Kelchtermans	1041-2			
Rapport de Mme Staels-Dompas (Commission des Affaires sociales)	1041-3		1108-1109 1495, 1578-1579	
Discussion et renvoi en commission				
Discussion et vote				
Ambassades et consulats				
Réorganisation de nos ambassades. — Fermeture de postes	1111-7	4-5		
Représentation des Communautés et des Régions	1111-7	5		812
Statut des attachés				
Problème de Taiwan. — Absence de relations diplomatiques	1111-7	8		
Relations diplomatiques avec l'ancienne R.D.A.	1111-8	3		
Infrastructure de nos ambassades en Europe de l'Est	1111-8	5		
Vente d'immeubles d'ambassades à l'étranger. — Paris				15, 185, 229, 290
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Affaires étrangères)				
Equilibre linguistique des diplomates				17
Revendications de la diplomatie flamande				110
<i>Voir aussi:</i> Chômage — Ministres et Ministères (Affaires étrangères) — Sécurité sociale — Travail				
Crise du Golfe. — Invasion du Koweït par l'Irak (Communication gouvernementale)	1111-7 1111-10	5 3-4, 11-12, 14-15	437, 498-499, 1042, 1044, 1374, 1501-1502, 1506-1507, 1508, 1509, 1519-1520, 1522-1523, 1524, 1526-1528-1529- 1530, 1533-1536	
Délégation belge à Bagdad afin d'obtenir la libération des otages belges	1111-7	5-6		
Frais occasionnés par le conflit du Golfe (Actions militaires et économiques et aide humanitaire)	1111-7	6		
Politique belge			418, 420, 421	
Lettre du Premier Ministre au président du Sénat (Début des opérations militaires, le 17 janvier 1991. — Position du Gouvernement)			1006-1007 1007	
Demande par le groupe Ecolo d'un débat en séance publique			1374, 1377, 1504, 1508 1519, 1520, 1522, 1526, 1527	
Action du Gouvernement				
Hommage aux peuples qui sont prêts à sacrifier leur vie pour la libération du Koweït			1377, 1502	
Rôle de la Belgique dans l'après-guerre			1507	
Analyse de la situation			1520, 1534	
Nécessité d'une symbiose étroite avec les Etats-Unis			1522	
Rôle de l'Union soviétique			1535	
Attitude du Gouvernement belge à l'égard des otages en Irak				470
Aide aux pays situés en première ligne dans le conflit du Golfe				977
<i>Voir aussi:</i> Armée — Armes — Budgets (Généralités) (Voies et Moyens) (Affaires étrangères) (Défense nationale) — Commerce extérieur — Communautés européennes — Conseil central de l'économie — Economie — Energie — Finances — Justice — Ministres et Ministères (Généralités) — Objecteurs de conscience — Organisation des Nations Unies — Prix — Produits pétroliers — Taxe sur la valeur ajoutée — Tourisme				
Détente Est-Ouest	1111-10	3, 5, 7		
Conférence de Vienne. — Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) et négociations sur la réduction des armements conventionnels en Europe (C.F.E.)	1111-10	3, 12	440	1994
Répartition des coûts entre les Etats de la C.S.C.E.				
<i>Voir aussi:</i> Armée — Armes — Europe				
Relations avec l'Europe de l'Est	1111-14	118		
Application des principes démocratiques dans nos relations. — Economie de marché libre			419-420, 421, 422	
<i>Voir aussi:</i> Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Affaires étrangères (suite)				
Approbation de la Convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques, et des notes explicatives Projet de loi* Rapport de M. Henneuse Discussion et vote	1123-1 1123-2		1768, 1794-1795	
Approbation de la Convention additionnelle à la Convention conclue le 16 septembre 1971 entre la Belgique et l'O.T.A.N. relative à la concession à l'O.T.A.N. d'un terrain situé à Bruxelles en vue de la réalisation du siège permanent de cette organisation, et annexe Projet de loi* Rapport de M. Kelchtermans Discussion et vote	1145-1 1145-2		1109, 1146-1147	
Condamnation de l'intervention militaire contre des manifestants non armés en Lituanie Proposition de résolution de M. Janzegers	1194-1			
Situation au Kosovo (Peuple albanais en Yougoslavie. — Droits de l'homme. — Prisonniers politiques) Proposition de résolution de Mme Hanquet Rapport de M. De Bremaeker Discussion et vote	1224-1 1224-2		2114-2116, 2231-2232	
Absence de la reconnaissance du droit à l'objection de conscience en Grèce Proposition de résolution de M. Pataer Rapport de M. De Bremaeker Discussion et vote	1241-1 1241-2		2960-2961, 3018-3019	
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités; 2. Protocole portant modification à la Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités; 3. Protocole additionnel à la Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités Projet de loi* Rapport oral de M. Henneuse, discussion et vote	1261-1		1891-1892, 1899	
Approbation de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel Projet de loi* Rapport de M. Kelchtermans Discussion et vote	1262-1 1262-2		2016-2017, 2045	
Approbation de la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, et de l'Annexe Projet de loi* Rapport de M. Kelchtermans Discussion et vote	1263-1 1263-2		2017-2018, 2046	
Approbation des Amendements à la Convention signée à Paris le 22 novembre 1928 concernant les expositions internationales Projet de loi* Rapport de M. Eicher Discussion et vote	1264-1 1264-2		2018-2019, 2046	
Approbation du Protocole additionnel n° 4 à la Convention révisée pour la navigation du Rhin Projet de loi* Rapport de M. De Bremaeker Discussion et vote	1265-1 1265-2		2019, 2046	
Approbation de la Convention portant création d'un réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain Projet de loi* Rapport de M. De Bremaeker Discussion et vote	1266-1 1266-2		2019-2020, 2046	
Approbation de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement Projet de loi* Rapport oral de M. Bockstal, discussion et vote	1279-1		1889-1891, 1899	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Affaires étrangères (suite)				
Droit à l'existence pour les Kurdes de Turquie, d'Iran, d'Irak, de Syrie et d'Union soviétique				
Proposition de résolution de M. Kuijpers	1283-1			
Rapport de M. Van Bree	1283-2			
Discussion et vote			2961-2962, 3020	
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Quatrième Convention C.E.E.-A.C.P., Protocole financier, neuf Protocoles, Acte final et Annexes I à LXXVIII, Procès-verbal de signature et Annexes I à VIII; 2. a) Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté; b) Accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la 4 ^e Convention A.C.P.-C.E.E.				
Projet de loi	1299-1			
Rapport de M. Bockstal	1299-2			
Discussion et vote			2064-2068, 2101-2102	
Répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et au Protocole I du 8 juin 1977 additionnel à ces Conventions				
Projet de loi	1317-1			
Approbation du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Organisation européenne pour les recherches astronomiques dans l'hémisphère austral (E.S.O.)				
Projet de loi*	1350-1			
Rapport de M. Kelchtermans	1350-2			
Discussion et vote			2787-2788, 2801-2802	
Approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (INTELSAT)				
Projet de loi*	1351-1			
Rapport de M. Kelchtermans	1351-2			
Discussion et vote			2788-2789, 2801-2802	
Approbation de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel, et des Annexes				
Projet de loi*	1352-1			
Rapport de M. Bockstal	1352-2			
Discussion et vote			2789-2791, 2802	
Approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications Maritimes par Satellites (INMARSAT)				
Projet de loi*	1353-1			
Rapport de M. De Bremaeker	1353-2			
Discussion et vote			2791, 2801-2802	
Approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUATELSAT)				
Projet de loi*	1354-1			
Rapport de M. Cools	1354-2			
Discussion et vote			2791-2792, 2801-2802	
Approbation du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT)				
Projet de loi*	1355-1			
Rapport de M. Cools	1355-2			
Discussion et vote			2792, 2801-2802	
Approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux vertébrés utilisés à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques, et des Annexes A et B				
Projet de loi*	1356-1			
Rapport de M. Henneuse	1356-2			
Discussion et vote			2792, 2801-2802	
Approbation de la Convention européenne pour la protection des animaux de compagnie				
Projet de loi*	1357-1			
Rapport de M. Henneuse	1357-2			
Discussion et vote			2793, 2801-2802	
Approbation de la Convention portant création de l'Agence multilatérale de Garantie des Investissements, et des Annexes				
Projet de loi*	1389-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Affaires étrangères (suite)				
Approbation de la Convention relative aux Droits de l'Enfant Projet de loi*	1390-1			
Rapport de M. Bockstal	1390-2		2954-2960, 3018	
Discussion et vote				
Approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe Projet de loi*	1391-1			
Approbation des Amendements à la Convention portant création de l'Organisation internationale de Télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et à l'Accord d'exploitation Projet de loi*	1392-1			
Approbation de la Convention sur les substances psychotropes et des Annexes Projet de loi*	1393-1			
Situation en Yougoslavie Proposition de résolution de M. Janzegers	1397-1			
Situation en Slovénie et en Croatie après l'intervention de l'armée centrale yougoslave Proposition de résolution de M. Luyten	1407-1			
Texte adopté par la Commission	1407-2		2965-2966, 2969, 3021- 3023	
Rapport oral de M. Wintgens, discussion et vote				
Protection du peuple tibétain Proposition de résolution de Mme Cahay-André	1408-1			
Approbation de la Convention de Vienne sur le droit des traités, et de l'Annexe Projet de loi*	1414-1			
Approbation de la Convention de Vienne sur le droit des traités entre Etats et Organisations internationales ou entre Organisations internationales et de l'Annexe Projet de loi*	1415-1			
Afrique du Sud Question orale de M. De Belder			66-67	
Récents événements de Jérusalem Question orale de M. De Belder			68	
Attitude de l'Etat belge à l'égard des Flamands qui furent condamnés en relation avec la problématique du génocide de Katyn Interpellation de M. Luyten			349-353	
Retrait de l'ordre du jour			268, 269, 288	
Etats baltes Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). — Statut d'observateur. — Expulsion de Ministres baltes			419, 421	110
Relations avec le Conseil de l'Europe				65
Aide dans le cadre de l'aide de la C.E.E. à l'U.R.S.S.				109
Attitude de la Belgique sur le plan diplomatique, envers les républi- ques baltes Voir aussi: Europe				814
Aide à la Roumanie Voir aussi: Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déducti- bles)			437, 440	
Evolution en Europe centrale et en Europe de l'Est			439-440	
Evolutions sur le flanc sud de l'Europe. — Pakistan et Mauritanie			440	
Création d'une commission internationale de la Meuse et d'une com- mission internationale de l'Escaut			454	
Traités Escaut-Rhin Problématique			456	
Suspension des négociations				976
Rapports de la Belgique avec les Pays-Bas				1090
Suppression de l'interdiction d'investir en Afrique du Sud Question orale de Mme Aelvoet			848-850	
Conceptions que le Gouvernement a du rôle que la Belgique doit jouer dans le monde en période de crise, et, plus particulièrement, de la manière dont il envisage en la circonstance la solidarité avec les alliés dont la Belgique a impérieusement besoin sous peine de chevaucher à nouveau les chimères de la politique d'indépendance qui a précédé l'invasion de la Belgique par l'Allemagne hitlérienne en 1940				
Interpellation de M. Simonet			981-983, 984	
Application par la Belgique de résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies relatives à l'invasion du Koweït par l'Irak				
Question orale de M. De Belder			982, 983-984	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Affaires étrangères (suite)				
Conséquences que le Gouvernement compte tirer de l'agression perpétrée en Lituanie par le régime communiste d'Union soviétique Interpellation de M. Hasquin			984-986, 990-997, 998-999, 1027-1030	
Nouvelle agression soviétique contre la République Balte indépendante de Lituanie 50 ans après l'annexion de celle-ci à la suite du pacte conclu entre Hitler et Staline, ainsi que les mesures et la position que la Belgique et la C.E. doivent adopter à cet égard Interpellation de M. Luyten			986-989, 990-997, 998-999, 1027-1030	
Evénements de Lituanie Interpellation de M. Verreycken			989-997-999, 1027-1030	
Position que le Gouvernement prend dans le conflit du golfe Persique et répercussions qu'elle aura sur la politique étrangère de la Belgique Interpellation de M. De Belder			1044-1046, 1048-1068, 1147-1148	
Participation belge à la guerre dans le golfe Persique Interpellation de Mme Aelvoet			1046-1068, 1147-1148	
Suites de la présence de M. Walid Khaled sur notre territoire Interpellation de Mme Mayence-Goossens			1148-1153	
Situation au Kosovo Interpellation de Mme Hanquet			1153-1157	
Solidarité des démocraties Moyen-Orient			1504	
Règlement des conflits au Moyen-Orient			1509, 1520, 1528, 1536	
Création d'un ordre valable au Moyen-Orient			1522	
Reconstruction du Koweït et de l'Irak			1523, 1528	
Israël. — Immigration de juifs soviétiques. — Lettre du Premier ministre Shamir. — Attitude des Douze				64
Statut et mission du représentant de la C.E. en Palestine				397
Résolutions du Conseil de sécurité de l'O.N.U. — Attitude de la Belgique				554
Position adoptée par la Belgique dans la phase actuelle de la guerre du golfe Persique Interpellation de M. Dierickx			1523-1524, 1533-1536, 1537-1538, 1540	
Non-ratification de la Convention de Lomé IV Question orale de M. Bockstal			1558-1559	
Octroi éventuel de licences à l'exportation en vue de fournir à l'Irak des lunettes de nuit à usage militaire Question orale de M. Pataer			1641	
Conférence ministérielle San José VII au Nicaragua (C.E. — Coopération au développement — Organisation <i>Assistance for Democracy and Development</i>) Question orale de Mme Aelvoet			1885-1886	
Sort des Kurdes Question orale de M. Kuijpers			1993-1994	
Génocide du peuple irakien Question orale de M. de Seny			1994-1995	
Sort des chrétiens en Turquie; Actes de violence commis récemment en Azerbaïdjan contre des Arméniens				
Questions orales de M. Kuijpers			2122-2123	
Evénements en Yougoslavie Motion d'ordre de M. Kuijpers			2512	
Position de la C.E.E. et de l'Etat belge à l'égard du droit à l'autodétermination des Croates et des Slovènes Interpellation de M. Luyten			2601-2607	
Mise au point du <i>Compte rendu analytique</i>			2658	
Légalisation de signatures. — Convention avec la France. — Ratification				14
U.N.I.C.E.F. — Sommet de l'Enfance. — Incidences dans notre pays				228
Conférence de révision du traité de non-prolifération des armes nucléaires. — Position de la Belgique				229
Accord de coopération entre l'entreprise O.I.P. <i>Optics</i> et la firme brésilienne <i>Engesa</i> . — Conséquences militaires				230
Traités concernant la suppression des formalités de légalisation. — Approbation parlementaire				339, 396

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Affaires étrangères (suite)				
Règlement du contentieux financier avec l'U.R.S.S. — Remboursement des emprunts de la Russie tsariste				397
Convention belgo-suédoise de sécurité sociale. — Dispositions en matière d'allocations familiales				508, 927
Conflit Chypriote. — Attitude de la Belgique				509
Missile Technology Control Regime. — Adhésion de la Belgique				555
Bipatrides. — Obligations militaires. — Arrangement entre la Belgique et la R.F.A.				612
Relations avec le Suriname				708
Relations avec la Libye				709
Sanctions contre la Chine				709
Sanctions contre la Roumanie				711
Abrogation unilatérale de l'autonomie du Kosovo (Communauté albanaise de Serbie-Yougoslavie). — Attitude de la Belgique				813
Licenciements de travailleurs albanais				855, 1104
Non-respect des normes minimales en matière d'arrestation et de détention				867
Actes internationaux bilatéraux. — Emploi des langues				867
Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfant. — Ratification par la Belgique				1158, 1261
Visite de travail du ministre roumain des Affaires étrangères				1173
Ratification de la Convention sur la protection du patrimoine culturel adoptée par l'U.N.E.S.C.O.				1174
Traités internationaux. — Ratification				1317
Afrique du Sud. — Engagements du gouvernement envers l'A.N.C. — Etat de la question				1629
Accord entre l'U.E.B.L. et la Pologne sur les investissements. — Publication au <i>Moniteur belge</i>				1757
Arrestation et incarcération de jeunes touristes belges à Palma de Majorque. — Plaintes relatives au mauvais traitement.				2021
<i>Voir aussi</i> : Allocations familiales — Animaux et protection des animaux — Armes — Armes nucléaires — Association internationale de développement — Banques — Benelux — Budgets (Affaires étrangères) — Commerce extérieur — Communautés européennes — Conseil de l'Europe — Coopération au développement — Economie — Energie nucléaire — Enquêtes — Environnement — Europe — Fonds monétaire international — Impôts sur les revenus — Justice — Ministres et Ministères (Affaires étrangères) — Monnaie — Monuments et sites — Organisation des Nations Unies. — Partis politiques — Pharmaciens — Pollution des eaux — Radio et télévision — Réfugiés — Rwanda — Sécurité sociale — Travail				
Affichage				
<i>Voir</i> : Justice				
Afrique du Sud				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Communautés européennes — Ministres et Ministères (Commerce extérieur)				
Agences de voyage				
<i>Voir</i> : Tourisme				
Agents de change				
<i>Voir</i> : Finances — Publicité				
Agglomérations et fédérations de communes				
Création de la fédération périphérique de Dilbeek-Hal-Vilvorde				
Proposition de loi de M. Valkeniers	1313-1			
<i>Voir aussi</i> : Communes (Bruxelles-Capitale)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Agriculture				
Modeste percée dans le domaine agricole et les discussions du G.A.T.T.	1111-8	4		
Politique agricole commune	1111-12	10	476	
Incidence sur la politique nationale en matière d'agriculture et d'horticulture	1111-12	10		
Prix. — Préférences communautaires	1111-12	28-30		
Financement des mesures compensatoires	1111-12	30		
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.). — Préfinancement	1386-2 1403-4	2-3 4-5	2930	
<i>Voir aussi</i> : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.)				
Maintien de la politique			478-479	
Réduction des mesures de soutien				334, 419
Position du B.E.U.C. (Bureau européen des unions de consommateurs)				1731
<i>Voir aussi</i> : Animaux et protection des animaux — Communautés européennes — Epizooties — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Aides et encadrement	1111-12	10-12		
Politique de la qualité des produits agricoles et promotion	1111-12	12		
Notion de protection de l'environnement dans la politique agricole. — Interaction entre l'environnement et l'agriculture	1111-12	15	478, 484	
Evolution en 1989-1990	1111-12	16-25	470	
Evolution du volume de production par rapport à 1988	1111-12	17-18		
Evolution de l'indice des prix	1111-12	19		
Evolution du degré d'auto-alimentation de certains produits agricoles par rapport à 1988	1111-12	19		
Evolution de la valeur de la production	1111-12	19-20		
Evolution de la consommation intermédiaire	1111-12	20		
Evolution du revenu agricole	1111-12	20	2930	
Aide aux revenus			479, 484	
Prix agricoles				
Evolution des prix communautaires	1111-12	20	487	
Evolution	1115-4	10		1875, 1985
Structure de prix chez le producteur et au consommateur				1875, 1904, 1989
Information aux agriculteurs	1111-12	21		
Encadrement financier des exploitations	1111-12	22-23		
Régionalisation	1111-12	25-27	480-481, 485, 487 485, 487	
Vues de M. Lutgen				
Etat d'avancement du dossier de l'Uruguay Round. — Perspectives des négociations du G.A.T.T.	1111-12	27-28	428, 429, 431, 433, 474, 475, 478, 479, 483	
Conséquences des nouvelles dispositions du G.A.T.T. sur l'environnement au Nord et au Sud			431	
Divergence fondamentale entre la C.E.E. et les Etats-Unis			475	
Subventions américaines à l'agriculture			476-477	
Réduction des aides à l'agriculture			483	
Objectifs de la politique d'investissement agricole	1111-12	33-34		
Aperçu du programme de promotion 1990 et de son financement	1111-12	35-36		
Cession de droits de livraison dans le cadre de transferts fonciers. — Arrêt du Conseil d'Etat du 12 juin 1990. — Interprétation	1111-12	54		373
Modification de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime	1115-4	7, 16-21		
Transposition de la réglementation européenne	1115-4	7, 16-17		
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale (Dispositions sociales)				
Situation préoccupante du secteur des céréales	1115-4	10		
Loi spéciale modifiant l'article 6, par. 1 ^{er} , VI, 4 ^o , de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qui concerne la régionalisation de l'agriculture				
Proposition de loi de M. Duquesne	1433-1			
Programme de développement des zones rurales				
Question orale de M. Bock			63-64	
Arrêt du Conseil d'Etat annulant l'accord sur les quotas betteraviers				
Question orale de M. de Clippele			270	
Utilisation excessive d'engrais. — Engrais chimiques			454, 456	
Diminution de la rentabilité des exploitations agricoles				
Interpellation de M. Bock			471-473, 485-486	
Excédents structurels			476	
Sauvegarde de l'agriculture du Sud-Est			477	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Agriculture (suite)				
Mesures compensatoires			477, 484	
Gel des terres			477, 478, 484	
Incorporation des céréales dans l'alimentation animale			477, 484	
Remplacement du diesel par l'huile de colza			477	
Mesures en matière de reconversion et de freinage de la surproduction			478	
Soutien de la recherche scientifique en matière d'agriculture			478	
Promotion de l'utilisation de bio-éthanol			478, 480, 484	
Importance de la qualité et de la valeur ajoutée			478, 484	
Association des Régions aux fonds et parastataux à caractère agricole			480, 484-485	
Problèmes de l'agriculture wallonne. — Conditions d'une réforme fructueuse et équitable			480-481	
Octroi d'une aide aux fruiticulteurs après les récents dégâts causés par le gel				
Question orale de M. de Seny			2038-2039	
Octroi d'une aide aux fruiticulteurs après les récents dégâts causés par le gel				
Question orale de M. Kuijpers			2038-2039	
Valeur des productions agricoles en 1989. — Estimation pour 1990				586
Intervention de l'Etat pour les investissements agricoles				755, 831
Cours et journées d'étude pour les agriculteurs. — Confusion d'intérêts possible entre les organisations professionnelles et les ingénieurs agronomes de l'Etat				889
Techniques de culture évitant l'érosion. — Subventions communales. — Dispositions de la C.E. — Distorsion de concurrence				1905
<i>Voir aussi:</i> Commerce extérieur — Communautés européennes — Coopération au développement — Douanes et accises — Economie agricole et horticole — Fonds d'investissement agricole — Horticulture — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Office national des débouchés agricoles et horticoles (O.N.D.A.H.) — Politique scientifique — Sucre — Travail				
Aide médicale urgente				
Gestion du secours d'urgence	1111-16	13		
Services 100	1111-16	17, 18		
Centres de formation en faveur des ambulanciers			450	
Ambulances			450	
Expériences. — C.O.S.A.M.U. — Liège				801, 979
<i>Voir aussi:</i> Catastrophes et accidents — Chômage — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Ajournement du Sénat			3028, 3045	
Alcool				
Création d'un Fonds de financement de la lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme, l'usage des stupéfiants, stimulants ou produits analogues et l'abus des tranquillisants				
Proposition de loi de MM. de Wasseige et Taminaux	1333-1			197
Conditions d'exploitation des débits de boissons fermentées				739
Ecoulement des stocks communautaires d'alcool. — Utilisation comme carburant au Brésil. — Crainte de réexportation. — Carburant au sein de la Communauté				766
Répression de l'ivresse. — Nombre de condamnations				1010
Protection du travailleur. — Interdiction de boissons alcoolisées dans les entreprises				
<i>Voir aussi:</i> Armée — Douanes et accises — Impôts — Indice des prix				
Alimentation				
<i>Voir:</i> Produits alimentaires				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Aliments				
Meilleur versement des créances alimentaires Proposition de loi de M. Monfils	1064-1			
Avances sur pensions alimentaires et recouvrement. — Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.	1111-16	27, 28-29, 35	451, 455	
	1115-3	10-11, 12-13		
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale (Dispositions sociales) Création d'un service des créances alimentaires auprès de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés	1111-16	35	451	
Divorce. — Créances alimentaires impayées. — Utilisation du crédit budgétaire				1612, 1616, 1717
<i>Voir aussi</i> : Code judiciaire — Divorce — Impôts sur les revenus				
Allocations et prêts d'études				
Bourses d'études accordées à des étudiants zairois	1111-9	13-14		
Allocations familiales				
Indépendants				
Subvention de l'Etat	1111-13 1111-15 1111-13 1115-4 1115-13	4, 12-13 8, 9 4 6 6	383-384, 447, 452, 612, 613, 2903-2904 612, 613	
Transfert de bonis au secteur des pensions Nouvelles mesures	1115-4 1115-13 1111-13 1115-2 1115-4	4, 6 5-6 77 6-7	612	
Retenue sur les allocations. — Abrogation. — Amendements	1374-10 1374-13 1403-4	1-2, 3, 6 2 2	2903-2904 612-613 2931, 2932	
Mesure budgétaire Proposition de loi Premier enfant Nombre de familles attributaires et d'enfants bénéficiaires Paiement à dates variables <i>Voir aussi</i> : Statut social des travailleurs indépendants	1111-15 1115-2	4, 5 39-43	443, 452, 603, 609, 610	935 936
Nouvelles dispositions <i>Voir aussi</i> : Politique sociale (Dispositions sociales)	1111-15 1115-12 1111-15 1374-3 1374-10	5 5-6 68 3 3	2621-2622	
Supplément d'âge				
Abrogation de la cotisation spéciale <i>Voir aussi</i> : Politique sociale — Sécurité sociale — Statut social des travailleurs indépendants				
Modifications apportées à la réglementation relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés	1115-2	5		
Majoration	1115-2	17		
Harmonisation des législations à partir du deuxième enfant	1115-4	7	610, 612, 613	
Modification du régime des prestations familiales en faveur des tra- vailleurs indépendants (Plan pluriannuel de rattrapage)				
Proposition de loi de M. Bock et de Mme Delruelle-Ghobert	1119-1			
Rapport de M. Van den Broeck	1119-2			
Discussion et rejet				1960-1963, 1990-1991
Modification de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales (Entrée en vigueur de l'article 81 — Allocations familiales en faveur des enfants placés dans une institution)				
Proposition de loi de M. Deneir	1223-1			
Rapport de M. Vannieuwenhuyze	1223-2			
Discussion et vote				1622-1623, 1722
Subordination de l'octroi d'allocations familiales à la fréquentation effective par l'enfant d'un établissement d'enseignement, d'un centre de formation ou du lieu d'apprentissage				
Proposition de loi de M. Hatry	1369-1			
Suppression de toute discrimination fondée sur la nationalité. — Suppression de la condition de résidence préalable. — Ressortis- sants C.E.E.	1374-3 1374-5	3 2-3	2621	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Allocations familiales (suite)				
Garantie de l'octroi d'allocations familiales aux apprentis jusqu'à l'âge de 25 ans Projet de loi*	1413-1			
Retenue sur les allocations familiales des indépendants en vertu de l'A.R. n° 291 du 31 mars 1984 (375 francs par mois) Interpellation de M. Bock			2118-2120, 2232-2233	
Paiement. — Retard				115, 297
Allocations familiales des immigrés Nombre d'enfants vivant au pays d'origine. — Contrôle Dérogations à la condition de résidence effective de cinq ans. — Montants déboursés par l'O.N.A.F.T.S.				935, 1021
Egalisation des régimes				1332
Allocations familiales majorées. — Conjoint qui élève seul ses enfants				1417, 1690
Utilisation dans l'intérêt de l'enfant. — Contrôle. — Information				1433, 1494
Convention relative aux droits de l'enfant. — Principe de la non-discrimination				1683
Octroi éventuel aux étudiants de plus de 25 ans. — Incidence budgétaire				1926
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Fonds national de reclassement social des handicapés — Minimum vital — Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés — Politique sociale — Statut social des travailleurs indépendants				2064
Ambassades				
<i>Voir:</i> Affaires étrangères (Ambassades et consulats) — Budgets (Affaires étrangères)				
Aménagement du territoire				
<i>Voir:</i> Urbanisme et aménagement du territoire				
Amendes				
<i>Voir:</i> Circulation routière — Droit pénal — Impôts sur les revenus — Lois sociales — Police — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Amnistie				
<i>Voir:</i> Incivisme				
Anciens combattants				
<i>Voir:</i> Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre — Invalides de guerre — Victimes de la guerre				
Animaux et protection des animaux				
Modification de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux	1115-4	7-16		
	1403-4	3-4, 5		
Transposition de décisions supranationales. — Epizooties <i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités) — Epizooties — Politique sociale (Dispositions sociales)	1115-4	7, 8, 9		
Transport d'animaux domestiques	1115-4	12		
Fonds de la santé et de la production des animaux	1115-4	13-16		
Cotisations obligatoires <i>Voir aussi:</i> Epizooties	1403-4	3, 4		784
Interdiction du commerce ambulancier des animaux de compagnie Proposition de loi de M. Janzegers et de Mme Nélis Pratiques illégales sur le marché aux animaux de Mol Question orale de M. Seeuws	1163-1		1333	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Animaux et protection des animaux (suite)				
Déficiences graves des interventions de la gendarmerie à propos de l'organisation illicite de combats de coqs dans le sud de la province de Limbourg			2037-2038	
Question orale de M. de Seny				
Arrêtés d'exécution de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux			2239-2240	
Question orale de M. Seeuws				
Zoos. — Normes légales. — Contrôle				650, 829
Mutilation d'animaux domestiques				650, 829
Commerce d'espèces animales protégées				756, 942
Combats de coqs en Belgique				
Poursuites judiciaires				904, 909, 1190
Moyens mis à la disposition de la gendarmerie				1282
Passivité de la gendarmerie				1702, 1705, 1800
Expériences pratiquées sur des animaux à des fins pharmaceutiques				1139
Déclaration universelle des droits de l'animal. — Validité en Belgique				1253, 1418
Chiens féroces. — Mesures préventives				1706, 1860
<i>Voir aussi:</i> Abattoirs — Affaires étrangères — Elevage — Epizooties — Produits alimentaires — Sabena				
Apprentissage				
Apprentissage d'une profession salariée	1111-14	24-26, 85		
<i>Voir aussi:</i> Allocations familiales — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Travail				
Arbres				
<i>Voir:</i> Code rural — Droits d'enregistrement — Environnement — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) — Musées — Sylviculture				
Archéologie				
<i>Voir:</i> Affaires culturelles				
Architectes				
Protection du titre et de la profession d'architecte				
Interpellation de M. Seeuws			907-908	
<i>Voir aussi:</i> Publicité				
Archives				
Archives générales du Royaume				
Situation critique des Archives générales du Royaume				
Interpellation de M. Hasquin			2483-2486	
Restitution de pièces d'archives en cas de demande de pays en voie de développement				1441
<i>Voir aussi:</i> Finances — Institutions de crédit — Musées				
Armée				
Conseillers moraux auprès des Forces armées, relevant de la Communauté non confessionnelle de Belgique				
Projet de loi 1989-1990				
Rapport de M. De Bremaeker	1057-2			
Discussion et vote			955-958, 1025	
Statut des candidats militaires du cadre actif				
Projet de loi 1989-1990				
Amendements du Gouvernement	1058-2			
Avis du Conseil d'Etat	1058-3			
Rapport de M. De Bremaeker	1058-4			
Amendement du Gouvernement	1058-5			
Amendements de M. Janzegers et consorts	1058-6			
Discussion et vote			565-586, 710-713, 714-715	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Armée (suite)				
Statut de candidats militaires du cadre actif				
Cotisations sociales. — Période de formation	1058-5	1-2		
Suppression du système du cadre temporaire			440, 441	331, 478
Mesures transitoires				929
Force aérienne	1111-10	2, 8, 9, 16-17		
Avions F-16	1111-10	2, 8, 9, 11, 13		
Vols à basse altitude au Maroc	1111-10	10, 17-18		
Avions C-130	1111-10	15		
Vols militaires à basse altitude dans l'agglomération de Gand				8, 234
Survol des Ardennes par des avions à basse altitude				253, 571
Survol du Limbourg à basse altitude				431, 573, 619
Installation du Programme <i>Tactical Leadership</i> (Ecole de vols à basse altitude de l'O.T.A.N.) à Florennes				479
40 ^e escadrille à Koksijde. — Intégration des plongeurs sauveteurs dans le cadre navigant breveté				646, 729
Etude des phénomènes inexplicables (Ovnis)				753, 824
Défense des installations de la force aérienne				882
Mission en Turquie. — Avions de reconnaissance				907, 981
8 ^e escadrille. — Transfert à Florennes				1024
Extension de la piste de l'aéroport de Bierset				1043
Fermeture du dépôt de munitions de la base de Sugny. — Nouvelle affectation				1044, 1541
Aérodrome de Schaffen. — Suppression éventuelle				1705, 1828
Infrastructure de l'O.T.A.N.	1111-10	2, 9, 14, 15		
Politique de défense	1111-10	3, 5, 6, 7	439-440	
Forces belges en Allemagne. — Retrait	1111-10	3, 6, 7, 13-14	440	801, 928, 1847
Situation intolérable au quartier Stockheim-Friesheim				56, 407
Relations avec les unités stationnées en Belgique				255, 571
Rapatriement. — Accueil par la base de Marche-en-Famenne				330, 448
Pollution des terrains. — Assainissement				753, 880
Transfert à Heverlee du 20 ^e bataillon logistique à Propsteierwald				802
Réduction éventuelle du nombre de gendarmes				929
Nouvelles implantations à Lombardsijde et Ostende				1250, 2027
Logement des familles				1359, 1660, 1763, 1920, 1968, 2065
Encadrement social de la main-d'œuvre civile				1479
Expulsions de gens d'habitations données en location par l'O.C.A.S.C. à Tournai et à Chièvres				1563
Nouvelles implantations. — Crédits. — Destination des installations				1947
Accompagnement moral et financier				1947, 2029
Plan de rapatriement				1969
<i>Voir aussi</i> : Circulation routière — Etat civil				
Réduction du personnel appointé	1111-10	4, 5		
Réintégration des militaires dans la vie civile	1111-10	6, 7		
Restructuration des forces armées. — « Plan Charlier »				
Dividende de la paix	1111-10	6, 13-14	435, 439, 440	
Observation de la répartition linguistique				908, 982
Avenir de notre industrie de défense	1111-10	7		
Achats militaires	1111-10	8, 9, 11		
Compensations économiques	1111-10	8, 12-16		
Commandes. — Répartition régionale				362
Force navale	1111-10	8, 9, 15, 17		
dans le Golfe. — Prime de danger pour les marins				174, 537, 570, 1250
Effectifs. — Localisation des unités				174, 273
Octroi de décorations à l'équipage qui participa aux opérations dans le Golfe				1781, 1828
Projet de loi portant le plan de revalorisation du personnel navigant				1847, 2065
Coopération technique militaire	1111-10	9, 17		
Augmentation des dépenses de l'Etat-Major général et des services centraux	1111-10	10		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Armée (suite)				
Modification de certaines dispositions relatives aux statuts du personnel des Forces armées et du Service médical (Emploi des langues — Statut des officiers et sous-officiers et des volontaires — Règlement de discipline — Effectifs en officiers — Personnel féminin: protection parentale et retrait temporaire d'emploi, pour raisons familiales)				
Projet de loi*	1128-1			
Rapport de Mme Tyberghien-Vandenbussche	1128-2			
Amendements de M. Janzegers et de Mme Nélis	1128-3			
Discussion et vote			755-771, 878-880, 896-897	
Fixation pour l'année 1991 du contingent de l'armée				
Projet de loi*	1137-1			
Rapport de Mme Tyberghien-Vandenbussche	1137-2			
Discussion et vote			771-775, 897	
Modification de la loi du 19 décembre 1980 relative aux droits pécuniaires des militaires et liaison automatique différée de la solde des miliciens au traitement des volontaires de carrière				
Projet de loi*	1327-1			
Statut syndical du personnel militaire				
Droit d'association			436, 441	
Représentativité				1008, 1099
Critères de représentation syndicale. — Courrier militaire				1782, 1830
Organisations syndicales reconnues				1882, 1967
Aide à la Roumanie			437, 440	
Statut social du personnel militaire			440	
Séjour dans des casernes belges de militaires américains en route vers la région du golfe Persique				
Question orale de M. Pataer			698	
Assurance des militaires en mission spéciale dans la région du Golfe			1042	218, 365
Indemnisation des proches des militaires			1042	255, 371, 407
Position de nos chasseurs de mines dans le golfe Persique				
Question orale de M. de Seny			1328	
Fermeture en Campine des bases militaires britanniques				
Question orale de M. Geeraerts			1328-1329	
Equipped des avions F-16 « de contre-mesures électroniques »				
Question orale de M. Ottenbourgh			1329	
Crise du Golfe. — Contribution militaire de la Belgique			1536-1537	
Envoi de chasseurs de mines			1536	
Envoi de <i>Mirages</i> en Turquie			1536	
Missions humanitaires des C-130			1537	
Assistance médicale			1537	
Aide à la Grande-Bretagne et à la France			1537	
Bilan des opérations de déminage et d'arraisonnement menées par les navires belges au Moyen-Orient jusqu'au 28 février				
Question orale de M. Hasquin			1637-1638	
Résiliation de baux à loyer en Belgique par suite du retour de nos militaires d'Allemagne				
Question orale de M. Didden			2035	
Rapatriement des troupes stationnées en R.F.A				
Question orale de M. de Seny			2091-2092	
Utilisation d'avions belges de la force aérienne en vue d'une aide humanitaire à la Somalie				
Question orale de Mme Aelvoet			2243	
Emploi des langues à l'armée. — Rapport pour l'année 1990			3035	
Prime d'encouragement pour absence d'accidents de la circulation. — Incidence budgétaire				8, 269
Emploi des langues. — Happening sportif à l'aérodrome de Koksijde				56, 270
Service de déminage. — Installation de démantèlement d'obus à gaz toxique à Houthulst				254, 365
Non-activité pour aspirants-agents				254, 477
Délai pour la mise sur pied d'un détachement. — Disponibilité du matériel				255, 447
Service militaire, rappel et cadre de réserve. — Circonstances exceptionnelles. — Indemnité				269
Voyages en Europe de l'Est				331, 410
Organisation des relations entre l'autorité et les syndicats de militaires. — Absence d'arrêtés d'exécution				465, 536, 773
Missions spéciales. — Prime de danger et allocation pour menus frais				537

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Armée (suite)				
Programme E.U.C.L.I.D. (Recherche de nouvelles technologies). — Participation de l'armée belge				602, 726
Accords C.F.E. — Vente de matériel militaire déclassé				602, 726, 1043, 1044, 1092
Service d'information pour la sélection et le recrutement de militaires				
Achat d'un autobus à étage (Bus Infosermi)				603, 728
Réunions d'information dans l'arrondissement de Hal-Vilvorde				1286, 1372
Hôpitaux militaires				
Avenir des polycliniques				646, 730
Ancien hôpital militaire, avenue de la Couronne à Bruxelles. — Refus d'exécution du contrat de vente				983
Rappels. — Retards de paiement				881
Ecoles interforces. — Direction bilingue				907, 1023
1 ^{er} bataillon de carabiniers à Bourg-Léopold. — Demandes de mutation				908, 982
Eventualité d'une intervention armée à l'étranger. — Participation de miliciens				957, 1023
O.C.A.S.C. (Office central d'action sociale et culturelle)				
Garantie de logement pour les militaires qui ne sont pas en service actif. — Lettre de l'Office central d'action sociale et culturelle aux locataires				1099
Location d'immeubles. — Résiliation de baux				1359, 1453
Location d'habitations. — Détermination du loyer				1587
Logements fournis ou donnés en location au Ministère de la Défense nationale				1588
Habitations louées à des gendarmes. — Garantie de logement				1830
Ecole de candidats-officiers de carrière à Dinant. — Obligation d'assister au <i>Te Deum</i>				1160, 1302
Militaires en conge illimité. — Avis d'affectation				1161, 1229
Journées portes ouvertes à Florennes. — Allocation pour prestations spéciales				1161, 1333
Droit des invalides militaires du temps de paix à la gratuité des soins de santé. — Autorisation du C.M.T.C.				1359, 1495
Dépôt de matériel militaire à Hannut. — Remises en état inutiles				1396, 1454
Base de Florennes. — Vente à la commune d'un terrain de 50 hectares				1478
Alcoolisme et drogues. — Enquête. — Mesures de prévention				1478, 1684
Base de Sugny. — Départ de l'armée américaine. — Surveillance				1478, 1966
Doléances concernant les soins de santé				1479, 1562, 1638, 1761
Développement prévu du domaine militaire de Lombardsijde-Middelkerke				1523, 1563, 1639, 1966
Traitement minimum d'un caporal-chef				1589
Comités de sécurité et d'hygiène. — Représentation				1858
Infrastructure sportive				1881
Centres médicaux. — Problème de médecin pendant les week-ends				1900
Répartition régionale des investissements militaires en fonction des types de surface				1969
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Armes — Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Circulation routière — Enquêtes — Etat civil — Europe — Gendarmerie — Handicapés — Inspection automobile et permis de conduire — Justice — Langues — Pensions (Généralités) (Pensions de réparation) (Secteur public) — Rwanda — Stupéfiants				
Armes				
Modification de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions				
Projet de loi*				
Rapport de M. Van Rompaey	972-2			
Discussion et vote			930-947, 1023-1024	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Armes (suite)				
Importation, exportation et transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente (Ancien intitulé: Importation, exportation et transit d'armes, de munitions et de matériel spécialement conçu pour un usage militaire et de la technologie y afférente) Projet de loi Rapport de M. Pécriaux Amendement du Gouvernement Amendements de Mmes Dardenne et Aelvoet Sous-amendement de Mmes Aelvoet et Dardenne Amendements de Mmes Dardenne et Aelvoet Discussion et vote	1281-1 1281-2 1281-3 1281-4 1281-5 1281-6		2567-2577, 2579-2601, 2715-2717, 2724-2725	
Autorisation d'acquisition et certificats d'immatriculation d'armes de défense	1374-7	8		
Destruction d'armements belges par suite de l'accord sur le désarmement conventionnel en Europe Question orale de M. de Wasseige			852	
Modification de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions (Calibre .22 — Armes de chasse ou de sport — Offre écrite) Projet de loi* (Document n° 158-1 — S.E. 1979) Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 972			930-947, 1024	
Modification de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions (.22 Long rifle) Proposition de loi de M. Désir S.E. 1988 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 972			930-947, 1024	
Prolifération et exportation de produits nucléaires, bactériologiques et chimiques Interpellation de Mme Dardenne			1873-1876	
Importation, exportation et transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente. — A.R. en exécution de la loi du 5 août 1991 Voir aussi: Commerce extérieur — Gouvernement			3038-3039	
Armes chimiques Siège du bureau international de contrôle. — Implantation à Ypres Installation de démantèlement à Houthulst Exportation de gaz toxiques vers le Moyen-Orient Incinération de gaz toxiques à Houthulst. — Ypérite Démantèlement				144 174, 363 227 578, 627 603, 606, 680, 727 479
Coproduction belgo-égyptienne d'armes légères Ventes d'armes au Qatar et à Dubay Registre national des armes. — Mesures en cas de conflit armé Fourniture d'armes aux pays du tiers monde, dans le cadre de l'O.T.A.N.				821 906, 1018
Fournitures d'armes à des « pays arabes amis » Vente d'armes à Israël Législation relative aux armes. — Circulaire du 18 février 1991. — Interprétation Voir aussi: Affaires étrangères — Armée — Commerce extérieur — Justice — Ministres et Ministères (Europe 1992-Secrétaire d'Etat)				1162, 1250, 1453, 1585, 1956 1579 1637 1879, 1926
Armes nucléaires				
Contribution de la Belgique à la conclusion d'un traité portant interdiction générale des essais nucléaires, dans le cadre de la Conférence du désarmement des Nations Unies (United Nations-Test Ban Treaty Conference) Proposition de résolution de M. Pataer	1172-1			
Négociations sur la réduction des armements. — Négociations bilatérales, relatives aux armes nucléaires à courte portée, entre les Soviétiques et les Américains			440	
Soutien de la Belgique à la conclusion d'un Traité général sur l'arrêt des essais nucléaires lors de la Conférence Test Ban Treaty des Nations Unies qui se tiendra à New York du 8 au 19 janvier 1991 Question orale de M. Pataer			699-700	
Prolifération et exportation de produits nucléaires, bactériologiques et chimiques Interpellation de Mme Dardenne			1873-1976	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Armes nucléaires (suite)				
Conférence de l'O.N.U. sur l'arrêt des essais nucléaires. — Attitude de la Belgique <i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Organisation des Nations unies — Protection civile				712
Art de guérir				
Ordre des médecins Projet de loi	1111-15 1115-2	6-7, 8 6	589, 590, 607	
Pétition des conseils de l'Ordre Soins à domicile	1111-15 1115-2	8 13, 14, 17		770
Introduction du carnet médical <i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité — Etablissements hospitaliers	1111-15	8-9		
Honoraires				
Revalorisation	1111-15	10		
Médecins hospitaliers (Supplément pour chambre individuelle)	1111-15	10		
Biologie clinique ambulante			594	
Scission des honoraires en un honoraire intellectuel et un honoraire technique			595	
Perception des honoraires dans les hôpitaux. — Pratiques des médecins non conventionnés qui demandent des suppléments <i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Politique sociale (Dispositions sociales)			607, 610	
Prestations paramédicales	1111-16	10-11		
Statut des travailleurs du secteur paramédical <i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité — Etablissements hospitaliers — Kinésithérapie — Personnel infirmier			452, 453	
Projet de loi sur les professions paramédicales. — Soins palliatifs. — Rémunération				1300
Libre choix du médecin	1115-2	9, 16	452, 602, 609, 610	
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales en vue de protéger les titres professionnels de certains médecins et auxiliaires paramédicaux (Biologie clinique pratiquée en milieu hospitalier. — Pharmaciens)				
Proposition de loi de M. Diegenant	1423-1			
Maîtrise de l'offre médicale			599	
Soins de santé primaires			599	
Incitation inutile à augmenter le nombre des prestations médicales				
Question orale de Mme Aelvoet			1122-1123	
Statut du personnel soignant et des médecins spécialistes				
Question orale de M. Valkeniers			2686-2687	
Médecins polycliniciens				
Statut du médecin hospitalier				114
Prérogatives de médecins constitués en a.s.b.l.				114
Médecins. — Société civile. — Attestation de soins de santé. — Taxation				250, 305
<i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Transplantations d'organes				
Bénéficiaires de l'A.M.I. — Ressortissants de la C.E. et ressortissants de pays tiers				1523, 1584, 1919, 2063 1707, 1801
Accord ou opposition. — Données disponibles				1900
Hygiène mentale. — Initiatives de coopération. — Concertation avec des généralistes				
Publicité interdite <i>Voir:</i> Politique sociale (Dispositions sociales)				
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Aide médicale urgente — Armée — Assurances — Avortement — Communautés européennes — Coopération au développement — Cultes — Dentistes — Enfance et jeunesse — Etablissements hospitaliers — Gendarmerie — Hygiène et santé — Kinésithérapie — Pensions (Pensions de réparation) — Politique scientifique — Politique sociale (Dispositions sociales) — Problèmes éthiques — Publicité — Stupéfiants — Travail — Zaïre				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Artisanat				
Voir: Commerce				
Arts				
Vente aux enchères d'une partie du legs Goldschmidt au musée des Beaux-Arts			380-381	
Question orale de M. De Bondt				259, 341
Vente publique d'œuvres d'art				259, 342
Droit de suite. — Ayants droit. — Montants perçus. — Organisation administrative				719
Droit de suite. — Liste des ayants droit. — Publication au <i>Moniteur belge</i>				
Transferts à l'étranger				
Voir aussi: Droits d'auteur — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) (Charges et dépenses déductibles) — Travail				
Assainissement de l'agriculture et de l'horticulture				
Rapport sur l'exécution de la loi pendant l'exercice 1990			1947	
Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale				
Recommandations			9, 745, 2458	
Association internationale de développement				
Contribution de la Belgique à la neuvième reconstitution des ressources de l'Association				
Projet de loi	1272-1			
Rapport de M. Didden	1272-2			
Discussion et vote			2043, 2046-2047	
Associations sans but lucratif				
Modification des articles 16, alinéa 1 ^{er} , et 36 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux a.s.b.l. et aux établissements d'utilité publique, modifiés par la loi du 16 mars 1962 et du 10 mars 1975 (Autorisation royale non requise pour l'acceptation des libéralités n'excédant pas 400 000 francs)				
Projet de loi*	1358-1			
Discussion et vote			2781-2782, 2799-2800	227
Autorisations royales pour l'acceptation de dons et de legs mobiliers				1026
Collecte de vêtements à domicile. — Autorisation « nationale »				
Voir aussi: Art de guérir — Environnement — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) — Partis politiques — Société nationale des chemins de fer belges — Travail				
Assurance maladie-invalidité				
Modification de l'article 40 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité en y insérant un article 56bis et un article 56ter (Ancien intitulé: Modification des articles 40 et 56 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité [Incapacité de travail])				
Projet de loi*				
Rapport de M. Deneir	882-2			
Discussion et vote	+ Annexe		2748-2749, 2796-2797	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Assurance maladie-invalidité (suite)				
V.I.P.O. Revenu du ménage. — Dépassement du barème. — Réduction de frais pour soins de santé	1111-4	5-6		535, 553, 669
Maîtrise des dépenses. — Mesures. — Intervention de l'Etat en faveur des soins de santé	1111-15 1115-2	3-4 4, 16, 17, 22, 27-29, 30-31	442, 446, 450, 451, 589-595, 610-611	
Conventions et accords entre les organismes assureurs et les dispensateurs ou les établissements de soins. — Dispositions relatives aux procédures I.N.A.M.I. — <i>Responsabilisation</i> . — Honoraires. — Commission de contrôle budgétaire à l'I.N.A.-M.I. — Comité de gestion des soins de santé	1111-15 1115-2	3, 4, 10 8-10, 13- 14, 16, 22- 25, 29	443, 452, 453, 589- 590, 592, 593, 594, 598-599, 602-603, 609, 610	
Indépendants Convention entre les organismes assureurs et les kinésithérapeutes. — Mesures d'économie. — Nouvelle nomenclature. — Limitation des séances de kiné	1115-14	7-8, 9	452	822, 906, 1096
Enveloppes budgétaires <i>Voir aussi</i> : Institut national d'assurance maladie-invalidité — Politique sociale (Dispositions sociales) — Sécurité sociale			598, 599	
Biologie clinique. — Maîtrise des dépenses	1111-15 1111-16 1115-2	4, 11-12 10 8, 9, 17	287, 385, 443, 448, 449, 451, 453, 599, 600 1518	
Conception régionale différente <i>Voir aussi</i> : Art de guérir				
Mesures positives	1111-15	4-5	443	
Kinésithérapie <i>Voir aussi</i> : Art de guérir	1111-15	11	443	
Surconsommation de soins médicaux Institution de commissions provinciales d'évaluation de la surconsommation. — Commissions chargées de sanctionner la surconsommation	1111-16	9, 10	385, 595, 599	
Dossier médical central <i>Voir aussi</i> : Art de guérir	1111-16 1374-3	10 2	599	
Mutualités Frais d'administration	1115-2	6, 8, 11, 12, 14, 18-19, 34-35, 38	447, 606	
Loi du 6 août 1990 sur les mutualités	1115-14 1115-2	7 6	448, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 606, 609, 611	
Modification de la loi. — Nominations à l'Office de contrôle	1403-2	2		
Dossier dit des mutuelles Raisons de l'abstention de l'Etat belge de se constituer partie civile dans le procès. — Récupération de 27 milliards d'avances	1115-2	7, 15, 76	448, 591, 606, 1526	
Intérêts sur placements à court terme			448, 591-592, 593, 609 595	
Modifications à la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités. — Notion de « membres d'une mutualité » et modalités de tenue de comptes distincts	1374-3	3, 10-11	2621, 2622 590, 591, 594	
Compétences communautaires Droit de subrogation des mutuelles à l'égard des assureurs en cas d'accidents de droit commun			595-596	
Remise des bons de cotisation destinés aux mutualités. — Contrôle des doubles affiliations				1799

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Assurance maladie-invalidité (suite)				
Réforme de l'assurance maladie. — Modification fondamentale de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité	1115-2	6, 11, 13, 21	447, 589, 590, 591, 592, 593, 597-600, 603, 609	
Tables rondes	1115-14	7	597-598, 600, 609	
Mesures en faveur des grands brûlés	1115-2	11, 15		
Prestations de rééducation fonctionnelle	1115-2	33		
Raisons de l'abstention de l'Etat belge à se constituer partie civile dans le procès des mutuelles			163	
Question orale de M. de Clippele			447	
Incapacité de travail				
Voir aussi: Travail				
Centres de revalidation			603, 610	
Conséquences que le Ministre des Affaires sociales compte tirer du jugement rendu dans le procès des mutualités				
Question orale de M. Hasquin			1123	
Refus du Gouvernement d'intenter une action en réparation des dommages suite aux condamnations des mutuelles socialistes				
Interpellation de M. de Clippele			1728-1729	
Biologie clinique				
Question orale de M. Valkeniers			1885	
Indépendants. — Soins de santé. — Petits risques. — Paiement après l'âge de la pension				318, 405
Frontaliers				
Soins de santé transfrontaliers				329, 475, 879, 1238
Frontaliers belges au grand-duché de Luxembourg. — Admission en invalidité				1358
Transsexuels. — Remboursement des frais du changement de sexe				445, 1285, 1371
Endoscopie. — Remboursement par l'I.N.A.M.I.				476
Tarifs de soins dentaires. — Restrictions à l'indexation et limites budgétaires à la prévention				536, 720
Myalgie encéphalo-myélique. — Reconnaissance. — Recherche scientifique				545, 616
Personne placée en institution dépendant du fonds 81. — Prestations de logopédie et kinésithérapie. — Prise en charge par l'I.N.A.M.I.				853, 926
Intervention de l'I.N.A.M.I. pour les appareils auditifs				1185
Médicaments. — Ticket modérateur. — Calcul basé sur les ressources I.N.A.M.I. — Déclaration tardive de l'incapacité de travail. — Placement en section psychiatrique d'une prison				1249, 1300
Intervention dans les prestations pharmaceutiques. — Remboursement pour les médicaments onéreux				1265
Contraceptifs oraux. — Remboursement des grands conditionnements				1285
Sociétés médicales d'une personne à responsabilité limitée. — Conséquences pour le recouvrement de prestations payées indûment				1319
Dentistes. — Instauration du système du tiers payant				1358, 1450
Agréation du médicament Zocor				1846, 1899
Patients M.R.S.				1847, 1899
Voir: Personnes âgées				
Voir aussi: Affaires étrangères — Avortement — Etablissements hospitaliers — Fonction publique — Fonds national de reclassement social des handicapés — Handicapés — Invalides de guerre — Kinésithérapie — Politique sociale (Dispositions sociales) — Produits pharmaceutiques — Statut social des travailleurs indépendants				
Assurances				
Projets de loi à l'examen ou en préparation	1111-17	10-13	497	
Contrôle des activités d'assurance. — Projet de loi	1111-17	11		
Projet de loi sur les contrats d'assurance	1111-17	11-12		
Modification de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances et fixation de certaines dispositions relatives au fonctionnement de l'Office de Contrôle des Assurances				
Projet de loi*	1388-1			
Rapport de M. Didden	1388-2			
Discussion et vote			2837-2849, 3017-3018	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Assurances (suite)				
Autorisation de la preuve par copie pour les banques, les caisses d'épargne privées et les entreprises d'assurances Projet de loi* Rapport de M. Hatry Discussion et vote	1410-1 1410-2		2988-2989, 3025 1042	
Missions à risques Voir aussi: Armée				
Absence d'assurance en matière automobile et possibilité d'une action préventive dans ce domaine Question orale de M. Erdman			1776	
Augmentation des primes d'assurance en responsabilité civile médicale et paramédicale Question orale de M. Mahoux			1985-1986	
Assurance-vie mixte. — Taxation de la participation aux bénéfices. — Mention dans le contrat d'assurance				566
Circulation routière. — Non-respect de l'obligation d'assurance. — Nombre de véhicules non assurés. — Preuve d'assurance Voir aussi: Accidents du travail — Assurance maladie-invalidité — Circulation routière — Communautés européennes — Fonction publique — Provinces				1560, 1572, 1717
Ateliers protégés				
Voir: Handicapés				
Autobus				
Voir: Armée				
Aviculture				
Voir: Elevage — Viande				
Avocats				
Avocats stagiaires Voir aussi: Justice Voir aussi: Code judiciaire — Minimum vital — Publicité	1111-5	5, 14, 21-22		
Avortement				
Présentation de 16 listes doubles de candidats membres et membres suppléants de la Commission nationale d'évaluation chargée d'évaluer l'application des dispositions relatives à l'interruption de grossesse. — Liste des candidats Scrutin	1252		1174-1175 1548-1549	
Remboursement des interruptions de grossesse visées à l'article 350, alinéa 2, du Code pénal et interdiction de toute exigence d'honoraires supplémentaires pour ces mêmes interruptions de grossesse Proposition de loi de M. Falise	1276-1			
Tergiversations concernant l'installation de la Commission d'évaluation de la loi relative à l'interruption de grossesse Question orale de M. Gijs			2240-2241	
Remboursement des frais par la sécurité sociale Adaptation de la nomenclature des prestations médicales Service d'information dans les établissements de soins Dépénalisation. — Effacement des condamnations au casier judiciaire Moyens légaux dont dispose le père pour garder l'enfant Utilisation et enregistrement en Belgique de la pilule abortive Projet de loi sur l'interruption de grossesse. — Impossibilité de régner du Roi Voir: Constitution (Doc. n° 1253-1)				98, 309, 1008, 1097 695, 771 108, 1007, 1056 438 1005, 1623 1011, 1239

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
B				
Banque des données				
<i>Voir:</i> Affaires étrangères — Informatique — Protection de la vie privée				
Banque nationale de Belgique				
<i>Voir:</i> Emprunts				
Banques				
Autorisation de la preuve par copie pour les banques, les caisses d'épargne privées et les entreprises d'assurances				
Projet de loi*	1410-1			
Rapport de M. Hatry	1410-2			
Discussion et vote			2988-2989, 3025	
Propension des organismes bancaires à opérer des prélèvements sur les comptes de leurs clients, pour compenser les surcoûts de certains services				
Interpellation de M. Barzin			978-981	
Banque mondiale. — Financement de l'exploitation pétrolière commerciale en Equateur				800, 851, 873, 921 1015
Paievements électroniques. — Tarification				
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Emprunts — Epargne — Finances — Institutions de crédit				
Barrages				
<i>Voir:</i> Eau				
Baux à loyer				
Projet de loi concernant les baux	1111-5	2, 6		
Modification de la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux afin d'assurer au preneur la possibilité d'obtenir un quatrième renouvellement				
Proposition de loi de M. Desmedt	1121-1			
Prorogation des baux jusqu'au 28 février 1991. — Loi du 22 décembre 1989	1166-4 1166-5 1166-8	9-10 14 17	841	
Modification des et complément aux dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer				
Projet de loi*	1190-1			
Rapport de M. Van Rompaey	1190-2			
Amendements de M. Barzin et de Mme Delruelle-Ghobert	1190-3			
Amendements de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	1190-4			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et de M. Pede	1190-5			
Amendements de M. Vaes	1190-6			
Amendements de M. Desmedt	1190-7			
Amendements de MM. Hatry et Barzin	1190-8			
Amendements de M. de Clippele et consorts	1190-9			
Discussion et vote			1185-1197, 1200-1202, 1220, 1225-1266, 1334- 1337-1354, 1361-1362	
Motion d'ordre de M. Hatry (Application de l'article 56 du Règlement du Sénat. — Distribution tardive des rapports)			1186	
Modification de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer (C.c., art. 1759bis abrogé. — Prorogation du bail. — Bail écrit à durée déterminée)				
Proposition de loi de MM. Cerexhe et Erdman	1245-1			
Discussion et vote			1538-1539, 1541	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Baux à loyer (suite)				
Modification d'un certain nombre de dispositions de la nouvelle section II, intitulée « Des règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur » et insérée à la suite de l'article 1762bis du Code civil par la loi du 20 février 1991 Proposition de loi de M. Hatry	1405-1			
Protection du locataire d'un logement familial Proposition de loi de M. Erdman 1989-1990 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1190			1185-1197, 1200-1202-1220, 1225-1229, 1362	
Modification du Code civil en matière de bail à loyer (Protection du propriétaire) Proposition de loi de M. Hatry 1989-1990 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1190			1185-1197, 1200-1202-1220, 1225-1229, 1362	
Sécurité d'occupation du locataire (Durée du bail et congé — Loyer — Prémont immobilier) (Code civil) Proposition de loi de M. Erdman 1988-1989 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1190			1185-1197, 1200-1202-1220, 1225-1229, 1362	
Modification du Code civil sur le régime du contrat de louage et garantie du droit au logement quant au montant des loyers et à la sécurité du maintien dans les lieux Proposition de loi de M. Vaes et de Mme Aelvoet 1988-1989 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1190			1185-1197, 1200-1202-1220, 1225-1229, 1362	
Modification de certaines dispositions du Code civil relatives au louage de biens immeubles (Sécurité du logement — Loyer — Prémont immobilier — Préavis) Proposition de loi de M. Van Rompaey 1989-1990 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1190			1185-1197, 1200-1202-1220, 1225-1229, 1362	
Modification de certaines dispositions du Code civil relatives aux baux d'habitation (Décès du preneur — Prémont immobilier — Protection de l'occupation du locataire — Protection particulière aux locataires âgés) Proposition de loi de M. Desmedt 1989-1990 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1190			1185-1197, 1200-1202-1220, 1225-1229, 1362	
Location de bâtiments publics. — Augmentation des loyers de 1990 à 1994				1421
Chambres d'étudiants. — Restitution de la garantie. — Législation applicable				1747
Résiliation pour occupation personnelle. — Société de patrimoine				1815
Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail				1844
<i>Voir aussi:</i> Armée — Budgets (Généralités) — Chambres législatives — Droits d'enregistrement — Impôts sur les revenus				
Benelux				
<i>Voir:</i> Conseil interparlementaire consultatif de Benelux — Frontaliers — Services d'incendie — Transports — Travail				
Bibliothèques				
Bibliothèque royale Albert I. — Conditions d'accès <i>Voir aussi:</i> Sécurité sociale				1983, 2067
Biens				
<i>Voir:</i> Malades mentaux				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Bonnes mœurs				
Pornographie				1779
Définition				1844
Législation. — Mesures au niveau européen				
<i>Voir aussi</i> : Etat civil				
Bourgmestres, échevins et conseillers communaux				
Complément à l'article 11 de la nouvelle loi communale (Remplacement d'une conseillère enceinte)				
Proposition de loi de Mmes Nélis et Dardenne 1988-1989				
Rapport de Mme Lieten-Croes	771-2		1762-1764, 1793	
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1189				
Renforcement du rôle des bourgmestre et échevins	1111-6	11		
Réduction du nombre des échevins	1111-6	11, 12		
Modification de la nouvelle loi communale en ce qui concerne les absences et empêchements des mandataires				
Projet de loi*	1189-1			
Rapport de Mme Lieten-Croes	1189-2			
Amendement de M. Vandenhoute	1189-3			
Discussion et vote			1762-1766, 1792-1793	
Modification de l'article 18 de la nouvelle loi communale (Absences et empêchement des échevins)				
Projet de loi*	1314-1			
Modification de l'article 13 de la nouvelle loi communale (Election du bourgmestre par les conseillers communaux — Fourons et Comines: échevins)				
Proposition de loi de MM. de Wasseige et Collignon	1385-1			
Nomination d'un bourgmestre à Houthulst				
Question orale de M. Pinoie			2239	
Conseil communal. — Délibération valable. — Portée de l'art. 90, al. 2 de la nouvelle loi communale				274
Droit de regard des conseillers communaux				1045, 1269
Ordre du jour du collège échevinal				1397, 1589
Interprétation				1479, 1527
Accès du bourgmestre à la base américaine de Florennes				1570, 1687
Mandataires communaux. — Perte de droits à la pension en cas de révocation. — Nouveaux droits à la pension en cas de réhabilitation				1947, 2067
Loi communale. — Déplacements des bourgmestre et échevins sur le territoire de leur commune. — Indemnités				2046
Composition des commissions du conseil. — Régime légal				
<i>Voir aussi</i> : Centres publics d'aide sociale — Elections — Fonction publique — Manifestations — Milice — Pensions (Généralités) — Transports				
Brevets				
Réglementation des inventions des salariés				
Proposition de loi de M. Hatry et de Mme Herman-Michielsens	1425-1			
Bruit				
Achat de sonomètres par les communes	1111-6	10		
<i>Voir aussi</i> : Aéronautique — Armée — Circulation routière — Droit pénal — Société nationale des chemins de fer belges				
Bruxelles-Capitale				
<i>Voir</i> : Centres publics d'aide sociale — Communes (Bruxelles-Capitale) — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) — Régions et communautés (Région bruxelloise) — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Budgets				
Généralités				
Nouvelle procédure budgétaire. — Loi du 28 juin 1963, modifiée par la loi du 28 juin 1989. — Critique	1110-2 1111-5 1174-2 1386-2 1403-6 1110-2 1110-2	3-4 2 1-2 6 1 27, 32-33 3-4	367, 369, 371, 373, 375, 379, 386, 388, 434, 501-502, 504, 1782 367, 501-502 373	
Mise en œuvre de budgets-programmes				
Examen des budgets en commission. — Délai imposé				
Manque de contrôle parlementaire				
<i>Voir aussi</i> : Comptabilité de l'Etat				
Examen des budgets administratifs				
<i>Voir aussi</i> : Comptabilité de l'Etat				
Contrôle budgétaire	1110-2 1386-2 1403-2	6, 26, 29 2, 3 1-2	365, 368, 369, 370, 372, 374, 380, 383, 387, 843, 2609, 2903, 2904, 2905, 2930, 2943	
Analyse du contrôle budgétaire (Communication gouvernementale)			1375, 1502-1503, 1505- 1506, 1507-1508, 1510- 1512, 1516, 1519, 1520- 1522, 1524-1525, 1526, 1530 1502, 1530	
Procédure				
Circonstances du contrôle			1502 1503, 1531	
Aménagement budgétaire				
Politique budgétaire	1110-2	11-12	364, 365-366, 367-368, 369, 371-372, 375, 387, 388, 2903, 2904, 2905 366	
<i>Zero base budgetting</i> (Débudgétisation sur une base zéro)	1110-2	27, 31		
Débudgétisation	1111-20 1111-15 1386-2	5 3 5	832, 2909	
Loi-programme relative à diverses dispositions fiscales et non-fiscales (Impôts sur les revenus — Impôt forfaitaire sur les producteurs d'électricité — Taxe de circulation — Taxe spéciale sur produits de luxe — Suppression des droits de timbre sur effets de commerce — Conversion des Bons du Trésor en une obligation linéaire — Garantie de l'Etat attachée aux emprunts de la Société nationale des distributions d'eau — Fonds monétaire; émission de monnaies à l'occasion de fêtes commémoratives — Prélèvement au profit du Trésor sur les bénéfices de la Loterie nationale — Délivrance de passeports et de documents de voyage pour étrangers; taxes consulaires et taxes de chancellerie — Garantie de l'Etat pour les formules de financement alternatif de la S.N.C.B. — Fonds des calamités: traitements des fonctionnaires — Prorogation des baux à loyer)				
Projet de loi*	1166-1			
Rapport de M. Weyts	1166-2			
Amendements de M. Van Thillo	1166-3			
Amendements de M. de Clippele et consorts	1166-4			
Amendements de M. Hatry et consorts	1166-5			
Amendement de M. Boël et consorts	1166-6			
Amendements de Mmes Dardenne et Aelvoet	1166-7			
Amendements subsidiaires de M. de Clippele	1166-8			
Discussion			827-844	
Discussion des articles			855-876	
Votes réservés			882-894	
Vote			903-904	
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
Préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1990 (Transmise par la Cour des comptes conformément à l'article 29 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat)	1332-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Budgets (suite)				
Généralités (suite)				
Dispositions budgétaires (Dispositions sociales : mesures budgétaires; transfert de bonis de la sécurité sociale au Fonds pour l'équilibre financier; prêt de l'Office national des vacances annuelles à l'O.N.P. — Loi du 6 août 1990 relative aux mutualités) (Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises — Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, art. 83 : personnel de l'aviation civile) (Pensions secteur public) (Statut social indépendants) (Sabena: restructuration et recapitalisation — Immatriculation des véhicules) (Loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux — Exécution règlement C.E.E. relatif au financement de la politique agricole) (C.I.R. : mesure incitative à l'utilisation des transports en commun — Stock non utilisé de la déduction pour investissement — Déduction de pertes antérieures. — Mesures anti-abus de droit et <i>ruling</i> — Versement anticipé du précompte professionnel décembre — P.M. sur titres émis par centres de coordination — Bénéfices prélevés sur réserves immunisées — Confirmation d'A.R. relatifs au précompte professionnel) (Confirmation d'A.R. modifiant le régime d'accises des huiles minérales et du tabac) (Recensement décennal: subventions aux communes — Décimes additionnels sur amendes pénales — Traitement des ministres des cultes — Service de l'Etat à gestion séparée pour la gestion et la répartition du budget de fonctionnement des gouvernements provinciaux — Financement de la Régie des Bâtiments — Contribution de la R.T.T. à l'apurement de la dette publique — Enseignement: charges du passé — Passif et pertes de l'O.C.C.H.)				
Projet de loi*	1403-1			
Rapport (Affaires sociales) de M. Deneir	1403-2			
Rapport (Pensions du secteur public — C.I.R. — Accises huiles minérales et tabac — O.C.C.H.) de M. Didden	1403-3 +			
	Annexes			
Rapport (Statut social des indépendants — Agriculture) de M. Ghesquière	1403-4			
Rapport (Sabena — Immatriculation des véhicules — Régie des Bâtiments — R.T.T.) de M. Cools	1403-5			
Rapport (Recensement décennal: subventions aux communes) de M. De Cooman	1403-6			
Rapport (Décimes additionnels sur amendes pénales — Traitement ministres des cultes) de M. Van Rompaey	1403-7			
Rapport (Service de l'Etat à gestion séparée pour la gestion et la répartition du budget de fonctionnement des gouvernements provinciaux) de Mme Panneels-Van Baelen	1403-8			
Rapport (Enseignement: charges du passé) de M. Antoine	1403-9			
Amendements de MM. Hatry et de Clippele	1403-10			
Amendements de M. Vandenhautte	1403-11			
Amendement de M. de Clippele et consorts	1403-12			
Amendements de MM. Hatry et Bock	1403-13			
Discussion				
Discussion générale			2902-2911	
Section: Affaires sociales			2915-2916	
Discussion et vote des articles			2916-2918	
Section: Finances			2918-2919	
Discussion et vote des articles			2919-2930	
Section: Agriculture et Classes moyennes			2930-2931	
Discussion et vote des articles			2931-2933	
Section: Infrastructure			2933-2935	
Discussion et vote des articles			2935-2937	
Section: Economie			2937	
Discussion et vote de l'article			2937-2938	
Section: Justice			2938	
Discussion et vote des articles			2938	
Section: Intérieur			2938-2939	
Discussion et vote des articles			2939-2940	
Section: Enseignement et Science			2940	
Discussion et vote des articles			2940	
Votes réservés			3011-3014	
Vote			3024-3025	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Budgets (suite)				
Généralités (suite)				
Déficit budgétaire			1376, 1507, 1508, 1525, 1532	
Impact budgétaire de la guerre du Golfe			1503-1504, 1506, 1519, 2903, 2908	
Retard apporté au dépôt des mesures contenues dans le projet de loi portant des dispositions budgétaires et manque d'envergure de ces mesures			2903, 2904, 2910	
Contrôle parlementaire de l'exécution des budgets			2906	
Dépenses de fonctionnement des cabinets ministériels				
<i>Voir: Ministres et Ministères (Généralités)</i>				
<i>Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) — Comptabilité de l'Etat — Cour des comptes — Etablissements hospitaliers — Finances — Gendarmerie — Ministres et Ministères (Généralités)</i>				
Voies et Moyens				
Projet de loi* (de l'année 1991)	1110-1			
Rapport de M. De Bremaeker	1110-2			
Discussion				
Discussion générale			364-376, 379-380, 381-389	
Section: Justice			389-402	
Section: Intérieur et Fonction publique			404-418	
Section: Affaires étrangères			418-422	
Section: Commerce extérieur			427-428, 432-433	
Section: Coopération au développement			428-432, 433-434	
Section: Défense nationale et Gendarmerie			434-441	
Section: Pensions			441-442	
Section: Classes moyennes			442	
Section: Prévoyance sociale			442-443, 446-449, 452-453	
Section: Santé publique et Environnement			449-457	
Section: Emploi et Travail			457-459, 461-462, 463-464	
Section: Agriculture			469-474-475, 476-481, 483-485, 487	
Section: Communications			490-497	
Section: Affaires économiques			497-502, 503-504	
Section: Politique scientifique			505-508	
Section: Postes, Télégraphes et Téléphones			509	
Discussion des articles			510-514	
Vote			713-714	
Exécution du budget 1990	1110-2	5		
Elaboration du budget 1991. — Bases sur lesquelles le budget a été établi. — Paramètres	1110-2	5-6, 8-11, 20-21, 28-29, 34-35	364, 365, 367, 368, 369, 370, 373-374, 375, 380, 386-387	
Crise du Golfe. — Hausse des prix pétroliers	1110-2	5, 6, 8, 20-21, 25-26, 28, 34, 51, 52-53, 54, 73, 80-81	364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 372, 380, 387, 2903, 2943, 2944	
Taux d'intérêt	1386-2	2, 3, 9-10	370, 2904	
Caractéristiques méthodologiques du budget 1991	1110-2	6-8		
Réforme de l'Etat	1110-2	7-8, 10, 33	2941	
Recettes fiscales et parafiscales. — Evolution	1386-2	2		
Perte de recettes à l'impôt des sociétés	1110-2	16, 40-44	370-371, 2904, 2941, 2943	
Incidence des hausses des prix pétroliers sur les recettes	1386-2	2, 4, 7, 9		
Incidence de l'augmentation des droits d'accise sur les carburants	1110-2	59, 61-62	370-371, 376, 2903	
Ajustement du budget de l'année 1991	1110-2	51, 54		
Projet de loi*	1386-1			
Rapport de M. Didden	1386-2			
Discussion et vote			2940-2944, 3024-3025	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Budgets (suite)				
Voies et Moyens (suite)				
Sur l'absence en séance plénière du Premier Ministre lors de la discussion du budget			365, 367, 373	
Evolution parallèle des recettes et de la croissance économique			376, 387, 2905, 2908, 2909, 2910	
Révision des hypothèses de base du budget 1991			1376, 1510, 2903, 2904	
Coefficient d'élasticité			2943	
Voir aussi: Budgets (Généralités)				
Budget général des Dépenses				
Transmission de budgets administratifs et de budgets administratifs ajustés	1110-2	4	102, 170, 302, 336, 377-378, 426, 489, 746, 955, 1073-1074, 1199, 1397-1398, 1947-1948, 1981, 2321-2322, 2402, 2458-2459, 2509, 2579, 2658, 3035	
Projet de loi* (de l'année 1991)	1111-1			
Rapports				
Dotations — Finances — Dette publique: M. De Bremaeker	1111-2			
Premier Ministre: M. Aerts	1111-3			
Pensions: M. Marchal	1111-4			
Justice: M. Pataer	1111-5			
Dotations — Intérieur et Fonction publique: M. De Loor	1111-6			
Affaires étrangères: M. Henneuse	1111-7			
Commerce extérieur: M. Leclercq	1111-8			
Coopération au développement: M. Bockstal	1111-9			
Défense nationale: M. Delloy	1111-10			
Gendarmerie: M. Ottenbourgh	1111-11			
Agriculture: M. Van Nevel	1111-12			
Classes moyennes: M. Content	1111-13			
Emploi et Travail: M. Vannieuwenhuyze	1111-14			
Prévoyance sociale: M. Deghilage	1111-15			
Santé publique et Environnement: M. Borin	1111-16			
Affaires économiques: M. Schellens	1111-17			
Communications et Infrastructure: M. Appeltans	1111-18			
Postes, Télégraphes et Téléphones: M. Appeltans	1111-19			
Premier Ministre (Politique scientifique): M. Didden	1111-20			
Amendements de MM. Hatry et Boël	1111-21			
Discussion				
Discussion générale			364-376, 379-380, 381-389	
Section: Justice			389-402	
Section: Intérieur et Fonction publique			404-418	
Section: Affaires étrangères			418-422	
Section: Commerce extérieur			427-428, 432-433	
Section: Coopération au développement			428-432, 433-434	
Section: Défense nationale et Gendarmerie			434-441	
Section: Pensions			441-442	
Section: Classes moyennes			442	
Section: Prévoyance sociale			442-443, 446-449, 452-453	
Section: Santé publique et Environnement			449-457	
Section: Emploi et Travail			457-459, 461-462, 463-464	
Section: Agriculture			469-474-475, 476-481, 483-485, 487	
Section: Communications et Infrastructure			490-497	
Section: Affaires économiques			497-502, 503-504	
Section: Politique scientifique			505-508	
Section: Postes, Télégraphes et Téléphones			509	
Discussion des articles			514-560	
Votes réservés			703-705	
Vote			713-714	
Crédit provisionnel « police des polices »	1111-6	2		
Ajustement du budget de l'année 1990				
Projet de loi*	1174-1			
Rapport de M. Aerts	1174-2			
Discussion et vote			1781-1786, 1795	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Budgets (suite)				
Budget général des Dépenses (suite)				
Ajustement du budget de l'année 1991				
Projet de loi*	1387-1			
Rapport de M. Didden	1387-2			
Discussion et vote			2940-2944-2953, 3024-3025	
Transparence du budget en ce qui concerne les éléments de la dette			369	
Dépenses à caractère social. — Augmentation			369-370, 372	
Conformité des budgets administratifs 1991 au contenu du budget général des Dépenses				
Vote sur la motion			905-906	
Conformité des budgets administratifs ajustés au contenu et aux objectifs du budget général des Dépenses ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)				
Vote sur la motion			1795-1796, 1900-1901	
Tableau des crédits définitifs. — Situation définitive des allocations de base des crédits de 1990			1981	
Conformité de budgets administratifs ajustés au contenu et aux objectifs du budget général des Dépenses ajusté de l'année 1991				
Vote sur la motion			3015-3016	
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités) — Comptabilité de l'Etat — Cour des comptes				
Affaires économiques				
Budget administratif de l'année 1991	1095-1			
Evolution du budget	1111-17	14, 18-20		
Charges du passé. — S.N.S.N.	1111-17	18-19		
Suppression des fonds budgétaires	1111-17	14-16	497, 502	
Crédits pour la politique scientifique. — R & D	1111-17	16-18, 19, 24, 34-38, 48	497, 501	
Energie nucléaire	1111-17	24		
I.R.S.I.A.	1111-17	35, 36		
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1207-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1220-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1288-1			
	1370-1			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991. — Section 32 « Affaires économiques » (Dépassement d'un crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut — Article 24 de la loi du 28 juin 1963 — Participation à l'Exposition mondiale à Séville)			1947-1948	
Projet de loi*	1321-1			
Rapport de M. Dufaux	1321-2			
Discussion et vote			2659-2660, 2726-2727	
Crédits dissociés. — Inexactitudes. — Exposition mondiale à Séville				1294
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses) — Population				
Affaires étrangères				
Budget administratif de l'année 1991	1084-1			
Considérations sur le budget	1111-7	2		
Programmes de réalisations	1111-7	3-4		
Frais de fonctionnement	1111-7	3, 8		
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1204-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990 [4 ^e série])	1282-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1364-1			
	1376-1			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1991. — Section 14 « Affaires étrangères et Commerce extérieur » (Loi du 28 juin 1963, article 24: nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Crise du Golfe: O.N.U. — Assistance financière aux Etats étrangers)				
Projet de loi*	1416-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année budgétaire 1991 [1 ^e série])	1421-1			
Budget 1991. — Passeports. — Vente de bâtiments d'ambassades				16
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Budgets (suite)				
Affaires scientifiques et culturelles — Education				
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement) <i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)	1251-1			
Agriculture				
Budget administratif de l'année 1991	1094-1			
Annexe (Prévisions budgétaires des organismes d'intérêt public — O.N.D.A.H. et O.N.L.)	1094-2			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1099-1			
Suppression et réorganisation des fonds budgétaires	1111-12	3-4	470	
Considérations sur le budget	1111-12	5-10		
Evolution des crédits budgétaires	1111-12	25	470	
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1178-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1206-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1366-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991)	1427-1			
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)				
Classes moyennes				
Budget administratif de l'année 1991	1090-1			
Aperçu des crédits	1111-13	3-4		
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1130-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1219-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1221-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1365-1			
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)				
Commerce extérieur				
Budget administratif de l'année 1991	1084-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990 [3 ^e série])	1185-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1204-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990 [4 ^e série])	1282-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1364-1			
	1376-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année budgétaire 1991 [1 ^{re} série])	1421-1			
Utilisation optimale des moyens disponibles			427, 432	
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)				
Communications et Infrastructure				
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990 [Communications])	1074-1			
Budget administratif de l'année 1991	1096-1			
Administration des transports. — Transport de choses. — Recettes	1111-18	8		
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990 [Communications])	1176-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement) (Communications)	1215-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1340-1			
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses) (Infrastructure) (Travaux publics)				
Coopération au développement				
Budget administratif de l'année 1991	1085-1			
0,7 p.c. du P.N.B. consacré à l'aide au développement. — Respect de l'objectif budgétaire	1111-9	8-9	429, 430, 431, 433	
Coût de l'inspection scolaire, subsides de fonctionnement, frais de déplacement et dépenses d'équipement scolaire	1111-9	12-13		
Contribution belge au Fonds européen de développement	1111-9	13		
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base pour l'année 1990 [3 ^e série])	1185-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1205-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Budgets (suite)				
Coopération au développement (suite)				
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1379-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [1 ^{re} série])	1418-1		431	
Crédits pour la coopération au développement				
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				
Défense nationale				
Budget administratif de l'année 1991	1086-1			
Annexe (Prévisions budgétaires des organismes d'intérêt public. — Institut géographique national)	1086-2			
Aperçu des crédits	1111-10	2, 4		
Diminution des crédits	1111-10	4, 5, 6, 7, 10-11	372, 380, 388	
Dividende de la paix				
Révision des prévisions budgétaires suite à la crise du Golfe	1111-10	4		
Suppression et transformation de fonds budgétaires	1111-10	8, 15-16	455	
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1152-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1158-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1211-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1394-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991 (Application de l'article 24 de la loi du 28 juin 1963)	1395-1 1419-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991)	1426-1		1518	
Economies budgétaires				
<i>Voir aussi</i> : Armée — Budgets (Budget général des Dépenses) — Comptabilité de l'Etat				
Dette publique				
Budget administratif de l'année 1991	1100-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1218-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1341-1			
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				
Dotation du Sénat				
Considérations sur l'augmentation de la dotation			3005, 3006	
Augmentation des effectifs			3005	
Dépenses 1990, budget 1991 et prévisions 1992				
Discussion et vote			3005-3006, 3027	
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses) — Chambres législatives				
Dotations aux Communautés et aux Régions				
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1209-1			
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				
Education nationale				
Groupe de travail technique pour l'examen des charges du passé en matière d'enseignement. — Tâche, composition et financement				466, 507
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				
Emploi et Travail				
Budget administratif de l'année 1991	1091-1			
Annexe (Tableaux de synthèse des opérations des organismes d'intérêt public de la catégorie D — Onem et C.A.P.A.C.)	1091-2			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1116-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1213-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1226-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1381-1			
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Budgets (suite)				
Finances				
Budget administratif de l'année 1991	1088-1			
Crédit pour des crédits provisionnels interdépartementaux (Indexation)	1110-2	60, 62		
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1208-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990 [3 ^e série])	1229-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990 [4 ^e série])	1271-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1371-1			
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				
Gendarmerie				
Budget administratif de l'année 1991	1087-1			
Ventilation des crédits	1111-11	2	437-438	
Politique scientifique. — Management			438	
Formation du personnel			438	
Recherche scientifique	1111-11	2, 5-6		854, 1266
Visa préalable de la Cour des comptes	1111-11	4		
Crédit pour la publicité en matière de recrutement du personnel	1111-11	4, 5	438	
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1114-1			
	1191-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1212-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1398-1			
Croissance des dépenses de personnel			439	
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				
Infrastructure				
Budget administratif de l'année 1991	1098-1			
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Communications et Infrastructure)				
Intérieur et Fonction publique				
Budget administratif de l'année 1991	1083-1			
Crédits pour les élections législatives	1111-6	15	408, 409	
Crédit interdépartemental prévu dans le cadre de la tranche de la bureautique	1111-6	17-18, 27-28		
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1192-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1239-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1273-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1363-1			
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses) — Victimes de la guerre				
Justice				
Budget administratif de l'année 1991	1082-1			
Augmentation du budget. — Insuffisance des crédits	1111-5	2, 4, 9	372, 383, 390-391, 397-398	
Manque de moyens pour faire fonctionner convenablement l'appareil judiciaire			387	
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1210-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1360-1			
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				
Pensions				
Budget administratif de l'année 1991	1089-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1193-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1349-1			
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Budget général des Dépenses)				
Postes, Télégraphes et Téléphones				
Budget administratif de l'année 1991	1097-1			
Fonds de renouvellement (Postes)	1111-19	14		
Fonds d'assurance	1111-19	14-15		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Budgets (suite)				
Postes, Télégraphes et Téléphones (suite)				
Remboursements sur affranchissements (Postes)	1111-19	18		
Contre-valeur réelle des activités que la Poste exerce en vertu de la loi ou pour le compte de l'autorité supérieure	1111-19	19-20		
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1216-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1274-1			
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)				
Premier Ministre				
Budget administratif de l'année 1991	1081-1			
Aide à la presse. — Agence Belga	1111-3	4, 6		
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1157-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990 [4e série])	1233-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1249-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1339-1			
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses) — Politique scientifique				
Prévoyance sociale				
Budget administratif de l'année 1991	1092-1			
Crédits destinés à la recherche scientifique. — Etudes portant sur la sécurité sociale	1111-15	12		
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1250-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1411-1			
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses) — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Santé publique et Environnement				
Budget administratif de l'année 1991	1093-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1214-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1315-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1991	1380-1			
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses)				
Travaux publics				
Impact de la régionalisation sur le budget 1991	1111-18	21-22		
Charges du passé	1111-18	22, 25, 28, 32	490	
Tableau comparatif 1989-1990-1991	1111-18	27-28		
Politique scientifique	1111-18	28		
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1990 — Section 35 « Ministère des Travaux publics » (Loi du 28 juin 1963, article 24: nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Exécution du jugement <i>s.a. Flandria c/Etat belge</i>)				
Projet de loi	1153-1			
Rapport de M. Schellens	1153-2			
Discussion et vote			1271, 1360	
Budget administratif ajusté de l'année 1990 (Deuxième ajustement)	1217-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1260-1			
Dépassement de crédit pour le déménagement du Musée instrumental				688, 754, 825
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses) (Infrastructure)				
Bureau du Plan				
<i>Voir:</i> Economie				
Bureau du Sénat				
Nomination du Bureau définitif			4-5	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
C				
Cadastre				
<i>Voir</i> : Droits d'enregistrement — Impôts sur les revenus				
Caisse d'amortissement				
Rapport sur les opérations de l'année 1990			2579	
Caisse des dépôts et consignations				
Rapport sur les opérations de l'année 1990			2458	
Caisse des veuves et orphelins				
Montant du produit des retenues sur les rémunérations. — Nombre d'ayants droit bénéficiaires et montants versés. — Solde				1307
Caisse générale d'épargne et de retraite				
<i>Voir</i> : Institutions de crédit				
Caisse nationale de crédit professionnel				
<i>Voir</i> : Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises) — Institutions de crédit				
Cancer				
Diffusion de listes de substances cancérogènes	1111-14	65		
Associations de lutte contre le cancer	1111-16	22		
<i>Voir aussi</i> : Commerce extérieur				
Cantons de l'Est				
<i>Voir</i> : Société nationale des chemins de fer belges				
Carburants				
Prix du diesel. — T.V.A.	1403-3	28-29		
Interdiction des « scavengers » dans l'essence sans plomb				757, 833
<i>Voir aussi</i> : Alcool — Budgets (Voies et Moyens) — Circulation routière — Douanes et accises — Energie — Impôts — Pêche — Pollution de l'air — Produits pétroliers — Taxe sur la valeur ajoutée				
Cartes d'identité				
Cartes d'identité et nouveaux numéros postaux	1111-6	15		
Illégalité des cartes d'identité (Arrêt du Conseil d'Etat). — Application des lois linguistiques			408	
Quadrilinguisme. — Avis de la Commission permanente de contrôle linguistique				1397, 1859
Conditions auxquelles doivent satisfaire les photos de cartes d'identité				
Question orale de M. Didden			1007-1008	
Etat civil. — Carte d'identité pour étrangers. — Mentions (« Répudiation »)				768, 1530
<i>Voir aussi</i> : Communes (Personnel) — Population				
Casinos				
<i>Voir</i> : Jeux et paris				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Catastrophes et accidents				
« Plan catastrophe nucléaire »	1111-16 1115-8	17 5		
Traitement des dossiers relatifs aux tempêtes du début de 1990. — Administration de l'intervention financière et de la gestion (Travaux publics). — Fonds des calamités	1111-18	26, 27, 30		
Prélèvement à charge des entreprises qui tombent sous l'application de la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles. — Protection civile <i>Voir aussi</i> : Politique sociale (Dispositions sociales)	1115-8	2, 3-6		
Plans de secours Loi concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles. — Arrêtés d'exécution	1115-8	3-4	405-406	1819
Incendie qui a ravagé l'entreprise Astrio's à Herent, sécurité des services de secours et rôle de la députation permanente dans la délivrance des permis d'exploitation Question orale de Mme Aelvoet			2377-2378-2379, 2380	
Protection contre l'incendie dans les P.M.E. à risques Question orale de M. Kuipers			2377-2378-2380	
Fonds des calamités. — Tempêtes de janvier-février 1990. — Réparation des dommages. — Traitement des dossiers. — Province de Luxembourg				152, 221, 280, 376, 1681, 1737
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités) — Environnement — Gendarmerie — Ministres et Ministères (Intérieur, Modernisation des services publics, et Institutions scientifiques et culturelles nationales) — Pêche				
Centre d'étude de l'énergie nucléaire à Mol				
Conséquences sociales et économiques de la réforme du C.E.N. Interpellation de M. Geeraerts			502-503, 504-505	
Situation ambiguë dans laquelle se trouve actuellement le C.E.N. Interpellation de M. Geeraerts			2449-2451	
Centres publics d'aide sociale				
Avenir des C.P.A.S. — Révision globale de la loi organique. — Projet de loi	1111-16 1111-16 1115-3	29 29 12	454-455, 456 602	
Information du public				
Complément à la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (cas où le bourgmestre néglige de convoquer les membres du conseil aux fins de leur faire prêter serment) Projet de loi*	1188-1			
Fixation à dix-huit ans de l'âge de l'éligibilité des membres des conseils de l'aide sociale Proposition de loi de Mme Herman-Michielsens	1202-1			
Intervention de l'Etat en faveur des C.P.A.S. dans le minimex. — Amendement du Gouvernement	1374-5	1-2, 4		
Intervention complémentaire dans les frais de l'aide accordée aux étrangers établis. — Amendement du Gouvernement	1374-5	3-4-6		
Plan d'assainissement d'un hôpital du C.P.A.S. — Droit de vote de l'expert et du président				129, 198 176, 629 463, 464, 579, 682 651, 784
Aide sociale et minimum de moyens d'existence. — Bénéficiaires Vote du budget et du plan d'activités par le conseil communal				757, 890 759, 892
Jetons de présence. — Montant Minimex accordé aux jeunes majeurs, mais placés en institution. — C.P.A.S. compétent				1249, 1254, 1449, 1549
Accueil des personnes âgées Personne âgée admise dans une maison de repos non gérée par le C.P.A.S. de son domicile. — Déficit. — Couverture				1253, 1270, 1309 1253, 1381
Présentation des budgets au conseil communal par le président. — Présence d'autres membres du C.P.A.S. — Conseillers techniques Comité de concertation. — Composition. — Séance à huis clos C.P.A.S. de la région de Bruxelles-Capitale. — Compétence pour approuver les budgets				1565, 1646

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Centres publics d'aide sociale (suite)				
Secrétaire de C.P.A.S. — Fonction et déontologie <i>Voir aussi:</i> Aliments — Communes (Personnel) — Etablissements hospitaliers — Etrangers — Finances provinciales et communales — Fonction publique — Minimum vital — Pensions (Secteur public) — Personnes âgées — Politique sociale — Réfugiés — Sécurité sociale — Taxe sur la valeur ajoutée				2004
Céréales				
<i>Voir:</i> Agriculture — Commerce extérieur				
Chambres législatives				
Bicaméralisme	1110-2	4		
Informatique	1111-3	6-7, 9		
Ignorance dans laquelle le pouvoir exécutif laisse le pouvoir législatif par rapport à la presse (Projet de loi concernant la protection du logement familial)			305-306	
Question orale de M. de Clippele			836	
Enquête fiscale concernant les revenus des parlementaires (Déduction de frais). — Taxation des revenus des ministres			1509	
Prolongation de la législature			3006	
Réaménagement de la place de la Nation (Palais de la Nation)				
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Budgets (Généralités) — Communautés européennes — Comptabilité de l'Etat — Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public — Elections — Enquêtes — Population — Postes — Questions parlementaires — Résolutions — Rwanda — Sénat				
Charbonnages				
Essais de gazéification souterraine	1111-3	8		
Aides à la réadaptation (C.E.C.A.)	1111-14	35-36		
Conseil supérieur d'hygiène des mines	1111-14	53		
Valorisation des terrils. — Prix d'achat				418
<i>Voir aussi:</i> Energie — Fonds national de garantie pour dégâts houillers — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Affaires économiques et Plan, chargé de la restructuration du « ministerie van Onderwijs »				
Chasse				
<i>Voir:</i> Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers)				
Chèques				
Chèques de voyage. — Frais de change				19
Chèques postaux				
<i>Voir:</i> Postes				
Chômage				
Evolution du chômage	1110-2	38-39	499, 608, 612, 1375,	
	1111-14	9-11, 109	1506, 1507	
	1111-17	5		
	1115-4	6		
Montants versés aux organisations syndicales				649, 1334
Nombre de chômeurs par région. — Causes. — Mesures				1862
<i>Voir aussi:</i> Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Chômage (suite)				
Chômeurs de longue durée				
Réinsertion dans le marché du travail	1111-14	5, 6, 12, 14, 17, 112, 113		
	1115-2	47, 50, 53, 55, 56, 62-63, 64	1525	
Problème				
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale (Dispositions sociales)				
Dispense de pointage	1111-14	5, 23, 31, 32, 61		
Lutte contre le chômage	1111-14	5, 112	458, 459	
	1115-2	52		
Allocations de chômage				
Augmentation des allocations pour le chômeur qui effectue un effort de formation	1111-14	5, 113		
Suspension ou exclusion du bénéfice des allocations pour cause de chômage de longue durée. — Article 143 de l'A.R. du 20 décembre 1963	1111-14	5, 113-115		1480
	1115-11	4		
Travailleurs à temps partiel	1111-14	114-115		
	1115-2	53		
<i>Voir aussi</i> : Minimum vital				
Modifications apportées à la réglementation	1111-14	31-33, 113		
Chômeurs cohabitants	1111-14	113		
Chômeurs qui refusent une formation	1111-14	113		
Majoration des allocations minimales	1115-2	47, 52, 54, 55		
Païement par les syndicats et la C.A.P.A.C.				31
Subventions de l'Etat				451
pour les enfants de diplomates belges				130, 275
Assimilation des parents d'accueil aux ascendants en ligne directe pour les volontaires temporaires à l'armée				333, 672
Modification de l'article 128, A.R. du 20 décembre 1963				413
Transport scolaire. — Convoyeur à mi-temps. — Vacances scolaires				414
Chômeur cohabitant avec des parents adoptifs				414, 1211
Montant de l'allocation pour les chômeurs âgés. — Augmentation				432, 673
Suspension du droit aux allocations de chômage. — Travailleurs à temps partiel. — Convoyeurs de bus scolaires				621
Droit des volontaires aux services d'aide urgente				649
Montants accordés aux organisations syndicales pour le paiement des allocations				1009, 1593
Exclusions et limitation d'allocations. — Province de la Flandre orientale et arrondissement de Gand-Eeklo				1081, 1456
Dépenses publiques en matière d'allocations de chômage et de formation professionnelle pour les pays de la C.E.				1320, 1765
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Emploi et Travail) — Etat civil — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Marine marchande				2049
Lutte contre les utilisations impropres du mécanisme de l'assurance-chômage	1111-14	5-6, 12, 61, 112	607, 608	
	1115-2	46, 52, 53, 61		
Echanges de données avec les Régions et Communautés	1111-14	5, 6		
Travail à temps partiel et intérim. — Femmes	1115-2	53	457, 458, 461-462, 607, 608	
Chômage partiel	1111-14	10-11, 12		
Travail à temps partiel				
<i>Voir</i> : Travail				
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale (Dispositions sociales)				
Chômeurs âgés	1111-14	12, 31		
	1115-2	64-66, 69, 70		
Complément à l'article 124 de l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, en vue de fixer l'admission au bénéfice des allocations de chômage des enfants ayant obtenu à l'étranger un diplôme équivalent à un diplôme belge				
Proposition de loi de M. Mahoux	1228-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Chômage (suite)				
Autorisation des chômeurs âgés à exercer certaines activités professionnelles	1430-1			
Proposition de loi de M. Valkeniers				
Assimilation des parents d'accueil aux ascendants en ligne directe en matière d'octroi d'allocations de chômage				
Question orale de M. Taminiaux			160	
Avenir du statut du cohabitant dans l'assurance chômage				
Question orale de Mme Truffaut			279-280	
Suspension ou exclusion des travailleurs à temps partiel du bénéfice des allocations de chômage				
Question orale de Mme Truffaut			304-305	
Mesures en faveur des chômeurs structurels			366	
<i>Voir aussi</i> : Sécurité sociale				
Recyclage des chômeurs			458, 462	
Assurance contre le chômage				
Interpellation de M. Stroobant			460-461, 463	
Paiement des chômeurs dans l'arrondissement de Nivelles (Retard)				
Question orale de M. Marchal			852-853	
Augmentation du nombre de chômeurs de longue durée				
Interpellation de M. de Clippele			974-978	
Extension du bénéfice des allocations de chômage à des enfants de travailleurs étrangers				
Question orale de M. Hatry			1330-1331	
Non-paiement des chômeurs dans l'arrondissement de Nivelles (Retard)				
Question orale de M. Marchal			1773-1774	
Evolution du chômage				
Interpellation de M. Hatry		1972-1976		
Retard dans le paiement des indemnités de chômage aux chômeurs en formation professionnelle				
Question orale de M. Mahoux		2913-2914		
Chômage des jeunes. — Extension du bénéfice des allocations d'attente aux étudiants marocains et tunisiens			28	
Insertion des chômeurs. — Accord avec les Communautés, les Régions et les partenaires sociaux			415	
Pénalisation du parent chômeur resté seul, suite au service militaire ou civil du fils			648, 1103	
Humanisation du contrôle des chômeurs. — Attitude des employeurs			1212, 1457	
<i>Voir aussi</i> : Accidents du travail — Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises) — Démographie — Fonction publique — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Politique sociale (Dispositions sociales) — Tourisme — Travail				
Cimetières				
Compétence				118
Colombaires et aires de dispersion des cendres				580, 1024
Cinéma				
Législation relative à l'accès des mineurs d'âge aux salles de cinéma	1111-5	9		
Circulation routière				
Pollution de l'air	1111-16	26		
Sécurité routière				
Politique	1111-18	2	492	
Excès de vitesse	1111-18	19, 20		
Poids lourds. — Respect des limitations de vitesse	1111-18	20		506
Infractions mineures. — Intervention de la gendarmerie				1128
Limitations de vitesse. — Constatation des infractions à l'aide d'appareils automatiques				1361, 1542
<i>Voir aussi</i> : Gendarmerie				
Stationnement des camions. — Nuisances dans les agglomérations	1111-18	20-21		136
Réduction du nombre des victimes de la circulation routière en Belgique de 10 p.c. par an pendant les cinq prochaines années				
Proposition de résolution de M. Van Hoolland	1320-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Circulation routière (suite)				
Covoiturage (<i>Carpooling</i>)	1403-3 1403-10	9, 11, 12 2		859
Recensement 1981. — Données relatives au covoiturage <i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Immatriculation de véhicules à moteur	1403-5	11		292, 471, 681
Augmentation de la redevance <i>Versus</i> prime pour pot d'échappement avec catalyseur. — Remboursement. — Délai <i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités) — Impôts				599, 704 1955
Remplacement de la dénomination « S.P.R.L. » par « S.A.R.L. »			450	76
Problèmes de timbres fiscaux et de preuve d'entrées des demandes				518
Prime pour les véhicules équipés d'un pot d'échappement catalytique				1163, 1597, 1948, 2003
Placement sur les voitures déjà en circulation				1660, 1734
Voitures achetées à l'étranger				
Octroi aux militaires de carrière en Allemagne				
Voitures immatriculées avant juillet 1990 <i>Voir aussi</i> : Impôts				
Affaire des radars automatiques			1852-1857, 1906-1908	
Interpellation de M. Monfils				
Coût de la propagande faite en faveur de l'essence sans plomb et du pot catalytique, alors qu'en janvier 1993 tous les avantages au catalyseur et à l'essence sans plomb devront cesser			1902-1903	
Question orale de M. Hatry				
Collaboration organisée des départements en vue d'une amélioration effective de la sécurité routière			1982-1983	
Question orale de M. Van Hooland				
Cyclistes sur la route			2034	
Question orale de M. Erdman				4
Nuisance acoustique des motocyclettes et cyclomoteurs				
Infractions au code de la route				11
Amendes. — Mode de paiement. — Abus				1283, 2012
Produit et répartition				
Région Alost, Grammont, Herzele, Sint-Lievens-Houtem et Zottegem				954, 1087, 1831
Nombre de procès-verbaux. — Nature des infractions et suites				1283, 2011
Arrondissement Gand-Eeklo				1431, 1434, 1499
Excès de vitesse. — Nombre de procès-verbaux par province				1615
Services de dépannage. — Collaboration entre les organisations flamandes et wallonnes				51, 141
Mesures de police prises par des autorités locales à titre d'essai. — <i>Légalité</i>				95, 703
Mons. — Plan de circulation. — Placement de bornes et de vasques				141
Interdiction de circuler Eversestraat à Woluwe-Saint-Etienne (Zaventem). — Fermeture de l'accès au complexe militaire d'Evere				218, 365
Clos résidentiels, ralentisseurs de vitesse et zones 30				
Arrondissement de Gand-Eeklo				249, 300
Nombre par province. — Dates des A.M. pour la province de Limbourg				662
Province de Flandre occidentale				1223
Signalisation routière directionnelle				
Emploi des langues				289, 350
Placement des panneaux. — Services responsables. — Contrôle				1365
Accidents de la route				
Caravane remorquée. — Limitation de vitesse				468
Accidents intervenus à des camions. — Causes. — Procès-verbaux dressés pour surcharge				468
Nombre de tués et nombre de blessés				764, 1750
Codes internationaux en matière d'immatriculation routière et codes internationaux des noms des pays. — Harmonisation				551
Perception immédiate des amendes				
Conducteurs étrangers. — Difficultés de perception				552
Loi du 1 ^{er} août 1960. — Réorganisation des services de contrôle de l'Administration des transports				847, 969
Fluidité de la circulation aux feux de signalisation				903, 970
Nouvelles dispositions du code de la route en faveur des cyclistes. — Brochure I.B.S.R. — Nouveaux panneaux				1169
Taxe communale pour les automobilistes stationnant en infraction. — <i>Légalité</i>				1208

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Circulation routière (suite)				
Automobilistes non assurés				1327
Utilisation des feux de croisement pendant la journée				1714
<i>Voir aussi:</i> Accidents du travail — Assurances — Communautés européennes — Communes — Finances provinciales et communales — Gendarmerie — Handicapés — Justice — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Communications et Réformes institutionnelles [N]) — Police — Société nationale des chemins de fer belges — Transports				
Cités administratives				
Centre administratif de l'Etat à Zottegem. — Retard				206
Classes moyennes				
Simplification des formalités administratives (« Commission <i>Com-form</i> »)	1111-13	8, 9		
Conseil supérieur des classes moyennes	1111-13	8-9		
Politique. — Action du Gouvernement en faveur des indépendants	1111-13	10-11	383-384, 612	
Importance économique des Classes moyennes	1115-4	1-2, 6	612	
Fiscalité des indépendants			384, 836, 837	
Nouveaux critères pour la composition du Conseil supérieur des classes moyennes				
Interpellation de M. Leclercq			2120-2122	
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Classes moyennes) — Commerce — Institut économique et social des classes moyennes — Ministres et Ministères (Classes moyennes et Victimes de la guerre - Secrétaire d'Etat) — Politique sociale (Dispositions sociales) — Registre du commerce — Statut social des travailleurs indépendants — Travail				
Petites et moyennes entreprises				
Encouragement des chômeurs qui s'installent comme indépendants. — Octroi d'un prêt par le Fonds de participation de la C.N.C.P.	1111-14	19-20		
Comptes consolidés				317, 393, 1016
<i>Voir aussi:</i> Catastrophes et accidents — Entreprises				
Code civil				
Modification des articles 1341, alinéa premier, 1834, 1923, 1924, 1950 et 2074 du Code (Montant au-delà duquel la preuve par écrit est nécessaire)				
Proposition de loi de M. Cerexhe S.E. 1988				
Rapport de M. Verhaegen	210-2			
Discussion et vote			125-127, 158-159	
Modification de l'article 319, § 3, du Code en ce qui concerne la reconnaissance d'un enfant mineur non émancipé				
Proposition de loi de M. Moureaux	1184-1			
Modification de certaines dispositions du Code relatives à la reconnaissance de paternité ou de maternité				
Proposition de loi de M. Henrion	1197-1			
Modification des articles 1733 et 1734 du Code (Responsabilité du locataire en cas d'incendie)				
Proposition de loi de MM. Dierickx et Vaes 1988-1989				
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1190			1185-1197, 1200-1202-1220, 1225-1229, 1362	
Preuve de paternité. — Reconnaissance. — Possession d'état				1209
Loi du 31 mars 1987 sur la filiation. — Reconnaissance par la mère avant la naissance				1613, 1794
<i>Voir aussi:</i> Adoption — Affaires culturelles — Baux à loyer — Malades mentaux — Mariage — Successions				
Code de commerce				
Modification de la clôture des comptes annuels des entreprises	1166-2	11, 14	828, 843	
<i>Voir aussi:</i> Finances — Sociétés commerciales				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Code d'instruction criminelle				
<i>Voir</i> : Cours d'appel — Peines — Procédure pénale				
Code judiciaire				
Modification du Code en ce qui concerne le statut des huissiers de justice				
Proposition de loi de MM. Suykerbuyk et Lallemand 1988-1989				
Rapport de M. Erdman	489-2		1808-1817, 1897-1898	
Discussion et vote				
Projet amendé par la Chambre des Représentants	489-3			
Rapport de M. Erdman	489-4			
Modification de l'article 1288, 3°, du Code (Divorce par consentement mutuel — Augmentation de la contribution alimentaire)				
Proposition de loi de M. Cerexhe	1077-1			
Complément à l'article 10, Chapitre III, Titre premier, de l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, relatif aux avoués (Indemnité forfaitaire pour les avoués)				
Projet de loi*	1170-1			
Modification du Code (Arriéré judiciaire) (Chambres à juge ou conseiller unique — Montant du dernier ressort — Introduction de l'instance par comparution volontaire — Débats succincts — Procédure; délais de conclusion — Procédure écrite — Avis du ministère public — Délibéré — Défaut — Nullités — Requête contradictoire — Appel — Divorce et conversion de la séparation de corps)				
Projet de loi	1198-1			
Droits sur aéronefs et modification du Code judiciaire et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe				
Projet de loi	1297-1			
Modification de l'article 3 de la loi du 30 décembre 1885 et des articles 1018 et 1650 du Code judiciaire et expression dans les actes publics et administratifs des sommes en écus ou en monnaies autres que le franc belge (Ancien intitulé: Modification de la loi du 30 décembre 1885 approuvant l'acte du 12 décembre 1885 par lequel la Belgique adhère à la convention monétaire conclue à Paris le 6 novembre 1885, entre la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, ainsi qu'à l'arrangement et à la déclaration y annexés, et du Code judiciaire (Expression dans les actes publics et administratifs des sommes non seulement en francs, mais aussi en écus et dans une unité monétaire d'un Etat membre de l'O.C.D.E. — Code judiciaire, articles 1018 et 1650; conversion en francs: dépens en matière judiciaire et exécution forcée en matière immobilière) (Europe 1992)				
Projet de loi	1301-1		2209-2210, 2230	
Rapport de M. Van Hooland	1301-2			
Discussion et vote				
Modification du Code de la nationalité belge et des articles 569 et 628 du Code (Dispositions favorisant l'accès à la nationalité pour les immigrés des deuxième et troisième génération. — Procédure judiciaire)				
Projet de loi*	1306-1			
Rapport de Mme Truffaut	1306-2			
Amendements de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	1306-3		2342-2355, 2389-2390, 2395-2396	
Discussion et vote				
Modification de l'article 369 du Code (Supplément de traitement pour les greffiers des tribunaux de première instance appelés à exercer les fonctions de greffier de la cour d'assises)				
Proposition de loi de M. Duquesne	1308-1			
Modification du titre I ^{er} , règles préliminaires et du titre III, des exécutions forcées, de la Vième partie du Code concernant les saisies conservatoires et les voies d'exécution et modification de l'article 476 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis				
Projet de loi*	1323-1			
Modification des articles 432, 433, 459, 465, 471 et 476 du Code et insertion d'un article 469bis dans le même Code (Avocats)				
Projet de loi*	1325-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Code judiciaire (suite)				
Modification de l'article 1344bis du Code pour obliger, en matière de contentieux locatif, les sociétés de logements sociaux et leurs locataires à recourir à la procédure de la requête Proposition de loi de Mme Delruelle-Ghobert 1989-1990 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1190 (Voir: Baux à loyer)			1185-1197, 1200-1202-1220, 1225-1229, 1362	
Abrogation de l'article 195 du Code (Chambres à juge unique au tribunal de première instance) Proposition de loi de M. Henrion S.E. 1988 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 974 (Voir: Magistrats)			1817-1835, 1839-1842, 1898-1899	
Avoués Voir aussi: Pensions (Secteur public)				
Voir aussi: Cours d'appel — Divorce — Domaines — Finances — Juridictions du travail — Justice — Magistrats — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes) — Nationalité — Procédure civile — Tribunaux de commerce				
Code pénal				
Voir: Avortement — Droit pénal				
Code rural				
Règles concernant la distance à respecter pour la plantation d'arbres. — Exceptions				955, 1260
Combustibles				
Droit d'accises et T.V.A. sur le gasoil de chauffage Voir aussi: Carburants — Energie nucléaire — Produits pétroliers — Taxe sur la valeur ajoutée			503, 504	
Comités d'acquisition				
Voir: Expropriations				
Comité supérieur de contrôle				
Crédits budgétaires	1111-3	4-5		
Commerce				
Commerce ambulant				
Assainissement des marchés Voir aussi: Animaux et protection des animaux	1111-13	7-8, 11		
Soldes	1111-13	12		
Registre central du commerce et de l'artisanat Voir aussi: Politique sociale (Dispositions sociales)	1115-4	5		
Modification de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes Proposition de loi de MM. Pécriaux et Larcier	1122-1			
Responsabilité du fait des produits défectueux Projet de loi*	1136-1			
Rapport de M. Henrion Discussion et vote	1136-2		1267-1270, 1359-1360	
Pratiques du commerce et information et protection du consommateur Projet de loi amendé par la Chambre des Représentants Rapport de M. De Cooman Amendements de MM. Hatry et Boël Amendement de M. Hatry et consorts Discussion et vote	1200-1 1200-2 1200-3 1200-4		2133-2183, 2224-2228, 2229	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Commerce (suite)				
Exercice d'activités ambulantes et organisation des marchés publics Projet de loi	1417-1			
Fixation de normes pour les produits commercialisables. — Compétences régionales			453, 454, 455-456	
Sociétés coopératives. — Pratique consistant à attribuer une réduction aux clients qui acceptent de devenir membre d'une coopérative. — Protection du consommateur Voir aussi: Sociétés commerciales			2566-2667	
Financement de la vente à tempérament. — Paiement obligatoire d'une avance. — Livraison avant paiement de l'acompte. — Vente par correspondance				609, 1127
Vente organisée de voitures d'occasion				887
Jour de repos hebdomadaire. — Secteur pâtisserie				934
Vente d'imitations de grenades comme jouet. — Accidents. — Mesures				1405
Voir aussi: Agriculture — Animaux et protection des animaux — Armes — Baux à loyer — Economie — Faillites — Prix				
Commerce ambulant				
Voir: Commerce				
Commerce extérieur				
Déficit commercial vis-à-vis de l'Allemagne	1111-8	2-3	428, 432-433	
Rapports avec l'U.R.S.S.	1111-8	4		
Europe de l'Est	1111-8	4	428, 433	
Importation de bétail et de viande				
Moutons	1111-12	45-46	477, 479	
Bétail leucosique en provenance de l'ancienne R.D.A.				100, 1108
Viande. — Vente sur le marché européen. — Exigences pour les producteurs. — Contrôle. — Quantité importée				540, 936
Opportunité. — Risques sanitaires				567, 755, 940
Contrôle douanier via la R.F.A.				568
Dispositions réglementaires				568, 605, 938
Contrôles sanitaires				605, 1110
Importation de bétail en provenance de l'ex-R.D.A.				695, 1123, 1379
Importation massive. — Situation dramatique pour certaines exploitations agricoles				756, 940
Evolution des prix de la viande				809
Prélèvements agricoles				1787
Rôle de l'Administration des Douanes et Accises				1845, 1848, 1894
Importation de viande, de lait et de céréales. — Perturbation du marché C.E.E.				36
Importation de produits alimentaires Voir aussi: Viande				757, 831
Retombées des crises du Golfe et du Zaïre sur notre commerce extérieur	1111-8	5		
Levée des sanctions économiques envers la Chine et l'Iran (Embargo)	1111-8	5	428	
C.O.C.O.M.				
Règles d'exportation	1111-8	5		
Raison d'être				707
Interdiction d'exportation de produits de haute technologie vers « l'Est ». — Nouvelle liste. — Contrôle renforcé				1682
Commerce avec la Libye	1111-8	6		
Suite des événements en Europe de l'Est pour l'avenir de nos relations économiques et commerciales	1111-8	10-22		
Relations économiques Est-Ouest. — Part des pays de l'Est dans le commerce de l'U.E.B.L.	1111-8	10-11		
Initiatives de la C.E. — Projet d'une banque de développement régionale pour l'Europe de l'Est	1111-8	12-13		
Evolution au niveau du G.A.T.T. et au sein du C.O.C.O.M.	1111-8	13		
Evolution des pays de l'Est sur le plan de la politique externe	1111-8	13-14		
Difficultés pour les pays en voie de développement	1111-8	14	428	
Situation économique et financière à l'Est. — Attitude à adopter. — Répercussions possibles	1111-8	14-22		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Commerce extérieur (suite)				
Répercussions de la crise du golfe Persique sur le commerce extérieur de la Belgique	1111-8	23-28		
Perte de marchés	1111-8	24-25		
Créances Ducroire encore plus douteuses	1111-8	25		
Balance énergétique plus onéreuse et balance commerciale renversée	1111-8	25-26		
Incidence de la hausse du prix du pétrole sur l'index et le budget	1111-8	26-27		
Ralentissement de la conjoncture internationale	1111-8	27		
Difficultés pour les pays en voie de développement et les pays de l'Est	1111-8	27-28		
Répercussions sur le climat des négociations multilatérales en cours	1111-8	28		
Historique du G.A.T.T. et des Rounds de négociation	1111-8	29-35		
Evolution	1111-17	3, 4, 5		
Modification de la loi du 11 septembre 1962 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises (Exclusion des armes et du matériel militaire du champ d'application de la loi — Autorisation préalable et contrôle — Transfert de technologie)				
Projet de loi	1345-1			
Rapport de M. Van Nevel	1345-2			
Amendements de Mmes Dardenne et Aelvoet	1345-3			
Discussion et vote			2803-2809, 3006, 3016-3017	
Régionalisation du commerce extérieur			427, 428, 432, 433	
Collaboration entre le commerce extérieur et la coopération au développement			428	
Affectation de volontaires miliciens au commerce extérieur			432, 434	
Dangers de l'importation de bétail leucosique en provenance de l'ancienne R.D.A.				
Interpellation de M. Mouton			475-476, 486-487	
Importation de bétail en provenance des pays de l'Est				
Interpellation de M. Houssa			481-483, 486-487	
Position du Gouvernement sur le blocage des négociations menées dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.)				
Interpellation de Mme Aelvoet			1030-1035	
Financement des redevances de la C.E. à l'exportation			1511, 1531	
Fonds du Commerce extérieur (Suppression du Fonds — Subsidés à charge du budget du Commerce extérieur — Composition d'une Commission d'avis)				
Question orale de M. De Belder			2242	
Régionalisation de la compétence en matière de licences d'exportation. — Exportation d'armes			3038, 3039	
Création de trois comités ministériels. — Constitutionnalité			3038, 3039	
Livraison d'armes aux pays du Golfe			3038-3039	
Irak. — Embargo commercial. — Contournement de l'embargo sur les armes				68
Accord international sur le café. — Attitude de la C.E.				146
Importation d'amiante cancérigène				179
Evolution des exportations dans le secteur de la technologie de pointe et l'industrie pharmaceutique				924
U.E.B.L. — Diminution du taux de couverture du commerce extérieur				1412
Importation de bracelets au mercure. — Qualités. — Interdiction				1661
Balance des paiements				
Voir: Economie				
Voir aussi: Affaires étrangères — Armes — Armes nucléaires — Office belge du commerce extérieur — Office national du Ducroire — Produits alimentaires				
Commissaires d'arrondissement				
Tâches des commissaires d'arrondissement				
Question orale de M. Suykerbuyk			308	
Voir aussi: Elections				
Commission bancaire				
Voir: Finances				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Commission bancaire et financière <i>Voir: Finances</i>				
Commission nationale permanente du Pacte culturel Crédits budgétaires Rapport pour l'année 1990 Respect du délai d'avis	1111-3	5	2534	1167
Commission permanente de contrôle linguistique <i>Voir: Cartes d'identité</i>				
Commissions du Sénat Examen du projet de loi portant des dispositions sociales. — Protestation contre la méthode de travail imposée aux commissions Loi-programme relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales. — Protestation contre le mode de travail imposé à la Commission des Finances et contre l'examen des textes avant leur adoption par la Chambre. — M. Cooreman déclare ne pas voter le projet	1115-4 1166-2	1-2 19	589, 591 827, 830, 833, 835-836, 841, 842	
<i>Voir aussi: Impôts</i> Composition des bureaux des commissions Commission de contrôle des dépenses électorales. — Composition. — Modifications Composition des commissions. — Modifications			7 62, 1164, 2761 102-103, 293-294, 302-303, 748, 1112-1113, 1164, 1636, 1734, 1773, 2238-2239, 2534-2535, 2761-2762 505-506	
Réforme de la Commission de l'Enseignement et de la Science Constitution d'une commission <i>ad hoc</i> chargée de l'examen du projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales dans le cadre de l'organisation transparente du marché des entreprises et des offres publiques d'acquisition Désignation des membres Protestation contre les réunions simultanées de la Commission des Finances et de la Commission des Affaires économiques <i>Voir aussi: Budgets (Généralités) (Budget général des Dépenses) — Energie — Enquêtes — Faits personnels — Motions et motions d'ordre — Pétitions — Politique sociale (Dispositions sociales) — Règlement du Sénat — Sociétés commerciales</i>			698-699 830, 833	
Commissions paritaires <i>Voir: Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Travail</i>				
Communauté européenne du Charbon et de l'Acier <i>Voir: Charbonnages — Communautés européennes</i>				
Communautés européennes Augmentation de la contribution de la Belgique à la C.E. Transposition et exécution du droit des C.E. dans l'ordre juridique interne. — Directives européennes	1110-2 1111-14 1111-16 1111-14 1111-17 1111-17 1374-5	63 66 16, 34 66, 108 9-10 11-13 6-7	502	
Emploi et travail Affaires économiques Droit des assurances Dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés Impôts sur les revenus <i>Voir aussi: Agriculture — Animaux et protection des animaux — Politique sociale (Dispositions sociales) — Publicité — Viande</i>				1183

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Communautés européennes (suite)				
<i>Europe 1992</i>				
Aspects sociaux de l'unification. — Europe sociale	1111-14	84, 86, 106, 107, 117-118	459, 462	
Création d'emplois par suite de l'intégration Affaires économiques. — Procédure de suivi	1111-14	108, 109		
Centre belge d'information sur l'Europe 1992. — Initiative et objectifs	1111-17	8-10		542
Suppression d'entreprises ayant une activité d'agent en douane. — Groupe de travail préparant des mesures pour ces entreprises menacées				1565, 1848
<i>Voir aussi:</i> Code judiciaire — Conseil de l'Europe — Douanes et accises — Ministres et Ministères (Finances) — (Europe 1992-Secrétaire d'Etat) — Monnaie — Trans- ports				
Conférence des Parlements de la C.E. (Rome, 27-30 novembre 1990) Rapport, fait au nom des Comités d'avis chargés de Questions européennes (relatif au mémorandum belge): MM. Dehousse et Verschuere	1112-1		336-349	
Discussion et vote sur une motion				
Conférence des Parlements de la C.E. (Rome, 27-30 novembre 1990) Rapport, fait au nom des Comités d'avis chargés de Questions européennes: M. Dehousse	1199-1			
Transposition et exécution du droit des C.E. dans l'ordre juridique interne				
Projet de loi*	1329-1			
Construction à Bruxelles de bâtiments destinés aux C.E. (Régie des Bâtiments)	1403-5	12		
Comité d'avis chargé de Questions européennes Rapport de M. Dehousse	1420-1		1164	
Composition du Comité d'avis				
Intégration européenne Rapport			336	
Intervention des Communautés et des Régions dans le processus décisionnel de la Communauté européenne			420, 421-422	
Contacts avec les Régions dans le cadre de la préparation de 1992				
Interpellation de M. De Belder			1109-1112	
Rôle des C.E. dans la crise du Golfe			1535	
Réunion des Ministres de l'Environnement de la C.E. Question orale de M. Gryp			1901-1902	
Levée des sanctions de la C.E. à l'encontre de l'Afrique du Sud Question orale de Mme Aelvoet			2040-2041	
Proposition de directive concernant la mise sur le marché de pesticides autorisés par la C.E.E. Question orale de M. Capoen			2241-2242	
Reconnaissance des Régions dans le cadre institutionnel européen Interpellation de M. Poulet			2407-2409	
Position que prendra le Gouvernement belge en vue de la réunion du Conseil européen à Luxembourg les 28 et 29 juin 1991 Question orale de M. Kuijpers			2518-2519	
Présence belge dans les comités et les groupes de travail de la C.E. — Répartition des compétences entre les instances nationales, régionales et/ou communautaires				64
Accroissement des compétences de la Communauté. — Dimension culturelle				183
Projet de circulaire de la C.E. concernant les aliments pour bébés. — Marketing dans les pays en voie de développement. — Point de vue de la Belgique				503, 632
Radiations ionisantes. — Non-observance d'une directive EURA- TOM. — Plainte de la Commission européenne contre la Belgique				1010, 1146
Prix minimum pour les cigarettes. — Condamnation de la Belgique par la Cour de Justice				1569, 1673 1734
Proposition de directive sur les pesticides. — Attitude de la Belgique Directives concernant la reconnaissance réciproque des diplômes de pharmacie. — Condamnation de la Belgique par la Cour de Justice				1769, 1994 (Erratum)
Construction d'immeubles de bureaux pour les fonctionnaires euro- péens à Bruxelles. — Problèmes de logement en Brabant flamand				1975 2020
Contacts avec le Surinam. — Emploi des langues				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Communautés européennes (suite)				
La Belgique devant la Cour de Justice. — Affaires pendantes Voir aussi: Abattoirs — Affaires étrangères — Agriculture — Alcool — Allocations familiales — Armée — Art de guérir — Bonnes mœurs — Chômage — Commerce extérieur — Communautés européennes du Charbon et de l'Acier — Coopération au développement — Economie — Elections — Électricité — Elevage — Energie — Enseignement (Généralités) (Enseignement primaire et gardien) (Ensei- gnement secondaire) — Entreprises — Environnement — Epizooties — Fonction publique — Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) — For- mation professionnelle — Gaz — Gouvernement — Handi- capés — Impôts — Impôts sur les revenus — Justice — Lait et produits laitiers — Marchés de l'Etat — Mini- mum vital — Ministres et Ministères (Europe 1992-Secré- taire d'Etat) — Parlement européen — Pêche — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Pharmaciens — Politi- que scientifique — Revenu garanti — Sucre — Télégra- phes et Téléphones — Transports — Travail — Travaux publics				2022
Communes				
Modification de l'article 102 de la nouvelle loi communale (Publica- tion, par la voie d'affiches, des règlements et ordonnances du conseil ou du collège) Proposition de loi de M. Hofman S.E. 1988 Rapport de M. Borremans Discussion. — Tombe par suite de l'adoption de la proposition n° 915	112-2		1767, 1794	
Modification des limites entre les communes de La Louvière et de Morlanwelz Proposition de loi de M. Péciaux 1988-1989 Rapport de M. Borremans Discussion et vote	664-2		751-752, 894	
Modification des limites entre les communes de Mons et de La Louvière Proposition de loi de M. Péciaux 1988-1989 Rapport de M. Borremans Discussion et vote	665-2		751, 752, 894	
Modification des limites entre les communes de La Louvière et de Manage Proposition de loi de M. Péciaux 1988-1989 Rapport de M. Borremans Discussion et vote	666-2		751, 752-753, 894	
Modification du titre I ^{er} , chapitre IV, section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne la publication des actes (Publica- tion par affichage) Proposition de loi de M. Cardoen 1989-1990 Rapport de M. Borremans Discussion et vote	915-2		1767, 1794	
Modification de la nouvelle loi communale (Echelles de traitements du secrétaire communal et du receveur local) Projet de loi Rapport de M. Van Eetvelt Discussion et vote	1109-1 1109-2		1170-1172, 1176	
Octroi du titre de ville à la commune de Lommel Projet de loi* Rapport de M. Suykerbuyk Discussion et vote	1129-1 1129-2		753, 894-895	
Modification de la limite entre la ville de Bruges et la commune de Knokke-Heist Projet de loi Amendement de M. Leclercq Rapport oral de M. De Loor, discussion et vote	1131-1 1131-2		701 700-701, 713, 719	
Modification de l'article 270 de la nouvelle loi communale (Représen- tation de la commune dans les actions judiciaires) Proposition de loi de M. Cerexhe	1168-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Communes (suite)				
Modification du titre I ^{er} , chapitre I ^{er} , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal	1230-1			
Proposition de loi de M. Crucke				
Modification de la nouvelle loi communale et de la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets	1291-1		2786-2787, 2800-2801	
Projet de loi*				
Rapport oral de Mme Cahay-André, discussion et vote				
Modification de l'article 89 de la nouvelle loi communale (Procès-verbal de la séance du conseil communal)	1293-1			
Projet de loi*	1293-2			
Rapport de M. Toussaint				
Discussion et vote			2988, 3024	
Modification de l'article 120 de la nouvelle loi communale en vue de la création de conseils de quartier	1312-1			
Proposition de loi de M. Verreycken				
Modification des limites entre les communes de Braives et de Villers-le-Bouillet	1334-1			
Proposition de loi de M. Mouton				
Modification de la nouvelle loi communale (Amélioration du fonctionnement de la police communale — Titre IV)	1396-1			
Projet de loi				
Création de corps de pompiers volontaires				71
Enregistrement des vélos. — Efficacité				1223
Accès des étrangers aux emplois communaux. — Organisation d'un examen sur les connaissances linguistiques				1398, 1456
Barèmes du secrétaire communal et du receveur communal				1687
Inscription aux registres de la population. — Taxe sur deuxième résidence				1833
<i>Voir aussi:</i> Affaires culturelles — Agglomérations et fédérations de communes — Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Bruit — Commissaires d'arrondissement — Constitution (Révision de la Constitution) — Consultation populaire — Cultes — Education physique et sports — Etrangers — Finances provinciales et communales — Informatique — Justice — Langues — Pensions (Généralités) — Ports (Zeebrugge)				
Bruxelles-Capitale				
Emprunts de consolidation en faveur des pouvoirs subordonnés bruxellois	1115-8	1, 2		
<i>Voir aussi:</i> Etrangers — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Personnel				
Contractuels subventionnés. — Affectation à la délivrance des cartes d'identité	1111-6	14-15		
<i>Voir aussi:</i> Travail				
Modification de l'article 143 de la nouvelle loi communale (Personnel enseignant)	1225-1			
Projet de loi*	1225-2			
Rapport de Mme Lieten-Croes				
Discussion et vote			1766-1767, 1793-1794	
Modification de la nouvelle loi communale en ce qui concerne le régime disciplinaire	1278-1			
Projet de loi*	1278-2			
Rapport de M. Van Eetvelt				
Discussion et vote			2199-2209, 2230	
Nouvelle prolongation des contrats d'agents contractuels subsidiés dans les communes				
Question orale de M. Taminiaux			697-698	
Cadre du personnel des services de l'état civil				218, 448
Receveur communal				
<i>Voir:</i> Finances provinciales et communales				
<i>Voir aussi:</i> Sécurité sociale				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Comptabilité de l'Etat				
Réforme de la comptabilité générale de l'Etat et de la comptabilité provinciale (Instauration d'un plan comptable normalisé) Proposition de loi de M. Cooreman 1989-1990 Rapport de M. Weyts Discussion et vote	1020-2		109-110, 157	
Suppression et réorganisation des Fonds budgétaires	1110-2	6-7, 9, 31, 32, 44	269	
	1115-4	14, 15		
	1386-2	5, 8		
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Affaires économiques) — Conseil d'Etat				
Loi organique créant des Fonds budgétaires (Fonds budgétaires — Fonds de survie pour le tiers monde — Défense nationale — Fonds relatif aux pensions de retraite du personnel des organismes d'intérêt public) Projet de loi* Rapport de M. Moens Discussion et vote	1167-1 1167-2		876-878, 904	
Dépenses en marge du budget. — Article 24, loi du 28 juin 1963. — Dépassements de crédits ou nouvelles dépenses pour lesquelles les crédits font défaut			170, 302, 378, 489, 747, 1734, 2063, 2257- 2258, 2402, 2459	216, 266
Contrôle parlementaire <i>Voir aussi</i> : Budgets (Affaires économiques) (Affaires étrangères) (Communications et Infrastructure) (Défense nationale)				
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités) (Communications et Infrastructure)				
Comptes annuels des entreprises				
<i>Voir</i> : Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises) — Code de commerce — Entreprises — Réviseurs d'entreprises — Sociétés commerciales				
Conciliateurs sociaux				
<i>Voir</i> : Travail				
Conférence internationale du travail				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères				
Congé-éducation				
<i>Voir</i> : Promotion sociale				
Congé politique				
<i>Voir</i> : Fonction publique				
Conseil central de l'économie				
Données de l'O.C.D.E. qui tiennent compte de la crise du golfe Persique Rapport intermédiaire et avis du Conseil sur la sauvegarde de la compétitivité du pays Rapport intermédiaire du Conseil Question orale de M. Aerts	1111-3	8, 10	13-14, 1948, 3035 162-163	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Conseil de l'Europe				
Assemblée parlementaire				
Recommandations			300	
Composition de la délégation du Sénat. — Modification			855	
Relations avec les Etats baltes				65
Signature et ratification des Conventions. — Rôle de la Belgique				108
Charte européenne de l'autonomie locale. — Approbation				1360, 1455
Recommandation 1148 (1991) relative à l'Europe de 1992 et les politiques de migrations				1719, 1746
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) — Travail				
Conseil d'Etat				
Octroi de la compétence au Conseil d'ordonner le sursis à exécuter des décisions administratives				
Proposition de loi de M. Cerexhe 1988-1989				
Rapport de M. Tant	536-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1300			2740-2746, 2795	
Lenteur avec laquelle certains avis sont émis	1111-5	2-3		
Complément à l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil (Demande obligatoire de l'avis de la section de législation sur les projets et les arrêtés. — Motivation de la demande de la procédure d'urgence)				
Proposition de loi de M. Henrion	1165-1			
Rapport de M. Tant	1165-2			
Discussion et vote			2746, 2795-2796	
Présentation de candidats à quatre des sept places vacantes de conseiller d'Etat				
Scrutin	1248		1163-1164	
			1549, 1553-1554, 1559-1560	
Modification des lois sur le Conseil, coordonnées le 12 janvier 1973 en vue d'introduire un référé administratif et portant création d'un emploi de greffier-informaticien (Ancien intitulé: Modification des lois sur le Conseil, coordonnées le 12 janvier 1973, en vue d'introduire un référé administratif)				
Projet de loi	1300-1			
Rapport de M. Tant	1300-2			
Amendements de Mme Nélis et de Mme Aelvoet	1300-3			
Discussion et vote			2740-2746, 2794-2795	
Mise en concordance des dispositions relatives au « Fonds de gestion des astreintes », visé à l'art. 36 des lois coordonnées sur le Conseil, avec la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires	1374-2	14		
Abrogation de l'article 12, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil (Conflits de compétence entre le Conseil germanophone et le Roi ou les Ministres)				
Proposition de loi de MM. Cerexhe et Wintgens	1382-1			
Pratique récente de donner trois jours au Conseil pour donner son avis sur des projets de loi très importants				
Question orale de M. Henrion			847-848	
Intervention d'un Ministre auprès du Conseil dans une affaire contentieuse (Nominations à la Régie des Voies aériennes. — Ministre des Communications)				
Question orale de M. Henrion			1010-1011	
Greffiers. — Emplois vacants				1783, 1883
<i>Voir aussi:</i> Agriculture — Cartes d'identité — Fonds de sécurité d'existence — Rémunérations et salaires — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel) — Travail				
Conseil interparlementaire consultatif de Benelux				
Avis et recommandations			2033	
Absence des membres du Gouvernement belge au Conseil interparlementaire consultatif de Benelux				
Interpellation de M. Leclercq			2409-2412	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Conseil national du travail				
Activités du Conseil	1111-14	77-86		
Proposition de loi modifiant la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil	1111-14	85		
Représentation du secteur non marchand au sein du Conseil. — Etablissements de soins	1115-3	4, 5, 6	605, 608-609 2913	
Avis				
<i>Voir aussi: Sécurité sociale</i>				
Conseils d'entreprises				
<i>Voir: Contrats de louage de travail — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Travail</i>				
Conseils des communautés				
<i>Voir: Droit public — Fonction publique</i>				
Conseils régionaux				
<i>Voir: Droit public</i>				
Constitution				
Régionalisation de la compétence en matière de licences d'exportation. — Création de trois comités ministériels. — Constitutionnalité			3039	
Révision de la Constitution				
Révision du Titre II en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Droit à la sécurité) Texte proposé par M. Valkeniers	100-9/4°			
Révision du Titre II, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux Texte proposé par M. Arts	100-10/5°			
Révision de l'article 104 en vue d'abroger la disposition transitoire (Cours d'appel) Proposition de M. Blanpain 1988-1989 Rapport de M. Erdman Discussion et vote	100-15/2°		1019-1020, 1022	
Révision de l'article 132 en vue de l'abroger (Transfert de l'Université catholique de Louvain) Proposition de M. Blanpain 1988-1989 Rapport de M. Erdman Discussion et vote	100-16/2°		1019-1020, 1022	
Révision de l'article 135 en vue de l'abroger (Réformes institutionnelles) Proposition de M. Blanpain 1988-1989 Rapport de M. Erdman Discussion et vote	100-17/2°		1019-1020, 1022-1023	
Révision de l'article 137 en vue de l'abroger (Attributions des autorités provinciales et locales) Proposition de M. Blanpain 1988-1989 Rapport de M. Erdman Discussion et vote	100-18/2°		2075, 2104-2105	
Révision de l'article 140 (Texte allemand de la Constitution) Projet de texte*	100-19/2°			
Projet de texte*	100-19/3°			
Révision de l'article 5 (Abrogation du deuxième alinéa. — Grande naturalisation) Projet de texte*	100-22/2°		1015-1019, 1022	
Rapport de M. Lallemand Discussion et vote				
Révision de l'article 5 (Dévolution exclusive de la concession de la nationalité belge à la Chambre fédérale des Représentants) Texte proposé par M. Valkeniers	100-22/3°			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Constitution (suite)				
Révision de la Constitution (suite)				
Révision de l'article 50, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o , 3 ^o et 4 ^o (Chambre des représentants: éligibilité. — Nationalité et âge) Projet de texte* Rapport de M. Lallemand Discussion et vote	100-23/2 ^o		1015-1019, 1022	
Révision de l'article 86 (« Seuls les Belges peuvent être ministre ») Projet de texte* Rapport de M. Lallemand Texte proposé par MM. Van Rompuy et Gijs — Limitation du nombre de membres du Conseil des ministres et du nombre de Secrétaires d'Etat) Discussion et vote	100-24/2 ^o 100-24/3 ^o		1015-1019, 1022	
Révision de l'article 56 (Assouplissement de la condition de nationalité pour pouvoir être élu sénateur) Texte proposé par M. Arts et consorts Rapport de M. Lallemand Discussion et vote	100-26/1 ^o 100-26/2 ^o		1015-1019, 1022	
Révision du titre IV en vue d'y insérer un article 115bis relatif à la détermination d'un maximum absolu de la pression fiscale et parafiscale Texte proposé par M. Hatry	100-27/1 ^o			
Révision de l'article 117 en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 ^{er} Texte proposé par M. Lallemand	100-28/1 ^o			
Révision de l'article 96, alinéa 2 (Extension des garanties dont jouit la presse aux autres moyens d'information et de communication) Texte proposé par M. Valkeniers	100-29/1 ^o			
Révision de l'article 98 en vue d'y ajouter un alinéa élargissant la garantie du jury aux autres moyens d'information Texte proposé par M. Valkeniers	100-30/1 ^o			
Révision de l'article 60 (Les pouvoirs constitutionnels du Roi sont héréditaires. — Non-exclusion des femmes) Projet de texte* Rapport de M. Arts Discussion et vote	100-31/1 ^o 100-31/2 ^o		2402-2407, 2441-2442	
Révision de l'article 61 (Roi. — Défaut de descendance masculine ou féminine) Projet de texte* Rapport de M. Arts Discussion et vote	100-32/1 ^o 100-32/2 ^o		2402-2407, 2442	
Révision du Titre III en vue d'insérer des dispositions nouvelles relatives aux Conseils de communauté et régionaux (Composition des Conseils. — Election directe. — Art. 59quater) Proposition du Gouvernement	100-33/1 ^o			
Révision du Titre III en vue d'insérer des dispositions nouvelles relatives aux Conseils de communauté et régionaux (Coopération internationale. — Conclusion de traités. — Art. 59quinquies) Proposition du Gouvernement	100-34/1 ^o			
Révision du Titre III en vue d'insérer des dispositions nouvelles relatives aux Conseils de communauté et régionaux (Conclusion de traités. — Art. 59sexies) Proposition du Gouvernement	100-35/1 ^o			
Insertion dans la Constitution du principe de la publicité de l'administration Voir: Droit public Voir aussi: Elections — Naturalisations				
Déclaration de révision				
Révision des articles 65, 86bis et 91bis et insertion d'un article 86ter (nouveau) (Fixation du nombre de membres du Conseil des ministres et du nombre de secrétaires d'Etat. — Composition des cabinets ministériels) Proposition de Mme Herman-Michielsens	1159-1			
Révision des articles 67 et 69 (Sanction et promulgation des lois par le Parlement. — Fonction royale) (Habilitation des Régions et des Communautés à promulguer elles-mêmes leurs décrets) Proposition de MM. Peeters et Valkeniers	1253-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Constitution (suite)				
Déclaration de révision (suite)				
Révision de l'article 96, premier alinéa (Publicité des audiences et des jugements) Proposition de MM. Peeters et Valkeniers	1254-1			
Révision des articles 99 et 105 (Nomination des magistrats) Proposition de M. Arts	1303-1			
Construction				
Modification de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agrément des entrepreneurs (Réforme de la législation) Proposition de loi de M. De Bondt 1988-1989 Rapport de M. De Seranno Discussion et renvoi en Commission. — Rapport oral complémentaire de M. De Seranno. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1067	720-2		1075-1078, 1126-1136, 1143	
Durée du travail dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la construction. — Modification de l'A.R. n° 213 du 26 septembre 1983 <i>Voir aussi:</i> Politique sociale (Dispositions sociales) Agrément d'entrepreneurs <i>Voir aussi:</i> Marchés de l'Etat <i>Voir aussi:</i> Hygiène et santé — Taxe sur la valeur ajoutée — Travail	1115-2 1374-4	51-52 3-4	2635, 2638	
Construction navale				
<i>Voir:</i> Pêche				
Consultation populaire				
Instauration, au niveau communal, de la consultation des citoyens Proposition de loi de MM. Langendries et Flagothier S.E. 1988 Avis du Conseil d'Etat	311-4			
Consultation populaire des habitants des communes Proposition de loi de MM. Lallemand et Spitaels 1988-1989 Avis du Conseil d'Etat	701-4			
<i>Voir aussi:</i> Etrangers				
Contraception				
<i>Voir:</i> Assurance maladie-invalidité				
Contrats de louage de travail				
Règles particulières concernant la résiliation du contrat de travail des travailleurs salariés exerçant un mandat syndical Proposition de loi de Mmes Harnie et Aelvoet 1988-1989 Rapport de M. Stroobant Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1105	697-2		1079-1090, 1136-1139, 1144	
Fin du contrat pour incapacité de travail définitive <i>Voir aussi:</i> Travail	1111-14	55, 115		
Suspension du contrat pour cause économique. — Loi du 3 juillet 1978, article 51 <i>Voir aussi:</i> Politique sociale (Dispositions sociales)	1115-2	49-50		
Modification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Suspension du contrat pour raisons d'ordre économique ou technique ou pour cause d'intempéries — Distinction entre ouvriers et employés — Secteur touristique) Proposition de loi de MM. Van den Broeck et Laverge	1242-1			
Contrat de remplacement. — Fonctionnaire. — Modification de l'article 11ter de la loi du 3 juillet 1978	1374-4	6-7	2622, 2623	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Contrats de louage de travail (suite)				
Modification des modalités de résiliation par le travailleur du contrat de travail conclu dans le cadre d'un programme régional de remise au travail (Article 37, loi du 3 juillet 1978)	1374-4	7-8	2609	
Membres du personnel de conduite ou du personnel de cabine de l'aviation civile. — Délais de préavis réduits. — Loi du 3 juillet 1978, article 83, alinéa 1 ^{er} <i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités) <i>Voir aussi</i> : Gendarmerie — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Tourisme — Travail — Vacances	1403-2	4		
Coopération au développement				
Organisations non gouvernementales				
Cofinancement et crédits pour les volontaires	1111-9	2-3	430, 434 432	
Rôle				672
Coopération belge au Zaïre. — Financement des projets non-gouvernementaux. — Reprise de l'aide indirecte	1111-9	4		
Répartition néerlandophones/francophones au niveau des coopérateurs	1111-9	4-5	428	
Préoccupation environnementale	1111-9	5		
en Chine	1111-9	5-6	431-432	
Concentration géographique de notre aide au développement	1111-9	6	430, 433	
Problème de la charge de la dette du tiers monde				
Lien entre l'Office du Ducroire et la Coopération au développement. — Difficultés de l'Office	1111-9	6-7	432, 433	
Rôle de la Belgique au Zaïre	1111-9	6-7		
Programmes d'ajustement structurel	1111-9	7-8		
Coopération belge au développement du Rwanda	1111-9	8	429, 433	
Lien entre la coopération au développement et les droits de l'homme	1111-9	9	429, 433	
Coopérateurs rentrés du Zaïre. — Coût. — Possibilités d'avenir	1111-9	10-11		
Subventions-traitements par pays pour les écoles belges	1111-9	11-12		
Projets en matière de cogestion	1111-9	14		
Arrêtés royaux en préparation	1111-9	19		
Nombre de coopérateurs et de volontaires dans les pays en voie de développement en novembre 1990	1111-9	22-23		
Fonds de la coopération au développement			372	
Morcellement de la politique de coopération au développement			428	
Afrique australe. — Aide aux Etats S.A.D.C.C. (Etats de la ligne de front)			429, 433	
Agrégation de volontaires dans les écoles à programme belge				
Question orale de M. Petitjean			1327	
Intégration des Antilles néerlandaises dans le champ d'action de la coopération au développement				
Proposition de loi de MM. De Bondt et Noerens S.E. 1988				
Retrait			1729-1730	
Aide alimentaire de la C.E. à l'Afrique				
Question orale de Mme Aelvoet			1992	
Politique africaine de la Belgique en matière de développement				
Interpellation de Mme Aelvoet			2022-2027	
Agents prioritaires en instance de réaffectation dans le secteur de la coopération				
Question orale de Mme Delruelle-Ghobert			2041-2042	
Assistance technique à la république populaire de Chine				
Question orale de M. Verschueren			2377	
Diminution du crédit prévu pour le cofinancement de projets réalisés par des O.N.G.				
Question orale de M. Petitjean			2516-2517-2518	
Question orale de Mme Aelvoet			2517-2518	
Aide alimentaire à la Palestine				413
Coopérante. — Discrimination en matière d'indemnités. — Indemnité pour l'époux qui l'accompagne				511
Section de coopération à Kinshasa				
Composition				733
Justification				957, 1028
Coopération avec le Surinam				754, 882
Coopérateurs belges au Zaïre				
dans le secteur médical				779, 958, 1028
dans le secteur agricole				779

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Coopération au développement (suite)				
Aide à l'Indonésie. — Projets bilatéraux dans les secteurs de l'énergie et des transports en commun				1592
<i>Voir aussi:</i> Accidents du travail — Affaires étrangères — Archives — Armée — Armes — Association internationale de développement — Commerce extérieur — Communautés européennes — Emprunts — Enseignement (Enseignement supérieur) — Office national du Ducroire — Société nationale des chemins de fer belges				
Coopératives				
<i>Voir:</i> Sociétés commerciales				
Cooptation de sénateurs				
Election d'un sénateur coopté en remplacement de M. Baert, démissionnaire			929-930	
Cotisation de solidarité				
Retenue spéciale à charge des isolés et des ménages sans enfants	1374-3	3		1785, 2025
Enseignement. — Preuve				
<i>Voir aussi:</i> Allocations familiales — Politique sociale — Sécurité sociale — Statut social des travailleurs indépendants				
Cour d'arbitrage				
Présentation de candidats à une place de juge à la Cour, devenant vacante à la suite de la mise à la retraite de M. le président Sarot	1113		105-106, 281-282	
Scrutins			316-317, 321	
Arrêts, recours en annulation et questions préjudicielles			9, 13, 61, 101, 169-170, 301, 377, 425-426, 746, 846, 928, 1040, 1072, 1163, 1199-1200, 1373, 1734, 1773, 1802-1803, 1882, 1947, 2005, 2033, 2062-2063, 2111, 2257, 2321, 2458, 2509, 2760, 3033-3034	
<i>Voir aussi:</i> Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Cour de cassation				
Présentation de candidats à une place vacante de conseiller	1139		301	
Scrutins			701-702, 713	
Présentation de candidats à une place vacante de conseiller	1298		1839	
Scrutins			1988-1989, 1992	
Présentation de candidats à une place vacante de conseiller	1406		2460	
Scrutins			2793-2794, 2802	
Communications (Arrêts)			3034	
<i>Voir aussi:</i> Détention préventive — Marchés de l'Etat				
Cour des comptes				
Abrogation de l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 organique de la Cour	1111-18	10, 13		
Extension de la mission de la Cour. — Contrôle d'opportunité des dépenses	1386-2	6, 7, 9, 11		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Cour des comptes (suite)				
Communications			13, 101, 301-302, 335-336, 426, 597, 746-747, 846, 928-929, 1072, 1163, 1326, 1373-1374, 1397, 1547-1548, 1839, 1981, 2063, 2111, 2238, 2321, 2375, 2436, 2458, 2509, 2533-2534, 2657, 2760, 2761, 3034-3035, 366-367	
Calcul de l'effet budgétaire de mesures			2111	
Préfiguration des résultats de l'exécution du budget de 1990				
Voir aussi: Budgets (Généralités) (Gendarmerie) — Enseignement (Généralités) — Finances — Police				
Cours d'appel				
Modification de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, de l'article 213 du Code judiciaire et des articles 209 et 210 du Code d'instruction criminelle (Effectifs des magistrats et des greffiers — Deux « magistrats nationaux » — Suppression de l'exigence formelle du rapport en degré d'appel en matière correctionnelle)				
Projet de loi*	1125-1			
Rapport de M. Baert	1125-2			
Discussion et vote			787-790, 791-794, 796-798, 801, 899	
Retards anormaux des fixations devant la Cour d'appel de Bruxelles				
Question orale de M. Desmedt			1166-1168	
Cour d'appel de Mons. — Prestation de serment des nouveaux conseillers				533, 707
Cour d'appel de Bruxelles. — Délais de fixation				1355
Ressort de la Cour d'appel de Gand. — Examen de téléphonistes				2055
Voir aussi: Constitution (Révision de la Constitution) — Justice — Ministres et Ministères (Finances) (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes)				
Cours du travail				
Voir: Juridictions du travail				
Crèches				
Crèche d'entreprise. — Déduction fiscale			613	
Voir aussi: Enfance et jeunesse — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés)				
Crédit communal de Belgique				
Voir: Institutions de crédit — Office central de crédit hypothécaire				
Crédits supplémentaires et régularisations				
Voir: Budgets				
Criminalité et violence				
Modification des articles 31 et 34 de la loi du 1 ^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres (Ancien intitulé: Modification de l'article 31 de la loi du 1 ^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres [Aide de l'Etat en faveur des victimes d'actes intentionnels de violence. — Nationalité])				
Proposition de loi de M. Cerexhe 1989-1990				
Rapport de Mme Cahay-André	888-2			
Discussion et vote			2701-2702, 2727	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Criminalité et violence (suite)				
Fonds pour l'indemnisation des victimes d'actes intentionnels de violence	1111-5	5, 14-15		
Lutte contre le terrorisme. — Gendarmerie, Bureau central des Recherches et Groupe Interforces Antiterroriste. — Institut de la criminalistique	1111-5	8, 20		
Tueries dites du Brabant wallon. — « Bande de Nivelles »	1111-5	10		
Lutte contre la violence physique et sexuelle à l'égard des femmes et des enfants	1111-16	32-33		
Assistance aux victimes			395	
Sécurité du citoyen			401, 439, 441	
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Intérieur, Modernisation des Services publics, et Institutions scientifiques et culturelles nationales) — Police				
Carences du Gouvernement en matière de sécurité et inexistence de sa politique d'immigration				
Interpellation de M. Hasquin			2218-2224	
Instruction contre « X » à laquelle procède un haut magistrat (« Bande de Nivelles » — Juge d'instruction)				
Question orale de Mme Harnie			2514-2515	
Mesures contre la criminalité urbaine. — Moyens mis à la disposition des tribunaux				1613
<i>Voir aussi:</i> Education physique et sports — Etrangers — Gouvernement — Justice — Société nationale des chemins de fer belges — Stupéfiants				
Criminologie				
<i>Voir:</i> Justice				
Cultes				
Islam	1111-5	8, 20-21		
Organisation des élections pour le Conseil supérieur de l'Islam	1111-5	8		
Modification de la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes (Majoration des traitements les plus bas — Prime d'ancienneté)				
Proposition de loi de M. Cooreman	1177-1			
Modification de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes (Art. 19bis, alinéa 4 — Cultes islamique et orthodoxe — Opérations civiles et acceptation de libéralités)				
Projet de loi*	1322-1			
Rapport de M. Pataer	1322-2			
Discussion et vote			2778, 2798-2799	
Traitement des ministres des cultes. — Augmentation	1403-7	2	394, 396, 402	
Reconnaissance légale				532, 973
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités)				
Ministres des cultes. — Diacre permanent				351
Liberté de religion. — Règles concernant les prélèvements sanguins				601, 619
Utilisation des cures comme lieux de rencontre des paroissiens				1005, 1328
Indemnité de logement accordée par la commune aux curés ou ministres des cultes				1158, 1328
Obligation de participer à des célébrations eucharistiques. — Liberté des cultes				1159, 1162, 1230, 1266, 1624
Circonscriptions dans les arrondissements d'Ostende, de Furnes et de Dixmude. — Autorité religieuse compétente				1170
Age des desservants				1669
<i>Voir aussi:</i> Armée — Droits de l'homme — Fabriques d'église — Police — Rémunérations et salaires				
Culture fruitière				
<i>Voir:</i> Horticulture				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
D				
Débats de boissons fermentées				
<i>Voir:</i> Alcool				
Décès				
Anciens sénateurs				
M. Emile Cuvelier			151	
M. André Vlerick			597	
M. Germain De Rouck			1948	
M. Michel Paulus			2258	
M. Alfons De Nolf			3036	
M. Georges Sprockeels, sénateur			2063-2064	
M. Edgard Peetermans, sénateur			3038	
<i>Voir aussi:</i> Hommages — Hygiène et santé — Impôts sur les revenus				
Décrets				
<i>Voir:</i> Constitution (Déclaration de révision)				
Défense nationale				
<i>Voir:</i> Affaires étrangères — Armée — Enquêtes — Europe — Ministres et Ministères (Défense nationale)				
Défense sociale				
Etablissement de Tournai. — Nombre de patients néerlandophones. — Politique				1779
Etablissements pénitentiaires organisés. — Répartition des internés néerlandophones. — Hôpital psychiatrique de Tournai. — Nouveau complexe pénitentiaire à Bruges				1780, 1821
Démissions				
MM. Hugo Adriaensens			170	
Frans Baert			790	
Clement Priëls			2238	
Hans De Belder			2459-2460	
Démographie				
<i>Voir:</i> Pensions (Généralités) — Population — Sécurité sociale				
Dentistes				
Création de l'« Ordre des dentistes »				
Proposition de loi de M. Diegenant	1147-1			
<i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité — Assurances — Politique sociale (Dispositions sociales) — Publicité				
Déportés				
<i>Voir:</i> Musées — Pensions (Pensions de réparation) — Victimes de la guerre				
Députations permanentes				
<i>Voir:</i> Provinces				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Détention préventive				
Modification de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive (Article 31 — Pourvoi en cassation)	1106-1		281, 284	
Projet de loi Discussion et vote	1111-5	6		
Application de la nouvelle loi			1014-1015	
Application de la loi relative à la détention préventive				800
Question orale de M. Erdman				1614, 1718
Décision d'arrestation. — Langue de la notification				
Traitement humain des suspects				
Détenus				
<i>Voir:</i> Etablissements pénitentiaires — Justice — Sécurité sociale				
Dettes publiques				
Charges d'intérêts de la dette. — Effet « boule de neige »	1110-2	9, 14, 18, 20, 21, 25, 26, 27, 81	1376, 1516, 1532, 2903, 2907, 2910, 2941, 2942	
Gestion de la dette. — Amélioration et modernisation	1386-2 1110-2	3, 6, 8, 11 26, 47, 49-51	369, 371, 372, 383, 1508, 1533, 2907, 2941, 2942	
Evolution de la dette	1110-2	47-49, 80	379, 2903, 2907, 2940, 2941, 2942, 2943	
Ventilation régionale			2941	268
Composition				1724
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités) (Budget général des Dépenses) — Emprunts — Finances — Fonds des rentes — Régions et Communautés				
Diamant				
<i>Voir:</i> Pensions (Travailleurs et assurés libres)				
Distinctions honorifiques				
Hommage au travail	1111-14	66		
Décorations — Critères — Discrimination selon le secteur professionnel				219, 366
<i>Voir aussi:</i> Armée — Etat civil — Ministres et Ministères (Pensions)				
Distrigaz				
<i>Voir:</i> Gaz				
Divorce				
Complément à l'article 1277 du Code judiciaire en matière de divorce (Transcription du jugement à l'état civil)	1135-1			
Proposition de loi de M. Henrion				
Violation des dispositions légales concernant le droit de visite et le paiement des pensions alimentaires				765
<i>Voir aussi:</i> Aliments — Code judiciaire — Etat civil — Impôts sur les revenus — Justice				
Documents sociaux				
A.R. n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux. — Amendes administratives	1111-14 1374-4	59 4		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Domaines				
Insertion d'un article 1412bis dans le Code judiciaire (Saisie sur des biens du domaine public ou privé) Proposition de loi de M. Cerexhe S.E. 1988 Rapport de M. Arts Discussion et vote	213-2		1168-1170, 1175	
Dommages de guerre				
Dommages de guerre des deux guerres mondiales. — Gestion et indemnisation				787
Douanes et accises				
Atténuation des droits d'accise sur les huiles minérales mélangées aux produits agricoles (Bio-éthanol) Proposition de loi de M. de Seny	1144-1			
Complément à la loi du 11 mai 1967 relative au régime d'accise de la bière (Bières à faible taux d'alcool) Proposition de loi de M. Duquesne	1187-1			
Confirmation d'A.R. modifiant le régime d'accises des huiles minérales et du tabac <i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités)	1403-3	28-29		
Régime d'accise des benzols et des produits analogues Augmentation des accises sur l'essence plombifère	1403-3	29	1376, 1517, 1526, 1530	
Position du Gouvernement belge concernant la perception d'un droit d'accise sur le carburant à l'usage des avions Interpellation de M. Dierickx			1998-1999 2907, 2910, 2911	
Harmonisation des accises Droits d'accises sur les produits pétroliers. — Recettes				20
Marché unique. — Fermeture des bureaux douaniers. — Implications en matière de lutte contre la fraude fiscale et en matière de personnel				401
Clé de répartition du bénéfice des droits d'accises. — U.E.B.L.				1138
Evolution des droits d'accises sur les différents produits pétroliers <i>Voir aussi</i> : Budgets (Voies et Moyens) — Combustibles — Communautés européennes — Impôts — Justice				1225
Droit des gens				
Problème des communautés indiennes en Equateur <i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Droit pénal				815
Droit pénal				
Répression des infractions graves aux Conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et au Protocole I du 8 juin 1977 additionnel à ces Conventions Projet de loi	1317-1 1403-7			
Décimes additionnels sur amendes pénales <i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités)		1-2		
Délits fiscaux Installations électriques d'alarme dans les véhicules. — Bruit Délit d'initié (<i>Insider trading</i>) <i>Voir</i> : Finances			398, 401	256, 314
<i>Voir aussi</i> : Animaux et protection des animaux — Bonnes mœurs — Enfance et jeunesse — Femmes — Finances — Mariage — Peines — Sociétés commerciales — Sécurité de l'Etat — Travail				
Droit public				
Motivation formelle des actes administratifs Proposition de loi de M. Cerexhe S.E. 1988 Rapport de M. Flagothier Amendement de MM. Tant et Suykerbuyk Discussion et vote	215-3 215-4		2005-2016, 2044-2045	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Droit public (suite)				
Décentralisation	1111-6	10-11		
Réformes institutionnelles			371, 384-385	
Loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Election directe des membres des Conseils de communauté et régionaux. — Suppression du double mandat)				
Proposition de loi de MM. Suykerbuyk et Tant	1435-1			
Troisième phase			385, 389	
Compétences internationales des Communautés et des Régions			385	
Suppression du double mandat			385	
Voir aussi: Doc. n° 100-33/1°				
Voir aussi: Agriculture — Budgets (Voies et Moyens) — Constitution (Révision de la Constitution) — Ministres et Ministères (Généralités)				
Propos insolites de deux vice-premiers ministres concernant la manière dont les membres du Sénat doivent être persuadés d'accepter certaines dispositions de la troisième phase de la réforme de l'Etat				
Interpellation de M. Dierickx			285-287, 324-325	
Publicité de l'administration				
Insertion dans la Constitution				1044, 1141
Mesures concrètes. — Projet de loi				1045, 1142
Voir aussi: Conseil d'Etat — Constitution (Déclaration de révision) — Entreprises				
Droits d'auteur				
Droit d'auteur, droits voisins et copie privée d'œuvres sonores et audiovisuelles				
Proposition de loi de M. Lallemand S.E. 1988				
Rapport de M. Erdman	329-2 (+ Annexes — Addendum)			
Droit de suite				
Proposition de loi de M. Hatry	1182-1			
Voir aussi: Brevets — Impôts sur les revenus (Revenus divers)				
Droits de l'homme				
Problème des communautés indiennes en Equateur				815
Violation des droits de l'homme				
au Togo				1225, 1626
en Corée du Sud				1262
en Sri-Lanka				1411
Répression anticatholique en Chine				1534
en Erythrée, par l'Ethiopie. — Problème concernant l'aide alimentaire				1534
au Sahara occidental par les troupes marocaines				1626
au Guatemala. — Milices armées				1627
au Kosovo				1628
Cas des époux Chirwa, prisonniers politiques au Malawi				1630
au Salvador. — Assassinat d'une infirmière belge				1756
Voir aussi: Affaires étrangères — Constitution (Révision de la Constitution) — Coopération au développement — Détention préventive — Droit pénal — Etrangers — Résolutions				
Droits d'enregistrement				
Modification du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en ce qui concerne les propriétés boisées (Droits de donation)				
Proposition de loi de M. de Clippele	1069-1			
Complément à l'article 159 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Contrats portant bail, sous-bail et cession de bail d'immeubles affectés exclusivement au logement)				
Projet de loi*	1257-1 +			
	Erratum			
Rapport de M. De Bremaeker	1257-2			
Discussion et vote			1857-1859, 1895	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Droits d'enregistrement (suite)				
Droits sur aéronefs et modification du Code judiciaire et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe Projet de loi	1297-1			
Modification du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'indexer les tranches des parts nettes sur lesquelles sont calculés les droits de donation Proposition de loi de M. de Seny	1309-1		839, 841, 844 2907	357 440
Achat d'une habitation. — Droit réduit. — Revenu cadastral sur mutations immobilières Application de l'art. 109, 3 ^o , du Code				1675
Restitution des droits lors de la revente d'un bien immeuble				1703, 2055
Vente d'immeubles. — Détermination de la valeur vénale. — Fluctuations du marché immobilier				
Fixation du montant sur base de la valeur vénale du bien immobilier				
Sociétés de reconversion <i>Voir: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)</i> <i>Voir aussi: Impôts</i>				
Droits de succession				
Dation en paiement d'œuvres d'art Commission de la dation en paiement. — Petit nombre de demandes				430, 557
A.s.b.l. — Taxe annuelle. — Coût des formulaires de déclaration				1357, 1536
Immeubles à l'étranger. — Délais <i>Voir aussi: Impôts</i>				1318, 1445 1880
Droits de timbre				
Suppression du droit sur effets de commerce <i>Voir aussi: Impôts</i>	1166-2	11	827, 832	
E				
Eau				
Répartition des compétences Politique des bassins Barrages de l'Eau d'Heure. — Baignades dans les lacs. — Qualité de l'eau <i>Voir aussi: Affaires étrangères — Hygiène et santé — Pollution des eaux — Taxe sur la valeur ajoutée</i>	1111-16	23	456	1524, 1865
Ecole royale militaire				
<i>Voir: Enseignement (Enseignement supérieur)</i>				
Economie				
Inflation	1110-2	6, 21, 29, 40, 74-75	367, 368, 374, 375, 387, 498, 499, 1375,	
	1111-17	5, 7, 43	2941	
Conjoncture nationale. — Croissance du P.N.B.	1110-2	8, 21, 37- 40, 52	366, 497, 499, 502, 503, 832, 842, 1375,	
	1111-14	7-8, 105-106, 107, 109- 110	1506, 1507, 1510, 2903, 2908	
	1111-17	3-7, 43-44		
	1115-2	52		
Balance des paiements	1110-2	21, 78-79	499, 503	
	1111-17	44		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Economie (suite)				
Evolution des taux d'intérêt	1110-2	21-22, 28, 40, 78	1503, 1530	
Evolution du différentiel d'intérêt FB-D.M.	1110-2	59, 61, 84		
Conjoncture internationale	1110-2	34-37	367, 383, 384, 832	
	1111-17	3, 43		
Effets de la hausse des prix pétroliers consécutive à la crise du Golfe	1110-2	39, 40	237, 497, 498, 499,	
	1111-17	5, 6-7, 20, 43	500, 501, 503	
<i>Voir aussi</i> : Produits pétroliers				
Conséquences d'un scénario de hausse des prix pétroliers	1110-2	73-83		
Evolution des investissements	1111-17	5		
Investissements publics			365, 366, 372, 383, 384, 2941	
Projets de loi à l'examen ou en préparation	1111-17	10-13	497	
Expansion économique	1111-17	31	839-840	
	1166-2	14		
Régionalisation de la législation	1111-17	31-34		
Westhoek			839-840	
Limbourg			841	
Sociétés de reconversion				
<i>Voir</i> : Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Protection de la concurrence économique				
Projet de loi*	1289-1			
Rapport de M. Aerts	1289-2			
Amendements de MM. Hatry et Boël	1289-3			
Amendement de M. Hatry	1289-4			
Amendement de MM. Hatry et Boël	1289-5			
Amendement de M. Hatry	1289-6			
Amendements de MM. Hatry et Boël	1289-7			
Amendement de M. Hatry	1289-8			
Discussion et vote			2809-2814, 2815-2837, 3006-3010, 3017	
Bureau du Plan. — Confirmation du statut du personnel	1374-9	1, 3-4, 5		
Politique économique			367-368, 369, 2940- 2941	
Internationalisation de notre économie			374	
Condamnation de la Belgique par la Cour de Justice de Luxembourg (Non-transmission de statistiques pétrolières à la Commission européenne)				
Question orale de M. Hatry			1554-1555	
Absence de réaction du Gouvernement devant la dégradation de l'image de la Belgique à l'étranger et les critiques des institutions financières internationales				
Interpellation de M. Hatry			1955-1960, 1991	
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Classes moyennes — Communau- tés européennes — Conseil central de l'économie — Entreprises — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) — Office de promotion industrielle				
Economie agricole et horticole				
Rapport pour la période 1989-1990			170	
<i>Voir aussi</i> : Agriculture — Horticulture				
Education nationale				
<i>Voir</i> : Budgets (Education nationale) — Enseignement — Ministres et Ministères				
Education physique et sports				
Sécurité de l'infrastructure sportive. — Stades. — Crédits. — Création d'un Fonds	1111-6	17	405	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Education physique et sports (suite)				
Saut à l'élastique ou « benjee ». — Réglementation. — Responsabilité des communes				57, 150
<i>Voir aussi:</i> Armée — Finances provinciales et communales — Gendarmerie — Hygiène et santé — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Police — Société nationale des chemins de fer belges				
Elections				
Révision de l'article 50, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o , 3 ^o et 4 ^o , de la Constitution (Chambre des représentants: éligibilité — Nationalité et âge) Projet de texte*				
Rapport de M. Lallemand	100-23/2 ^o			
Révision de l'article 56 de la Constitution (Assouplissement de la condition de nationalité pour pouvoir être élu sénateur) Texte proposé par M. Arts et consorts				
	100-26/1 ^o			
Modification de la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932 (Communes à facilités, Fourons et Comines. — Election des conseillers communaux et des membres du conseil de l'aide sociale. — Bulletins de vote distincts) Projet de loi*				
Rapport de Mme Panneels-Van Baelen	990-2			
Discussion et vote			119, 158	
Réunion des arrondissements administratifs d'Alost et d'Audenarde pour l'élection des représentants Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	1071-1			
Rapport de Mme Panneels-Van Baelen	1071-2			
Amendement de M. De Loor et consorts	1071-3			
Amendement de M. Kenzeler et consorts	1071-4			
Amendement de M. Pinoie et consorts	1071-5			
Amendement de M. Vanlerberghe et consorts	1071-6			
Propositions de renvoi en commission. — Discussion et votes			110-113	
Discussion et ajournement du vote			111, 112, 113-119	
Articles adoptés en première lecture	1071-7			
Discussion et renvoi en commission			1139, 1142	
Fixation à dix-huit ans de l'âge de l'éligibilité des conseillers provinciaux Projet de loi*	1078-1			
Rapport de Mme Panneels-Van Baelen	1078-2			
Discussion et vote			753-754, 895	
Fixation à dix-huit ans de l'âge de l'éligibilité des conseillers communaux Projet de loi*	1079-1			
Rapport de Mme Panneels-Van Baelen	1079-2			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et de M. Peetermans	1079-3			
Discussion et vote			754-755, 878, 895-896	
Citoyenneté européenne (Droit de vote actif et passif)	1111-7	6		
Modification du Code électoral et de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales (Système D'Hondt — Actes de présentation — Déclaration de groupement de listes) Proposition de loi de M. Gijs	1171-1			
Réunion des arrondissements administratifs de Neufchâteau-Virton et d'Arlon - Marche-en-Famenne - Bastogne pour l'élection des représentants Proposition de loi de MM. Bock et Larcier	1201-1			
Complément au Code électoral par un livre II portant organisation de l'élection du Parlement européen (Répartition des sièges) Proposition de loi de M. Verreycken	1267-1			
Modification du Code électoral (Adaptation suite à la modification de l'article 47 de la Constitution: condition de résidence — Commissaires d'arrondissement; Fourons et Comines — Election simultanée de la Chambre et du Sénat et des conseils provinciaux — Adaptations techniques et autres) Projet de loi*	1359-1			
Rapport de M. Flagothier	1359-2			
Discussion et vote			2969-2983, 3023-3024	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Elections (suite)				
Organisation du vote au moyen de systèmes automatisés dans les cantons électoraux de Verlaine et de Waarschoot				
Projet de loi*	1404-1			
Rapport de M. Borremans	1404-2			
Discussion et vote			2983-2988, 3023-3024	
Réunion des arrondissements administratifs d'Alost et d'Audenarde, d'Ypres et de Courtrai, de Saint-Nicolas et de Ternonede pour l'élection des représentants				
Proposition de loi de M. Valkeniers	1436-1			
Modification des circonscriptions électorales. — Projet de loi			110-111, 112	
Expériences de vote électronique			408, 409	
Problème des secondes résidences et des listes électorales			408, 409	
Octroi du droit de vote aux ressortissants de la C.E.				
Question orale de M. Suykerbuyk			2687-2688	
<i>Voir aussi:</i> Accidents du travail — Budgets (Intérieur et Fonction publique) — Commissions du Sénat — Constitution (Révision de la Constitution) — Elections sociales — Fonction publique — Fourons — Partis politiques — Régions et Communautés — Sondages d'opinion — Travail				
Elections sociales				
<i>Voir:</i> Travail				
Electricité				
Accord entre les producteurs d'électricité (Electrabel et S.P.E.) à propos de l'organisation du secteur dans les dix prochaines années	1111-17 1166-2	23 15, 16, 18, 79- 82, 90-109	502, 504, 839, 841	
Plan d'équipement du secteur de l'électricité				
Prévision quinquennale	1111-17	38-41		262
Commande et construction de nouvelles unités T.G.V. — Localisation des commandes				624, 991
Impôt forfaitaire sur les producteurs d'électricité. — Aspect fiscal de la <i>pax electrica</i> . — Modifications tarifaires dans le secteur de l'électricité	1166-2 1166-3 1166-5 1166-7 1166-2	6-7, 14- 18, 79-80 3 13 15-16 17	827, 828-829, 830-831, 834, 837, 839, 841	
Politique énergétique				
<i>Voir aussi:</i> Energie — Energie nucléaire				
Composition et conclusions de la Commission d'experts chargée d'étudier les risques pour la santé humaine et animale des lignes électriques à haute tension				
Interpellation de Mme Dardenne			89-93	
Modifications tarifaires			830-831	
Contrôle du secteur de l'électricité				
Question orale de M. Mathor			1986-1987	
Attitude belge concernant le marché unique européen mis en perspective pour l'électricité et le gaz				
Question orale de M. Didden			2035-2036	
Appareils électriques. — Contrôle de sécurité. — Laboratoires agréés				119
Coût de la production d'électricité. — Utilisation du gaz naturel. — Surcoût				261
Problèmes d'approvisionnement en électricité dans les régions rurales. — Enquête de la Fondation rurale de Wallonie				1416
Ligne à haute tension dans les communes fusionnées avec Diest. — Opposition de la population. — Enquête du service de l'Energie électrique				1572
<i>Voir aussi:</i> Energie — Energie nucléaire — Impôts — Régie des Bâtiments — Travaux publics				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Elevage				
Santé des animaux. — Politique sanitaire	1111-12	12-14, 22		335, 677
Usage illégal d'hormones et agrément de laboratoires d'analyse	1111-12 1115-4	49-53 12, 13		
Programme <i>Sanitel</i>	1115-4	8, 13-14		
Formes d'exploitation dans le secteur porcin. — Production en circuit fermé	1115-4	12		
Infrastructure sanitaire dans le secteur porcin			2382-2383	
Question orale de M. de Seny				755, 1110
Vente de bétail au Luxembourg. — Double prise de sang				804, 888
Transfert d'embryons bovins. — Réglementation				
Mesures sanitaires dans les élevages de porcs. — Dérogations pour les exploitations petites et moyennes				1320, 1641
Secteurs bovin et porcin. — Contribution obligatoire à l'abattage et à l'exportation. — Appréciation négative émanant de la Commission des C.E.				1644
Cotisations obligatoires pour l'écoulement de produits de l'oisellerie et du petit élevage. — Enquête de la Commission de la C.E.				1930
<i>Voir aussi</i> : Animaux et protection des animaux — Commerce extérieur — Electricité — Epizooties — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Emprunts				
Crédit à la consommation				
Projet de loi 1989-1990				
Rapport de MM. De Cooman et de Wasseige	916-2			
Amendements de M. Hatry	916-3			
Amendements de M. Antoine	916-4			
Discussion et vote			1271-1321, 1354-1358, 1360-1361	
Marché des titres de la dette publique et instruments de la politique monétaire (Amélioration des marchés financiers — Titres de la dette — Effets dématérialisés — Certificats de trésorerie — Obligations linéaires — Banque nationale — Cessions-rétrocessions — Titre VIII du Code des taxes assimilées au timbre — Institut de réescompte et de garantie — Fonds des rentes — Institut belgo-luxembourgeois de change)				
Projet de loi	1101-1			
Rapport de Mme Cahay-André	1101-2			
Discussion et vote			672-686, 716-717	
Emprunts de l'Etat	1110-2	49-51, 54	2941	
Obligations linéaires	1110-2	49-50, 51		
Bons du Trésor	1110-2	50		
Marché boursier d'opérations à terme	1110-2	50-51		
Certificats de trésorerie	1110-2	51	832	
	1166-2	43		
	1166-2	72	832	
Conversion des bons du Trésor en une obligation linéaire				
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités) — Fonds des rentes — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) (Impôt des sociétés)				
Prêts d'Etat à Etat. — Prêts à des Etats ou à des organismes étrangers				428, 432, 1162-1163
<i>Voir aussi</i> : Fonds des prêts à des Etats étrangers				
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises) — Communes (Bruxelles-Capitale) — Finances — Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) (Charges et dépenses déductibles) — Logement — Office national du Ducroire — Pensions (Indépendants) — Sociétés commerciales — Télégraphes et Téléphones				
Energie				
Impact de la variante « Crise du golfe Persique » sur le prix des produits énergétiques	1110-2 1111-17	75, 83 7, 43	497, 498, 499	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Energie (suite)				
Politique énergétique	1111-17	7-8, 25, 38-43	374-375-376, 497, 498, 501, 502, 503-504, 834 504	
Débat relatif à l'énergie			1547	
Communication du Gouvernement relative à la politique éner- gique			498, 501, 502, 834	
Utilisation rationnelle de l'énergie	1111-17	41		
Energies renouvelables	1166-7	16		
Délais anormaux mis à communiquer aux membres de la Commission de l'Economie du Sénat le programme d'énergie du Gouvernement			1555-1556	
Question orale de M. Hatry				
Pose d'une nouvelle série de pipelines en Flandre				
Interpellation de M. Geeraerts			2440-2441	
Eoliennes. — Perspectives en Belgique				238
Conférence sur les économies d'énergie. — Organisation et coût				623, 989
Pool des calories				
Achats de charbon en 1990. — Prix d'achat. — Valeur énergétique, teneurs en soufre et en cendre de ces charbons				992
Achat de déchets de charbon. — Critères				993
Importation et exportation de gaz et d'électricité. — Explications demandées par la Commission européenne				1288, 1344
<i>Voir aussi:</i> Carburants — Combustibles — Coopération au dévelop- pement — Electricité — Energie nucléaire — Gaz — Ministres et Ministères (Europe 1992-Secrétaire d'Etat) (Vice-Premier Ministre, Affaires économiques et Plan, chargé de la restructuration du « ministerie van Onder- wijs ») — Produits pétroliers — Société nationale des chemins de fer belges				
Energie nucléaire				
Création d'une commission d'information, chargée d'examiner et d'apprécier les dispositions relatives à la sécurité dans le domaine nucléaire ainsi que les mesures d'information et de protection des populations et les dispositifs d'évacuation en cas d'augmentation de la radioactivité sur le territoire du Royaume				
Proposition de résolution de M. de Wasseige S.E. 1988				
Problématique des déchets radioactifs				
Rapport de MM. de Wasseige et Didden 1989-1990				
Amendements de M. Hatry	113-14			
Amendements de M. Gryp et de Mme Dardenne	113-15			
Amendements de M. Pataer	113-16			
Amendements de MM. de Wasseige et Didden	113-17			
Recommandations de la Commission	113-18			
Discussion et vote			14-42, 73-76	
Déclassement des installations nucléaires				
Rapport de MM. de Wasseige et Didden	113-19			
Amendement de Mme Dardenne et de M. Gryp	113-21			
Recommandations de la Commission	113-22			
Discussion et vote sur la motion			958-969, 1021, 1025- 1027	
Problématique des déchets radioactifs. — Cas des petits produc- teurs				
Rapport de MM. de Wasseige et Didden	113-20			
Recommandations de la Commission	113-23			
Discussion et vote sur la motion			958-966, 969-970, 1021, 1025-1027	
Sécurité des installations nucléaires, autres que les centrales nucléaires				
Rapport de MM. de Wasseige et Didden	113-24			
Recommandations de la Commission	113-25			
Discussion et vote sur la motion			1870-1872, 1900	
Rapport final de MM. de Wasseige et Didden	113-26			
Discussion et vote sur la motion			2762-2767, 2797-2798	
Remplacement de l'article 179, § 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 (O.N.D.R.A.F.)				
Projet de loi*				
Texte adopté par la commission	1021-2			
Amendements de M. Gryp et de Mme Dardenne	1021-3			
Sur l'ordre des travaux suite au dépôt d'amendements en séance plénière				309-310
Rapport oral de M. Dufaux, discussion et vote				317-320, 322, 323-324

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Energie nucléaire (suite)				
Sécurité des installations nucléaires et autres activités en matière de radiations ionisantes	1111-14	45-46		
Protection nucléaire. — Réseau Télérad. — Agence pour la sécurité nucléaire	1111-16	25, 34	450	
Extension des compétences de l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles (O.N.D.R.A.F.)	1111-17	8		
<i>Eurochemic</i>	1111-17	19		
Passif nucléaire. — Déchets nucléaires	1111-17	19, 23-24	839	
	1166-2	15-16, 17, 79, 82, 85		
Fonds d'assainissement d'installations nucléaires du site de Mol-Dessel	1166-2	83-89		
Maintien en activité du four d'incinération Evence-Coppée			269-270	
Question orale de M. Gryp				
Projet de plan national d'urgence nucléaire			274-275	
Question orale de Mme Nélis				
Projet de plan d'urgence nucléaire			274-275	
Question orale de M. Gryp				
Passif nucléaire d' <i>Eurochemic</i>			275-276	
Question orale de M. Gryp				
Politique énergétique			501	
<i>Voir aussi</i> : Electricité				
Expérience d'utilisation du combustible Mox à Chooz A			1888-1889	
Question orale de Mme Dardenne				
Pollution radioactive à Olen			1903-1904	
Question orale de M. Geeraerts				
Démantèlement du surrégénérateur à neutrons rapides de Kalkar			1987-1988	
Question orale de M. Gryp				
Société mixte <i>Synatom</i> . — Objectifs				32
Statut et objectifs du commissariat à l'énergie atomique				32
Rejets des centrales nucléaires				516
Retard dans la mise en route de l'unité nucléaire de Chooz B				1060
Accident dans une centrale japonaise. — <i>Melt-down</i> évité de justesse				1287, 1289, 1341, 1548
Centrales nucléaires. — Sûreté. — Vérification des soupapes				1288, 1344
Surrégénérateur de Kalkar. — Liquidation du projet. — Participation belge. — Recouvrement				1545
<i>Belgoprocess</i> . — Contrats pour le traitement de déchets nucléaires étrangers				1617, 1622, 1645, 1689
Accord de coopération avec le gouvernement tchèque				1816, 1932
<i>Voir aussi</i> : Armes — Armes nucléaires — Budgets (Affaires économiques) — Catastrophes et accidents — Centre d'étude de l'énergie nucléaire à Mol — Electricité — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) — Politique scientifique — Protection civile — Société nationale des chemins de fer belges — Transports				
Enfance et jeunesse				
Amélioration des modalités de garde des enfants malades (Crèches et préguardiennats)				
Proposition de loi de M. Monfils	1066-1			
Enfance maltraitée. — Secret professionnel du médecin	1111-5	6-7, 17	390	
Protection de la jeunesse. — Projet de loi. — Réforme de l'Etat (Compétences communautaires)			390, 401	
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Allocations familiales — Code civil — Criminalité et violence — Hygiène et santé — Justice — Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés — Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Enquêtes				
Institution d'une commission d'enquête chargée d'examiner les révélations récentes quant à l'existence en Belgique d'un réseau de renseignements clandestin international connu sous le nom de « Glaive »				
Proposition de M. Lallemand	1117-1			
Rapport de M. Egelmeers	1117-2			
Texte adopté par le Sénat	1117-3			
Rapport de MM. Erdman et Hasquin	1117-4			
Discussion et vote			813-816, 901-902	
Composition de la commission			902	
Prorogation de la mission de la commission			2794	
Institution d'une commission d'enquête parlementaire sur l'activité du Gouvernement et de ses services en vue de la libération des otages du « Silco » et sur les modalités précises dont la négociation a été assortie				
Proposition de M. Henrion	1236-1			
Rapport de M. Hasquin	1236-2			
Institution d'une commission chargée uniquement de préparer des lois portant amnistie complète et inconditionnelle en faveur des victimes de la répression qui suivit la seconde guerre mondiale (Commission d'enquête)				
Proposition de loi de M. Verreycken	1268-1			
Sur la prise en considération. — Vote et rejet			2510-2512, 2523-2524	
<i>Voir aussi</i> : Energie nucléaire — Incivisme — Société nationale des chemins de fer belges				
Enseignement				
Généralités				
Financement				
Charge d'intérêts des emprunts de certaines écoles auprès du Fonds de garantie national	1111-20	19-22		
Charges du passé 1990 (F et N)	1111-20	22-24, 37		
Charges du passé. — Loi sur le financement des Communautés et des Régions. — Procédure préalable devant la Cour des comptes	1403-9	1-4		
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités)				
Crise de l'enseignement en Communauté française. — Redevances radio et télévision (Ristournes)			367, 375, 380, 384, 385, 388	
<i>Voir aussi</i> : Régions et Communautés				
Enseignement de l'esperanto dans tous les Etats membres de la C.E.				1435
Transports scolaires				
<i>Voir</i> : Chômage				
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Coopération au développement) (Education nationale) — Commissions du Sénat — Coopération au développement — Promotion sociale — Zaïre				
Enseignement primaire et gardien				
Ecoles européennes. — Statut. — Subventions				548
<i>Voir aussi</i> : Enfance et jeunesse				
Enseignement secondaire				
Ecoles européennes. — Statut. — Subventions				548
<i>Voir aussi</i> : Armée				
Enseignement supérieur				
Part des universités néerlandophones et francophones pour la subvention des études d'étudiants étrangers	1111-9	4		
Coût que représentent les étudiants étrangers	1111-20	24		
Mesures d'assainissement budgétaire	1115-6	2, 3, 4		
Modification de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur (Officiers issus de l'Ecole royale militaire)				
Proposition de loi de M. Lallemand	1240-1			
Avis du Conseil d'Etat	1240-2			
Collège d'Europe à Bruges. — Répartition des compétences. — Budget				111
Etudiants universitaires. — Nationalité étrangère. — Budget				181

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Enseignement (suite)				
Enseignement supérieur (suite)				
Enseignement supérieur maritime. — Revalorisation <i>Voir aussi:</i> Constitution (Révision de la Constitution) — Etat civil — Etrangers — Inspection automobile et permis de conduire — Ministres et Ministères (Généralisés) — Pensions (Pensions d'outre-mer) (Secteur public) — Politique scientifique — Population — Professions — Sécurité sociale				1258
Personnel				
Refus d'une interruption de carrière. — Organisations syndicales représentatives <i>Voir aussi:</i> Communes (Personnel) — Cotisation de solidarité — Pensions (Secteur public) — Rémunérations et salaires				1984
Entrepreneurs				
<i>Voir:</i> Accès à la profession — Construction — Entreprises — Impôts sur les revenus — Marchés de l'Etat — Sécurité sociale — Travail — Travaux publics				
Entreprises				
Transmission des entreprises	1111-13	7, 13		
Zones d'emploi <i>Voir aussi:</i> Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)	1111-17	32		
Réforme de certaines entreprises publiques économiques (Contrat de gestion et autonomie) (R.T.T. et Belgacom; S.N.C.B.; Régie des Voies aériennes et Société nationale des Voies aériennes; Régie des Postes; Institut belge des services postaux et des télécommuni- cations) (Ombudsman) Projet de loi*	1173-1			
Rapport de M. Hotyat	1173-2			
Amendements de MM. Bosmans et Clerdent	1173-3			
Amendements de MM. Clerdent et Bosmans	1173-4			
Amendements de MM. Clerdent et Bosmans	1173-5			
Discussion et vote			1623-1634, 1641-1720, 1722-1723	
Réforme de certaines entreprises publiques économiques R.T.T., B.I.P.T. et Belgacom <i>Voir aussi:</i> Télégraphes et Téléphones	1111-19	2, 7-8		
Infrastructure de télécommunications. — Belgacom (Amende- ments)	1173-3			
Autonomie — Administration — Conseil d'administration de la S.N.C.B. — Personnel — Transformation en S.A. de droit public — R.T.T. et Belgacom — I.B.P.T. (Amendements)	1173-4			
Telecommunications publiques et Belgacom — Installations de télécommunications — Appareils terminaux — La Poste et I.B.P.T. — S.N.C.B. — S.N.V.A. (Amendements)	1173-5			
Modification de l'article 87 de la loi du 1 ^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres (Protection des entreprises et des person- nes à la fois créancières et débitrices d'un pouvoir public. — Impôts et sécurité sociale) Proposition de loi de M. Hasquin	1203-1			
Sauvegarde de la compétitivité			366, 380, 503, 608, 2940	
Augmentation de la fiscalité et de la parafiscalité			607, 608, 829, 832, 836, 837, 2903, 2908, 2909	
Loi du 29 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publi- ques économiques (Discordance avec la réglementation européen- ne en matière de télécommunications) Question orale de M. Hasquin			2094-2095	
Groupements d'intérêt économique Réglementation relative à l'enregistrement et l'agrégation des entrepreneurs				1681, 1709, 1736, 1746, 1748, 1761
<i>Voir aussi:</i> Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) — Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Entreprises (suite)				
Centres de coordination, sociétés de reconversion et sociétés novatrices Voir: Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) (Impôt des sociétés)				
Agréation d'entrepreneurs Voir aussi: Marchés de l'Etat				
Options sur actions Voir: Impôts sur les revenus				
Emission de valeurs mobilières réservées aux membres du personnel Voir: Sociétés commerciales				
Voir aussi: Catastrophes et accidents — Code de commerce — Construction — Crèches — Sociétés commerciales — Travail				
Environnement				
Dossier <i>Seveso</i> . — Zones à risques	1111-6 1111-16 1111-6	14 26, 33 14	455, 457	
Plan <i>Sevex</i> Situation actuelle				1361, 1598
Centre d'Information pour les produits dangereux (A.P.S.)	1111-6	16		
Moyens spécifiques pour la lutte contre les dangers dus aux industries à haut risque	1111-6	16		
Note de politique générale	1111-16	24-26		
Changements climatiques. — Rejet de CO ₂	1111-16	25	454, 456	
Protection de la couche d'ozone	1111-16	25-26		
Collaboration avec les pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est	1111-16	26	450	
Accords de coopération avec la Pologne et la Hongrie				517
Pluies acides	1111-16	26	450	
Effet de serre	1111-16	33	450, 454, 456	
Régionalisation	1111-16	34	453	
Droit d'action des associations protectrices de l'environnement				
Projet de loi	1232-1			
Rapport de M. Van Rompaey	1232-2			
Amendements de M. Hatry	1232-3			
Amendements de MM. Vaes et Dierickx	1232-4			
Amendement de M. Cerexhe et consorts	1232-5			
Discussion et vote			2989-3001, 3014-3015, 3025-3026	
Deuxième conférence mondiale de Genève sur le climat				
Question orale de M. Gryp			276-277	
Politique de protection de l'environnement			450	
Production de produits écologiquement corrects			834	
Conséquences des déversements de produits de dragage en face de la côte belge				
Interpellation de M. Schoeters			1176-1178	
Attitude du Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale à propos du transport de déchets à destination de pays en développement				
Interpellation de M. Geeraerts			2487-2488	
Distribution par le Secrétaire d'Etat à l'Environnement à tous les parlementaires de l'ouvrage « <i>L'état de la planète</i> »				
Question orale de M. de Seny			2519-2520	
Options de la C.E. pour le recyclage du verre				131, 517
Importation et exportation de déchets et de produits chimiques				
Règlement de la C.E. relatif à l'exportation et à l'importation de produits chimiques dangereux. — Autorité compétente				433, 484
Exportation de déchets toxiques vers des pays A.C.P. — Directives de la C.E.				434, 485
Réduction du nombre de passages frontaliers pour les déchets				599, 628, 764, 1361, 1549
Déversement d'eau de refroidissement radioactive en mer				477
Pollution de la Lys en France. — Négociations belgo-françaises				486
Répression des déversements clandestins en Mer du Nord				1193
Permis de dragage en mer				1289, 1464
Conférence de Rio de Janeiro sur l'environnement et le développement en 1992. — Attitude de la Belgique				1848, 2035

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Environnement (suite)				
Destruction des forêts tropicales. — Utilisation d'essences tropicales <i>Voir aussi:</i> Agriculture — Armée — Catastrophes et accidents — Circulation routière — Commerce extérieur — Communautés européennes — Coopération au développement — Gendarmerie — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) (Charges et dépenses déductibles) — Justice — Mer — Police — Pollution de l'air — Pollution des eaux — Protection civile — Travail				1921, 2073
Epargne				
Taux d'épargne des Belges A.R. du 9 janvier 1991 relatif au caractère public des opérations de sollicitation de l'épargne. — Caractère rétroactif			2941	906, 1019
Epizooties				
Peste porcine	1111-12 1115-4	39-45 8, 10, 11, 14	2930, 2931	
Foyers et abattages	1111-12	39		
Coût de la lutte contre la peste porcine	1111-12 1386-2	39-41 3		
Situation en matière de paiement des indemnités	1111-12	41-42		
Mesures de lutte	1111-12	42-43		
Réglementation du commerce des porcs	1111-12	43-45		
Considérations sur l'épidémie			474, 477, 484	
Développement des laboratoires provinciaux			474-475	
Mesures préventives. — Application				8
Abattages de porcs. — Nombre				34
Mesures devant empêcher la propagation				74, 1524, 1642
Transposition des directives 87/486 et 87/487 dans le droit belge				279
Dépenses. — Elevage intensif en Flandre				483
Préfinancement de coûts. — Emprunts				1645
Fièvre aphteuse	1115-4	8, 10, 11		
Politique. — Mesures de prévention. — Extension des pouvoirs de règlement du Roi et du Ministre. — Droit de réquisition. — Modification de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux	1115-4	8-11		
<i>Voir aussi:</i> Politique sociale (Dispositions sociales)				
Lutte contre la brucellose	1115-4	14	477, 485, 2930 477, 485	1707, 1929 1618, 1835
dans la province de Luxembourg. — Nombre d'abattages				
Coût				
<i>Voir aussi:</i> Hygiène et santé				
Indemnités payées par la C.E.E. en matière de maladies du bétail	1403-4	5		
Vaccination contre la fièvre aphteuse				
Interpellation de M. Bock			470-471, 486	
Création d'un réseau de surveillance épidémiologique et lutte contre la brucellose				
Interpellation de M. Bouchat			2527-2529	
Obligations sanitaires dans le secteur porcin. — Exploitations familiales dans la Région du Sud-Est. — Mesures dérogatoires				605
Abattage des animaux victimes de la peste porcine ou de la brucellose. — Intervention de l'Etat				605, 828
<i>Voir aussi:</i> Animaux et protection des animaux — Commerce extérieur — Elevage — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Etablissements hospitaliers				
Membres qualifiés du personnel auxiliaire	1111-5	8, 19		
Politique hospitalière	1111-15 1111-16	7 2-12	448-449, 450, 452-453	
Financement des hôpitaux	1111-15 1111-16	7-8 2-3, 4	448-449, 452, 453	
Note de politique générale du Ministre des Affaires sociales	1111-16	2-6		
Hiérarchisation (spécification) de la structure hospitalière	1111-16	6-8		
Problématique des petits hôpitaux			449, 451, 452, 1518	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Etablissements hospitaliers (suite)				
Hospitalisation de jour et hospitalisation d'un jour	1111-16	2	450-451, 453	
Hôpitaux psychiatriques. — Reconversion. — Lits psychiatriques	1111-16	5-6, 8-9	451, 453	
<i>Voir aussi</i> : Etablissements pénitentiaires				
« Résumé clinique et infirmier minimum »	1111-16	9	447, 448, 450, 453	
Modification de la loi sur les hôpitaux. — Structuration de l'activité infirmière	1115-3	2-7	600, 604-605-606, 607, 611	
<i>Voir aussi</i> : Personnel infirmier — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Dossier des patients. — Dossier infirmier et dossier médical central	1115-3	5	599, 606, 607, 610, 611	
<i>Voir aussi</i> : Art de guérir				
Eventualité d'une grève dans les hôpitaux privés			163-164	
Question orale de M. Pataer			449	
Statut du médecin hospitalier			601	
Redistribution des moyens budgétaires dans le secteur hospitalier			2521-2522	
Situation des hôpitaux qui dépendent du C.P.A.S. de la ville d'Anvers				
Interpellation de M. De Bremaeker				253, 360
Prix de la journée d'entretien. — Couverture des biens médicaux de consommation. — Prothèses				311
Hôpitaux privés. — C.C.T. — Ajournement de la signature				619
Frais de fonctionnement des hôpitaux. — Causes de la majoration en 1991				772
Norme pour le personnel infirmier dans les hôpitaux généraux et psychiatriques				773
Pédiatrie. — Soins intensifs ou non intensifs à la naissance				
Demande d'une participation aux frais d'enregistrement lors de la délivrance d'une carte d'accès				1452, 1726
Budgets hospitaliers				1946, 2026
<i>Voir aussi</i> : Armée — Art de guérir — Avortement — Centres publics d'aide sociale — Conseil national du travail — Malades mentaux — Pensions (Secteur public) — Personnel infirmier — Personnes âgées — Politique sociale (Dispositions sociales) — Taxe sur la valeur ajoutée				
Etablissements pénitentiaires				
Toxicomanie. — Prévention	1111-5	8, 19	396	
Conditions de détention dans les prisons			270-271	
Question orale de Mme Mayence-Goossens			396	
Politique pénitentiaire. — Humanisation du régime pénitentiaire			1581-1582	
Projets relatifs à la prison centrale de Louvain			2036-2037	
Question orale de M. Ottenbourgh				
Prison d'Ypres				
Question orale de M. Capoen				
Séropositifs et sidatiques. — Homosexuels et toxicomanes				172, 1088
Nouvelle prison à Bruges et construction d'une troisième prison à Bruxelles				182
Prison d'Etat à Anvers. — Extension				302, 1368
Prix maximum pour la nourriture des détenus				611
Construction d'une prison à Ath				799, 917
Assistants de probation et services sociaux pénitentiaires. — Encadrement des toxicomanes				1087
Construction d'une nouvelle prison à Ypres. — Conséquences pour le personnel				1284, 1533
Recyclage des détenus et du personnel				1284, 2012
Internement de prisonniers. — Situation dans les sections psychiatriques de Merksplas et Turnhout				1521
Accompagnement thérapeutique des toxicomanes				1780
Insuffisance des effectifs. — Congé syndical				1877, 1923
Aide sociale aux détenus				1877, 1956
Amélioration des contacts entre les détenus et leur famille				1878, 1924
Accompagnement des détenus par des gendarmes lors d'événements familiaux				1879
Travaux indispensables à la prison centrale de Louvain				1882
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Défense sociale — Régie du travail pénitentiaire — Secrétariat permanent au recrutement — Sécurité sociale — Stupéfiants				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Etat civil				
Mention des titres universitaires, distinctions honorifiques et grades de réserve de l'armée dans les actes de l'état civil				5, 1157, 1409, 1716
Certificat de bonnes vie et mœurs. — Entrave au reclassement professionnel d'anciens détenus. — Suppression éventuelle				249
Situation de ménage réelle d'allocataires sociaux. — Constatation. — Autorité compétente				390, 449, 1102
Divorce de militaires belges en Allemagne. — Lieu de transcription du jugement				1616, 1718
<i>Voir aussi</i> : Communes (Personnel) — Divorce				
Etrangers				
Modification, en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Procédure pour la reconnaissance)				
Proposition de loi de M. Pataer 1989-1990				
Rapport de M. Pataer	801-2			
Discussion et votes réservés			2305-2319, 2322-2342, 2387-2389	
Tombe par suite de l'adoption de la proposition n° 1076				2395
Modification, en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Obligation d'élire domicile. — Délai en matière d'examen de la recevabilité)				
Proposition de loi de MM. Hasquin et Duquesne 1989-1990				
Rapport de M. Pataer	896-2			
Discussion et votes réservés			2305-2319, 2322-2342, 2387-2389	
Tombe par suite de l'adoption de la proposition n° 1076				2395
Modification, en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandes d'asile — Procédure — Limitation du séjour dans certaines communes — Obligations des transporteurs)				
Proposition de loi de M. Erdman	1076-1			
Rapport de M. Pataer	1076-2			
Amendement de M. Pataer	1076-3			
Amendements de M. Vaes et de Mme Aelvoet	1076-4			
Discussion et vote			2305-2319, 2322-2342, 2387-2389, 2394-2395	
Commissariat royal à l'immigration	1111-3	2		
Troisième rapport du Commissaire royal				1882
Rapport intermédiaire				2761
Politique à l'égard des migrants	1111-3	7, 9-10		2636, 2638
	1111-14	27-29		
	1111-16	27		
	1374-5	4		
	1111-14	27-28		
Arrêt de l'immigration				
Occupation de travailleurs de nationalité étrangère. — Intégration dans les entreprises	1111-14	27-29, 108		
Intégration des femmes immigrantes	1111-16	36		
Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Eloignement)				
Proposition de loi de M. Duquesne	1154-1			
Diverses mesures en matière d'immigration				
Proposition de loi de M. Duquesne	1372-1			
Stagiaires étrangers dans les services publics	1374-4	5, 11-12	2636, 2638	
Modification de l'article 18bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Interdiction de séjourner ou de s'établir dans certaines communes. — Consultation populaire)				
Proposition de loi de M. Duquesne	1424-1			
Attitude irresponsable du chef de la police anversoise, constatée lors des événements tragiques du 21 octobre 1990 à Borgerhout (Immigrés. — Manifestation. — Mort d'un octogénaire)				288-293
Interpellation de M. Verreycken				
Elargissement d'une personne suspectée d'homicide (Mort d'un octogénaire à Borgerhout)				
Question orale de M. Verreycken				694-695

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Etrangers (suite)				
Retards apportés par le Gouvernement dans la modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modification tendant à accélérer les procédures dans le traitement des demandes Question orale de M. Hasquin			851-852	
Rapport du commissaire général aux réfugiés et aux apatrides pour l'année 1990			1803	
Implication de personnes extérieures à l'agglomération bruxelloise dans les affrontements du week-end dernier entre immigrés et forces de l'ordre Question orale de M. Verreycken			2113	
Carences du Gouvernement en matière de sécurité et inexistence de sa politique d'immigration Interpellation de M. Hasquin			2218-2224	
Etudiants étrangers. — Garant. — Obligation et modalités de la prise en charge				38
Office des étrangers Administration et gestion Effectifs et moyens Déménagement de l'Office				749, 1431, 1716 1521 1624
Expulsion d'un étranger ayant épousé une personne de nationalité belge				750
Accueil des étrangers. — Droit au minimex				750, 758, 834, 1090
Nombre de personnes autorisées à entrer en Belgique, nombre de clandestins et nombre de reconduites aux frontières				917
Echanges internationaux de jeunes. — Problèmes concernant le permis de séjour				1916
<i>Voir aussi:</i> Allocations familiales — Budgets (Généralités) — Cartes d'identité — Centres publics d'aide sociale — Chômage — Circulation routière — Communes — Conseil de l'Europe — Cultes — Elections — Enseignement (Enseignement supérieur) — Fonction publique — Langues — Mariage — Milice — Minimum vital — Nationalité — Police — Population — Racisme — Réfugiés — Sûreté de l'Etat — Travail				
Euratom				
<i>Voir:</i> Communautés européennes				
Eurochemic				
<i>Voir:</i> Energie nucléaire				
Europe				
Politique de sécurité	1111-7	7		
Constitution d'un centre de prévention de conflits	1111-7	7		
Création d'une instance judiciaire	1111-7	7		
Octroi d'un statut d'observateur aux Etats baltes	1111-7	7		
<i>Voir aussi:</i> Organisation du Traité de l'Atlantique Nord				
Création d'une Europe de la défense	1111-10	6-7, 11-12		
<i>Voir aussi:</i> Union de l'Europe occidentale				
Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe Question orale de M. De Belder			67-68	
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Communautés européennes — Enseignement (Enseignement supérieur) — Ministres et Ministères (Europe 1992-Secrétaire d'Etat)				
Exécutifs				
<i>Voir:</i> Fonction publique — Ministres et Ministères (Généralités) (Vice-Premier Ministre, Affaires économiques et Plan, chargé de la restructuration du « ministerie van Onderwijs ») — Moniteur belge				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Expansion économique <i>Voir: Economie</i>				
Experts-comptables <i>Voir: Sociétés commerciales</i>				
Expositions <i>Voir: Foires et expositions</i>				
Expropriations Procédure en matière d'expropriation Interpellation de M. Dierickx Expropriation des « Zwinbosjes ». — Evaluation par le comité d'acquisition de Bruges. — Haute valeur d'expropriation. — Droit de regard sur le rapport d'expertise <i>Voir aussi: Voies navigables</i>			2689-2690	1704, 2057
Extradition Traitement brutal de suspects de l'I.R.A. <i>Voir aussi: Peines</i>				1165, 1367
F				
Fabriques d'église Invitation du Gouvernement à faire coïncider les limites paroissiales avec celles des Régions Proposition de résolution de M. Hasquin Vente de biens immobiliers	1237-1			1329
Faillites Modification de l'A.R. n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions et de l'A.R. du 20 juillet 1964 portant coordination des lois relatives au registre du commerce Proposition de loi de M. Laverge Modification du titre 1 ^{er} , règles préliminaires, et du titre III, des exécutions forcées, de la V ^e partie du Code judiciaire concernant les saisies conservatoires et les voies d'exécution et modification de l'article 476 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis Projet de loi* Réforme de la législation sur la faillite. — Projet de loi Rémunération du curateur et du juge-commissaire Nombre. — Durée	1104-1 1323-1		398, 401	172, 1790 1658, 1795
Faits personnels Mme Demeester-De Meyer (Propos tenus en Commission des Finances. — Publication de la liste des paradis fiscaux au <i>Moniteur belge</i> . — Protestation de M. Hatry)			2906-2907	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Famille				
Problématique « Travail et famille »	1111-14	63, 86, 116	608	
Politique familiale <i>Voir aussi</i> : Allocations familiales — Armée — Enfance et jeunesse — Impôts sur les revenus — Ministres et Ministères (Finances) — Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés — Politique sociale — Statut social des travailleurs indépendants — Travail	1115-2	46	369, 1509	
Fédérations de communes				
<i>Voir</i> : Agglomérations et fédérations de communes				
Femmes				
Lignes de force de la politique d'émancipation Actions positives dans les services publics. — A.R. du 27 février 1990	1111-16	31-33, 36		
Stimulation d'une participation des femmes à tous les niveaux de la vie politique et de la prise de décisions	1111-16	31-32		
Commerce international de femmes Interpellation de Mme Delruelle-Ghobert	1111-16	32	2248-2252	
Brochure 91 « Les femmes dans la société belge ». — Nombre de femmes bénéficiaires du minimex				1321, 1510
Commerce des femmes. — Directive et projet de loi sur les agences matrimoniales. — Poursuites				1431
<i>Voir aussi</i> : Armée — Bourgmestres, échevins et conseillers commu- naux — Constitution (Révision de la Constitution) — Coopération au développement — Criminalité et violence — Fonction publique — Gendarmerie — Impôts sur les revenus — Noblesse — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Postes — Statut social des travailleurs indépen- dants — Travail				
Fermeture d'entreprises				
<i>Voir</i> : Travail				
Finances				
Opérations financières et marchés financiers (Dispositions générales — Marchés secondaires et autres instruments financiers — Bour- ses — Commission de la bourse — Agents de change — Sociétés de bourse — Etablissements de bourse étrangers — Commission bancaire et financière — Code de commerce, C.I.R., Code judiciai- re et Code des taxes assimilées au timbre — Organismes de placement collectifs, SICAV et SICAF — Gestion de fortune et conseil en placements — Délit d'initié — Commerce des devises et courtage en change et en dépôts — Action en cessation ordonnée par le président du tribunal de commerce — Commission des différends — A.R. n° 185 du 9 juillet 1935 — Institut de réescompte et de garantie — Dispositions pénales) Projet de loi* Rapport de M. Weyts Amendements de MM. de Clippele et Hatry Amendement de M. de Clippele Discussion et vote	1007-2 1007-3 1007-4		171-188-252, 282-284	
Assainissement des finances publiques	1110-2	5, 10-12, 19-20, 25, 27, 29, 30-31, 53	365-366, 372, 376, 379-380, 382-383, 387, 388, 443, 446, 836- 837, 839, 842, 1375,	
	1111-15	2-3	1507, 1508, 1515-1516,	
	1115-2	2, 54	1520-1521, 2903, 2904,	
	1115-4	6	2905, 2907, 2908, 2911,	
	1386-2	4-5, 6-7, 8	2940, 2941, 2942, 2943, 2944	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Finances (suite)				
Assainissement des finances publiques (suite)				
Solde net à financer	1110-2	5, 6, 22-23, 24, 30, 31, 45-47, 54	364-365-366, 372, 375, 376, 380, 382-383, 385, 500, 836, 1532, 2907, 2908, 2910, 2941, 2942	
	1386-2	3-4, 5, 6, 8, 9		
Etude du directeur général de l'administration du Budget et du Contrôle relative à une meilleure maîtrise des dépenses publiques. — Discussion de l'étude en Commission des Finances			2905-2906, 2909, 2910	
<i>Voir aussi:</i> Comptabilité de l'Etat — Cour des comptes — Dette publique				
Comptes de l'Etat national, des Régions et des Communautés pour l'année 1990	1110-2	24		
Modernisation des marchés financiers de la Belgique	1166-2	11	827, 842	
<i>Voir aussi:</i> Emprunts — Fonds des rentes				
Modification de la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur				
Projet de loi	1367-1			
Rapport de Mme Cahay-André	1367-2		2702-2708, 2727	
Discussion et vote				
Billets de trésorerie et certificats de dépôt				
Projet de loi	1375-1			
Rapport de M. Weyts	1375-2		2708-2710, 2727	
Discussion et vote				
Modification, en ce qui concerne les organismes de placement en créances, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers (Titrisation de créances en Belgique)				
Projet de loi	1377-1			
Notion de « garantie de l'Etat »	1403-3	33		
<i>Voir aussi:</i> Office central de crédit hypothécaire				
Prévisions relatives à une baisse des recettes du trésor en 1991			1121-1122	
Question orale de Mme Aelvoet				
Disparition de titres à la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres (C.I.K.) pour plus de 325 millions pendant les cinq dernières années				
Interpellation de M. de Clippele			2053-2056	
Différence entre l'épargne nationale et les besoins de financement des administrations publiques			2941	
C.I.K. (Caisse interprofessionnelle). — Organigramme et effectifs du personnel. — Contrôle. — Amortissement des pertes. — Bonus. — Titres				564
Etablissements financiers. — Définition. — Sociétés de bourse				818
Bourses de Gand et de Liège. — Fermeture				857, 1132
Impact budgétaire de l'opération du Golfe				1224
Société de la Bourse à Bruxelles. — Composition de la commission administrative				1370
Lois de régionalisation et de financement des Régions et des Communautés. — Dettes à charge de l'Etat central				1883
Conservation des archives par les établissements de crédit et par les sociétés de bourse. — Principe d'égalité				2024
Options sur actions				
<i>Voir:</i> Impôts sur les revenus				
Emission de valeurs mobilières réservées aux membres du personnel d'une entreprise				
<i>Voir:</i> Sociétés commerciales				
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Coopération au développement — Dette publique — Economie — Emprunts — Epargne — Fonds des rentes — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) — Institutions de crédit — Monnaie — Politique scientifique — Régions et Communautés — Sociétés commerciales — Travail				
Finances provinciales et communales				
Réforme de la comptabilité générale de l'Etat et de la comptabilité provinciale (Instauration d'un plan comptable normalisé)				
Proposition de loi de M. Cooreman 1989-1990				
Rapport de M. Weyts	1020-2		109-110, 157	
Discussion et vote				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Finances provinciales et communales (suite)				
Impôts perçus par l'Etat au profit des communes	1110-2	61, 63		231
Situation de la commune de Herent				
Lenteur de l'Etat central à verser la part communale de certains impôts				1897
Nouvelle comptabilité communale. — Informatique	1111-6	12-13		
Contribution des communes aux C.P.A.S.	1111-16	35	456	
Confirmation de l'établissement et de la perception de centimes additionnels au précompte immobilier de la province de Brabant pour l'année 1988				
Projet de loi*	1305-1			
Rapport de Mme Panneels-Van Baelen	1305-2			
Motion d'ordre de M. Desmedt (Demande d'explication quant à la mention au rapport que ce dernier a été approuvé par la commission, alors qu'elle n'en a jamais eu connaissance)			2075-2076	
Discussion et vote			2076-2079, 2103	
Complément à la nouvelle loi communale en ce qui concerne les dépenses culturelles et sportives des communes				
Proposition de loi de M. Monfils	1373-1			
Création, au Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, d'un Service de gestion séparée pour la gestion et la répartition du budget de fonctionnement des gouvernements provinciaux. — Amendements	1403-8 1403-11	1-3 6-7	2939	
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités)				
Décision du Gouvernement d'octroyer aux communes un montant de cinq milliards en compensation du versement tardif des centimes additionnels aux impôts des personnes physiques				1011
Question orale de M. Desmedt				
Pertes résultant pour les communes de l'application de la directive du Ministère des Finances du 8 août 1983 sur la non-imposabilité de certains résidents étrangers (Cadres étrangers)				1011-1012
Question orale de M. Desmedt				
Centimes additionnels de la province de Brabant au précompte immobilier de l'année 1988				1012-1013
Question orale de M. de Clippele				
Receveur régional				480
Nouvelles tâches dans le cadre de la comptabilité communale				
Exercice de la fonction pour l'administration communale et le C.P.A.S.				509
Cumul de la fonction de receveur régional et de la fonction de receveur du C.P.A.S. local				786, 1190
Statut pécuniaire du receveur en cas de cumul entre la commune et le C.P.A.S. — Recrutement de receveurs				909, 1025
Virement de fonds par des communes et C.P.A.S. — Délai de transfert au Crédit communal. — Perte d'intérêts. — Dépôt temporaire auprès d'un autre organisme financier				647, 648, 652, 776, 777, 1111
Initiative de l'autorité communale en matière fiscale. — Abus de pouvoir				1817
Passeports étrangers délivrés par les communes. — Indemnités pour prestations				1995
<i>Voir aussi:</i> Centres publics d'aide sociale — Circulation routière — Communes — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers)				
Foires et expositions				
Commissariat général à la promotion du travail (Salons de sécurité)	1111-14	66		
Exposition universelle de Séville				
Participation belge. — Problèmes de financement. — Participation des Communautés et des Régions	1111-17	19, 26-28	497	299, 344, 395, 435
Coût du pavillon belge				1239
Aperçu des recettes et dépenses du fonds Séville 1992. — Aménagement intérieur du pavillon belge				1293
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Affaires économiques)				
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Fonction publique				
Primes syndicales	1111-3	3, 4		1768
Montant de la prime octroyée aux organisations représentatives				1851
Montants				
Accord de programmation sociale	1111-4	2		
	1386-2	6		
Agents non statutaires	1111-6	18, 19, 21-22		
Restructuration, modernisation et réforme	1111-6	18, 20	412-413, 415-416	
Radioscopie des services publics	1111-6	18, 20	416	
Responsabilisation			412-413	
Corps de conseillers de la Fonction publique			414, 416	
Principes du statut des agents de l'Etat applicables aux Communautés et aux Régions. — Projet d'A.R. (Etat, Communautés et Régions)	1111-6	19	412, 415, 417, 418	
Politique du personnel	1111-6	19, 20	411, 412, 416-417,	
	1386-2	6, 8	2943, 2944	
Recrutements	1111-6	19, 20, 22	413	
Procédures			366	
S.P.R.			413, 415	
Moyens budgétaires en matière de formation			417	
Limite d'âge				333, 455
Interruption de carrière	1111-14	30, 110, 111		
<i>Voir aussi:</i> Travail				
Compromission de la qualité de l'administration suite à la politique d'austérité	1111-20	16	375, 386, 387, 388	
Engagement d'étrangers par des services publics	1111-20	16-17		
Institutions scientifiques			413, 417, 418	
Immigrés			416	
Ressortissants de la C.E.				200
Circulaire				
Postposition de 50 à 55 ans de la limite d'âge maximale pour être nommé agent de l'Etat				
Proposition de résolution de MM. Hasquin et Duquesne	1183-1			
Modification de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics (Perspectives de carrière — Traitement — Bourgmestre, échevin ou président d'un C.P.A.S.)				
Projet de loi*	1337-1			
Modification de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats. — Droits minimaux et cohérence intersectorielle	1374-2	1-8	2615	
Assujettissement d'agents licenciés à l'assurance contre le chômage et à l'assurance maladie-invalidité	1374-2	8-10	2622, 2638	
Abrogation de la faculté de dépasser le cadre organique par le recours à des temporaires et à des chômeurs mis au travail	1374-2	10, 11, 14		
Modification des lois du 6 août 1931 et du 18 septembre 1986 et institution d'un congé politique pour l'exercice d'un mandat parlementaire ou ministériel (Personnel des services publics — Membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale)				
Proposition de loi de Mme Blomme	1409-1			
Remarques formulées par le Conseil d'Etat à propos du projet d'A.R. relatif aux chèques-repas dans la fonction publique				
Question orale de M. Hasquin			119, 122-125	
Décision du Gouvernement de permettre le paiement de certaines indemnités aux agents des pouvoirs publics sous la forme de chèques-repas				
Interpellation de M. Tant			119-122, 123-125	
Audit de la fonction publique			388, 413, 414, 416	
Statut administratif et pécuniaire			411, 412, 414, 417	
Complexité de la réglementation			411, 412	
Mobilité			412, 415-416	
Loi sur le statut unique			416	
Barèmes des grades communs. — Etude des tensions salariales				119
Situation d'un fonctionnaire licencié				201
Compétence de la Communauté flamande				332, 418
Traitement minimum garanti. — Limite d'âge				1504
Evolution de l'emploi			411, 414	
Communautés et Régions			413	
Mise au travail de handicapés			413	
Priorité aux invalides militaires du temps de paix				293, 316, 409

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Fonction publique (suite)				
Principes généraux de la fonction publique, accès aux emplois dans les services publics et audits dans notre secteur public			413-415-416	826
Interpellation de M. Van Hooland			414	
Dépolitisation			414, 417	
<i>Management.</i> — Crédits destinés à la formation du <i>management</i> aux universités			414	
Crédits pour des études scientifiques en matière de fonction publique			417	
Mesures à prendre d'urgence contre des abus flagrants de l'administration, en vue notamment de préserver l'image de nos fonctionnaires et de nos services publics (Emission télévisée à la V.T.M. du 8 janvier 1991)				
Question orale de M. Van Hooland			1013-1014	
Modifications à apporter dans l'administration			1509	
Modification des conditions d'ancienneté requises pour les nominations aux rangs supérieurs de l'administration				
Question orale de M. Bayenet			1557	
Demandes de vacances annuelles introduites par des agents des services publics				
Question orale de M. de Wasseige			1638-1639	
Mise en œuvre de l'accord de Gouvernement du 10 mai 1988 plus particulièrement en ce qui concerne la fonction publique et le renforcement de la démocratie politique				
Interpellation de M. Van Hooland			1723-1728	
A.R. portant les principes généraux relatifs à la politique des agents de la fonction publique				
Question orale de M. Van Hooland			1983-1984	
Octroi d'une prime de bilinguisme à certains fonctionnaires (Agents reconnus officiellement bilingues)				
Question orale de M. Cardoen			2096	
Interruption de la carrière professionnelle dans la fonction publique				
Question orale de M. Anthuenis			2376	
Mobilité			2944	
Femmes enceintes. — Travaux insalubres				73
Masse salariale. — Dépenses consacrées à la formation				202, 396, 429, 870
Délégués syndicaux. — Données				237
Administrations et services publics. — Recrutement de spécialistes				256, 1460
Chèques-repas dans le secteur public				316
Calcul du montant du pécule de vacances. — Prise en considération du congé de maternité				369
Désignations d'adjoints bilingues dans les services centraux. — Tâches et attributions				450, 481
Fonctionnaires traducteurs. — Prime pour la connaissance de la deuxième langue				538, 622
Bonification de rattrapage. — Octroi sous forme de chèques-repas, chèques-vacances, chèques cadeaux ou autres avantages en nature. — Cotisation de sécurité sociale				568
Statut syndical. — Syndicats représentatifs. — Décompte				604, 735
Recrutement de fonctionnaires. — Recours aux bureaux de consultation psychologique				676
Sélection des déchets. — Papier				804, 1031
Congé sans traitement pour raisons familiales. — Absence pour cause de maladie				923, 987
Prise en considération par le Secrétariat permanent de recrutement de titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale				1059
Protection de la maternité				1107
Agents engagés en qualité de C.M.T. puis passés au régime A.C.S. — Calcul de l'ancienneté barémique				1336
Recommandation des C.E. — Recrutement de non-Belges				1337
Recrutement d'informaticiens et de juristes. — Besoins				1338
Utilisation de voitures de service par le personnel. — Couverture de la responsabilité civile en cas d'accident				1462, 1754, 1936
Accidents du travail et maladies professionnelles. — Nombre et indemnités octroyées				1502
Commission d'appel auprès de chaque Exécutif. — Recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences				1503
Examens de recrutement. — Double réserve. — Droits de priorité pour les contractuels. — Agents occupés à un niveau inférieur à celui de leur diplôme				1504, 1806
Accords intersectoriels. — Augmentations				1640
Certificat de connaissance de la seconde langue. — Communication des résultats d'examens				1689

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Fonction publique (suite)				
Parité linguistique par grade <i>Voir aussi:</i> Accidents du travail — Assurances — Droit public — Etrangers — Femmes — Informatique — Maladies profes- sionnelles — Ministres et Ministères — Pensions (Sec- teur public) — Politique scientifique — Secrétariat perma- nent au recrutement — Sécurité sociale — Télégraphes et Téléphones — Travail				1862
Fondation Roi Baudouin				
Subside à la Fondation	1111-3	4		
Fonds agricole				
Rapport sur les activités du Fonds pendant l'exercice 1990			2063	
Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion				
Modification de la loi du 5 janvier 1977 portant émission d'une deuxième tranche d'emprunt du Fonds et règlement des problèmes relatifs aux emprunts en francs congolais « Dette coloniale 4 1/4 p.c. 1954-1974 » et « Dette congolaise 4 p.c. 1955-1975 » Proposition de loi de M. Falise 1988-1989 Rapport de M. Poulllet Discussion et vote Rapport annuel 1988-1989	507-2		2494, 2526 378	
Fonds de la coopération au développement				
Avenir	1111-9 1386-2	9 8		
Rapport moral sur le Fonds pour l'année 1989 Réserves Relèvement du montant affecté au Fonds Question orale de Mme Aelvoet <i>Voir aussi:</i> Coopération au développement			336 430, 434 1332	
Fonds des calamités				
<i>Voir:</i> Catastrophes et accidents				
Fonds de sécurité d'existence				
Prescription de l'action publique	1111-14	83, 88, 95-96		
Modification, en ce qui concerne la prescription de l'action publique, de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence Projet de loi* Rapport de M. Gevenois Discussion et vote Décision d'alimenter un fonds. — Recours auprès du Conseil d'Etat	1328-1 1328-2 1374-4		2460, 2524 2637	
Fonds des maladies professionnelles				
Transfert de bonis de la sécurité sociale			603	
Fonds des prêts à des Etats étrangers				
Rapport sur les activités du Fonds durant l'année 1990			1948	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Fonds des rentes				
Modification de l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des rentes (Gestion de la dette publique — Obligations linéaires et certificats de trésorerie) Projet de loi Rapport de M. de Wasseige Discussion et vote <i>Voir aussi</i> : Emprunts	1361-1 1361-2		2495-2496, 2526	
Fonds des routes				
<i>Voir</i> : Routes				
Fonds de survie pour le tiers monde				
Fonctionnement Reprogrammation Rapport sur le fonctionnement et les activités du fonds en 1989 <i>Voir aussi</i> : Comptabilité de l'Etat	1111-9 1111-9	8 20-21	929	
Fonds d'investissement agricole				
Ralentissement du processus de décision sur les dossiers. — Adaptation de la réglementation Evolution des engagements Fonctionnement Rapport sur l'activité dudit fonds au cours de l'année 1990 Renseignements divers Montants mis à la disposition du Fonds. — Aide aux agriculteurs et horticulteurs Activités des dix dernières années <i>Voir aussi</i> : Agriculture	1111-12 1386-2	34 11-12	480, 2931 2375	464, 585, 739 74 2001 2002
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.)				
Projets F.E.O.G.A. en application du règlement (C.E.E.) n° 355/77 Aperçu général du nombre des projets et de l'aide obtenue (1964-1989) Aperçu de l'aide obtenue par secteur agricole (1964-1989) Part belge dans les crédits annuels disponibles <i>Voir aussi</i> : Agriculture	1111-12 1111-12 1111-12 1111-12	30-33 31 32 33		
Fonds monétaire international				
Approbation des résolutions relatives au troisième amendement aux statuts du Fonds et à l'augmentation des quotes-parts des membres dudit Fonds Projet de loi Rapport de M. Garcia Discussion et vote Participation à l'augmentation du capital du Fonds	1227-1 1227-2 1386-2		1869-1870, 1896-1897 3	
Fonds national de garantie des bâtiments scolaires				
<i>Voir</i> : Enseignement (Généralités)				
Fonds national de garantie pour dégâts houillers				
Modification des lois relatives au Fonds coordonnées le 3 février 1961 Projet de loi 1989-1990 Rapport de M. Aerts Amendements de M. Arts Amendements de M. Hatry et Mme Delruelle-Ghobert Discussion et vote	1000-2 1000-3 1000-4		784-787, 880-881, 897-898	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Fonds national de la recherche scientifique				
<i>Voir</i> : Politique scientifique				
Fonds national de reclassement social des handicapés				
Reclassement social des handicapés	1111-14	30-31, 54		
Maîtrise des dépenses	1111-15	11		
Dette de l'Etat envers le Fonds Question orale de M. Taminaux			1557-1558	
Attribution aux Communautés et à l'I.N.A.M.I. de la dette de l'Etat envers le Fonds national de reclassement social des handicapés Question orale de M. Taminaux			2040	
Transfert du Fonds aux Communautés. — Paiement des allocations familiales majorées. — Mesures transitoires				838, 880 1345
Allocation d'intégration. — Retard de paiement <i>Voir aussi</i> : Institut national d'assurance maladie-invalidité — Poli- tique sociale (Dispositions sociales)				
Formation professionnelle				
Dépenses publiques en matière d'allocations de chômage et de forma- tion professionnelle pour les pays de la C.E.				2049
<i>Voir aussi</i> : Chômage — Fonction publique — Promotion sociale — Sécurité sociale				
Fourons				
Listes électorales à Fourons			408	
<i>Voir aussi</i> : Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Elections				
Frontaliers				
Indemnité compensatoire. — Taux de change	1111-14	33-34		
Indemnité pour travailleurs âgés	1111-14	34		
Benelux	1111-14	84		
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité				
G				
G.A.T.T.				
<i>Voir</i> : Agriculture — Commerce extérieur				
Gaz				
Fourniture de gaz au grand-duché de Luxembourg. — Distrigaz	1111-17	24, 38		
Politique énergétique	1166-2	17	834	
Attitude belge concernant le marché unique européen mis en perspecti- ve pour l'électricité et le gaz Question orale de M. Didden			2035-2036	
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Electricité — Energie — Travaux publics				
Gendarmerie				
Réforme de la gendarmerie. — Transfert au Ministre de l'Intérieur des compétences de gestion relevant du Ministre de la Défense nationale. — Cogestion du Ministre de la Justice (Missions de police judiciaire). — « Démilitarisation »	1111-11	1-2, 3, 4	437, 438, 439, 441 438	115 778, 802, 1023
Conséquences sur nos obligations envers l'O.T.A.N. Concertation avec le personnel Avenir des commis-dactylographes civils				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Gendarmerie (suite)				
Mise en application des accords de programmation sociale	1111-11	2	439	
Inspection générale de la gendarmerie	1111-11	3	438, 439	
Programme physique d'investissements en bâtiments	1111-11	5	436	
Modification de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie et de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie				
Projet de loi	1342-1			
Rapport de MM. De Bremaeker et Ottenbourgh	1342-2			
Amendements de M. Gijs et consorts	1342-3			
Amendements de M. Janzegers et de Mme Nélis	1342-4			
Amendements de M. Janzegers	1342-5			
Discussion et vote			2535-2564, 2714-2715, 2723-2724	
Modification de certaines dispositions relatives aux statuts du personnel du cadre actif de la gendarmerie (Démilitarisation — Statut disciplinaire propre — Statut syndical)				
Projet de loi	1428-1			
Effectifs			410	
Pensionnés. — Age moyen				501,574
Rôle			410, 411	
Rémunération pour prestations de nuit et de week-end. — Crédits			436, 439	
Statut social du personnel de la gendarmerie			437	
Octroi du droit d'association aux gendarmes			437, 441	
Relations entre la gendarmerie, la Défense nationale et les forces armées			439	
Suppression de districts de gendarmerie				
Question orale de M. Bock			1774	
Personnel auxiliaire civil. — Droits. — Malaise				55, 724
Accident en service. — Notion				99, 117, 270
Dressage de chiens pendant les congés				99, 271
Circulation routière. — Procès-verbaux égarés				103, 917
Cadre actif. — Autorisation de mariage				254, 313
Employés contractuels. — Mise au travail				330, 1022
Voyages en Europe de l'Est				331, 410
Situation budgétaire difficile. — Déplacements en hélicoptère				389, 1186
Traitement et indemnités				501, 1301
Instruction et formation				502, 576
Soins médicaux militaires				802, 881
Rencontres de football à Anderlecht. — Escortes à cheval. — Déplacement et abris				802, 1098, 1498
Match de coupe Anderlecht-Club brugeois. — Mesures de sécurité. — Coût de l'intervention policière				803, 1188
Epreuves d'admission. — Pourcentage de réussite des femmes				957, 1057
Missions. — Sécurité lors de réunions de masse. — Diminution du nombre de prestations				1251, 1268, 1454
Fichiers informatisés. — Conservation de l'identité de toute personne interrogée				1360, 1831
Nouvelles tâches dans le cadre de la législation sur l'environnement				1398
Candidatures. — Lauréats. — Recrutements				1782, 1828, 2013, 2066
Pause-carrière. — Nombre de demandes				1782, 1829, 2014
Rôle linguistique du commandement de la gendarmerie				1881, 1967
Voir aussi: Animaux et protection des animaux — Armée — Budgets (Gendarmerie) — Circulation routière — Criminalité et violence — Etablissements pénitentiaires — Police				
Gouvernement				
Prise de position pour les conférences intergouvernementales	1111-7	6	418-419	
Institution d'une commission d'enquête parlementaire sur l'activité du Gouvernement et de ses services en vue de la libération des otages du « Silco » et sur les modalités précises dont la négociation a été assortie				
Proposition de M. Henrion	1236-1			
Communication du Gouvernement (Initiative diplomatique au sujet du Rwanda)			139-150	
Discussion			151-156	
Vote de confiance			156-157	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Gouvernement (suite)				
Communication du Gouvernement (Crise du Golfe — Contrôle budgétaire)			1374-1377	
Discussion			1501-1514, 1515-1523, 1524-1537, 1538	
Vote sur la motion de confiance			1540	
Manque de cohésion de l'équipe gouvernementale			1502, 1504	
Démission et nomination de deux membres du Gouvernement			3038, 3039	
Communication du Gouvernement			3038-3040	
Licences d'exportations pour livraison d'armes aux pays du Golfe			3038-3039	
A.R. en exécution de la loi du 5 août 1991			3038-3039	
Régionalisation de la compétence en matière de licences d'exportation. — Exportations d'armes. — Création de trois comités ministériels. — Constitutionnalité			3039	
Crise ministérielle. — Démission de deux Ministres <i>Volksunie</i>			3039	
Réformes institutionnelles			3039	
Approbation du contrat de commutation (R.T.T.)			3039	
Situation au Zaïre. — Décisions prises par le Gouvernement pour la protection et l'évacuation des compatriotes			3039-3040	
Présentation de la démission du Gouvernement par le Premier Ministre à Sa Majesté le Roi			3045	
Communication du Gouvernement				
<i>Voir aussi</i> : Energie				
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Généralités) (Vice-Premier Ministre, Affaires économiques et Plan, chargé de la restructuration du « ministerie van Onderwijs ») — Secrétaires d'Etat				
Greffiers				
<i>Voir</i> : Code judiciaire — Conseil d'Etat — Cours d'appel — Juridictions du travail — Justice — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes) — Pensions (Secteur public) — Police — Rémunérations et salaires — Tribunaux de commerce				
Grèves				
<i>Voir</i> : Etablissements hospitaliers — Société nationale des chemins de fer belge				
H				
Handicapés				
Allocations				
Allocation complémentaire	1111-4	6		
Mesures positives	1111-15	4		
Crédits	1111-15	13, 14		
Opération de rattrapage dans le traitement des dossiers	1111-15	13, 14, 15, 16	443, 449, 453	
Personnes âgées handicapées	1111-15	13, 15		
	1105-2	75		
	1403-2	3-4		
Simplification des procédures administratives (Guichet unique)	1111-15	15, 16		
Suppression de toute discrimination fondée sur la nationalité. — Suppression de la condition de résidence préalable. — Ressortissants C.E.E.	1374-3	3	2631	
	1374-5	2-3		
	1374-3	11	594, 609	
Handicapés de moins de 21 ans				70
Handicapés d'avant 1974				161
Droit au pécule de vacances				391, 488
Allocations ordinaires. — Maintien des droits acquis				434, 686, 1341,
Expertise. — Evolution pluridisciplinaire				1401, 1864
Retards de paiements. — Arriérés				456
Nombre de demandes par commune				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Handicapés (suite)				
Allocations (suite)				
Indexation. — Dialogue avec les organisations intéressées				586
Discrimination entre ressortissants C.E. et Belges. — Avis de la Commission des C.E. — Modification de la législation				684, 687, 696, 837
Retard dans le traitement des dossiers par la direction générale des allocations familiales et des allocations aux handicapés				1480, 1907
Interventions financières pour soins de santé et médicaments. — Charges réelles				1566, 1907
Demande d'allocation. — Examen médical. — Médecin-conseil qui refuse de se déplacer				1647
Voir aussi: Fonds national de reclassement social des handicapés				
Ateliers protégés	1111-14	111		
Achat et amortissement de matériel				154, 1273
Mise au travail	1111-14	111		
Fonds pour l'emploi				503, 504
Parkings réservés aux handicapés	1111-15	14		
Sanctions pénales en cas d'usage abusif				1936
Protection des malvoyants et reconnaissance de la « canne jaune »				
Projet de loi*	1326-1			
Rapport de Mme Maximus	1326-2			
Discussion et vote			2486-2487, 2526-2527	
Modification de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés (Adaptation des conditions de travail. — Subvention)				
Proposition de loi de M. Stroobant	1335-1			
Modification de la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix (Taux d'invalidité)				
Proposition de loi de M. Cardoen	1422-1			
Modification de l'article 7, paragraphe 1 ^{er} , deuxième alinéa, de la loi du 27 février 1987 relatives aux allocations aux handicapés, notamment en ce qui concerne l'aide aux personnes âgées				
Proposition de loi de M. Valkeniers	1431-1			
Allocations aux handicapés				
Interpellation de M. Cardoen			1591-1593	
Retards des examens médicaux relatifs à l'octroi de l'allocation d'intégration aux handicapés				
Question orale de M. Suykerbuyk			2520	
Délivrance aux handicapés d'attestations en matière d'impôts et de précompte immobilier				1400, 1808
Voir aussi: Fonction publique — Impôts sur les revenus — Institut national d'assurance maladie-invalidité — Juridictions du travail — Logement — Pensions (Généralités) (Pensions de réparation) — Politique sociale (Dispositions sociales) — Société nationale des chemins de fer belges — Statut social des travailleurs indépendants — Taxe sur la valeur ajoutée — Victimes de la guerre				
Héraldique				
Utilisation par une société privée des armoiries et de la devise de la nation				1780, 1817
Hommages				
Bienvenue à une délégation de la République de Pologne au Général D. Eisenhower, 34 ^e Président des Etats-Unis			20	
Bienvenue à un sénateur colombien			73	
à M. Frans Baert qui renonce à son mandat			103	
Vœux de fin d'année			399, 790	
Eloge funèbre de sa Majesté le Roi Olav V de Norvège			905	
Bienvenue à une délégation de parlementaires suisses			1040-1041	
à la mémoire de M. Auguste De Schryver, Ministre d'Etat			1337	
Bienvenue à une délégation du Parlement français			1636-1637	
Vœux de joyeuses fêtes de Pâques			1805	
à la mémoire de M. Georges Sprockeels, sénateur			1900	
à la mémoire de M. Jean Van Houtte, Ministre d'Etat			2063-2064	
Vœux de bonnes vacances			2258-2259	
à la mémoire de M. André Cools, Ministre d'Etat			3027-3028	
à la mémoire de M. Edgar Peetermans, sénateur			3036-3037	
			3038	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Hôpitaux				
<i>Voir:</i> Etablissements hospitaliers				
Horeca				
<i>Voir:</i> Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Loterie nationale — Travail				
Horticulture				
Politique de la qualité des produits horticoles et promotion	1111-12	12	470	
Evolution en 1989-1990	1111-12	16-25		
Evolution du degré d'auto-approvisionnement de certains produits horticoles par rapport à 1988	1111-12	19		
Evolution de la valeur de la production	1111-12	19-20		
Evolution de la consommation intermédiaire	1111-12	20		
Information aux horticulteurs	1111-12	21		
Encadrement financier des exploitations	1111-12	22-23		
Problèmes du secteur des produits horticoles non comestibles. — Floriculture	1111-12	47-48		
Lutte contre le feu bactérien du poirier. — Arrachage de haies d'aubépines				539, 738
<i>Voir aussi:</i> Agriculture — Evolution agricole et horticole — Office national des débouchés agricoles et horticoles (O.N.D.A.H.) — Politique sociale (Dispositions sociales) — Travail				
Huissiers de justice				
Vente publique. — Emploi des langues				52, 768, 1327
Nombre de charges dans l'arrondissement d'Audenarde				501, 865
<i>Voir aussi:</i> Code judiciaire — Langues — Police — Publicité				
Hygiène et santé				
Lutte contre le Sida	1111-14	48	506, 507	
	1111-16	22		
	1111-20	3		
Déclaration obligatoire				102, 113, 162
Hémophiles belges ayant reçu du sang infecté. — Coût du traitement				801, 877
Mesures de protection et frais de soins de santé pour le traitement des malades				806, 1237
<i>Voir aussi:</i> Etablissements pénitentiaires — Maladies professionnelles				
Prophylaxie. — Crédits	1111-16	13		
Administration de la médecine sociale	1111-16	14-15		
Vaccination contre la rougeole, la rubéole et les oreillons	1111-16	18, 19	450	
Mesures positives en matière de santé publique				
Menaces contre la santé dues à la brucellose, à la suite des informations émanant de la commission paritaire de l'alimentation				
Interpellation de M. Bock			1035-1037	
Analyses de dioxine à proximité des incinérateurs (Contamination du lait)				
Question orale de Mme Dardenne			1123-1124	
Contamination de certains terrains de sports par la dioxine				
Question orale de Mme Nélis			2099	
Amiante dans des canalisations d'eau à Louvain				
Question orale de Mme Aelvoet			2244	
Vaccination contre les maladies contagieuses. — Caractère obligatoire				101, 630
Matériaux de construction. — Emanations nocives. — Protection du consommateur				131, 631
Mortalité périnatale				1566
Contrôle de la qualité des poissons d'eau douce				1619, 1866

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Hygiène et santé (suite)				
Restauration rapide (<i>Fast-food</i>). — Information du public <i>Voir aussi</i> : Abattoirs — Art de guérir — Cancer — Charbonnages — Commerce extérieur — Communautés européennes — Eau — Electricité — Lait et produits laitiers — Minis- tres et Ministères (Santé publique et Politique des Handi- capés - Secrétaire d'Etat) — Politique sociale (Disposi- tions sociales) — Produits pharmaceutiques — Tabac — Travail				1837
Hypothèques				
<i>Voir</i> : Droits d'enregistrement				
I				
Immondices				
Enlèvement sélectif des immondices. — Papier recyclé <i>Voir aussi</i> : Fonction publique				1288, 1598
Immunité parlementaire				
Poursuites à charge d'un membre du Sénat Rapport de M. Henrion	1148		854	
Poursuites à charge d'un membre du Sénat Rapport de M. Lallemand	1149		303, 854	
Poursuites à charge d'un membre du Sénat Levée de l'immunité			14 399	
<i>Voir aussi</i> : Procédure pénale				
Impôts				
Etablissement d'un programme de modération de la fiscalité et de la parafiscalité (Revenus immobiliers — I.P.P. — Versements anticipés — Impôt des sociétés — P.M. — Droits d'enregistrement — Droits de succession — Droits d'accises) Proposition de loi de M. Hatry	1108-1			
Pression fiscale et parafiscale	1110-2 1166-2	12, 17 20, 22	387, 829, 832, 1525, 1532, 2907, 2911, 2941, 2942	
<i>Voir aussi</i> : Classes moyennes — Entreprises				
Retard dans l'enrôlement de l'impôt des personnes physiques et des sociétés	1110-2	61, 64		
Loi-programme relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales (Impôts sur les revenus — Impôt forfaitaire sur les producteurs d'électricité — Taxe de circulation — Taxe spéciale sur produits de luxe — Suppression des droits de timbre sur effets de commerce — Conversion des Bons du Trésor en une obligation linéaire — Garantie de l'Etat attachée aux emprunts de la Société nationale des distributions d'eau — Fonds monétaire; émission de monnaies à l'occasion des fêtes commémoratives — Prélèvement au profit du Trésor sur les bénéfices de la Loterie nationale — Délivrance de passeports, taxes consulaires et taxes de chancellerie — Garan- tie de l'Etat pour les formules de financement alternatif de la S.N.C.B. — Fonds des calamités: traitements des fonctionnaires — Prorogation des baux à loyer) Projet de loi*	1166-1 1166-2 1166-3 1166-4 1166-5 1166-6 1166-7 1166-8			
Rapport de M. Weyts				
Amendements de M. Van Thillo				
Amendements de M. de Clippele et consorts				
Amendements de M. Hatry et consorts				
Amendement de M. Boël et consorts				
Amendements de Mmes Dardenne et Aelvoet				
Amendements subsidiaires de M. de Clippele				
Discussion				827-844
Discussion des articles				855-876
Votes réservés				882-894
Vote				903-904

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Impôts (suite)				
Evasion fiscale	1166-2	2, 20, 24	372, 843	
Lutte contre certains mécanismes d'évasion ou de fraude fiscales. — « Ingénierie fiscale ». — Notion de « réalité économique ».	1166-2	2-4, 20,	827, 830, 833, 834,	
— Doctrine <i>Brepols</i>	1386-2	26 5-6	836, 837, 838, 842, 843-844	
Chèques-repas				752, 872
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus — Taxe sur la valeur ajoutée	1166-2	11		
Taxe spéciale sur les produits de luxe	1166-4	8-9	827	
Loi-programme relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales. — Critiques portant sur les conditions dans lesquelles le Parlement a été contraint de s'exprimer sur ce projet. — Non-respect du Parlement	1166-2	19	827, 935-836, 838, 839, 841, 842	
<i>Voir aussi</i> : Commissions du Sénat				
Lutte contre la fraude fiscale	1166-2	20	829, 833	
Nombre de dossiers. — Suites judiciaires. — Répartition par région				226
<i>Voir aussi</i> : Douanes et accises — Impôts sur les revenus — Justice — Ministres et Ministères (Finances - Secrétaire d'Etat)				
Projet de loi tendant à harmoniser les procédures fiscales	1166-2	22-23		
Détournement de l'affectation de la nouvelle taxe à l'immatriculation des véhicules et fraudes que ce système encourage (catalyseur)				
Interpellation de M. Hatry			325-329	
Harmonisation fiscale au sein de la C.E.E.			371, 2907, 2911	
<i>Voir aussi</i> : Douanes et accises — Impôts sur les revenus — Taxe sur la valeur ajoutée				
Position belge aux négociations européennes sur l'harmonisation fis- cale				
Question orale de M. Vaes			2242-2243	
Taxation des jeux et paris. — Montant				601, 666
Bière sans alcool. — Régime fiscal préférentiel				608, 816
<i>Voir aussi</i> : Douanes et accises				
Introduction de l'essence sans plomb. — Pertes de recettes pour le Trésor				1299
Produit des taxes. — Produits pétroliers				1318, 1888
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Voies et Moyens) — Combustibles — Commu- nes — Douanes et accises — Droits d'enregistrement — Droits de succession — Droits de timbre — Electricité — Emprunts — Entreprises — Impôts sur les revenus — Jeux et paris — Loterie nationale — Ministres et Ministè- res (Finances) — Taxe de circulation — Taxe sur la valeur ajoutée				
Impôts sur les revenus				
Révision du titre IV de la Constitution en vue d'y insérer un article 115bis relatif à la détermination d'un maximum absolu de la pression fiscale et parafiscale	100-27/1°			
Texte proposé par M. Hatry				
Loi-programme relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales (Accroissements d'actifs — Déduction pour investissement — Non-déductibilité des amendes et pénalités — Associations en participation — Arriérés de rentes alimentaires — Enfants à charge; ressources — Impôt des non-résidents; réduction pour les revenus de remplacement; coopérants A.G.C.D. — Exonération du P.M. dû sur les revenus d'opérations de gestion financière octroyés à l'Etat — <i>Coupon stripping</i> — <i>Bond splitting</i> — Place- ments fictifs en valeurs mobilières — Sociétés ayant recours à l'A.R. n° 15; formalités superflues — Globalisation de certains revenus — Centres de coordination; S.I.C.A.V. de trésorerie — Sociétés de reconversion et sociétés novatrices — Options sur actions — Régime particulier pour les producteurs d'électricité — Exonération des rémunérations des fonctionnaires internationaux; quotient conjugal — Quotité forfaitaire d'impôt étranger — Coti- sation spéciale sur revenus mobiliers — Fiscalité immobilière: Secret fiscal; communication de documents cadastraux; report de la péréquation cadastrale; indexation des revenus cadastraux — Partage de l'avoir social de la S.N.L., la S.N.T. et la S.A. du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Impôts sur les revenus (suite)				
Loi-programme relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales (suite)				
Projet de loi*	1166-1			
Rapport de M. Weyts	1166-2			
Amendements de M. Van Thillo	1166-3			
Amendements de M. de Clippele et consorts	1166-4			
Amendements de M. Hatry et consorts	1166-5			
Amendement de M. Boël et consorts	1166-6			
Amendements de Mmes Dardenne et Aelvoet	1166-7			
Amendements subsidiaires de M. de Clippele	1166-8			
Discussion			827-844	
Discussion des articles			855-876	
Votes réservés			882-894	
Vote			903-904	
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
Placements fictifs en valeurs mobilières. — Bordereaux anonymes. — Achat d'or ou de métaux précieux	1166-2	3	827, 832	
Décumul et quotient conjugal				
Exonération des rémunérations des fonctionnaires internationaux. — Quotient conjugal	1166-2	7-8	832	875
Décumul. — Situation d'un couple à un revenu avec deux enfants à charge				1122, 1176
Imposition de l'année du mariage. — Quotient conjugal				1723
Calcul du quotient conjugal				1917, 1960
Dissolution du mariage. — Taxation séparée des époux				
Options sur actions destinées au personnel des entreprises (<i>Stock option</i>). — Prolongation	1166-2	9, 20	831	
Entrée en vigueur de la loi-programme du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales. — Principe de la non-rétroactivité des lois fiscales. — Caractère rétroactif de certaines dispositions. — « Principe de l'annonce »	1166-2	11, 12, 13-14, 19, 20, 21, 23-24, 26	828, 831, 834, 835, 836, 838, 840, 841, 842, 843	876
	1166-4	7-8		
	1166-5	12		
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Harmonisation européenne	1166-2	21, 22	371	1183
<i>Ruling</i> (Accord entre le fisc et le contribuable sur base d'une négociation relative à l'interprétation de la législation). — Notion de « réalité économique ». — Doctrine <i>Brepols</i>	1166-2	21, 23, 24, 25	843-844, 2910, 2919, 2924	
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Complément à l'article 6 de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modifiant les taxes assimilées au timbre (Veuve sans revenus — Imposition de la succession de son mari pour l'exercice durant lequel l'époux est décédé)				
Proposition de loi de M. Bouchat	1330-1			
Procédure et réclamations				
Modification de l'article 295 du C.I.R. (Recouvrement de l'impôt contre chacun des membres d'un couple — Séparation de fait)				
Proposition de loi de M. de Clippele	1348-1			
Délai d'imposition prévu par l'art. 259 du C.I.R. — Incidence de l'intervention de l'Inspection spéciale des impôts				231
Autorité juridictionnelle du directeur. — Impartialité				232
Saisie du receveur des contributions. — Erreur arithmétique				251, 305
Récupération à charge du conjoint séparé de fait et non repris au rôle				1079, 1135
Retard dans l'examen des litiges fiscaux				1489, 1492
C.I.R., art. 263, § 1 ^{er} . — Revenus à l'étranger. — Impôt complémentaire après expiration des délais. — Convention préventive de double imposition				1702, 1796
Recours contre une imposition. — Interprétation par l'administration				1895
Réclamation. — Contrôle général du dossier. — Légalité				1896
Requête en dégrèvement d'office. — Instruction des réclamations				1963
<i>Voir aussi</i> : Impôts — Ministres et Ministères (Finances)				
Versements anticipés	1386-2	11		
effectués par des salariés après la dernière échéance d'une période imposable				442
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Impôts sur les revenus (suite)				
Dispositions fiscales en faveur de la famille (Relèvement des minima imposables — Dépenses pour la rénovation de la maison d'habitation — Déduction de frais de personnel occupé — Déduction pour le ménage qui s'occupe d'un handicapé) Proposition de loi de M. Lenfant	1399-1			
Envoi tardif des extraits de rôle pour l'exercice 1990 et report à l'an prochain des remboursements d'impôts Question orale de Mme Dardenne			696-697	
Coordination des textes légaux en matière d'impôts sur les revenus Question orale de M. Ghesquière			1012	
Maintien de la réforme de l'impôt des personnes physiques			1510	
Ingénierie fiscale. — Création de s.p.r.l. d'une personne			1517-1518	
Déclarations				
Aide apportée par un collaborateur du Ministre en vue de remplir des déclarations fiscales Question orale de Mme Mayence-Goossens			2437	173, 354
en cas de séparation de fait				232
Formulaire de déclaration. — Colonne à compléter par les femmes mariées séparées				751, 817, 1051 (Erratum)
Déclaration erronée au détriment du Trésor. — Lettre du contribuable modifiant la déclaration. — Délai de rectification				1539
Exercice d'imposition 1991. — Fiche 281.21. — Emploi des langues				1579
Traitement des dossiers. — Vérification des déclarations donnant lieu à un remboursement				1636
Demande collective de prolongation du délai				1897
Bureaux de contrôle. — Aide aux contribuables				
Convention belgo-allemande préventive de double imposition. — Réunification des deux Etats allemands. — Adaptation à la nouvelle situation				67
Dénomination des veuves par l'Administration				250, 441
Indemnité pour dégâts locatifs constatés en fin de bail				252, 308
Taxation distincte, au taux de 16,5 p.c., des capitaux tenant lieu de rentes ou pensions (C.I.R., art. 93)				292, 869
Distinction entre administrateurs et appointés. — Activité ultérieure				1759
Poursuite d'un mandat d'administrateur rémunéré				1781, 1823
Divorce. — Rente alimentaire. — Quotité exonérée pour enfant à charge				327, 555
Reprise d'une étude de notaire. — Indemnités				500, 1430
Enregistrement comme entrepreneur. — Entreprises étrangères non enregistrées. — Obligation de retenue et de versement prescrite par l'art. 299bis, par. 3, du C.I.R. — Entreprise française pratiquant la sous-traitance en Belgique				563, 1372
Comparaison avec le Luxembourg				1125
Réforme fiscale de 1989. — Résultats de la réduction d'impôts. — Prévisions				1477, 1669
Etudiants étrangers accueillis temporairement dans une famille belge dans le cadre d'un programme d'échanges culturels. — Personne à charge				1491
Calcul des ressources maximales des personnes à charge. — Plus-value que dégage une Sivic de capitalisation				1963
Loi-programme relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales Voir aussi: Impôts				
Voir aussi: Affaires étrangères — Assurances — Finances provinciales et communales — Handicapés — Impôts — Justice — Ministres et Ministères (Finances) — Rémunérations et salaires — Statut social des travailleurs indépendants				
Revenus immobiliers				
Report de la péréquation cadastrale et indexation des revenus cadastraux	1110-2	59, 60, 61, 62	607, 832, 833, 835, 837, 838, 839, 840, 841, 844	
	1166-2	8-9		
	1166-6	14, 15		
Forêts			840	402
Réadaptation proportionnelle du précompte immobilier			840, 844	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Impôts sur les revenus (suite)				
Revenus immobiliers (suite)				
Précompte immobilier				
Actifs industriels	1110-2	59-69		
Centrales nucléaires	1110-2	59, 60		
Précompte libératoire	1166-4	7		
Instauration du précompte libératoire				
Proposition de loi de M. de Clippele en faveur des communes	1318-1		840, 841	1043, 1092
Rénovation urbaine à Bruxelles-Capitale. — Réévaluation des revenus cadastraux				616
<i>Voir aussi</i> : Finances provinciales et communales — Handicapés				
Modification de l'article 10, §§ 1 ^{er} et 2, du C.I.R. (Suppression, pour le propriétaire d'une habitation qu'il occupe, de la globalisation du revenu cadastral à l'impôt des personnes physiques)				
Proposition de loi de M. de Clippele	1331-1			
Discrimination entre la taxation des revenus immobiliers par rapport à celle des revenus mobiliers			841	
Revenu cadastral. — Réévaluation. — Communication du dossier au contribuable. — Recours				719
Emprunts de remplacement. — Non-déductibilité des intérêts du nouvel emprunt hypothécaire. — Discrimination entre revenus mobiliers et immobiliers				849, 920
<i>Voir aussi</i> : Cadastre — Droits d'enregistrement				
Revenus mobiliers				
Précompte mobilier				
Accroissement du produit du précompte	1110-2	42, 51, 53, 54, 67-68		
Réduction à 10 p.c. du précompte sur les dividendes. — Amendement	1110-2	53, 67-69	832	
Répartition du précompte entre dividendes et intérêts	1110-2	61, 65		
<i>Coupon stripping</i> sur actions	1166-2	3, 43-44	831	
	1166-4	5		
Précompte mobilier fictif	1166-2	6	827	
Déduction pour investissement. — Interdiction de cumul				1056
Exonération du précompte dû sur les revenus d'opérations de gestion financière octroyés à l'Etat	1166-2	43	832	
sur titres émis par des centres de coordination. — Dividendes. — Précompte mobilier fictif	1166-2	48-49	827, 832, 2926	
	1403-3	26-27		
	1403-10	5		
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités) — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Débiton d'un précompte en cas d'absorption d'une société filiale				
Question orale de M. de Clippele			2383	
Réduction à 10 p.c. — Accord avec les organismes financiers. — Contrôle				54, 112
Prêts d'associés				191, 565
Actions d'une s.a.r.l. néerlandaise				297, 869
Location de chasse et de pêche. — Taux applicable				398
Précompte de 10 p.c. — Intérêt de créances				398
Revenus d'obligations. — Imputation <i>pro rata temporis</i>				713
Revenus fixes <i>versus</i> revenus variables d'obligations ou de certificats fonciers. — Prime de remboursement de l'emprunt spécial de crise de 1981. — Art. 31, nouveau, de la loi du 7 décembre 1988 et art. 11 <i>bis</i> , nouveau, du C.I.R.				849
Emprunts de remplacement. — Discrimination entre revenus mobiliers et immobiliers				849, 920
Vente d'obligations à coupon-zéro ou d'obligations étrangères à revenu fixe avant l'échéance. — Personnes morales				850
Vente d'une obligation étrangère avant l'échéance du coupon. — Art. 11 <i>bis</i> , nouveau, du C.I.R. — Personnes morales. — Anomalie				850
Bons de capitalisation et obligations à coupon-zéro. — Art. 31, nouveau, de la loi du 7 décembre 1988 et art. 11 <i>bis</i> , nouveau, du C.I.R. — Anomalies (Sociétés et non-résidents)				850
Revenus de créances et de prêts. — Formulaire de déclaration au précompte. — Anomalies				853, 921
Réduction à 10 p.c. — Bail de chasse. — Reconduction après le 1 ^{er} avril 1990				1299

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Impôts sur les revenus (suite)				
Revenus mobiliers (suite)				
Précompte mobilier (suite)				
Notion d'investisseur professionnel (Sociétés e.a. — Exonération du précompte)				1394, 1537
Produit 1989-1990. — Prévisions				1491
Voir aussi: Sociétés commerciales				
Cotisation spéciale compensatoire sur revenus mobiliers (Loi du 28 décembre 1983, art. 42)	1110-2	61, 64		
	1166-4	6-7		
Emprunts de l'Etat				800, 873
Notion d'obligations industrielles				1722
Usufruit de titres. — Précompte mobilier	1166-2	2	831	
Bond splitting	1166-2	2		
Usufruit d'actions. — Dividendes perçus par une société				874, 1394, 1537
Quotité forfaitaire d'impôt étranger	1166-2	2, 4		874
	1166-4	6	827	55, 1051
Exercices d'imposition 1990 et 1991				
Harmonisation fiscale				
Au sein de la C.E.E. — Revenus de capitaux. — Précompte mobilier			371	
Conseil de l'Europe et O.C.D.E. — Convention sur l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. — Signature et ratification par la Belgique				852, 1131
Taxe sur opérations de bourse. — Titres émis par les organismes de placements collectifs				1006, 1957
Location de biens meubles par une personne physique				1226
« Proratisation ». — Plus-values sur obligations à coupon zéro. — Arrêtés d'exécution				1476, 1720
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) (Impôt des sociétés)				
Revenus professionnels				
Eléments incorporels (C.I.R., art. 32quinquies)	1166-2	26-28		
Indemnité accordée au travailleur par l'employeur en remboursement des frais de déplacement du domicile au lieu du travail. — Immunité. — Covoiturage	1403-3	7-12	2918, 2919, 2922-2923	
	1403-10	2		
	1403-12	7		
Commissions paritaires prévoyant une intervention patronale dans les frais de déplacement	1403-3	43-50		
Révision de l'immunisation de 5 000 francs			2918, 2919	
Précompte professionnel				
Versements anticipés	1403-3	24	1376, 1510, 1516, 1519, 1526, 1530	
Décembre	1403-3	24-26	2909, 2926	
	1403-10	4-5		
Voir aussi: Budgets (Généralités)				
Versements anticipés indus. — Système VA2				1723
Indépendants. — Majoration pour absence de versements anticipés. — Base légale				1825
Confirmation d'A.R. — Foyers à revenu unique (Quotient conjugal)	1403-3	27-28	2904, 2919, 1927	
	1403-10	5-6		
Remboursement. — Arrêt de la Cour d'arbitrage. — Intérêts dus aux ménages lésés				1898
Voir aussi: Budgets (Généralités)				
Précompte à retenir par les organisateurs belges de spectacles sur les revenus payés ou attribués directement aux artistes ou sportifs non résidents			1122	
Question orale de M. Hatry				
Précompte professionnel à retenir par les organisateurs de spectacles sur les revenus payés aux artistes ou sportifs non résidents			2096-2097	
Question orale de M. Monfils				
Précompte des foyers à revenu unique			2513	
Question orale de M. de Clippele				
sur les allocations de chômage				562
Réduction du précompte sur le pécule de vacances				645, 769
Artistes et sportifs non résidents				923
Pécule de vacances et prime de fin d'année dans le secteur Horeca				1005, 1054
Situation de la veuve d'un accidenté du travail. — Cas particulier				1539
Rentes alimentaires payées à des non-résidents				1678

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Impôts sur les revenus (suite)				
Revenus professionnels (suite)				
Modification du C.I.R. en faveur des personnes bénéficiant de revenus de remplacement (Décumul — Prépensionnés)				
Proposition de loi de M. Monfils et Mme Delruelle-Ghobert	1437-1			
Médecins				
Honoraires d'un médecin hospitalier faisant partie d'une société				7, 97, 114, 223, 230
S.P.R.L.U. médicale				
Amortissement de la clientèle				358
Apport de clientèle				534, 665
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Administrateurs de sociétés par actions. — Rémunérations				66
Assurance revenu garanti. — Indemnité pour perte de rémunérations				443, 956, 1054, 645, 718
Avantages de toute nature				
Administrateurs de sociétés étrangères. — Indemnité de dédit pour fin de mandat étranger				1616, 1674
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Allocations perçues par un employé membre du conseil d'entreprise				129, 194
Agriculteurs				
Contrats de gestion de l'environnement. — Indemnisation. — Exemption d'impôts				291, 399
Calcul du bénéfice. — Distinction entre agriculture et élevage				292, 357
Taxation forfaitaire. — Echelles barémiques				328, 400
Modification. — Vérification « individuelle »				1747, 1822
Don ou vente d'actions par une société à son personnel				694, 871
Volontaires des services publics de secours. — Abattement forfaitaire				1006, 1009, 1042, 1058, 1134, 1175, 1006, 1175
Pompiers. — Augmentation du montant				
Taxation forfaitaire				
Article 248, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2 du C.I.R. — Concertation avec les groupements professionnels				1080, 1264
Exceptions éventuelles				1160, 1485
Plus-value détaxée. — Réinvestissement. — Conditions				1094
Cessation ou réduction de l'activité. — Taxation des bénéficiaires				1432, 1488
Professions libérales. — Amortissement des actifs incorporels				1432, 1537
Conjoint survivant avec enfant à charge. — Droit à un abattement fiscal				1448
Investissements. — Date de calcul de la valeur des biens				1677
Rémunération des administrateurs d'une société de personnes. — Principe de la force attractive. — Limites				1678
Associés actifs. — Attribution d'une quote-part au conjoint aidant				1998
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Institutions financières. — Directeur d'agence. — Changement d'agence. — Taxation distincte de la plus-value immatérielle au taux de 16,5 p.c.				1760
Décès du conjoint sans revenu professionnel. — Exemption d'impôt. — Discrimination				1797
Rentes fictives de conversion. — Limitation dans le temps de la taxation. — Notification				1857
Plus-values de cessation. — Limitation de l'activité professionnelle. — Interprétation de l'article 32 C.I.R.				1918, 1961
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Enfant à charge. — Ressources propres de l'enfant perçues dans le cadre d'un contrat d'apprentissage				1997
Chèques-repas				
Voir: Rémunérations et salaires				
Voir aussi: Chambres législatives — Classes moyennes — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) — Ministres et Ministères (Généralités)				
Revenus divers				
Pensions alimentaires payées, en suite d'un jugement, en une fois au cours de l'année ultérieure. — Enfants à charge	1166-2	10	834-835	1522, 1670
Droits d'auteur payés à des journalistes				
Rentes alimentaires dues sur pied de l'article 206 du C.C. — Conjoint débirentier				1962

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Impôts sur les revenus (suite)				
Impôt des sociétés				
Sociétés de reconversion et sociétés novatrices	1110-2	60-61, 62, 63	366, 388, 497, 828, 830, 832, 834, 838,	
	1111-17	25-26	839, 840, 841, 842,	
	1166-2	4-5, 12-13, 14, 20, 21	843	
	1166-3	2-3		
	1166-5	12-13		
Rétroactivité des mesures de la loi-programme relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales (Sociétés de reconversion)	1166-2	12-13, 21	828, 830, 831, 834, 838, 843	
au Limbourg et en Flandre occidentale. — Abus fiscaux. — Suppression			841, 842	527, 534, 541, 629, 816
Transfert du siège social d'une société dans une autre zone de reconversion. — Avantages fiscaux (AFV-R)				1636
Centres de coordination	1110-2	62	832, 833, 834, 840,	
	1111-14	59	843, 2908	
	1166-2	6, 21, 25, 26		
	1166-3	2		
	1166-4	5-6		
	1166-5	11		
SICAV de trésorerie	1166-2	2, 25		
	1166-3	2		
	1166-5	11		
<i>Voir aussi:</i> Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers)				
Zones d'emploi	1111-17	32		
Avantages fiscaux octroyés aux entreprises s'implantant dans une zone d'emploi (A.R. n° 118 du 23 décembre 1982). — Régime fiscal pour l'absorption d'entreprises				922
<i>Voir aussi:</i> Entreprises				
Revenus définitivement taxés (RDT)	1166-2	2, 6		
Quantités déductibles. — C.I.R. <i>versus</i> loi du 7 décembre 1988. — Contradictions				818
Limitation de certains incitants fiscaux à but économique	1166-2	4-6, 19, 20	827, 837	
<i>Voir aussi:</i> Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Mesures anti-abus de droit et <i>ruling</i> . — Opérations qui ne répondent pas à des besoins légitimes de caractère financier ou économique. — Fusions et absorptions	1166-2	21, 23, 24, 25	843-844, 2909, 2910, 2919, 2923-2926	
	1403-3	14-23		
	1403-10	3-4		
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités)				
Journée d'études sur l'impôt des sociétés, organisée le 16 mai 1991	1362			
Evolution des recettes. — Rendement de l'impôt	1386-2	2, 6, 7	1376, 1507, 1508, 1510, 1511, 1512, 1521-1522, 1526, 1530, 2903, 2910, 2943	1522, 1579
en 1988 et 1989				
Liste des « paradis fiscaux ». — Publication au <i>Moniteur belge</i> . — Pays dont toutes les sociétés ne sont pas assujetties à un impôt analogue à l'impôt des sociétés	1403-3	21, 51-54	2906-2907, 2908	
<i>Voir aussi:</i> Faits personnels				
Distribution de réserves immunisées sous forme de dividendes	1403-3	27		
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités)				
Promesse du Ministre des Finances de modifier l'imposition des non-résidents pour 1990				
Question orale de M. de Clippele			846-847	
Abus de quelques grandes sociétés. — Ingénierie fiscale. — Mises en liquidation volontaires. — Principe de non-rétroactivité			1505, 1506, 1510, 1512, 1514, 1517, 1519, 1521, 1526, 1533, 2903	
Création d'une cellule nationale pour assurer l'uniformité de la jurisprudence			1505	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Impôts sur les revenus (suite)				
Impôt des sociétés (suite)				
Réforme de l'impôt			1511, 1512, 1519, 1533, 2903	
Harmonisation au niveau européen			1533	
Baisse des tarifs			1533	
Simplification. — Note de calcul				1581
Amortissements accélérés			1531	
Organisation d'un colloque public en vue d'organiser l'évasion fiscale par les sociétés				
Question orale de M. Desmedt			2380-2381	
Contrôle fiscal des sociétés				
Question orale de M. Van Hooland			2713	
Taux de l'impôt			2942	
Déclaration annuelle. — Changement de la forme juridique de la société. — Formulaire				55, 113
Fusions de sociétés				
Nouvelle législation. — Exécution				55, 919
Fusion d'une société bénéficiaire et d'une société déficitaire. — Déduction de pertes antérieures				196
Absorption. — Application de l'article 124 C.I.R.				217, 305
Plus-value lors d'une fusion exonérée d'impôt. — Aliénation				1007, 1134
Absorption. — Exonération fiscale				1659, 1721
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Plus-values de cessation. — Actifs incorporels				128, 304, 1394, 1487, 1492, 1581
Administrateurs et associés actifs. — Rémunérations. — Justification de la déduction en charges professionnelles				174, 356
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Groupements d'intérêt économique. — Transparence fiscale				190
Sociétés en liquidation				
Partage de l'avoir social. — Conventions internationales				223
Régime de taxation				851, 1091
Nouveau régime. — Interprétation				1879
Sociétés professionnelles de médecins. — Délivrance d'attestations de soins au nom de la société. — Régime fiscal applicable aux honoraires (Impôt des sociétés ou I.P.P.)				251, 356
<i>Voir aussi</i> : Art de guérir — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Plus-values sur fonds publics. — Taxation lors du prélèvement d'une réserve exonérée				1055
Plus-values de cessation				1182
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Application de l'article 114, alinéa 2, C.I.R. — Notion d'actif net fiscal				1078, 1175
Cession des activités d'une entreprise étrangère à une société belge sans dissolution de la société étrangère. — Plus-values. — Taux réduit				1227
Transfert du siège de direction effective d'une société étrangère en Belgique. — Implications fiscales				1285
Perte d'une société belge ayant une participation dans une société commanditaire allemande (<i>Kommanditgesellschaft</i>)				1477, 1538
Sociétés de crédit. — Taxation des bénéficiaires. — Majoration en cas d'absence ou d'insuffisance de versements anticipés (C.I.R., article 129)				1636
Distribution de bénéfices et taux d'imposition réduit				1674
Exercice d'imposition 1991. — Délai général de déclaration				1675
Régime fiscal de libéralités octroyées à un associé ou un membre du personnel en détresse matérielle				1758
Formulaire 275.1. — Procédure				1946, 2060
Exercice 1991. — Date ultime de dépôt de la déclaration				1964
Exercice 1991. — Formulaires de déclaration				1983, 2060
<i>Voir aussi</i> : Electricité — Impôts sur les revenus — Société nationale du logement — Société nationale terrienne — Voies navigables				
Impôt des non-résidents				
Réduction pour les revenus de remplacement. — Non-résidents ne disposant pas en Belgique d'un foyer d'habitation. — Pension	1166-2	7	827	53, 192
Mise sur le même pied des sociétés étrangères et belges	1166-7	16-17		
Déclaration de rente alimentaire				174, 267

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Impôts sur les revenus (suite)				
Impôt des non-résidents (suite)				
Modification de la loi du 22 décembre 1989. — Conséquences à partir de l'exercice 1991				188
Assujettissement à l'impôt des non-résidents ou à l'impôt des sociétés. — Notions « revenus professionnels » et « exploitation ou opérations lucratives » (C.I.R., article 139 e.s.). — Loyers perçus par une société étrangère pour la location d'immeubles sis en Belgique				429, 472 653, 1442
Associations d'avocats étrangers (<i>Partnership</i>)				978
Nombre de bénéficiaires				1121, 1369
Notion de « Foyer d'habitation »				1659
Envoi de formulaires de déclaration pour l'exercice d'imposition 1991				
Nombre de contribuables dépendant du Bureau central de taxation « étrangers » à Bruxelles. — Montant des taxes perçues				1676
Contradiction entre la loi nationale et les conventions internationales. — Primauté				1659, 1721
<i>Voir aussi</i> : Finances provinciales et communales — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Charges et dépenses déductibles				
Charges et dépenses professionnelles				
Déduction pour investissements. — Limitation	1110-2 1111-13 1166-2 1166-4 1166-5 1403-3 1403-10	62 7 4, 5-6 4 13 12-13, 20 2, 3	827, 833, 837, 2908	113, 128, 194
Locaux d'une maison de repos mis à la disposition des résidents				566
Actif mobilier, loué occasionnellement à des personnes privées ou à des associations y assimilées				922
Réduction limitée du report de l'immunité accordée lors d'un exercice précédent. — Calcul de la limitation				1181
Investissements neufs en 1990. — Déclarations. — Retard dans la fourniture des imprimés				1896
Investissements neufs. — Affectation des investissements				1962
Investissements neufs. — Conditions à la déduction				1997
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Généralités) — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers)				
Patrons qui organisent eux-mêmes le transport de leur personnel	1111-18	2		
Covoiturage (<i>Carpool</i>)	1111-18 1403-3 1403-10	2 9, 11 2		
Contrôle des voitures en stationnement par des inspecteurs des contributions				922
Associations en participation. — Pertes professionnelles	1166-2 1166-4 1166-5 1166-2	3 4-5 10-11 8	827, 843	
Non-déductibilité des amendes et pénalités				
Déduction fiscale des frais relatifs aux crèches d'entreprise				
Proposition de loi de Mme Cahay-André	1304-1			
Complément à l'article 71 C.I.R. (Déduction des honoraires pour l'assistance en matière fiscale)				
Proposition de loi de M. de Clippele	1402-1			
Limitation de la déductibilité de pertes antérieures. — Fusions de sociétés	1403-3 1403-10 1403-3	12, 13, 14-18 2-3 28	2908-2909, 2918, 2919, 2923, 2924, 2925	
Effet rétroactif de la loi portant des dispositions budgétaires				6, 53 (<i>Erratum</i>), 66
Frais professionnels d'un chirurgien stagiaire				6, 191 195
Conditions de déductibilité				
Accords individuels. — Loi du 7 décembre 1988. — Incidence				430, 613
Loyer annuel d'un immeuble donné en location par le gérant ou l'administrateur d'une société à celle-ci. — Limitation				441
Intérêts d'emprunts à caractère professionnel. — Article 26 paragraphe 2, loi du 7 décembre 1988. — Interprétation				
Charges professionnelles des médecins. — Forfaits communément admis pour certaines charges				1042, 1263

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Impôts sur les revenus (suite)				
Charges et dépenses déductibles (suite)				
Charges et dépenses professionnelles (suite)				
Déduction d'une provision pour pécule de vacances. — Pharmacien				1137
Leasing immobilier				1561, 1671
Laboratoires médicaux. — Collecte des échantillons de sang par taxi				1634
Cotisations de pension				1807
Cotisation complémentaire versée volontairement à une mutualité				1906
Frais de vêtements professionnels non spécifiques				1962
Avantages sociaux admis. — Liste administrative. — Fête de la Saint-Nicolas				1998
Voir aussi: Budgets (Généralités) — Crèches — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) (Impôt des sociétés) — Statut social des travailleurs indépendants				
Personnes à charge. — Ressources	1166-2	10	843	
Enfants handicapés	1166-2	10		
Modification de l'article 71 C.I.R. (Charges déductibles. — Libéralités. — Protection de l'environnement)				
Proposition de loi de M. Valkeniers	1280-1			
Libéralités				
Complément à l'article 71, § 1 ^{er} , C.I.R., en vue de promouvoir la diffusion des œuvres des jeunes artistes				
Proposition de loi de M. Monfils	1378-1			
Données diverses				303
Evasion fiscale				354
Dons à « Adoptie dorpen Roemenië »				1580
Financement des partis politiques				1825
Régime fiscal de libéralités octroyées à un associé ou un membre du personnel en détresse matérielle				1758
Arriérés de rentes alimentaires payés en une fois en exécution d'une décision judiciaire				97, 193
Emprunt de refinancement. — Conversion d'une assurance-vie mixte en assurance du solde restant dû. — Déduction des intérêts				473
Salaire du personnel de maison				1679
Emprunts hypothécaires				
Déduction d'intérêts pour les logements sociaux				1798
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers)				
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Inbel				
Voir: Institut belge d'information et de documentation (Inbel)				
Incapacité de travail				
Voir: Assurance maladie-invalidité — Contrats de louage de travail — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Statut social des travailleurs indépendants — Travail				
Incinération				
Dispersion des cendres en mer				99, 235
Voir aussi: Cimetières				
Incivisme				
Institution d'une commission chargée uniquement de préparer des lois portant amnistie complète et inconditionnelle en faveur des victimes de la répression qui suivit la Seconde Guerre mondiale (Commission d'enquête)				
Proposition de loi de M. Verreycken	1268-1			
Sur la prise en considération. — Vote et rejet			2510-2512, 2523-2524	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Incivisme (suite)				
Contenu, interprétation et état d'avancement de l'engagement contracté par le Gouvernement et figurant dans l'accord de Gouvernement, d'étudier, dans le cadre de la pacification entre les Communautés, les mesures qui peuvent contribuer à la réconciliation entre tous les citoyens			354, 256	
Interpellation de M. Peeters			269, 287, 288	
Retrait de l'ordre du jour				
Dossiers des séquestres de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. — Effectif. — Frais de fonctionnement				877
Répression après la Seconde Guerre mondiale				1945
Élimination des séquelles concernant les générations d'après-guerre				1945
Recouvrement d'amendes				
Indépendants				
<i>Voir</i> : Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises) — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Ministres et Ministères (Classes moyennes et Victimes de la guerre - Secrétaire d'Etat) — Pensions (Indépendants) (Travailleurs et assurés libres) — Personnel infirmier — Pharmaciens — Politique sociale (Dispositions sociales) — Registre du commerce — Sécurité sociale — Statut social des travailleurs indépendants — Travail				
Indice des prix				
Tabac et alcool	1111-16	22		
Indice des prix (Tabac et Alcool)				
Proposition de résolution de M. Lenfant	1151-1			
Produits pétroliers			366, 500	
Réforme de l'index			380, 500	
<i>Voir aussi</i> : Agriculture — Commerce extérieur				
Industrie				
Sidérurgie	1111-14	105-106		
Fonds du renouvellement industriel (F.R.I.)	1111-17	19		
<i>Voir aussi</i> : Sabena				
Conditions de travail dans le secteur textile en Flandre occidentale			159-160	
Question orale de M. Valkeniers				
Aide publique aux entreprises. — Subsidés accordés au groupe textile <i>Beaulieu</i> . — Récupération. — Condamnation par la Cour de Justice européenne				1406
Secteurs nationaux				
<i>Voir aussi</i> : Budgets (Affaires économiques)				
<i>Voir aussi</i> : Armée — Armes — Catastrophes et accidents — Environnement — Entreprises — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Affaires économiques et Plan, chargé de la restructuration du « ministerie van Onderwijs ») — Office de promotion industrielle — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Inflation				
<i>Voir</i> : Economie — Indice des prix — Prix				
Informatique				
Programme d'informatique du Gouvernement (<i>Bistel</i>)	1111-3	3-4, 6, 8-9		
Registre national				
Frais de fonctionnement	1111-6	17		
Modification de la loi du 4 avril 1991 réglant l'utilisation des informations du Registre national des personnes physiques (Prévoyance sociale) — Numérotation éronnée	1374-16	4-5		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Informatique (suite)				
Registre national (suite)				
A.R. organisant l'usage du numéro d'identification des personnes physiques				722
Fichier de données des communes				1523, 1727
Protection de la vie privée. — Informations concernant la cohabitation et la nationalité				1752
<i>Voir aussi:</i> Politique sociale				
Tranche bureautique 1989. — Tableau récapitulatif des projets approuvés	1111-6	17-18, 27-28		
Réglementation de l'utilisation des informations du Registre national des personnes physiques par des services ministériels et par les institutions de sécurité sociale relevant du Ministère de la Prévoyance sociale				
Projet de loi*	1138-1			
Rapport de Mme Blomme	1138-2			
Discussion et vote			1103-1106, 1144-1145	
Banques publiques de données. — Accès des chercheurs scientifiques				751, 760, 812, 839
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Budgets (Intérieur et Fonction publique) — Chambres législatives — Finances provinciales et communales — Gendarmerie — Institut d'expertise vétérinaire — Institut national de statistique — Justice — Loteries et tombolas — Postes — Protection de la vie privée — Sécurité sociale — Télégraphes et Téléphones				
Inspection automobile et permis de conduire				
Inspection automobile				
Véhicules militaires et privés				96, 99, 271
Nouveau protocole d'accord. — Reprise des installations et du personnel en cas de cessation de l'activité				551
Permis de conduire				
Epreuve pratique de conduite. — Etudiants de l'enseignement supérieur				301, 437
Agrément des écoles de conduite automobile. — Nouvelles normes				1576
Pourcentage de réussite. — Différences régionales				2052
Institut belge d'aéronomie spatiale				
<i>Voir:</i> Politique scientifique				
Institut belge d'information et de documentation (Inbel)				
Plan de restructuration	1111-3	4		
Subside à Inbel	1111-3	4, 6, 7, 9		
<i>Voir aussi:</i> Publications				
Institut de réescompte et de garantie				
<i>Voir:</i> Emprunts — Finances				
Institut d'expertise vétérinaire				
Budget de l'Institut	1111-16	15		
Fonctionnement de l'Institut	1111-16	23-24		
Application des circulaires concernant le volume de travail des vétérinaires chargés de mission				40
Contrôles sanitaires confiés à des non-fonctionnaires				542, 835
Nomination d'inspecteurs-experts				685, 910, 1197
Chargés de mission. — Nombre d'heures prestées				759, 837, 1195
Nombre d'experts. — Ordre d'entrée en fonction				1046, 1147
Informatisation. — Résultats de l'audit				1082
<i>Voir aussi:</i> Viande				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Institut d'hygiène et d'épidémiologie				
Fonctionnement et financement. — Avenir	1111-16	15	450, 451-452, 453, 455, 457 453	328, 444
Projet de loi Financement et statut				
Validation du contrat de certains membres du personnel scientifique de l'Institut et de l'Unité de gestion du modèle mathématique de la mer du Nord	1374-5	6		
Institut économique et social des classes moyennes				
Redistribution des tâches de l'Institut. — Dissolution de l'Institut	1111-13	4, 8		
Légalisation du régime de pension des agents de l'Institut issus de l'Institut national pour la promotion des métiers d'art et du Centre national pour l'expansion économique des P.M.E.	1374-10	4-5, 6-7		
Institut géographique national				
Autorité de tutelle	1111-20	18		
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Défense nationale) — Ministres et Ministères (Finances) (Réformes institutionnelles, chargé de la res- tructuration du ministère des Travaux publics, et Petites et Moyennes Entreprises - Secrétaire d'Etat)				
Institutions de crédit				
Organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit Projet de loi 1989-1990				
Rapport de MM. de Wasseige et Aerts	1063-2			
Amendements de M. Hatry et consorts	1063-3			
Amendements de M. Hatry et consorts	1063-4			
Amendements de M. Hatry et consorts	1063-5			
Amendements de M. Hatry et consorts	1063-6			
Amendements de M. Hatry et consorts	1063-7			
Amendements de M. Hatry et consorts	1063-8			
Amendement de M. Hatry et consorts	1063-9			
Amendements de M. Hatry et consorts	1063-10			
Amendement de M. Hatry et consorts	1063-11			
Amendement de M. Hatry et consorts	1063-12			
Amendements de M. Hatry	1063-13			
Amendement de MM. Hatry et Petitjean	1063-14			
Amendement subsidiaire de MM. Hatry et Petitjean	1063-15			
Amendement de M. Buchmann	1063-16			
Amendement de M. Buchmann	1063-17			
Amendement de M. Buchmann	1063-18			
Amendement de M. Buchmann	1063-19			
Amendement de M. Buchmann	1063-20			
Amendement de M. Buchmann	1063-21			
Amendement de M. Buchmann	1063-22			
Amendements de M. Buchmann	1063-23			
Amendements de M. Buchmann	1063-24			
Amendements de M. Buchmann	1063-25			
Amendements de M. Buchmann	1063-26			
Amendements de M. Buchmann	1063-27			
Amendements de M. Buchmann	1063-28			
Amendements de M. Buchmann	1063-29			
Amendements de M. Buchmann	1063-30			
Amendements de M. de Clippele	1063-31			
Amendements de M. Hatry	1063-32			
Amendements de M. de Clippele	1063-33			
Amendement de M. de Clippele	1063-34			
Amendements de M. Hatry	1063-35			
Amendements de M. Hatry	1063-36			
Amendement de M. de Clippele	1063-37			
Discussion et vote			1383-1396, 1398-1495, 1560-1577-1578	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Institutions de crédit (suite)				
Institutions publiques de crédit	1386-2	8, 10	842, 2909, 2919	
Ouvertures de crédit importantes en dehors du réseau d'agences de la S.N.C.I.				699, 817
<i>Voir aussi</i> : Office central de crédit hypothécaire				
Paiements électroniques. — Tarification				1015
Conservation des archives par des établissements de crédit et par les sociétés de bourse. — Principe d'égalité				2024
<i>Voir aussi</i> : Banques — Emprunts — Finances				
Institut national d'assurance maladie-invalidité				
Transfert à l'I.N.A.M.I. des prestations de rééducation du F.N.R.S.H.	1115-2	4, 8, 14	595, 603, 610	
Retard dans la transmission des renseignements				1433, 1583
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale (Dispositions sociales)				
Fonctionnement des organes institués auprès de l'I.N.A.M.I.	1115-2 1115-14	32 9-10		
Circulaire relative aux formulaires de prescription de médicaments.				69
— Emploi des langues				446
Contrôle de l'activité des kinésithérapeutes et du personnel infirmier				1210, 1300
Réadaptation fonctionnelle (Patient hospitalisé en hôpital de nuit)				1248, 1413
Fonds spécial de solidarité. — Fonctionnement				
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Avortement — Fonds national de reclassement social des handicapés — Personnel infirmier — Politique sociale (Dispositions sociales) — Produits pharmaceutiques				
Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants				
<i>Voir</i> : Pensions (Indépendants) — Statut social des travailleurs indépendants				
Institut national de crédit agricole				
<i>Voir</i> : Institutions de crédit				
Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre				
Invalides de guerre. — Cures. — Remboursement par l'I.N.I.G.				1272
Institut national de statistique				
Augmentation des moyens financiers de l'Institut	1111-17	29, 30		
Fonctionnement de l'Institut	1111-17	29, 30		
Comptes nationaux et données macro-économiques	1111-17	30-31		
Informatique et bureautique	1111-17	31		
Gestion et fonctionnement de l'Institut national de statistique				
Question orale de M. Van Hooland			2437-2438	
<i>Voir aussi</i> : Démographie — Population				
Institut Pasteur				
Financement d'un emprunt contracté auprès du Crédit communal en faveur de l'Institut	1111-16	13		
Institut pour l'amélioration des conditions de travail				
Activités de l'Institut	1111-14	66-69		
Réorganisation de l'Institut en un Institut national de recherche sur les conditions de travail	1374-4	3, 8	2622, 2636, 2637, 2638	
Approbation des comptes des années 1987, 1988 et 1989			2436	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.)				
Voir: Budgets (Affaires économiques) — Tabac				
Intercommunales				
Loi sur les intercommunales. — Réunions des organes de gestion d'une coopérative. — Décisions prises à la majorité				1563, 1764
Interpellations				
Mme Aelvoet (Envoi de paracommandos au Rwanda) Proteste contre le report de son interpellation			49-60, 77-78 8, 9	
M. Pataer (Opportunité de supprimer, pour les employés et les fonctionnaires, le plafond de rémunération pour l'obtention d'un abonnement social de chemin de fer, à l'effet d'encourager l'usage des transports en commun)			78-80	
M. Van Hooland (Organisation et management du Ministère des Finances)			81-86 86-89	
Mme Mayence-Goossens (Nos relations avec le Zaïre)				
Mme Dardenne (Composition et conclusions de la Commission d'experts chargée d'étudier les risques pour la santé humaine et animale des lignes électriques à haute tension)			89-93	
M. Hatry (Effets de la liaison plus étroite du franc belge au <i>deutsche Mark</i>)			103-105	
M. Hatry (Situation inquiétante de l'Office national du Dueroire en raison de son endettement démesuré et de l'épuisement de la garantie de l'Etat)			106-108	
M. Tant (Décision du Gouvernement de permettre le paiement de certaines indemnités aux agents des pouvoirs publics sous la forme de chèques-repas)			119-122, 123-125	
Mme Delruelle-Ghobert (Situation des demandeurs d'asile et des réfugiés)			127-134	
Mme Mayence-Goossens (Avenir de la coopération au Zaïre et au Rwanda)			252-256	
M. Hasquin (Causes de l'échec de la mise en œuvre de l'accord de Mwanza et donc sur l'échec de l'initiative belge au Rwanda et de sa politique en Afrique centrale d'une façon générale)			257-261	
M. Dierickx (Propos insolites de deux vice-premiers ministres concernant la manière dont les membres du Sénat doivent être persuadés d'accepter certaines dispositions de la troisième phase de la réforme de l'Etat)			285-287, 324-325	
M. Verreycken (Attitude irresponsable du chef de la police anversoise, constatée lors des événements tragiques du 21 octobre 1990 à Bergerhout [Immigrés. — Manifestation. — Mort d'un octogénaire])			288-293	
M. Hatry (Détournement de l'affectation de la nouvelle taxe à l'immatriculation des véhicules et fraudes que ce système encourage [catalyseur])			325-329	
M. Luyten (Attitude de l'Etat belge à l'égard des Flamands qui furent condamnés en relation avec la problématique du génocide de Katyn) Retrait de l'ordre du jour			349-353 268, 269, 288	
M. Peeters (Contenu, interprétation et état d'avancement de l'engagement contracté par le Gouvernement et figurant dans l'accord de Gouvernement, d'étudier, dans le cadre de la pacification entre les Communautés, les mesures qui peuvent contribuer à la réconciliation entre tous les citoyens) Retrait de l'ordre du jour			354-356 269, 287, 288	
M. Van Hooland (Principes généraux de la fonction publique, accès aux emplois dans les services publics et audits dans notre secteur public)			413-415-416	
Mme Nélis (Place réservée à la femme dans la politique de l'emploi et du chômage)			459-460, 462-463-464	
M. Stroobant (Assurance contre le chômage)			460-461, 463	
M. Bock (Vaccination contre la fièvre aphteuse)			470-471, 486	
M. Bock (Diminution de la rentabilité des exploitations agricoles)			471-473, 485-486	
M. Mouton (Dangers de l'importation de bétail leucosique en provenance de l'ancienne R.D.A.)			475-476, 486-487	
M. Houssa (Importation de bétail en provenance des pays de l'Est)			481-483, 486-487	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Interpellations (suite)				
M. Geeraerts (Conséquences sociales et économiques de la réforme du Centre d'étude de l'énergie nucléaire à Mol)			502-503, 504-505	
M. Barzin (Avenir du centre de tri postal de Namur X dans le contexte de la nouvelle structure postale)			509-510	
M. Hatry (Mesures que le Vice-Premier Ministre et le Ministre des Affaires économiques et du Plan compte prendre pour protéger les utilisateurs privés contre les exigences financières excessives du secteur des appareils de levage, notamment quant à l'entretien, à la réparation et à la mise en conformité des ascenseurs des immeubles des particuliers, avec la législation actuelle)			719-723 907-908	
M. Seeuws (Protection du titre et de la profession d'architecte)			947-950	
M. Pataer (Propos du Ministre de la Justice quant à la nécessité d'une unification judiciaire de l'Europe)				
M. Hatry (Action du département de l'Emploi et du Travail en vue d'éviter les dérapages salariaux dans les négociations sectorielles et d'entreprises qui se déroulent en ce moment)			970-974	
M. de Clippele (Augmentation du nombre de chômeurs de longue durée)			974-978	
M. Barzin (Prépension des organismes bancaires à opérer des prélèvements sur les comptes de leurs clients, pour compenser les surcoûts de certains services)			978-981	
M. Simonet (Conceptions que le Gouvernement a du rôle que la Belgique doit jouer dans le monde en période de crise, et, plus particulièrement, de la manière dont il envisage en la circonstance la solidarité avec les alliés dont la Belgique a impérieusement besoin sous peine de chevaucher à nouveau les chimères de la politique d'indépendance qui a précédé l'invasion de la Belgique par l'Allemagne hitlérienne en 1940)			981-983, 984	
M. Hasquin (Conséquences que le Gouvernement compte tirer de l'agression perpétrée en Lituanie par le régime communiste d'Union soviétique)			984-986, 990-997, 998-999, 1027-1030	
M. Luyten (Nouvelle agression soviétique contre la République Balte indépendante de Lituanie 50 ans après l'annexion de celle-ci à la suite du pacte conclu entre Hitler et Staline, ainsi que les mesures et la position que la Belgique et la C.E. doivent adopter à cet égard)			986-989, 990-997, 998-999, 1027-1030 989-997-999, 1027-1030	
M. Verreycken (Evénements de Lituanie)				
Mme Aelvoet (Position du Gouvernement sur le blocage des négociations menées dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.))			1030-1035	
M. Bock (Menaces contre la santé dues à la brucellose, à la suite des informations émanant de la Commission paritaire de l'alimentation)			1035-1037	
Mme Herman-Michielsens (Informations dont dispose l'opposition dans les circonstances délicates actuelles [Famille Houtekins, otages du <i>Silco</i> — Libération du terroriste Saïd Nasser — Présence en Belgique du terroriste Walid Khaled] [Crise du Golfe])			1041-1044	
M. De Belder (Position que le Gouvernement prend dans le conflit du golfe Persique et répercussions qu'elle aura sur la politique étrangère de la Belgique)			1044-1046, 1048-1068, 1147-1148 1046-1068, 1147-1148	
Mme Aelvoet (Participation belge à la guerre dans le golfe Persique)				
M. De Belder (Contacts avec les Régions dans le cadre de la préparation de 1992)			1109-1112	
Mme Mayence-Goossens (Suites de la présence de M. Walid Khaled sur notre territoire)			1148-1153 1153-1157	
Mme Hanquet (Situation au Kosovo)				
M. Bouchat (Retard dans la construction, en Wallonie, des bureaux principaux de la poste)			1173-1174	
M. Schoeters (Conséquences des déversements de produits de dragage en face de la côte belge)			1176-1178	
M. Clerdent (Financement et modification du programme des travaux du T.G.V.-Nord pour la section Liège-frontière allemande)			1362-1368	
M. Dierickx (Position adoptée par la Belgique dans la phase actuelle de la guerre du golfe Persique)			1523-1524, 1533-1536, 1537-1538, 1540	
Mme Aelvoet (Arrestation suspecte de M. Etienne Tshisekedi à l'aéroport de Zaventem [Sûreté de l'Etat])			1583-1584, 1585-1587	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Interpellations (suite)				
Mme Harnie (Financement de l'accueil de candidats-réfugiés dans les centres flamands d'accueil pour sans-abri)			1589-1591	
M. Cardoen (Allocations aux handicapés)			1591-1593	
M. Van Hooland (Mise en œuvre de l'accord de Gouvernement du 10 mai 1988 plus particulièrement en ce qui concerne la fonction publique et le renforcement de la démocratie politique)			1723-1728	
M. de Clippele (Refus du Gouvernement d'intenter une action en réparation des dommages suite aux condamnations des mutuelles socialistes)			1725-1729	
Mme Mayence-Goossens (Difficultés et inconvénients rencontrés par les usagers de la S.N.C.B.)			1786-1788	
M. Monfils (Affaire des radars automatiques)			1852-1857, 1906-1908	
M. Verreycken (Techniques de procréation artificielle chez les femmes célibataires)			1872-1873	
Mme Dardenne (Prolifération et exportation de produits nucléaires, bactériologiques et chimiques)			1873-1876	
M. Hatry (Effets négatifs sur le fonctionnement des filiales de la Sabena, suite à l'annonce de la disparition des filiales autonomes)			1908-1910	
M. Hatry (Absence de réaction du Gouvernement devant la dégradation de l'image de la Belgique à l'étranger et les critiques des institutions financières internationales)			1955-1960, 1991	
M. Pécriaux (Initiatives prises dans le cadre de la présidence belge du Conseil de sécurité des Nations Unies en matière de respect du droit des gens, du respect des résolutions adoptées et du règlement des conflits régionaux)			1963-1968	
M. Cardoen (Réquisition de la police communale par les huissiers de justice)			1968-1972	
M. Hatry (Evolution du chômage)			1972-1976	
M. Desmedt (Nécessité d'assurer une meilleure répartition géographique des candidats-réfugiés politiques sur l'ensemble du territoire belge)			1995-1998	
M. Dierickx (Position du Gouvernement belge concernant la perception d'un droit d'accise sur le carburant à l'usage des avions)			1998-1999	
Mme Mayence-Goossens (Décisions prises par le Ministre des Affaires étrangères lors de son récent voyage au Rwanda)			2020-2022	
Mme Aelvoet (Politique africaine de la Belgique en matière de développement)			2022-2027	
M. Leclercq (Adaptation du programme d'investissement de la S.N.C.B. relativement à la pose d'une troisième et d'une quatrième voie entre Bruges et Gand)			2047-2048	
M. Cardoen (Malaise qui sévit au sein du personnel et de la clientèle de la poste)			2049-2053	
M. de Clippele (Disparition de titres à la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres (C.I.K.) pour plus de 325 millions pendant les cinq dernières années)			2053-2056	
M. Verreycken (Intervention du bourgmestre de Bruxelles et affolement de la police qui s'en est suivi, lors de la manifestation flamande à Bruxelles le 28 avril 1991)			2080-2082	
M. Hatry (Déclarations incroyables du Secrétaire d'Etat aux Finances, tendant à faire croire que ses collègues, et en particulier son Ministre de tutelle, le Ministre des Finances, seraient laxistes en matière de poursuites à l'égard de la fraude et de l'ingénierie fiscale)			2082-2086	
M. Bock (Retenue sur les allocations familiales des indépendants en vertu de l'A.R. n° 291 du 31 mars 1984 (375 francs par mois))			2118-2120, 2232-2233	
M. Leclercq (Nouveaux critères pour la composition du Conseil supérieur des classes moyennes)			2120-2122	
M. De Belder (Interprétation exacte des interventions humanitaires prévues par la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies)			2123-2128	
M. Hasquin (Carences du Gouvernement en matière de sécurité et inexistence de sa politique d'immigration)			2218-2224	
M. Barzin (Objectivité des nominations dans la magistrature en tant que reflet de la société)			2244-2248	
Mme Delruelle-Ghobert (Commerce international de femmes)			2248-2252	
M. Pouillet (Reconnaissance des Régions dans le cadre institutionnel européen)			2407-2409	
M. Leclercq (Absence des membres du Gouvernement belge au Conseil interparlementaire consultatif de Benelux)			2409-2412	
M. Geeraerts (Pose d'une nouvelle série de pipelines en Flandre)			2440-2441	
M. Geeraerts (Situation ambiguë dans laquelle se trouve actuellement le Centre d'études de l'énergie nucléaire à Mol)			2449-2451	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Interpellations (suite)				
M. Hasquin (Situation critique des Archives générales du Royaume)			2483-2486	
M. Geeraerts (Attitude du Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale à propos du transport de déchets à destination de pays en développement)			2487-2488	
M. Clerdent (Convention du 18 janvier 1991 entre l'Etat et la Région flamande relative notamment aux terrains expropriés en vue de l'aménagement d'un canal de dérivation entre le canal Albert et le Port d'Anvers)			2489-2493	
M. Vandenhoute (Pollution sonore due aux avions)			2493-2501	
Mme Harnie (Politique gouvernementale relative à la Sabena)			2501-2504	
M. De Bremaeker (Situation des hôpitaux qui dépendent du C.P.A.S. de la ville d'Anvers)			2521-2522	
M. Bouchat (Création d'un réseau de surveillance épidémiologique et lutte contre la brucellose)			2527-2529	
M. Luyten (Position de la C.E.E. et de l'Etat belge à l'égard du droit à l'auto-détermination des Croates et des Slovènes)			2601-2607, 2729-2730	
Mise au point du Compte rendu analytique			2658	
M. Dierickx (Procédure en matière d'expropriation)			2689-2690	
M. Weyts (Exploitation d'appareils de jeu)			2897-2900	
M. Pataer (Subventionnement d'écoles au Zaïre)			2900-2902	
Retrait de l'ordre du jour d'interpellations de MM. Luyten et Peeters				
Motion d'ordre de M. De Belder			268	
Droit d'interpellation			268, 269, 287, 288	
Interpol				
Voir: Police				
Invalides de guerre				
Introduction du système du tiers payant			370	
Voir aussi: Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre — Pensions (Pensions de réparation) — Victimes de la guerre				
Investissements				
Voir: Affaires étrangères — Agriculture — Armée — Economie — Gendarmerie — Impôts sur les revenus — Ministres et Ministères (Généralités) (Vice-Premier Ministre, Affaires économiques et Plan, chargé de la restructuration du « ministérie van Onderwijs ») — Postes — Protection civile — Services d'incendie — Société nationale des chemins de fer belges				
J				
Jeux et paris				
Interdiction légale du bingo				
Question orale de M. Didden			1008-1009	
Exploitation d'appareils de jeu				
Interpellation de M. Weyts			2897-2900	
Taxation des jeux et paris. — Répartition des montants perçus au profit des Régions				807
Produit des taxes sur les jeux et paris. — Chiffre d'affaires annuel des casinos				1184
Voir aussi: Impôt — Loterie nationale				
Juridictions du travail				
Modification de l'article 580 du Code judiciaire (Compétences des tribunaux du travail en matière de contestations concernant la subvention aux employeurs pour le maintien en service des travailleurs atteints d'une incapacité de travail)	1115-2	47		
Voir aussi: Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Juridictions du travail (suite)				
Modification de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail (Effectifs des magistrats et des greffiers) Projet de loi* Rapport de M. Baert Amendements de M. Barzin Discussion et vote	1126-1 1126-2 1126-3		787-790, 791-794, 798-799, 801, 881-882, 899-900 390, 401	
Nomination des premiers présidents des cours du travail Modification de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne la Cour du travail d'Anvers et les Tribunaux du travail de Hasselt et de Tongres Proposition de loi de M. Moens S.E. 1988 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption des projets de loi sur le même sujet			787-790, 791-794, 801, 900	
Modification de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne la Cour du travail d'Anvers, le Tribunal du travail de Turnhout et le Tribunal du travail de Tongres Proposition de loi de MM. Suykerbuyk et Verhaegen S.E. 1988 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption des projets de loi sur le même sujet			787-790, 791-794, 801, 900	
Jetons de présence des conseillers sociaux et juges sociaux Question orale de M. Taminiaux			2686	
Compétences des tribunaux du travail pour les litiges portant sur les droits et obligations des handicapés				1247
Jetons de présence alloués aux conseillers et juges sociaux. — Révision des montants				1248, 1252, 1374, 1717
<i>Voir aussi:</i> Accidents du travail — Justice — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes) — Rémunérations et salaires — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)				
Justice				
Institution d'une prime de bilinguisme pour les greffiers et le personnel du greffe des cours et tribunaux Proposition de loi de M. Cardoen	1070-1 1111-5		391-392, 394, 398 394	
Amélioration et modernisation de l'appareil judiciaire Modernisation de l'infrastructure Automatisation et informatique <i>Audit</i>	1111-5 1111-5 1111-5	4 4 4-5, 10, 13	391-392-393, 395, 398, 400, 401-402 398, 400	
Lutte contre l'arriéré judiciaire Projet de loi Influence des procédures de divorce <i>Voir aussi:</i> Code judiciaire	1111-5	4, 9, 10, 13		1615, 1755
Nécessité de réformes structurelles au sein du pouvoir judiciaire Assistance judiciaire Paiement d'indemnités aux avocats stagiaires	1111-5 1111-5 1111-5	4, 13 5, 14 5, 9, 10, 21-22	391, 393-394, 398 391, 393-394, 398	
Système des juges suppléants Spécialisation indispensable de certains secteurs de l'appareil judiciaire. — Substituts spécialisés. — Substituts fiscaux. — Création d'une 24 ^e brigade (Police judiciaire)	1111-5	5, 15	394, 402	
Circulaires émanant des procureurs généraux Coopération entre le Ministre de la Justice et les procureurs généraux Juridictions militaires. — Réforme. — Constitution de partie civile Personnel des greffes. — Extension du cadre Palais de justice. — Gand Conflits de compétence (Pouvoir national-Communautés)	1111-5 1111-5 1111-5 1111-5 1111-5 1111-5	5-6, 16 6 6, 13-14 6, 23 10, 22 10, 22 17-18	398, 401 395, 401	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Justice (suite)				
Modification de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, de la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance, de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail ainsi que des articles 151, 153, 305 et 326 du Code judiciaire (Effectifs des magistrats et des greffiers — Nivelles) Projet de loi* Rapport de M. Baert Discussion et vote	1127-1 1127-2		787-790, 791-794, 799-800, 899-900	
Tribunaux de police (Accidents de la circulation) Proposition de loi de M. Arts	1186-1			
Modification de l'organisation du ministère public auprès des tribunaux de police Projet de loi* Discussion et vote	1324-1		2779-2781, 2799	
Revalorisation du statut pécuniaire des membres de l'ordre judiciaire. — Code judiciaire	1374-7 1374-7	2-6 6-8, 9-11		
Institut national de Criminalistique. — Nominations Chambres à conseiller ou juge unique Extension des cadres des cours et tribunaux Vagabondage			391, 393, 395 392, 401-402 396	
Proposition de loi relative à la réparation des dommages causés à des citoyens par des procédures judiciaires			398	
Nécessité d'une meilleure concertation entre Gouvernement, Parlement et Pouvoir judiciaire			398-399, 401	
Concertations qui devraient avoir lieu à l'intérieur de l'appareil judiciaire			399	
Propos du Ministre de la Justice quant à la nécessité d'une unification judiciaire de l'Europe Interpellation de M. Pataer			947-950	
Informations dont dispose l'opposition dans les circonstances délicates actuelles (Famille Houtekins, otages du <i>Silco</i> — Libération du terroriste Saïd Nasser — Présence en Belgique du terroriste Walid Khaled) (Crise du Golfe) Interpellation de Mme Herman-Michielsens			1041-1044	
Saisie d'un avion libyen sur l'aéroport d'Ostende Question orale de M. Pataer			1125	
Intervention d'un inspecteur judiciaire chargé de la surveillance des cours de Justice (Problèmes de l'arriéré judiciaire dans les cours d'appel et de l'indépendance du pouvoir judiciaire) Question orale de M. Henrion			1579-1581	
Déclaration du Ministre de la Justice au sujet de l'indépendance de chefs de corps de la magistrature (Problèmes de l'arriéré dans les cours d'appel et de l'indépendance du pouvoir judiciaire) Question orale de M. Lallemand			1580-1581	
Saisie Projet de loi sur la saisie. — Biens qui ne peuvent être saisis. — Protection du domicile et de la résidence. — Contributions directes Saisie de la rémunération. — Chèques-repas				18, 120 905, 1129 142 506
Demandes de grâce. — Procédure Identification des personnes. — Empreintes génétiques Service de prévention des pollutions de la Région wallonne. — Procès-verbaux. — Suites judiciaires				533, 1530
Rôle d'une firme belge dans la mise au point d'un canon géant en Irak. — Enquête préliminaire. — Assassinat d'un ingénieur canadien à Bruxelles (Gerald Bull)				699, 867, 1130 955, 1013, 1298
Personnes suspectées d'espionnage. — Enquête judiciaire Procédure. — Affaire des fonctionnaires des douanes suspendus. — Durée de l'enquête judiciaire				1078, 1165, 1623 1078, 2011
Statistiques disponibles Tribunal de la jeunesse. — Condamnations. — Communication au tribunal correctionnel				1392
Délits contre l'environnement. — Affichage clandestin. — Mesures pouvant être prises par les communes Droits élémentaires de la défense. — Frais de l'action publique Experts commis en matière répressive. — Honoraires				1614 1615 1616

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Justice (suite)				
Terminologie juridique. — Uniformité Voir aussi: Animaux et protection des animaux — Budgets (Justice) — Code judiciaire — Constitution (Déclaration de révision) — Cours d'appel — Criminalité et violence — Détention préventive — Droit pénal — Enfance et jeunesse — Environnement — Etrangers — Europe — Impôts — Juridictions du travail — Magistrats — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes) — Office national de sécurité sociale — Peines — Politique scientifique — Procédure civile — Procédure pénale — Rémunérations et salaires — Stupéfiants — Taxe sur la valeur ajoutée — Télégraphes et Téléphones — Tribunaux de commerce				1916
K				
Kinésithérapie				
Exercice de la kinésithérapie. — Licenciés <i>versus</i> gradués. — Réévaluation des prestations des licenciés Application des dispositions de l'art. 18 de la convention avec les organismes assureurs (kinésithérapeutes actifs dans le cadre de l'A.M.I.) Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Assurances — Institut national d'assurance maladie-invalidité				772 1881, 1965
L				
Laïcité				
Révision de l'article 117 de la Constitution en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 ^{er} Texte proposé par M. Lallemand Reconnaissance de la laïcité Conseillers laïcs. — Statut. — Rémunération Voir aussi: Armée	100-28/1 ^o 1111-5	5, 14	394, 396, 402	
Lait et produits laitiers				
Restructurations dans l'industrie laitière en Wallonie Contamination du lait de vache par les dioxines Question orale de Mme Dardenne Hormones lactiques. — Suppression de l'interdiction après le 1 ^{er} janvier 1991 Traces de dioxine dans le lait de vaches qui paissent à proximité d'incinérateurs de déchets ménagers. — Analyse Quotas laitiers. — Arrêtés d'exécution Voir aussi: Agriculture — Commerce extérieur — Hygiène et santé	1111-12	46-47	70-71	9, 585 336 2003
Langues				
Confirmation légale du texte néerlandais de la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer Question orale de M. De Bondt Emploi des langues lors de la visite du Prince Philippe à la base de Lombardsijde Application de la législation linguistique. — Information des migrants par les communes			1582	330, 981 1044, 1140

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Langues (suite)				
Huissiers de justice. — Emploi des langues en matière judiciaire. — Application des articles 37 et 38 de la loi du 15 juin 1935 <i>Voir aussi:</i> Aéronautique — Affaires étrangères — Armée — Cartes d'identité — Circulation routière — Communautés européennes — Communes — Coopération au développement — Défense sociale — Détention préventive — Enseignement (Généralités) (Enseignement supérieur) — Fonction publique — Gendarmerie — Huissiers de justice — Impôts sur les revenus — Institut national d'assurance maladie-invalidité — Justice — Magistrats — Ministres et Ministères (Affaires étrangères) (Affaires européennes et Agriculture-Secrétaire d'Etat) (Fonction publique) — Office national de sécurité sociale — Organismes d'intérêt public — Police — Population — Postes — Régie des Voies aériennes — Sabena — Secrétariat permanent au recrutement — Société nationale des chemins de fer belges — Télégraphes et Téléphones — Travaux publics				1159
Ligue Braille				
<i>Voir:</i> Taxe sur la valeur ajoutée				
Logement				
Politique Habitation protégée destinée aux anciens patients psychiatriques. — Subventions			841	646, 652, 721, 926 (Erratum), 945
Logement social Prêts hypothécaires consentis pour la construction, l'achat et la transformation de logements sociaux. — Garantie de l'Etat dans la Région bruxelloise <i>Voir aussi:</i> Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Société nationale du logement <i>Voir aussi:</i> Armée — Communautés européennes — Impôts sur les revenus — Société nationale terrienne — Travail				1412
Loi-programme				
<i>Voir:</i> Budgets (Généralités) — Impôts — Politique sociale				
Lois de redressement				
<i>Voir:</i> Entreprises — Politique sociale				
Lois et arrêtés				
Procédé des lois composites (Lois-programmes, lois de redressement, lois-cadres, lois mosaïques)	1166-2	19, 20	591, 603, 609, 612, 830, 837, 840, 2608, 2609, 2610, 2635, 2636, 2903, 2904, 2908, 2918, 2934	
<i>Voir aussi:</i> Commissions du Sénat Principe de la non-rétroactivité <i>Voir aussi:</i> Impôts sur les revenus — Travail			836, 841, 842, 843	
Travail législatif <i>Voir aussi:</i> Armée — Armes — Bonnes mœurs — Catastrophes et accidents — Constitution (Déclaration de révision) — Coopération au développement — Epargne — Handicapés — Impôts sur les revenus — Minimum vital — Ministres et Ministères — Moniteur belge — Produits alimentaires — Revenu garanti — Sondages d'opinion			1375	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Lois sociales				
Inspection des lois sociales	1111-14	58-59		
Amendes administratives	1111-14 1374-4	105 4		
<i>Voir aussi:</i> Documents sociaux — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Loterie nationale				
Loterie nationale				
Projet de loi	1296-1			
Rapport de M. Van Hooland	1296-2			
Amendement de M. de Clippele et consorts	1296-3			
Discussion et vote			2412-2427, 2443-2444, 2447-2448	
Crédit destiné à des fins culturelles et attribué à la Communauté flamande				340, 978
Billets Subito. — Défaut technique				403
Affectation des bénéficiaires nets. — Exemption fiscale des lots				614
Placement d'appareils dans les entreprises du secteur Horeca				1880, 1960
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités) — Loteries et tombolas				
Loteries et tombolas				
Loteries étrangères sur le marché belge				1020
Informatisation du lotto. — Terminaux pour les centres de validation. — Appel d'offres				1448
<i>Voir aussi:</i> Loterie nationale				
Loyers				
<i>Voir:</i> Baux à loyer				
M				
Magistrats				
Modification des règles du Code judiciaire relatives au recrutement et à la formation des magistrats				
Projet de loi 1989-1990				
Rapport de M. Erdman	974-2		1817-1835, 1839-1851, 1898-1899	
Discussion et vote				
Projet amendé par la Chambre des Représentants	974-3			
Rapport de M. Erdman	974-4			
Discussion et vote			2767-2778, 2798	
Fonction de chef de corps	1111-5	3, 12		
Reconnaissance du syndicat des magistrats	1111-5	6		
Recrutement des magistrats. — Projet de loi. — Dépolitisation	1111-5	6, 9, 10, 11	399, 400, 401	
Primonominations. — Avis du collège des magistrats				905, 975
Traitements des magistrats	1111-5	7, 9, 10, 19	391, 392, 393, 402	
Prime de restructuration				1209, 1247, 1531, 1532
Instauration d'une carrière plane	1111-5	9-10	393, 394, 395, 398, 402	
Révision des articles 99 et 105 de la Constitution (Nomination des magistrats)				
Proposition de déclaration de M. Arts	1303-1			
Dépolitisation de la magistrature			389-390, 391	
Promotions dans la magistrature			390, 399, 400, 401	
Place que la magistrature occupe dans l'administration de la justice			392-393	
Projet de loi sur la nomination et la formation des magistrats			393, 395	
Souhaits des magistrats en matière de rémunération et d'organisation matérielle			394	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Magistrats (suite)				
Institution de la Commission nationale de la Magistrature Projet de loi 1986-1987 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 974			1817-1835, 1839-1842, 1898-1899	
Création d'un Centre national de la magistrature et nomination des magistrats Proposition de loi de M. Cerexhe S.E. 1988 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 974			1817-1835, 1839-1842, 1898-1899	
Modification des articles 187, 189, 190, 191, 192, 193 et 194 du Code judiciaire relatifs aux conditions de nomination des magistrats Proposition de loi de M. Henrion S.E. 1988 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 974			1817-1835, 1839-1842, 1898-1899	
Objectivité des nominations dans la magistrature en tant que reflet de la société Interpellation de M. Barzin			2244-2248	
Magistrats du ministère public Exercice de la fonction Substitut du procureur du Roi. — Déplacements — Ancienneté				13 1815
Emploi des langues par les Premiers présidents de la Cour d'appel et de la Cour du travail à Bruxelles				1283, 1792
Membres de commissions créées par loi ou arrêté Voir aussi: Conseil d'Etat — Cour de cassation — Cour d'appel — Criminalité et violence — Juridictions du travail — Justice — Rémunérations et salaires — Tribunaux de commerce				2019
Majorité civile				
Voir: Minimum vital				
Malades mentaux				
Protection des débilés mentaux légers (Code civil) Proposition de loi de M. Henrion et de Mme Delruelle-Ghobert S.E. 1988 Rapport de Mme Herman-Michielsens Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1102	261-2		2355-2370, 2390-2393, 2447	
Protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental Projet de loi 1968-1969 Documents parus antérieurement Amendements du Gouvernement Rapport de Mme Herman-Michielsens Amendement de M. Pataer Amendement de M. Gijs Amendement de M. Valkeniers Amendement de M. Arts Amendements du Gouvernement Amendement de M. Cerexhe Amendement de Mme Aelvoet et de M. Vaes Sous-amendement de M. Gijs Articles adoptés en première lecture Amendement de M. Pataer (au texte adopté en première lecture) Discussion et vote	1102-1 1102-2 1102-3 1102-4 1102-5 1102-6 1102-7 1102-8 1102-9 1102-10 1102-11 1102-12 1102-13		2355-2370, 2390-2393, 2444-2447 2396	
Demande de seconde lecture				
Financement de l'accueil des internés	1111-5	3, 12		
Modification de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux (Modifications d'ordre technique) Proposition de loi de M. Cerexhe Rapport de Mme Herman-Michielsens Discussion et vote	1368-1 1368-2		2782-2783, 2799-2800	
Gestion de l'argent et des biens du patient admis dans une maison de soins psychiatriques Voir aussi: Art de guérir — Etablissements hospitaliers — Logement — Stupéfiants				70

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Maladies professionnelles				
Données chiffrées	1111-14	48-51		
Prévention des maladies professionnelles et des maladies liées au travail	1111-14	48-52		
Cumul d'une pension et d'une indemnité de maladie professionnelle	1111-15	5	443	
Nouvelles dispositions. — Adaptation de la législation	1111-15	5		
	1115-2	5-6		
	1374-3	2		
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale (Dispositions sociales)				
« Système mixte »	1111-15	5, 11		
Modification de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public (Modification du champ d'application de la loi pour l'adapter à la réforme de l'Etat. — Compétence du législateur national)				
Projet de loi	1270-1			
Rapport de Mme Panneels-Van Baelen	1270-2		2746-2747, 2796	
Discussion et vote				
Modification de l'article 66 des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970 (Cumul avec des indemnités octroyées en vertu d'autres règles de sécurité sociale)				
Proposition de loi de MM. Desmedt et Désir	1284-1			1285, 1331
Reconnaissance du risque de sida				
<i>Voir aussi</i> : Accidents du travail — Fonction publique — Pensions (Travailleurs et assurés libres)				
Manifestations				
Intervention du bourgmestre de Bruxelles et affolement de la police qui s'en est suivi, lors de la manifestation flamande à Bruxelles le 28 avril 1991				
Interpellation de M. Verreycken			2080-2082	
Intervention du bourgmestre de Bruxelles ainsi que de la police lors de la manifestation flamande à Bruxelles le 28 avril 1991				
Question orale de M. Kuipers			2095-2096	
<i>Voir aussi</i> : Etrangers — Gendarmerie — Police				
Marchés de l'Etat				
Organisation de l'agrément d'entrepreneurs de travaux				
Projet de loi	1067-1			
Rapport de M. De Seranno	1067-2			
Amendements de M. Boël	1067-3			
Amendement de M. De Seranno	1067-4			
Articles modifiés par la Commission	1067-5			
Discussion et renvoi en commission			1075-1078	
Rapport oral complémentaire de M. De Seranno, discussion et vote			1126-1136, 1142-1143	
Directives européennes visant l'ouverture des marchés publics de travaux, de fournitures et de services	1111-3	3		534, 613
Entrepreneurs agréés. — Preuve de l'enregistrement				
Litiges. — Notion de « préjudice important ». — Arrêt interprétatif de la Cour de cassation				701
<i>Voir aussi</i> : Aéronautique — Télégraphes et Téléphones — Transports publics — Travaux publics				
Mariage				
Protection de l'institution du mariage contre son détournement en vue d'éluider les lois sur le séjour d'étrangers et sur la nationalité belge (Code civil — Code pénal)				
Proposition de loi de MM. Duquesne et Vandenhoute	1302-1			1559
Interdiction de mariages entre alliés. — Base. — Dispenses				
<i>Voir aussi</i> : Femmes — Gendarmerie — Impôts sur les revenus				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Milice				
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense. — Frères faisant partie d'une même levée) Proposition de loi de Mme Tyberghien-Vandenbussche et de M. Cardoen 1988-1989 Rapport de M. Tant Discussion et vote	584-2		112-119, 157-158	
Modification des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense. — Frère sous les armes) Projet de loi* Rapport de M. Tant Discussion et vote	991-2		118-119, 157-158	
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Transfert au bourgmestre de la compétence en matière d'agrément des sursis qui ne conduisent pas à la dispense) Projet de loi Rapport de M. Cardoen Discussion et vote	1075-1 1075-2		312-316, 323 440, 441	
Réduction de la durée du service Propositions de la Commission armée-jeunesse Application	1111-10	5-6, 14		775 776
Modification de l'article 12 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Bipatrides) Proposition de loi de M. Cerexhe	1142-1			
Création d'un service national Proposition de loi de M. Lenfant	1338-1			
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Demande de sursis. — Compétence des bourgmestres des communes de moins de 5 000 habitants) Proposition de loi de M. Mouton	1343-1		436-437, 440, 441 436-437, 441	
Statut du milicien Droit d'association				71, 361
Libre choix d'un médecin par les miliciens				236, 293, 408
Jeunes de nationalité étrangère. — Service militaire dans le pays de leur domicile Voir aussi: Travail				
Service militaire accompli indûment. — Connaissance de la réglementation				431, 725, 854, 1270 502, 577 774 802, 928 1122, 1301 1591
Validité du certificat d'un médecin civil. — Sanction				
Nombre de miliciens et âge				1659, 1826 2045
Miliciens exemptés ou réformés en 1990				
Efficacité et utilité des formations et entraînement des miliciens				
Demande de sursis ou de dispense. — Début du délai				
Nombre d'exemptés pour inaptitude physique. — Différences régionales				
Milicien aux dons artistiques. — Mesures de faveur				
Détachement de miliciens dans les cabinets ministériels Voir: Ministres et Ministères				
Voir aussi: Accidents du travail — Affaires étrangères — Armée — Chômage — Commerce extérieur — Fonction publique — Ministres et Ministères — Pensions (Pensions d'outre- mer)				
Mineurs				
Voir: Charbonnages				
Mineurs d'âge				
Voir: Cinéma — Code civil — Minimum vital				
Minimum vital				
Modification de certaines dispositions de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence Proposition de loi de M. Vaes et de Mme Nélis	1103-1			
Mesures positives	1111-15	13-14		
Montants	1111-16	27, 28		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Minimum vital (suite)				
Nombre de bénéficiaires	1111-16	28		
Versement aux communes de la quote-part de l'autorité nationale	1111-16	36		
Définition de la seconde catégorie d'ayants droit, les isolés avec enfants à charge	1115-3	9-10, 11	601-602	
Information du public	1115-3	11-12		
Modification de l'article 18 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence (C.P.A.S. — Remboursement des indemnités par l'Etat. — Art. 143 de l'A.R. du 20 décembre 1963)				
Proposition de loi de MM. Désir et Desmedt	1243-1			
Suppression de toute discrimination fondée sur la nationalité. — Suppression de la condition de résidence préalable. — Ressortissants C.E.E.	1374-3 1374-5	3 2-3	2621	
Discrimination entre ressortissants C.E. et Belges. — Avis de la Commission des C.E. — Modification de la législation				684, 687, 696, 837
Problématique. — C.P.A.S.			601-602	
Abaissement de la majorité civile. — Jeunes abandonnant leur famille. — Nombre de demandes				101, 205 732, 751, 758, 866, 892
Droit au minimex des étudiants dès l'âge de 18 ans				
Constitution du dossier par le service social. — Droit de regard de l'avocat				129, 199, 434, 681
Bénéficiaires dans l'arrondissement de Gand-Eeklo. — Montant attribué				220, 421
Réinsertion sociale par le travail ou la formation. — Immunisation partielle des revenus. — Interprétation de l'A.R. du 29 mai 1990				540, 683
Attribution du minimum vital aux jeunes bénéficiant d'allocations familiales				758, 834
<i>Voir aussi:</i> Centres publics d'aide sociale — Etat civil — Etrangers — Femmes — Pensions (Généralités) — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Ministres et Ministères				
Généralités				
Révision de l'article 86 de la Constitution («Seuls les Belges peuvent être ministre»)				
Projet de texte*				
Rapport de M. Lallemand («Seuls les Belges peuvent être ministre»)	100-24/2°			
Texte proposé par MM. Van Rompuy et Gijs (Limitation du nombre de membres du Conseil des Ministres et du nombre de Secrétaires d'Etat)	100-24/3°			
Economies au sein des cabinets ministériels (Réduction des frais de fonctionnement ou limitation du personnel). — Financement des partis politiques (Subsides). — Progression des dépenses. — Amendements	1110-2	27, 31, 69-72	442, 470, 498, 1526	
	1111-3	10-13		
	1111-4	4, 6, 7-9		
	1111-5	24-27		
	1111-6	25-26		
	1111-7	10-11		
	1111-8	7-8		
	1111-9	16-17		
	1111-10	10, 17, 18-20		
	1111-12	55-56		
	1111-13	14-16		
	1111-16	12-13, 16, 36-39		
	1111-17	44-47		
	1111-18	35		
	1111-19	27, 29		
	1111-20	5, 10, 11, 23, 26-30		
	1111-21	1-10		
<i>Voir aussi:</i> Partis politiques				
Responsabilité ministérielle	1111-5	7, 18		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Ministres et Ministères (suite)				
Généralités (suite)				
Révision des articles 65, 86bis et 91bis de la Constitution et insertion d'un article 86ter (nouveau) dans la Constitution (Fixation du nombre de membres du Conseil des Ministres et du nombre de Secrétaires d'Etat — Composition des cabinets ministériels)				
Proposition de déclaration de Mme Herman-Michielsens	1159-1			
Loi spéciale modifiant les articles 63 et 74 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises (Réduction du nombre de membres des Exécutifs — Compétences des membres des Exécutifs)				
Proposition de loi de Mme Herman-Michielsens	1160-1			
Loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 9 mai 1989 (Réduction du nombre de membres de l'Exécutif — Fonctionnement de l'Exécutif)				
Proposition de loi de Mme Herman-Michielsens	1161-1			
Fixation du nombre de membres du Conseil des Ministres et du nombre de Secrétaires d'Etat				
Proposition de résolution de Mme Herman-Michielsens	1162-1			
Loi spéciale complétant les articles 63 et 74 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Limitation du nombre de membres du Conseil des Ministres et du nombre de Secrétaires d'Etat)				
Proposition de loi de MM. Van Rompuy et Gijs	1180-1			
Composition des cabinets des Ministres et des Secrétaires d'Etat				
Proposition de loi de Mme Aelvoet et de M. Vaes	1235-1			
Enquête fiscale concernant les revenus des parlementaires (Déduction de frais). — Taxation des revenus des Ministres			836	
Economies dans les différents départements			1376, 1510, 1518-1519, 1526	
Economies en matière d'investissements publics			1531	
Visites à la région du Golfe				225
Cellules de modernisation. — Fonctionnement et effectifs				1305
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur, en fonction dans les Ministères et dans les services et organismes en dépendant				1306
Voir aussi: Baux à loyer — Gouvernement — Informatique — Milice — Population				
Affaires étrangères				
Effectifs	1111-7	3		
Orientation des examens de recrutement	1111-7	3		
Situation linguistique	1111-7	3		
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				144
Carrière de chancellerie. — Valorisation				184
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				340, 439
Signalement des fonctionnaires				554
Ministères. — Primes et indemnités				975
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				976
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1441
Cabinet ministériel				
Composition				1578
Membre du cabinet désigné dans un Ministère ou une institution publique				1926
Voir aussi: Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les Ministères et les services et organismes en dépendant				1626
Langue de la correspondance avec les ambassades				1629
Affaires européennes et Agriculture (Secrétaire d'Etat)				
Services extérieurs du Ministère de l'Agriculture			474, 478, 484	
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				130, 783
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				335
Bâtiments publics à Louvain				1399, 1863
Equilibre linguistique des nominations				1435, 1642

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Ministres et Ministères (suite)				
Affaires européennes et Agriculture (Secrétaire d'Etat) (suite)				
Cabinet du Secrétaire d'Etat Composition <i>Voir aussi: Ministres et Ministères (Généralités)</i>				1564, 1643
Transfert du service administratif extérieur du Ministère de l'Agriculture d'Ypres à Courtrai				1618
Institut national de recherches vétérinaires. — Département relations publiques <i>Voir aussi: Agriculture</i>				2034
Affaires sociales				
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				69
Organismes d'intérêt public. — Cadre organique. — Grades				98, 149
Avances récupérables				146
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				150
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				340, 569
Signalement des fonctionnaires				570
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				959, 1264, 1539
Ministères. — Primes et indemnités				980
Bâtiments publics à Louvain				1415
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1433, 1540
Cabinet ministériel Composition				1585
Membre du cabinet désigné dans un Ministère ou une institution publique <i>Voir aussi: Ministres et Ministères (Généralités)</i>				1920
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les Ministères et les services et organismes en dépendant <i>Voir aussi: Informatique</i>				1638
Classes moyennes et Victimes de la guerre (Secrétaire d'Etat)				
Avances récupérables				158
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				158
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				371
Commission des dispenses de cotisations sociales pour indépendants. — Fonctionnement				483
Cabinet du Secrétaire d'Etat Composition				1597
Renseignements <i>Voir aussi: Ministres et Ministères (Généralités)</i>				2033
Commerce extérieur				
Esprit commercial des attachés commerciaux. — Mission. — Soutien logistique et équipement	1111-8	2	427	
Participation du chef du cabinet du Ministre du Commerce extérieur à une visite d'une délégation de la F.E.B. en Afrique du Sud Question orale de M. Pataer			1556	
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				360
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				979
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1449
Cabinet ministériel Composition				1582
Membre du cabinet désigné dans un Ministère ou une institution publique <i>Voir aussi: Ministres et Ministères (Généralités)</i>				1918
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les Ministères et les services et organismes en dépendant				1637

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Ministres et Ministères (suite)				
Coopération au développement				
Administration générale de la coopération au développement (A.G.C.D.)				
Restructuration	1111-9	9-10	388, 429, 430, 431, 434	
Indemnité de départ pour coopérants	1111-9	11		
Cellule « Femmes et coopération au développement »	1111-9	13		
Accroissement des dépenses de coopération				1251
Poste vacant de gestionnaire de projets O.N.G. pour le secteur « Amérique centrale et Afrique de l'Est »				1286, 1373
<i>Voir aussi:</i> Impôts sur les revenus				
Réalisation concrète de la réforme de l'A.G.C.D.			1886-1887	
Question orale de Mme Aelvoet				
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				130, 236
Diffusion de journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				275
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				332, 779
Signalement des fonctionnaires				581
Ministères. — Primes et indemnités				957, 1027
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				984
Réinsertion de coopérants dans l'administration belge. — Examens				984
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1434, 1500
Cabinet ministériel				
Composition				1591
Membre du cabinet désigné dans un Ministère ou une institution publique				1861
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les Ministères et les services et organismes en dépendant				1617, 1687
Défense nationale				
Cabinet ministériel				
Répartition linguistique des membres du cabinet	1111-10	8		
Détachement de miliciens dans les cabinets ministériels				431, 478
Composition				1589
Membre du cabinet désigné dans un Ministère ou une institution publique				1927
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Généralités)				
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				130, 272
Avances récupérables				313
Programmes de recherche. — Coopération avec les organismes étrangers				330, 572
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				331, 410
Adaptation des bulletins de paiement mis à la disposition du personnel				431, 573
Signalement des fonctionnaires				578
Ministères. — Primes et indemnités				956, 1494
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				956, 1495
Travaux en Flandre occidentale				1250, 2028
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1454
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les ministères et les services et organismes en dépendant				1617, 1727
Emploi et Travail				
Note circonstanciée relative au fonctionnement du département	1111-14	7-105		
Organisation et fonctionnement du département	1111-14	97-105		
Avances récupérables				154
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				154
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				
Signalement des fonctionnaires				332, 1143
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				538, 674
Ministères. — Primes et indemnités				958, 1231
Bâtiments publics à Louvain				984
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1399, 1457
				1434, 1904

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Ministres et Ministères (suite)				
Emploi et Travail (suite)				
Cabinet ministériel				
Composition				1564, 1728
Membre du cabinet désigné dans un ministère ou une institution publique				1920, 1999
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les ministères et les services et organismes en dépendant				1617, 1862
<i>Voir aussi</i> : Rémunérations et salaires				
Energie (Secrétaire d'Etat)				
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				371
Cabinet du Secrétaire d'Etat				
Renseignements				2072
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Généralités)				
Environnement et Emancipation sociale				
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				336, 519
Cabinet du Secrétaire d'Etat				
Composition				1599
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Généralités)				
Europe 1992 (Secrétaire d'Etat)				
Etude sur les effets de l'Acte unique européen sur le secteur de l'armement en Belgique				205
Etudes confiées à des organismes extérieurs				220, 519, 805, 1400
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				336, 1399
Convention de coproduction avec la R.T.B.F. — Personnes invitées à diffuser un message sur le thème « troisième âge et Europe »				1420
Cabinet du Secrétaire d'Etat				
Composition				1599
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Généralités)				
Publicité dans les journaux				1691, 1836
Campagne d'information 1991 pour l'Europe				1933
Finances				
Problème du personnel du Ministère	1111-6	19, 20		
Politique du personnel			386	
Organisation et management du Ministère des Finances				
Interpellation de M. Van Hooland				81-86
Réorganisation des services de l'Inspection spéciale des impôts (I.S.I.)				
Question orale de Mme Aelvoet				278
Renforcement de la structure organisationnelle et du <i>management</i> du département				386
Administration des Douanes et Accises				
Rôle des services des douanes belges dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants				
Question orale de Mme Blomme			1550-1551	
Brigade volante des frontières. — Méthodes				189
Mesures pour les agents des douanes en vue de l'Europe 1992				819
Avenir du personnel des douanes après la réalisation du marché intérieur en 1993				1284, 1356, 1357, 1444, 1446, 1447, 1489
Liste des postes de douane qui seront supprimés en 1993				1355, 1486
Réaffectation des agents des douanes dans d'autres administrations après janvier 1993				1493
Programme européen de recyclage (programme « Matthäus ») pour les douaniers				1561, 1671
Fermeture de bureaux frontaliers après 1992. — Critères				1797, 1824
Suppression des postes frontaliers. — Trafic de drogues. — Nouvelles formes de contrôle				1857
Contrôles douaniers. — Limitation				1858
Agents des douanes des 3 ^e et 4 ^e catégories. — Réduction de 50 p.c. sur les tarifs S.N.C.B. — Maintien de l'avantage au-delà de la mise à la retraite				1996
<i>Voir aussi</i> : Douanes et accises				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Ministres et Ministères (suite)				
Finances (suite)				
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				133, 815
Administration du Cadastre. — Direction des grands levés et des plans généraux. — Transfert à l'Institut géographique national				145
Mesures en faveur de la famille				186
Inspection spéciale des impôts				233, 359
Réorganisation à Louvain et à Courtrai				
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus				
Administration des Contributions directes				
Litiges fiscaux. — Cour d'appel. — Dépôt des pièces par l'administration				267
Fonctionnaires habilités à signer un avis de rectification de déclaration				443
Difficultés conjugales. — Mesures urgentes. — Données à fournir par l'administration fiscale. — Attestations concernant les revenus				463, 1052
Services de contrôle à Bruxelles. — Pénurie d'agents bilingues				1159, 1298
Dissociation des fonctions de gestion et de vérification des services locaux				1272
Locaux des services des contributions à Louvain				1634
Engagement de contractuels à statut unique				1679
Radioscopie de l'administration. — Impartialité des examens des réclamations				1680
Réclamations. — Cadre de l'inspection du contentieux				1703, 1758
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				358
Collaboration du personnel à des publications syndicales				819, 1137
Ministères. — Primes et indemnités				956, 1132
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				959, 1443
Location de bâtiments				1032, 1310, 1355,
				1411
Bâtiments publics à Louvain				1395, 1631
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1447, 1958
Décisions judiciaires condamnant l'Etat sur la base de sa responsabilité (à l'exclusion de la responsabilité contractuelle)				1484
Inspection des finances. — Cadre et effectifs. — Age. — Détachements				1522, 1633
Accès au grade de vérificateur. — Organisation de cours				1522, 1670
Cabinet ministériel				
Composition				1561, 1633
Membre du cabinet désigné dans un ministère ou une institution publique				1918, 2023
Détachement de miliciens dans le cabinet				2023
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les ministères et les services et organismes en dépendant				1634
Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. — Réduction possible du nombre de bureaux d'enregistrement				1799
Commission de déontologie. — Objet et composition				1999
<i>Voir aussi</i> : Incivisme				
Finances (Secrétaire d'Etat)				
Déclarations incroyables du Secrétaire d'Etat aux Finances, tendant à faire croire que ses collègues, et en particulier son Ministre de tutelle, le Ministre des Finances, seraient laxistes en matière de poursuites à l'égard de la fraude et de l'ingénierie fiscale			2082-2086	
Interpellation de M. Hatry				
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				373
Cabinet du Secrétaire d'Etat				
Composition				1599
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Généralités)				
Fonction publique				
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				156
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				369
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				369
Signalement des fonctionnaires				583

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Ministres et Ministères (suite)				
Fonction publique (suite)				
Ministères. — Primes et indemnités				960
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				987
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1460
Cabinet ministériel				
Composition				1596
Membre du cabinet désigné dans un ministère ou une institution publique				1921, 2032
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Généralités)				
Service d'administration générale. — Cadres linguistiques				1805
Intérieur, Modernisation des Services publics, et Institutions scientifiques et culturelles nationales				
Police générale du Royaume. — Crédits d'ordonnancement	1111-6	8-9	405, 407, 409	
Compétences du département de l'Intérieur			405, 409	
Politique en matière de sécurité				
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				150
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				152
Programme « Décentralisation et déconcentration ». — Centres Télé Info 1999				331, 411
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				332, 412, 647, 731
Signalement des fonctionnaires				545
Ministères. — Primes et indemnités				959
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				959
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1437, 1901
Cabinet ministériel				
Composition				1591
Membre du cabinet désigné dans un ministère ou une institution publique				1861
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les ministères et les services et organismes en dépendant				1640
<i>Voir aussi:</i> Finances provinciales et communales — Gendarmerie — Politique scientifique				
Pensions				
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				21
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				30
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				157
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				370
Signalement des fonctionnaires				583
Ministères. — Primes et indemnités				988
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				989
Administration des Pensions. — Tour du Midi. — Réorganisation				1271
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1462
Cabinet ministériel				
Composition				1597
Membre du cabinet désigné dans un ministère ou une institution publique				1928
Renseignements				2070
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les ministères et les services et organismes en dépendant				1641
Pensions (Secrétaire d'Etat)				
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				373
Cabinet du Secrétaire d'Etat				
Composition				1600
Renseignements				2074
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Généralités)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Ministres et Ministères (suite)				
Politique scientifique (Secrétaire d'Etat)				
Avances récupérables				77
Programmation de la politique scientifique				295, 377
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				162
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				377
Ministères. — Primes et indemnités				994
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				995
Visite du Secrétaire d'Etat en Roumanie				1111
Cabinet du Secrétaire d'Etat				1601
Composition				
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Généralités)				
Postes, Télégraphes et Téléphones				
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				155
Avances récupérables				156
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				340, 581
Signalement des fonctionnaires				583
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				960, 1089
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1437, 1688
Cabinet ministériel				1594
Composition				
Membre du cabinet désigné dans un ministère ou une institution publique				1921, 2030
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les ministères et les services et organismes en dépendant				1617, 1688
Premier Ministre				
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				135
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				343
Signalement des fonctionnaires				547
Ministères. — Primes et indemnités				961
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				962
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1439
Cabinet ministériel				1571
Composition				
Membre du cabinet désigné dans un ministère ou une institution publique				1851
Détachement de miliciens dans un cabinet				1985
Renseignements				2015
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les ministères et les services et organismes en dépendant				1621
Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du ministère des Travaux publics, et Petites et moyennes entreprises (Secrétaire d'Etat)				
Administration de l'Infrastructure	1111-18	22, 24-25		
Création du Ministère des Communications et de l'Infrastructure	1111-18	22, 26, 27	490	
Ingénieurs se trouvant dans les cellules restées nationales après la régionalisation des Voies hydrauliques	1111-18	34-35		
Ministère des Travaux publics. — Restructuration. — Transfert du personnel vers les Régions				42
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				132, 374
Service de topographie et de photogrammétrie (Ministère des Travaux publics). — Transfert à l'Institut géographique national				177, 375
Avances récupérables. — S.A. du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles				207
<i>Voir aussi</i> : Voies navigables				
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				338, 489

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Ministres et Ministères (suite)				
Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du ministère des Travaux publics, et Petites et moyennes entreprises (Secrétaire d'Etat) (suite)				
Cabinet du Secrétaire d'Etat				1600
Composition				2077
Renseignements				
Voir aussi: Ministres et Ministères (Généralités)				
Voir aussi: Catastrophes et accidents — Office central des fournitures — Régie des Bâtiments				
Santé publique et Politique des Handicapés (Secrétaire d'Etat)				
Compétences du Secrétaire d'Etat à la Santé publique en ce qui concerne les répercussions de la décharge de Mellery sur la santé de la population locale			1552-1553	
Question orale de Mme Nélis				40
Avances récupérables				131, 588
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				337, 487
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				421
Diffusion de journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				1401, 1735
Bâtiments publics à Louvain				1566, 1736
Cabinet du Secrétaire d'Etat				
Composition				
Voir aussi: Ministres et Ministères (Généralités)				
Vice-Premier Ministre, Affaires économiques et Plan, chargé de la restructuration du « ministerie van Onderwijs »				
Restructuration du département des Affaires économiques	1111-17	28-31		
Administration de l'Energie	1111-17	28, 29		
Administration des Mines	1111-17	28, 29		
Administration de l'Industrie	1111-17	32-33		
Nouveau service de « coordination internationale des investissements étrangers » au Ministère des Affaires économiques			1984-1985	
Question orale de Mme Mayence-Goossens				105
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				135
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				179
Etudes confiées à des organismes extérieurs dans le cadre du Programme Energie. — Concertation avec le Gouvernement et les Exécutifs				345
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				547
Signalement des fonctionnaires				547
Avances récupérables				962
Ministères. — Primes et indemnités				963
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				1391, 1439
Bâtiments publics à Louvain				1440
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1571
Cabinet ministériel				1885
Composition				2050
Membre du cabinet désigné dans un ministère ou une institution publique				
Renseignements				
Voir aussi: Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les ministères et les services et organismes en dépendant				1621
Vice-Premier Ministre, Budget et Politique scientifique				
Avances récupérables				61
Programmation de la politique scientifique				291, 352
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				143
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				354
Signalement des fonctionnaires				554
Ministères. — Primes et indemnités				974
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				975
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1441, 1484

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Ministres et Ministères (suite)				
Vice-Premier Ministre, Budget et Politique scientifique (suite)				
Cabinet ministériel				
Composition				1560, 1625
Membre du cabinet désigné dans un ministère ou une institution publique				1917
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les ministères et les services et organismes en dépendant				1625
Vice-Premier Ministre, Communications et Réformes institutionnelles (N)				
Administration des Transports				
Cadre du personnel	1111-18	8-10		
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Communications et Infrastructure)	1111-18	8-10		
Création du Ministère des Communications et de l'Infrastructure	1111-18	22, 26, 27	490	
Accumulation des retards dans la délivrance des immatriculations de véhicules et des plaques de circulation (Administration des Transports)				
Question orale de M. Barzin				64, 65
Fonctionnement et déconcentration du service délivrant les plaques d'immatriculation (Administration des Transports)				
Question orale de M. Van Hooland				64-65
Restructuration du service C.T.I. (Administration des Transports — Délivrance de plaques minéralogiques)				
Question orale de M. Verschueren				2381-2382
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				127, 182
Office de la circulation routière. — Communication de la liste des propriétaires de motos aux importateurs				264
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				326, 1392
Signalement des fonctionnaires				530, 859
Carrière pécuniaire du secrétaire de direction au Ministère des Communications				644, 704
Ministères. — Primes et indemnités				953, 1220
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				954
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				1256
Avances récupérables				1295
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1440
Cabinet ministériel				
Composition				1577
Membre du cabinet désigné dans un ministère ou une institution publique				1915
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les ministères et les services et organismes en dépendant				1622
<i>Voir aussi:</i> Conseil d'Etat — Société nationale des chemins de fer belges				
Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes				
Développement de l'Administration des Affaires civiles et criminelles				
Etudes au sein du département de la Justice	1111-5	5		
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux	1111-5	6, 17		
Diffusion de journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				127, 1169
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				265
Greffes et parquets				
Greffes des tribunaux. — Personnel. — Octroi du régime de l'interruption de carrière				351
Conditions de nomination aux fonctions de greffier à une cour d'appel ou du travail				664
Recrutements. — Critères				905, 973
Examen de maturité pour les candidats-employés				1041, 1129
Prime de restructuration au personnel du greffe				1209, 1531
Situation du greffe des tribunaux du travail de Namur et de Dinant				1330
Statut du greffier. — Congé pour motifs familiaux. — Différence d'interprétation				1354, 1578

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Ministres et Ministères (suite)				
Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes (suite)				
Greffes et parquets (suite)				
Respect des lois linguistiques par les parquets. — Instructions ministérielles				1521, 1856
<i>Voir aussi:</i> Stupéfiants				
Activités départementales sur le plan international. — Coût				499
Signalement des fonctionnaires				532, 848, 1297
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				663
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				663
Location de biens immobiliers par le département. — Rationalisation				799, 1297
Ministères. — Primes et indemnités				955
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				955
Examen de messager. — Réserve de recrutement				1262
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1430
Cabinet ministériel				
Composition				1560, 1715
Membre du cabinet désigné dans un ministère ou une institution publique				1916
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les ministères et les services et organismes en dépendant				1612
Mention du numéro d'appel des services du département de la Justice dans leur correspondance				1715
Office des étrangers				
<i>Voir:</i> Etrangers				
<i>Voir aussi:</i> Etrangers — Gendarmerie — Justice				
Vice-Premier Ministre, Réformes institutionnelles (Fr.), chargé de la restructuration du ministère de l'Education nationale et Région bruxelloise				
Fonctionnaires belges mis à la disposition d'organismes internationaux				
				127, 225
Avances récupérables				343
Législation. — Travaux préparatoires confiés à des instances extérieures				344
Signalement des fonctionnaires				527, 701
Ministères. — Primes et indemnités				953, 1085
Organismes d'intérêt public. — Primes et indemnités				953, 1365
Relations entre l'administration centrale et les services extérieurs				1439
Cabinet ministériel				
Composition				1571
Membre du cabinet désigné dans un ministère ou une institution publique				1915
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Généralités)				
Universitaires et diplômés de l'enseignement supérieur dans les ministères et les services et organismes en dépendant				1621
Moniteur belge				
Publication tardive d'un arrêté de l'Exécutif régional wallon				
				1393, 1533
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) — Régions et Communautés				
Monnaie				
Politique monétaire				
	1110-2	39-40	1375, 2940, 2941	
	1386-2	9		
Liaison du franc au D.M.	1110-2	39-40	370, 374, 380, 383,	
	1111-14	109	500, 503, 2940, 2941	
<i>Voir aussi:</i> Economie				
<i>Voir aussi:</i> Emprunts				
Institut belgo-luxembourgeois du change	1110-2	60, 62		
<i>Voir aussi:</i> Emprunts				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Monnaie (suite)				
Modification de l'article 3 de la loi du 30 décembre 1885 et des articles 1018 et 1650 du Code judiciaire et expression dans les actes publics et administratifs des sommes en écus ou en monnaies autres que le franc belge (Ancien intitulé: Modification de la loi du 30 décembre 1885 approuvant l'acte du 12 décembre 1885 par lequel la Belgique adhère à la convention monétaire conclue à Paris le 6 novembre 1885, entre la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, ainsi qu'à l'arrangement et à la déclaration y annexés, et du Code judiciaire) (Expression dans les actes publics et administratifs des sommes seulement en francs, mais aussi en écus et dans une unité monétaire d'un Etat membre de l'O.C.D.E. — Code judiciaire, articles 1018 et 1650; conversion en francs: dépens en matière judiciaire et exécution forcée en matière immobilière) (Europe 1992)	1301-1			
Projet de loi	1301-2			
Rapport de M. Van Hooland			2209-2210, 2230	
Discussion et vote				
Effets de la liaison plus étroite du franc belge au <i>deutsche Mark</i>				
Interpellation de M. Hatry			103-105	
Circulation monétaire. — Evolution				857, 1053
Emission de monnaies à l'occasion de fêtes commémoratives (Loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire)				
Voir: Budgets (Généralités)				
Voir aussi: Economie — Finances				
Monuments et sites				
Répercussions de la réunification de l'Allemagne sur la sauvegarde des monuments et sites mémoriaux, tels que Buchenwald, Dora, Ravensbrück et Sachsenhausen. — Inquiétude des associations de prisonniers politiques				712
Motions et motions d'ordre				
M. De Belder (Retrait de l'ordre du jour d'interpellations de MM. Luyten et Peeters)			268	
M. Luyten (Retrait de l'ordre du jour de son interpellation au Premier Ministre sur l'attitude de l'Etat belge à l'égard des Flamands qui furent condamnés en relation avec la problématique du génocide de Katyn)			268, 269, 288	
M. Peeters (Retrait de l'ordre du jour de son interpellation au Premier Ministre sur le contenu, l'interprétation et l'état d'avancement de l'engagement contracté par le Gouvernement et figurant dans l'accord de gouvernement, d'étudier, dans le cadre de la pacification entre les Communautés, les mesures qui peuvent contribuer à la réconciliation entre tous les citoyens)			269, 287, 288	
M. Desmedt (Demande des explications quant à la mention au rapport que ce dernier a été approuvé par la commission, alors qu'elle n'en a jamais eu connaissance)			2075-2076	
Mme Herman-Michielsens (Réception tardive du rapport sur le projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales)			2259	
M. Kuijpers (Evénements en Yougoslavie)			2512	
Musées				
Ouverture au musée de l'armée d'une salle consacrée à la résistance et à la déportation				
Question orale de M. Bock			1984	
Service d'anatomie des bois à Tervueren. — Fonctionnement. — Pénurie de personnel				537, 1100
Musée royal de l'Afrique centrale. — Archives. — Photocopies				1499
Musées royaux d'art ancien. — Fermeture de certaines salles en juillet et août				1984
Voir aussi: Arts — Budgets (Travaux publics)				
Musique				
Voir: Budgets (Travaux publics) — Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Mutualités				
<i>Voir</i> : Assurance maladie-invalidité — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Politique sociale (Dispositions sociales) — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)				
N				
Nationalité				
Nouvelle législation relative à la nationalité	1111-5	7, 19		
Réforme du Code de la nationalité belge				
Proposition de loi de M. Duquesne	1155-1			
Rapport de Mme Truffaut	1155-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1306			2342-2355, 2389-2390, 2396	
Modification du Code de la nationalité belge et des articles 569 et 628 du Code judiciaire (Dispositions favorisant l'accès à la nationalité pour les immigrés des deuxième et troisième générations. — Procédure judiciaire)				
Projet de loi*	1306-1			
Rapport de Mme Truffaut	1306-2			
Amendements de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	1306-3			
Discussion et vote			2342-2355, 2389-2390, 2395-2396	
Suppression de la bipatridie (Code de la nationalité belge — Code judiciaire, art. 569 et 628)				
Proposition de loi de MM. de Clippele et Duquesne	1344-1			
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Elections — Mariage — Milice — Ministres et Ministères (Généralités) — Naturalisations				
Naturalisations				
Révision de l'article 5 de la Constitution (Abrogation du deuxième alinéa. — Grande naturalisation)				
Projet de texte*				
Rapport de M. Lallemand	100-22/2°			
Révision de l'article 5 de la Constitution (Dévolution exclusive de la concession de la nationalité belge à la Chambre fédérale des Représentants)				
Texte proposé par M. Valkeniers	100-22/3°			
Feuilletons	1140-1			
Rapport	1140-2			
Prise en considération			854-855, 909-922	
Scrutins			876, 904-905	
Feuilletons	1275-1			
Rapport	1275-2			
Prise en considération			1892, 1912-1943	
Scrutins			1894, 1899-1900	
Feuilletons	1383-1			
Rapport	1383-2			
Prise en considération			2793, 2870-2890	
Scrutins			2802-2803, 2870, 3028	
Nécessité d'adopter diverses législations suite à la révision de l'article 5 de la Constitution (Suppression de la distinction entre petite et grande naturalisation)				
Question orale de M. Desmedt			2960	
Navigation				
Instauration d'un brevet de conduite pour la navigation sur les voies navigables du Royaume				
Projet de loi*	1295-1			
Rapport de M. Cools	1295-2			
Discussion et vote			2072-2074, 2102-2103	
Réglementation de la navigation. — Planches à voile				171, 347
Navigation de plaisance. — Etang « De Bocht ». — Conséquences d'une vente éventuelle				1420

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Navigation (suite)				
Navigation intérieure <i>Voir</i> : Affaires étrangères — Office régulateur de la navigation intérieure <i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus — Marine — Marine marchande — Régie des Transports maritimes				
Noblesse				
Faveurs nobiliaires. — Discrimination à l'égard des femmes				16
Notariat				
Fixation de critères objectifs pour la cession d'une étude de notaire Incompatibilité de la fonction de notaire avec une fonction d'administrateur de société. — Dérogations Reprise d'une étude de notaire. — Indemnités <i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Publicité			390	183 500, 1430
O				
Objecteurs de conscience				
Crédits Deuxième rapport semestriel sur l'application de la loi Allocation sociale portant les revenus des objecteurs de conscience au niveau du minimum vital Question orale de Mme Nélis Augmentation du nombre d'objecteurs suite à la guerre du Golfe <i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Chômage — Pensions (Pensions de réparation)	1111-6	15-16	1948 2092-2093	983
Œuvres d'art				
<i>Voir</i> : Arts — Droits d'auteur — Droits de succession — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Œuvres de bienfaisance				
<i>Voir</i> : Associations sans but lucratif — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Office belge du commerce extérieur				
Régularisation de recrutements Mise en place d'une cellule de coopération Cadre du personnel. — Répartition régionale des mandats d'administration Régionalisation. — Transfert du personnel <i>Voir aussi</i> : Commerce extérieur	1374-2	10, 11-13	432	474 474
Office central de crédit hypothécaire				
Pertes encourues par l'Office. — Modalités de mise en œuvre de la garantie de l'Etat. — Crédit communal Holding Situation financière préoccupante de l'Office Question orale de M. de Seny <i>Voir aussi</i> : Institutions de crédit	1386-2 1403-3	5, 8, 10 29-33	2905, 2909, 2919 1904-1905	
Office central des fournitures				
Statut budgétaire spécifique	1111-18	22, 25, 28		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Office de contrôle des assurances <i>Voir: Assurances</i>				
Office de promotion industrielle Intégration du personnel de l'Office dans le personnel de l'Etat	1374-9	1-3, 4-5		
Office de sécurité sociale d'outre-mer <i>Voir: Pensions (Pensions d'outre-mer)</i>				
Office médico-légal Conseil consultatif. — Composition				1164
Office médico-social de l'Etat Activités de l'Office. — Crédits Retard dans le traitement des dossiers	1111-16	15		1362, 1550
Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés Institution à l'Office d'un Fonds d'équipements et de services collectifs. — Politique familiale (Accueil des enfants). — Aide aux enfants malades	1111-15 1115-14	5, 11 10	380, 388, 611 603	
Transfert de bonis de la sécurité sociale <i>Voir aussi: Aliments</i>				
Office national de l'emploi Transfert du produit de la modération salariale à l'O.N.E.M. Suspension des activités du service de contrôle des bureaux régionaux <i>Voir aussi: Budgets (Emploi et Travail) — Travail</i>	1374-3	3, 4-5	2621, 2622	1398, 1903
Office national des débouchés agricoles et horticoles (O.N.D.A.H.) Promotion de la qualité des produits agricoles et horticoles Programme de promotion 1990 Ouverture d'un bureau permanent à Paris <i>Voir aussi: Budgets (Agriculture)</i>	1111-12 1111-12	34-35 36-37		1419
Office national de sécurité sociale Recours en justice Application de la législation linguistique				224, 309 1185
Office national des pensions pour travailleurs salariés Subvention de l'Etat à l'Office. — Diminution <i>Voir aussi: Office national des vacances annuelles</i>	1111-4 1115-2	2 73-74		
Office national des vacances annuelles Intervention de l'Office dans le revenu garanti aux personnes âgées. — Prêt à l'Office national des pensions <i>Voir aussi: Budgets (Généralités)</i> <i>Voir aussi: Vacances</i>	1386-2 1403-2	6, 8, 10-11 2-3		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Office national du Ducroire				
Modification de la loi du 31 août 1939 sur l'Office Projet de loi 1989-1990 Rapport de MM. Weyts et Garcia Amendement de Mme Dardenne et de M. Janzegers Amendement de Mmes Aelvoet et Dardenne Discussion et vote	1051-2 1051-3 1051-4		1850-1868, 1893, 1895- 1896	
Déficit Situation inquiétante de l'Office national du Ducroire en raison de son endettement démesuré et de l'épuisement de la garantie de l'Etat Interpellation de M. Hatry Rapport sur l'activité de l'Office pour l'exercice 1990 Restructuration Emprunt de consolidation dans le cadre de l'allègement de la dette de certains pays en voie de développement <i>Voir aussi</i> : Commerce extérieur — Coopération au développement	1386-2	5, 8	106-108 3035-3036	607, 715 1334
Office national du lait				
<i>Voir</i> : Budgets (Agriculture)				
Office régulateur de la navigation intérieure				
Budgets 1990 et 1991 de l'Office	1111-18	10-11		
Ombudsman				
<i>Voir</i> : Entreprises — Sécurité sociale				
Ordre des travaux				
Ordre des travaux Dépôt en séance plénière d'amendements (Projet de loi remplaçant l'article 179, § 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 [O.N.D.R.A.F.]) Protestation de M. Aerts contre l'inscription <i>in extremis</i> de questions orales après distribution de l'ordre du jour. — Proposition de M. Hatry de ne faire figurer à l'ordre du jour que la rubrique « questions orales » sans précision <i>Voir aussi</i> : Règlement du Sénat Heure des votes en séance plénière Protestation de M. Dierickx contre la réunion simultanée des commis- sions et de l'assemblée plénière <i>Voir aussi</i> : Commissions du Sénat — Interpellations — Motions et motions d'ordre — Règlement du Sénat			287-288, 3040 309-310 1782-1783, 1789 1789, 1883 2607	
Organisation de coopération et de développement écono- mique (O.C.D.E.)				
<i>Voir</i> : Conseil central de l'économie — Impôts sur les revenus (Reve- nus mobiliers) — Monnaie — Rémunérations et salaires — Travail				
Organisation des Nations unies				
Intervention de la Belgique au sein du Conseil de sécurité de l'O.N.U. Question orale de M. De Belder Rôle de l'O.N.U. dans la crise du Golfe <i>Voir aussi</i> : Budgets (Affaires étrangères) Propositions belges au Conseil de sécurité de l'O.N.U.			1165 1524, 1535 1534	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Organisation des Nations unies (suite)				
Position de la Belgique en janvier 1991 à la Conférence du désarmement des Nations unies (<i>United Nations-Test Ban Treaty Conference</i>)			1884-1885	
Question orale de Mme Truffaut				
Initiatives prises dans le cadre de la présidence belge du Conseil de sécurité des Nations unies en matière de respect du droit des gens, du respect des résolutions adoptées et du règlement des conflits régionaux			1963-1968	
Interpellation de M. Pécriaux				
Interprétation exacte des interventions humanitaires prévues par la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies			2123-2128	
Interpellation de M. De Belder				
Commission de la fonction publique internationale. — Présentation d'un candidat				439
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Armes nucléaires				
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord				
Avenir	1111-7	8		
Politique à l'égard de l'Alliance	1111-10	6, 11		
Européanisation de l'Alliance	1111-10	11		
Implantation de dépôts à Malle/Zoersel				313
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Armée — Armes — Gendarmerie				
Organisation internationale du travail				
<i>Voir</i> : Travail				
Organisation mondiale de la santé				
<i>Voir</i> : Sécurité sociale				
Organismes d'intérêt public				
Modification des articles 16, alinéa 1 ^{er} , et 36 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux a.s.b.l. et aux établissements d'utilité publique, modifiés par la loi du 16 mars 1962 et du 10 mars 1975 (Autorisation royale non requise pour l'acceptation des libéralités n'excedant pas 400 000 francs)				
Projet de loi*	1358-1		2781-2782, 2799-2800	
Discussion et vote				
Conseil de direction. — Composition et compétences				1030
Gestion du personnel. — Compétence. — Rôle linguistique du fonctionnaire dirigeant				1882, 1927
<i>Voir aussi</i> : Comptabilité de l'Etat — Entreprises — Impôts sur les revenus — Ministres et Ministères — Pensions (Secteur public)				
Otages				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Gouvernement — Justice				
Ouverture de la session ordinaire 1990-1991			4	
P				
Pacte culturel				
<i>Voir</i> : Commission nationale permanente du Pacte culturel				
Palais des Beaux-Arts				
<i>Voir</i> : Arts				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Papier				
<i>Voir:</i> Fonction publique — Immondices				
Parastataux				
<i>Voir:</i> Pensions (Secteur public)				
Parkings				
<i>Voir:</i> Circulation routière — Handicapés — Société nationale des chemins de fer belges				
Parlement européen				
Siège définitif du Parlement	1111-7	7		
Association du Parlement européen à la modification des traités de Paris et de Rome (Processus d'intégration et de démocratisation de la C.E.)				
Proposition de résolution de M. Dierickx	1286-1			
Rapport de M. Dehousse	1286-2			
Amendement de M. Dierickx	1286-3			
Discussion et vote			2962-2965, 3010, 3020-3021	
Résolutions et recommandations			9, 101-102, 300-301, 693, 745-746, 1072-1073, 1374, 1734, 1947, 2111, 2321, 2761, 3035	
Siège du Parlement européen				
Question orale de M. De Belder			62-63	
<i>Voir aussi:</i> Elections				
Partis politiques				
Modification des articles 4 et 14 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques				
Projet de loi*	1307-1			
Rapport de M. Borremans	1307-2			
Discussion et vote			2079-2080, 2099-2100, 2104	
Examen des rapports financiers des réviseurs d'entreprises sur les comptes enregistrés et clôturés de recettes et de dépenses des A.S.B.L., constituées en vertu de la loi du 4 juillet 1989, ainsi que sur les recettes et les dépenses des partis politiques (exercices 1989 et 1990)				
Rapport de M. Pede, fait au nom de la Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques	1401			
Complément à la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ses dispositions pendant la période électorale (Rendre public, avant les élections, les agissements irréguliers du candidat fautif)				
Proposition de loi de M. Monfils	1429-1			
Rôle de l'opposition en matière de politique internationale			1505	
Déclarations du ministre de l'Intérieur au sujet du « Vlaams Blok »				432, 578
Financement des partis				
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Généralités)				
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Elections — Fonction publique — Gouvernement — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Magistrats — Ministres et Ministères (Généralités) — Règlement du Sénat				
Passeports et visas				
Procédure de visa imposée aux Belges pour se rendre en Australie				1719
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités) (Affaires étrangères) — Finances provinciales et communales — Impôts				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Patrimoine				
Inventaire du patrimoine de l'Etat. — Part qui doit être transférée aux Communautés et aux Régions <i>Voir aussi</i> : Affaires culturelles — Affaires étrangères — Provinces — Régie des Bâtiments	1110-2	61, 65-66		
Pays de l'Est				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Armée — Commerce extérieur — Environnement — Gendarmerie — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Réfugiés				
Pêche				
Pêche maritime				
Politique	1111-12	16		
Situation en 1989-1990	1111-12	23-24		
Mesures d'aide à la pêche maritime	1111-12	37		
Equilibre entre la flotte et le quota de capture	1111-12	37		679
Limitations relatives à la pêche à la sole	1111-12	37		
Pêche à la crevette et concurrence néerlandaise	1111-12	38		
Importations et exportations	1111-12	38		
Contrôle de la pêche	1111-12	38		
Mesures techniques. — Pêche au poisson rond	1111-12	39		
Enseignement de la pêche en mer. — Nombre d'écoles	1111-12	39		
Politique commune pour la pêche			483	
Indemnisation après les tempêtes. — Primes d'immobilisation				159
Droits de pêche belges dans le golfe de Gascogne				160
Flotte de pêche. — Quotas de pêche. — Effets de la hausse du prix des carburants				203
Pêche à la crevette. — Concurrence des pêcheurs néerlandais. — Contrôle				204
<i>Voir aussi</i> : Agriculture — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Mesure de réduction des prises des pêcheurs de la C.E.				1193
Subvention de la C.E. pour la modernisation des ports de pêche				1236
Construction d'un garde-pêche				1251, 1542
Politique commune. — Réduction de la flotte de 40 p.c.				1418
Aide de la C.E. à la modernisation des bateaux de pêche et à des projets d'aquaculture. — Part de la Belgique				1547
C.E. — Aide accordée à la R.F.A. pour la réduction ou cessation de l'activité de bateaux de pêche				1930
Programme de la C.E. pour l'équipement de ports de pêche				1971
<i>Voir aussi</i> : Hygiène et santé — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Pécule de vacances				
<i>Voir</i> : Fonction publique — Handicapés — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Vacances				
Peines				
Effacement des condamnations et réhabilitation en matière pénale (Ancien intitulé: Modification des articles 619, 626 et 627 du Code d'instruction criminelle relatifs à l'effacement des condamnations et à la réhabilitation en matière pénale)				
Proposition de loi de Mme Truffaut 1989-1990				
Rapport de M. Verhaegen	905-2			
Discussion et vote			310-312, 322-323	
Peines alternatives	1111-5	10, 22	391, 396	
Instauration de la libération anticipée				
Proposition de loi de M. Erdman	1238-1			
Projet de loi abolissant la peine de mort			395, 400-401	
Libération conditionnelle. — A.R.			395, 401	
Probation			395-396, 401	
Application. — Extension				600
Indemnisation de la victime				600
Extension aux peines de police				601

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Peines (suite)				
Exécution de peines pénales. — Extradition				1158, 1366
Effacement des peines. — Déchéance du droit de conduire un véhicule				1393, 1753
Grâce royale du 19 juin 1991				1917
<i>Voir aussi</i> : Droit pénal — Etablissements pénitentiaires — Impôts sur les revenus — Justice				
Pensions				
Généralités				
Nouvelles mesures	1111-4	2-3	604, 608	
Prépension	1111-4	4, 5		
	1111-14	12, 23-24, 81-82, 87		
	1115-2	56, 59, 60		
Prépension conventionnelle. — Cotisation spéciale à charge de l'employeur	1111-4	4, 5		
	1115-2	48-49, 54		
	1374-4	2-3		
Cumul d'une prépension conventionnelle et d'une pension de mandataire communal				1101
Nombre de bénéficiaires de la prépension conventionnelle et nombre de pensionnés effectivement remplacés par un chômeur				1801
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Cumul entre une pension de salarié et une pension d'indépendant	1111-4	5		
Nombre de bénéficiaires par régime, par avantage et par catégorie	1111-4	10		
Travail autorisé pour les pensionnés	1111-14	82		
Evolution financière du régime des pensions	1111-15	2, 5-6	366, 446, 611	
Adaptation des pensions à l'évolution du bien-être général	1115-2	73, 74, 75		
	1115-4	3		
	1403-2	3		
Majoration des pensions minimales	1115-2	74		
Instauration de l'âge flexible de la retraite	1115-2	74		
	1374-4	6		
	1403-2	3, 4		
	1115-2	74		
Adaptation technique d'une disposition de la loi du 20 juillet 1990				
<i>Voir aussi</i> : Pensions (Indépendants)				
Mauvaise coordination entre les différents services des pensions	1115-2	75		
Etablissement de certaines relations entre des régimes belges de pension et ceux d'institutions de droit international public				
Projet de loi*	1255-1			
Rapport de M. Hofman	1255-2			
Discussion et vote			1949-1955, 1989-1990	
Journée d'étude sur les perspectives pour nos pensions après l'an 2000, organisée le 9 janvier 1991 en présence de son Altesse Royale le prince Philippe	1310			
Modification de l'article 36 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions (Pensions de réparation accordées aux invalides militaires du temps de paix)				
Proposition de loi de MM. Cardoen et Leclercq	1346-1			
Assouplissement des modalités de l'octroi d'une pension de retraite aux travailleurs salariés et suppression de l'intervention administrative des communes en la matière				
Proposition de loi de M. Valkeniers	1432-1			
Manque de réserves pour les pensions			1509	
Cartes mensuelles de pointage pour prépensionnés				
Question orale de M. Mathot			1775-1776	
Prise en compte des années d'études dans le calcul de la pension				
Question orale de M. Van Hooland			2915	
Pension comprenant une allocation pour l'aide d'une tierce personne. — Paiement par virement à un compte personnel				933
Pensions complétées par un revenu garanti. — Paiement par virement				1339
Réduction de la pension par suite d'une erreur de calcul de l'indexation				1339
<i>Voir aussi</i> : Accidents du travail — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) (Impôt des non-résidents) (Charges et dépenses déductibles) — Maladies professionnelles — Politique sociale (Dispositions sociales) — Services d'incendie — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Pensions (suite)				
Indépendants				
Octroi aux travailleurs indépendants d'une pension de retraite et de survie au moins égale au montant annuel du revenu garanti aux personnes âgées Proposition de loi de M. Bock et de Mme Delruelle-Ghobert 1989-1990 Rapport de M. Van den Broeck Discussion et rejet	985-2		687-688, 718	
Plan de rattrapage de la pension minimum sur le revenu garanti aux personnes âgées (Plan quinquennal)	1111-4 1111-13 1115-4	3 6 3	447, 613, 2931	
Activité autorisée des pensionnés Calcul du revenu professionnel. — Décompte des cotisations de modération	1111-13	6		1511 2070
Pension libre complémentaire Formule de la flexibilité de l'âge de la retraite	1111-13 1111-13	6 6		
Suppression de la réduction de 5 p.c. par année d'anticipation avant 65 ans	1111-13	6		
Nouvelles mesures Subvention de l'Etat au régime. — I.N.A.S.T.I. Voir aussi: Politique sociale (Dispositions sociales)	1115-4 1115-4	2-5 3, 4-5	612, 613	
Mesures budgétaires. — Equilibre financier. — Emprunts souscrits par l'I.N.A.S.T.I.	1403-4	2	2903-2904, 2931-2932	
Droits à la pension d'une aidante divorcée Calcul du revenu professionnel. — Régularisation des cotisations de modération				632
Retard dans le traitement des dossiers Voir aussi: Allocations familiales — Pensions (Généralités) (Travailleurs et assurés libres) — Politique sociale (Dispositions sociales) — Statut social des travailleurs indépendants				1061 1463, 1465
Pensions de réparation				
Modification des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948, en ce qui concerne la pension de réparation du conjoint survivant d'un invalide militaire Proposition de loi de M. Cardoen Rapport de M. Marchal Discussion et vote	1133-1 1133-2		2427-2428, 2448	
Modification des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948, en ce qui concerne la réparation due aux parents perdant un fils ou une fille en service actif à l'armée Proposition de loi de M. Cardoen	1134-1			
Invalides militaires en temps de paix. — Remboursement des soins médicaux et pharmaceutiques pour objecteurs de conscience. — Commission Voir aussi: Pensions (Généralités) — Victimes de la guerre				217, 363 537, 584, 930
Pensions d'outre-mer				
Pension coloniale du secteur public. — Assimilation du service militaire et des années d'études aux activités professionnelles Discrimination par rapport aux autres régimes				677 1692, 1693
Secteur public				
Diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public Projet de loi 1989-1990 Rapport de MM. Garcia et Marchal Amendement de M. Hatry Discussion et vote	1050-2 1050-3		1599-1622, 1720-1721-1722	
Crédits budgétaires Pension des avoués Voir aussi: Code judiciaire	1111-4 1111-4	2, 4 5, 11	441, 442	
Organismes pararégionaux et paracommunautaires, issus d'anciens parastataux nationaux affiliés à la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public Voir aussi: Politique sociale (Dispositions sociales)	1115-5	1-11		
Pension anticipée du personnel statutaire des universités soumises à un plan d'assainissement ou de restructuration Voir aussi: Politique sociale (Dispositions sociales)	1115-6	1-5		
Pensions des médecins des hôpitaux du secteur public	1374-3	3	2621	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Pensions (suite)				
Secteur public (suite)				
Greffier provincial	1374-6	2-4	2649	
Pension de retraite du personnel de l'enseignement provincial et d'écoles dépendant d'un C.P.A.S. — Amendement du Gouvernement	1374-6	4-21	2649	
Assouplissement des règles de cumul d'une pension de survie du secteur public avec une pension de retraite. — Amendement du Gouvernement	1374-6	22-23	2649	
Mesures budgétaires. — « Pool des parastataux ». — Fonds budgétaire organique	1403-3	3-7		
Parastataux affiliés au régime instauré par la loi du 28 avril 1958. — Répartition de la masse des pensions	1403-3	37-42		
Modification de la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix (Taux d'invalidité)				
Proposition de loi de M. Cardoen	1422-1			
Péréquation des pensions du personnel enseignant			1331-1332	
Question orale de M. De Bondt				370
Nouveau coefficient de péréquation				781
Limite d'âge. — Fonctions que les agents pensionnés peuvent encore exercer				1192
Majoration des traitements des professeurs de la Communauté flamande. — Péréquation des pensions				1235
Octroi d'une bonification de temps pour les périodes d'études				1267
Mise à la pension de militaires. — Application des lois coordonnées				1586
Pensions de militaires. — Péréquation				1730
Droits à la pension des enseignants désignés comme assistant du chef d'école				1768
Enseignement. — Personnel d'entretien. — Mise en disponibilité pour cause d'invalidité avec pension minimum. — Perte de l'avantage lorsque le conjoint obtient une pension de retraite				1928
Enseignement. — Perte du droit à la pension de retraite par suite d'une sanction disciplinaire				
Voir aussi: Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Code judiciaire — Institut économique et social des classes moyennes — Politique sociale (Dispositions sociales) — Provinces — Société nationale des chemins de fer belges — Télégraphes et Téléphones (Personnel)				
Travailleurs et assurés libres				
Complément à l'article 26, § 2, de l'A.R. du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (Chômeurs âgés)				
Proposition de loi de M. Dierickx et de Mme Nélis	1072-1			
Droits à la pension de Belges mis au travail contre leur gré pendant la deuxième guerre mondiale sur le territoire est-allemand	1111-4	4, 5		279, 584, 737
Adaptation tardive des pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général			278-279	
Question orale de M. Bourgeois				203, 224, 404
Cumul d'une pension de retraite et d'une allocation de maladie professionnelle				374
Couple d'indépendants. — Conditions d'exercice d'une activité professionnelle par l'épouse bénéficiaire d'une pension de salariée. — Quotient conjugal				422
Carrière complète de 40 ans pour les femmes				512
Preuve de la carrière professionnelle. — Périodes simultanées ou consécutives d'étude et de travail au Zaïre				1146
Age de la pension. — Suppression du quota amputé par année de pension anticipée				1234
Pension de retraite anticipée. — Nombre de bénéficiaires				1415
Ouvriers diamantaires. — Calcul de la carrière. — Assimilation des années d'apprentissage aux années obligatoires de la carrière professionnelle				1505
Exercice simultané d'une profession salariée et d'une profession d'indépendant. — Droit à la pension				1506
Ressortissants belges avec statut d'employé, occupés au Maroc				1506
Cumul d'une pension d'indépendant et d'une pension dans le régime employé. — Prise en considération des revenus pour le calcul de la pension avant ou après l'attribution au conjoint aidant				1506
Pensionnés exerçant une activité professionnelle. — Limites de revenus autorisés. — Origine territoriale du revenu				1544

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Pensions (suite)				
Travailleurs et assurés libres (suite)				
Travail autorisé dans les régimes de pension. — Calcul du revenu professionnel. — Décompte des cotisations de modération				2070
Travailleuse poursuivant son activité professionnelle après 60 ans. — Indemnité d'incapacité de travail				2071
<i>Voir aussi:</i> Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) — Office national des pensions pour travailleurs salariés — Pensions (Généralités) — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Permis de conduire				
<i>Voir:</i> Inspection automobile et permis de conduire				
Personnel de l'Etat				
<i>Voir:</i> Fonction publique — Office de promotion industrielle				
Personnel infirmier				
Formation du personnel infirmier	1111-15	10		
Revalorisation et valorisation du travail	1111-16 1115-3	3-4 1-7	451, 600, 601	
<i>Voir aussi:</i> Art de guérir — Etablissements hospitaliers				
Echelles de traitement	1111-16	9, 10, 11, 12		
Revendications. — C.C.T.	1111-16	11-12	453 610	
Intervention dans les frais supportés par les infirmières stagiaires				
Revendications du personnel infirmier				
Question orale de M. Peeters				2112-2113
Statut du personnel soignant et des médecins spécialistes				
Question orale de M. Valkeniers				2686-2687
Représentation des infirmières indépendantes dans les organes de l'I.N.A.M.I.				694, 1095
Recrutement de personnel infirmier. — Soins après l'accouchement. — Egalité des hommes et des femmes				801, 805, 878, 894
Infirmiers indépendants. — Mesures de lutte contre la surconsommation				1478, 1682
<i>Voir aussi:</i> Art de guérir — Assurances — Conseil national du travail — Etablissements hospitaliers — Institut national d'assurance maladie-invalidité — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Personnes âgées				
Maisons de repos et de soins (M.R.S.)			451	
Intervention de l'assurance maladie pour les patients M.R.S.			595, 610	
Maisons de repos			453	
Maisons privées. — Intervention des C.P.A.S. dans les frais de séjour				894, 945
Financement du fonctionnement des maisons de repos et de soins				
Question orale de M. Mathot				2042-2043
<i>Voir aussi:</i> Centres publics d'aide sociale — Chômage — Handicapés — Ministres et Ministères (Europe 1992-Secrétaire d'Etat) — Pensions (Indépendants) — Revenu garanti				
Petites et moyennes entreprises				
<i>Voir:</i> Classes moyennes				
Pétitions				
Pétitions sur laquelle la Commission a statué				
Feuilleton n° 1	1156			
Pétitions. — Renvoi aux commissions			62, 102, 170, 267, 378, 955, 1120, 1267, 2033, 2258, 3036	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Pharmaciens				
Modification des dispositions relatives à l'ouverture, à la transmission et à la fusion des officines pharmaceutiques	1143-1			
Proposition de loi de M. Monfils				536, 618
Refus de fermer l'officine pendant la période de vacances				1357
Garde du week-end ou pendant les vacances. — Supplément de prix				
Implantations et reprises d'officines. — Jeunes pharmaciens indépendants				1618, 1935
Condamnation de la Belgique par la Cour européenne de Justice. — Diplôme de pharmacien hospitalier. — Suite à donner à l'arrêt				1691
Accords de coopération avec la Tchécoslovaquie				1919
Voir aussi: Art de guérir — Communautés européennes — Police — Produits pharmaceutiques — Publicité				
Police				
Contrôle des services de police et de renseignements. — Projet de loi organique	1111-5	4, 6, 16-17		
	1111-11	4	400, 438	
Nomination des membres et d'un greffier du Comité permanent de contrôle des services de renseignements (Loi du 18 juillet 1991)			3044	
Interpol	1111-5	8-9, 21		915
Statut, budget et objectifs				
Problématique de la police communale	1111-6	2-10	407-408, 410, 411	
Collaboration intercommunale. — Permanences de police 24 heures sur 24	1111-6	2, 3-4-5, 6, 9	404, 405, 406, 407, 408, 410	
Revalorisation du statut pécuniaire du policier	1111-6	2, 3, 4, 5	406	
Instauration d'un système d'alerte calqué sur le modèle de celui des pompiers	1111-6	3, 6		
Réforme. — Tables rondes provinciales	1111-6	5, 6, 7	406, 407, 410	
Tâches administratives. — Missions judiciaires	1111-6	7, 8	406	
Auxiliaires de police	1111-6	10		
Revalorisation de la fonction d'agent de quartier			396, 401	
Restructuration et revalorisation			406-407, 411	
Crédit pour l'équipement de télécommunications			410	
Policiers communaux qui suivent une formation	1111-6	7, 9	406	
Etude de la V.U.B. relative aux rapports entre la population et la police	1111-6	9		
Police communale				
Surveillance du trafic	1111-18	19		
Octroi d'une part du produit des amendes	1111-18	19		
Circulation routière. — Verbalisation des stationnements interdits	1111-18	19-20		59, 865
Missions administratives				175, 273, 908, 1140
Réquisition par les huissiers de justice				301
Disponibilité pour convenance personnelle. — Compétence				502, 670
Loi organique du contrôle des services de police et de renseignements				
Projet de loi*	1258-1			
Rapport de M. Mouton	1258-2			
Amendement de M. Tant et consorts	1258-3			
Amendements de M. Desmedt	1258-4			
Discussion et vote			2749-2758, 2849-2870, 3010-3011, 3023	
Réforme des services de police			437	
Meilleure intégration entre les différents services de police			438, 439	
Collaboration gendarmerie-police communale			438	
Permanences 24 heures sur 24			439	
Réquisition de la police communale par les huissiers de justice				
Interpellation de M. Cardoen			1968-1972	
Déplacement de voitures. — Choix d'une firme				502, 671
Messages publicitaires sur les voitures de police				647, 931
Match de coupe Anderlecht-Club brugeois. — Mesures de sécurité. — Coût de l'intervention policière				803, 1188
Officiers de police. — Délégation de responsabilités				1157, 2053
Conventions avec des associations de pharmaciens, en ce qui concerne les prestations nocturnes				1210, 1497
Nouvelles tâches dans le cadre de la législation sur l'environnement				1398
Campagne publicitaire pour le corps de police de Bruxelles. — Refus de visa de la Cour des comptes				1434

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Police (suite)				
Emploi de matraques en bois pendant les manifestations				1500
Police aéroportuaire de la Régie des Voies aériennes. — Emploi des langues lors de la constatation d'infractions à la circulation				1777
Stationnement illégal sur des accotements plantés				1783
Police d'Ixelles. — Engagement d'agents. — Application de la législation linguistique				1783, 1832
Ecole de police à Anvers. — Visite d'une mosquée turque				1832
Missions de police judiciaire. — Paiement des frais				1845
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Budget général des Dépenses) — Circulation routière — Communes — Criminalité et violence — Etrangers — Ministres et Ministères (Intérieur, Modernisation des Services publics, et Institutions scientifiques et culturelles nationales) — Police judiciaire				
Police judiciaire				
Ajouts dans des procès-verbaux				1209
<i>Voir aussi:</i> Communes — Justice — Police				
Politique scientifique				
Création de l'Institut royal d'établissements scientifiques et culturels nationaux, et de l'Institut royal des Sciences de la Terre et de l'Espace				
Projet de loi*	1080-1			
Rapport de M. Henneuse	1080-2			
Discussion et vote			775-784, 902-903	
Programme budgétaire interdépartemental complet de la politique scientifique	1110-2	8		
	1111-20	3		
Politique	1111-3	7-8, 10		
Restructuration des crédits	1111-12	4		
Rôle de la recherche agronomique	1111-12	14-15		
Crédits pour la recherche médicale. — (R-D). — F.N.R.S. — Amendements	1111-16	36, 39-41		
Projet <i>Airbus</i>	1111-17	36		
Fédéralisation de la politique. — Politique scientifique nationale (Art. 6bis, § 3, loi spéciale du 8 août 1988)	1111-20	2, 25, 33-34	505, 506, 507	
Programmes orientés vers les sciences humaines et l'encadrement de la politique	1111-20	3		
Augmentation des crédits	1111-20	3	506, 507	
Fractionnement des crédits entre plusieurs départements. — Concentration de l'ensemble de la politique scientifique au sein d'un seul département	1111-20	3, 5, 6, 7	505, 506, 507	
Recherche spatiale	1111-20	3-4	507	
Recherche parallèle portant sur les conséquences sociales de l'application de nouvelles techniques dans le cadre de la recherche appliquée	1111-20	4		
Problème des déchets nucléaires	1111-20	4, 8		
Contrôle parlementaire sur l'affectation des crédits	1111-20	4, 5, 10	505, 507, 508	
<i>Technology and science assessment</i>	1111-20	4, 8, 9		
Expansion universitaire (Recherche en matière d'enseignement)	1111-20	5, 7-8, 10		
Programmes de recherche nationaux	1111-20	5-6		
Recherche sociale	1111-20	6, 8, 9, 24	506	
Recherche universitaire	1111-20	7, 8, 9, 10, 11	506	
Conseil national de la politique scientifique	1111-20	7, 10		
Rôle des pouvoirs publics	1111-20	9		
Projet M.I.R.A.S. d'installation d'un spectromètre infrarouge à bord de la station orbitale soviétique <i>Mir 2</i> . — Institut belge d'aéronomie spatiale	1111-20	11, 13, 35-36		
Institutions scientifiques et culturelles nationales	1111-20	11-18		
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Intérieur, Modernisation des Services publics, et Institutions scientifiques et culturelles nationales)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Politique scientifique (suite)				
Coordination pour les divers programmes de recherches nationaux, tant entre les départements nationaux que vis-à-vis des Communautés et des Régions	1111-20	18-25, 31-32		
Crédits scientifiques à destination internationale	1111-20	24-25	506	
Recherche en matière de management et de gestion du personnel à la fonction publique			506, 508	
Création d'une commission consultative pour le Gouvernement et le Parlement			506, 508-509	
Statut du chercheur. — Revalorisation du statut des chercheurs et du personnel des établissements scientifiques de l'Etat			507, 508	
Communautés européennes			507, 508	
Enquête sur l'efficacité de la politique dans le secteur des finances publiques			507, 508	
Nécessité d'une étude approfondie du secteur public			2093-2094	
Programme de recherche « Citoyen et protection juridique »				250, 297, 298, 469, 490, 693, 697, 811, 838
Question orale de M. Arts				
Recherche scientifique. — Montants. — Ventilation régionale				533, 543, 810, 838
Recherche scientifique. — Programme de recherche relatif aux supra-conducteurs à haute température				1293
Réduction des dépenses pour la fabrication de prototypes et pour la recherche technologique avancée				
<i>Voir aussi:</i> Animaux et protection des animaux — Armée — Budgets (Affaires économiques) (Gendarmerie) (Prévoyance sociale) (Travaux publics) — Commissions du Sénat — Fonction publique — Informatique — Ministres et Ministères (Défense nationale) (Politique scientifique - Secrétaire d'Etat) (Vice-Premier Ministre, Budget et Politique scientifique) — Musées — Régions et Communautés — Tabac				
Politique sociale				
Lutte contre la pauvreté. — C.P.A.S.	1111-16	26-30, 35	454, 601-602	
Dispositions sociales (Equilibre financier et subvention à la sécurité sociale — A.M.I. : contrôle budgétaire; honoraires et conventions et accords médico-mutualistes; biologie clinique; transfert à l'I.N.A.M.I. des missions de rééducation du F.N.R.S.H.; indemnités d'invalidité; amende pour publicité interdite émanant de personnes n'ayant pas la qualité de dispensateur de soins; I.N.A.M.I. et mutualités — « Faux indépendants » dans les s.c. — Caisse des soins de santé de la S.N.C.B. — Allocations familiales — Maladies professionnelles — Accidents du travail — Loi sur les hôpitaux: structuration de l'activité infirmière — Médicaments) (Travail: Prestations de nuit — Travail et chômage à temps partiel — Prépension — Protection de la maternité — Suspension du contrat de travail pour cause économique — Réintégration des travailleurs en incapacité de travail et des chômeurs de longue durée — <i>Maribel</i> et Fonds pour l'emploi — Contractuels subventionnés — Réduction des cotisations patronales — Durée du travail dans la construction) (Pensions: salariés, indépendants et secteur public — Revenu garanti) (Subside au statut social des indépendants; pensions — Registre central du commerce et de l'artisanat) (Minimex — Avance sur pension alimentaire; C.P.A.S.) (R.V.A. et Eurocontrol — Reprise de personnel de la S.N.C.B. par la Régie des Postes et la R.T.T. — Emprunt de consolidation en faveur des pouvoirs subordonnés bruxellois — Risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles — Remboursement de subside par la R.T.T. à l'Etat) (Modification de la loi relative à la santé des animaux et de la loi relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime; application de la politique agricole commune; epizooties; extension des pouvoirs de règlement du Roi et du Ministre; secteur du sucre et des betteraves) (Pensions du secteur public: organismes pararégionaux ou paracommunautaires; personnel des universités soumises à un plan d'assainissement)				
Projet de loi	1115-1			
Rapport (Commission Affaires sociales) de MM. Taminiux et Priëls	1115-2			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Politique sociale (suite)				
Dispositions sociales (suite)				
Rapport (Commission Santé publique et Environnement) de M. Mahoux	1115-3			
Rapport (Commission Agriculture et Classes moyennes) de M. Van Nevel	1115-4			
Rapport (Commission Finances) de M. Hofman	1115-5			
Rapport (Commission Enseignement et Sciences) de Mme Lichten-Croes	1115-6			
Rapport (Commission Infrastructure) de M. Cools	1115-7			
Rapport (Commission Intérieur) de M. Pinoie	1115-8			
Texte adopté par les Commissions	1115-9			
Amendements de M. Boël et consorts	1115-10			
Amendements de Mmes Harnie et Nélis	1115-11			
Amendement de M. Desmedt	1115-12			
Amendement de M. Bock	1115-13			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts	1115-14			
Discussion			586-589	
Section: Affaires sociales				
Section: Santé publique, Environnement et Emancipation sociale			589-596, 597-612	
Section: Agriculture et Classes moyennes			612-614	
Section: Finances			614	
Section: Enseignement et Sciences			614	
Section: Infrastructure			614	
Section: Intérieur			614	
Discussion des articles			614-672	
Votes réservés			705-710	
Vote			715-716	
Modification de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales (Entrée en vigueur de l'article 81 — Registre national des personnes physiques — Allocations familiales en faveur des enfants placés dans une institution)				
Proposition de loi de M. Deneir	1223-1			
Rapport de M. Vannieuwenhuyze	1223-2			
Discussion et vote			1622-1623, 1722	
Dispositions sociales et diverses (<i>Fonction publique</i> : Modification loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre autorités publiques et syndicats: droits minimaux et cohérence intersectorielle — Assujettissement d'agents licenciés à l'assurance-chômage et à l'A.M.I. — Temporaires et C.M.T. — Cotisation spéciale à charge des isolés et familles sans enfant — Régularisation de recrutements à l'O.B.C.E. — Procédure d'engagement de contractuels subventionnés) (<i>Dispositions sociales</i> : O.N.S.S.: transfert de données par support électronique — O.N.S.S. des administrations provinciales et locales — Pourvoyeurs de main-d'œuvre [O.N.S.S.] — Sécurité sociale marins de la marine marchande — Devoirs des prestataires [A.M.I.] — Commissions I.N.A.M.I. — Fonds spécial de solidarité: médicaments — Maladies professionnelles: indemnités de maternité et « d'écartement » — Suppression de l'exigence d'une durée de résidence préalable pour l'octroi du minimex, des allocations aux handicapés, du revenu garanti et des allocations familiales [réfugiés et étrangers] — Comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale — Financement du contrôle des assureurs-loi [accidents du travail] — Loi du 6 août 1990 relative aux mutualités: notion « membre d'une mutualité »; liste des administrateurs — Allocations aux handicapés de moins de 21 ans — Président du Comité de surveillance de la Banque-carrefour de la sécurité sociale et de la Commission de la protection de la vie privée; remplacement — Pension des médecins des hôpitaux du secteur public) (<i>Pensions</i> : Revenu garanti — Cotisation spéciale patronale sur prépension conventionnelle — Greffiers provinciaux — Personnel de l'enseignement — Cumul) (<i>Emploi et Travail</i> : Durée du travail dans la construction — Amendes administratives — Travail à temps partiel — Interruption de carrière: préavis — Le C.C.T. n'est pas un acte administratif — Fonds pour l'emploi — Stagiaires secteur public; immigrés — Arriérés de pension: subrogation de l'O.N.E.M. et de l'LN.A.-M.I., par dérogation à l'article 1410 du Code judiciaire — Art. 11ter de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail: contrat de remplacement; fonctionnaire — Programmes régionaux de résorption du chômage: préavis réduit — Institut national de recherche sur les conditions de travail) (<i>Santé publique</i> : I.H.E.: validation de contrats de membres du personnel —				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Politique sociale (suite)				
Dispositions sociales et diverses (suite)				
Dissémination d'organismes génétiquement modifiés — I.E.V.) (Justice: Sociétés coopératives — Revalorisation statut pécuniaire des membres de l'ordre judiciaire: Code judiciaire — Institut national de criminalistique — Autorisation d'acquisition d'arme de défense) (Intérieur: Fonds de gestion des arretés visés à l'article 36 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat) (Affaires économiques: Intégration du personnel de l'Office de promotion industrielle dans le personnel de l'Etat — Confirmation du statut du personnel du Bureau du Plan)				
Projet de loi	1374-1			
Rapport (Articles 1 ^{er} à 13 et 117 à 121) (Intérieur) de M. Cardoen	1374-2			
Rapport (Articles 14 à 39, 41 à 50 et 55 à 64) (Affaires sociales) de M. Deghilage	1374-3			
Rapport (Articles 65, 66 et 68 à 100) (Affaires sociales) de M. Schoeters	1374-4			
Rapport (Articles 40 et 101 à 106) (Santé publique) de M. Vanha- verbeke	1374-5			
Rapport (Article 67; Titre III, Chapitre IV, art. 1 ^{er} à 17; Titre III, Chapitre V, art. 1 ^{er} à 3) (Pensions) de M. de Wasseige	1374-6			
Rapport (Articles 51 à 54 et 107 à 116) (Justice) de M. Arts	1374-7			
Rapport (Articles 127 à 135) (Justice: Sociétés coopératives) de M. Arts	1374-8			
Rapport (Articles 122 à 126) (Economie) de M. Hofman	1374-9			
Rapport (Articles 55bis, 55ter et 126bis) (Classes moyennes) de M. Van Nevel	1374-10			
Texte adopté par les Commissions	1374-11			
Amendement de MM. Anthuenis et De Backer	1374-12			
Amendement de M. Van Aperen	1374-13			
Amendement de M. Van Aperen et consorts	1374-14			
Amendement de M. Wintgens	1374-15			
Amendement du Gouvernement	1374-16			
Amendement de M. Arts	1374-17			
Amendements de M. Arts	1374-18			
Amendement du Gouvernement	1374-19			
Discussion				
Discussion générale			2608-2610	
Section: Intérieur			2615-2621, 2710-2711	
Section: Affaires sociales (voir 1374-3)			2621-2635	
Section: Affaires sociales (voir 1374-4)			2635-2646	
Section: Santé publique et Environnement			2646-2649	
Section: Finances			2649-2654	
Section: Economie			2654-2655	
Section: Agriculture et Classes moyennes			2655-2656	
Section: Justice			2660-2662	
Section: Justice (Sociétés coopératives)			2662-2679	
Votes réservés			2717-2721	
Vote			2725-2726	
Projet de loi portant des dispositions sociales et diverses. — Protesta- tion contre le mode de travail imposé aux commissions et au Parlement	1374-3	4	2608, 2609, 2621, 2623	
Désintérêt de plus en plus net pour le secteur non marchand			375, 376	
Politique du Gouvernement			443, 452	
Acquis sociaux			1508, 1510, 1521	
Projet de loi portant des dispositions sociales Voir aussi: Commissions du Sénat			448	
Crédits en faveur des plus défavorisés			462, 464	
Interprétation de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales				
Question orale de Mme Delruelle-Ghobert			1124-1125	
Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses)				
Pollution de l'air				
Emission totale de CO ₂ en Belgique	1111-17	52-53		
Application de la législation relative aux rejets atmosphériques. — Contrôle. — Rejets de dioxine et de furane				943
Voir aussi: Circulation routière — Environnement				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Pollution des eaux				
Situation des eaux de surface et des eaux souterraines. — Nutriments provenant des eaux de surface domestiques. — Lessives sans phosphates	1111-16	25	454, 456	
Présence des pesticides dans l'eau potable Question orale de M. Gryp			1982	
Concertation avec la France au sujet de l'assainissement du bassin de la Lys Question orale de M. Van Hooland <i>Voir aussi:</i> Environnement			2117-2118	
Ponts				
<i>Voir:</i> Société nationale des chemins de fer belges — Voies navigables				
Population				
Recensement décennal des habitants et des habitations Recensement 1991	1111-17	13-14, 19, 29-30	497	
Subventions aux communes (Budget Affaires économiques) <i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités)	1403-6	1-2		
Agents recenseurs. — Chômeurs Estimation du coût Respect de la vie privée. — Contrôle des agents recenseurs				755, 1883 963 963
Recensement 1981. — Traitement des résultats. — Coût. — Services de l'I.N.S. mis à contribution				702
Recensement de la population. — Qualité des parlementaires et des ministres				1255 1405
Nouvelles questions facultatives. — Sondages				
Registres de population, cartes d'identité et modification de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques (Ancien intitulé: Registres de population et cartes d'identité)				
Projet de loi	1150-1			
Rapport de M. De Loor	1150-2			
Amendement de M. Janzegers et consorts (Emploi des langues)	1150-3			
Amendements de M. Luyten (Emploi des langues)	1150-4			
Rapport complémentaire de M. De Loor (Emploi des langues)	1150-5			
Amendement de M. Tant et consorts (Emploi des langues)	1150-6			
Amendements de M. Lallemand et consorts (Emploi des langues)	1150-7			
Amendement de M. Desmedt (Emploi des langues)	1150-8			
Amendement subsidiaire de M. Luyten (Emploi des langues)	1150-9			
Amendement du Gouvernement (Emploi des langues)	1150-10			
Discussion et ajournement du vote			2190-2199, 2228-2229 2474-2483, 2523, 2525-2526	
Discussion et vote				
Désignation des agents recenseurs en vue du prochain recensement de la population et des logements Question orale de M. Mouton			1120-1121	
Rémunération et désignation des agents recenseurs devant effectuer le recensement décennal de la population et des logements Question orale de M. Van Hooland			1121	
Organisation du recensement général décennal de la population et des logements Question orale de M. Van Hooland			1558	
Recensement général de la population et des logements Question orale de M. Vandenhoute			1778-1779-1780, 1781	
Recensement décennal 1991 Question orale de M. Van Hooland			1779-1780	
Organisation du recensement général de la population et des logements dans le respect des lois coordonnées du 16 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative Question orale de M. Desmedt			1779-1780	
Résidences de week-end. — Inscription obligatoire aux registres de la population				412
Inscription des étudiants aux registres de la population de l'endroit des études				732, 751, 758, 866, 892
<i>Voir aussi:</i> Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Porcheries				
<i>Voir</i> : Animaux et protection des animaux — Elevage — Epizooties				
Ports				
Anvers				
<i>Voir</i> : Voies navigables				
Bruxelles				
<i>Voir</i> : Impôts sur les revenus — Voies navigables				
Gand				
<i>Voir</i> : Société nationale des chemins de fer belges				
Zeebrugge				
Rattachement de l'avant-port de Zeebrugge au territoire de la ville de Bruges				
Projet de loi	1132-1			
Rapport oral de M. De Loor, discussion et vote			700-701, 719	
<i>Voir aussi</i> : Publications				
<i>Voir aussi</i> : Pêche				
Postes				
Institut belge des services postaux et des télécommunications	1111-19	2, 15, 16-17		
<i>Voir aussi</i> : Entreprises — Télégraphes et Téléphones				
Modernisation de la Poste	1111-19	2, 18-19		
<i>Team Consult</i>	1111-19	2		
Amélioration du service à la clientèle	1111-19	10-11, 21		
Construction des nouveaux centres de tri d'Anvers et de Charleroi	1111-19	13, 20, 22-24		
	1115-7	6		
Evolution des recettes de la Régie	1111-19	15, 16		
Evolution du trafic postal	1111-19	21, 24-25		
Système de la distribution anticipée	1111-19	21, 25		
Situation tragique de la région bruxelloise en matière de distribution du courrier			69-70	
Question orale de M. Hasquin				
Avenir du centre de tri postal de Namur X dans le contexte de la nouvelle structure postale			509-510	
Interpellation de M. Barzin				
Retard dans la construction, en Wallonie, des bureaux principaux de la poste			1173-1174	
Interpellation de M. Bouchat				
Malaise qui sévit au sein du personnel et de la clientèle de la poste			2049, 2053	
Interpellation de M. Cardoen				
Application du service dit de week-end dans la distribution des hebdomadaires d'information			2113	
Question orale de M. Tant				
Retard important dans la construction des bâtiments des postes de Libramont et d'Arlon			2688-2689	
Question orale de M. Bouchat				
Facteurs féminins. — Nouvel uniforme				156
Envoi recommandé. — Indemnité en cas de perte. — Remise tardive				176, 276
Perturbations postales dans la région de Tournai				278
Adaptation des numéros postaux				
Brochure « De Belgische Postnummers ». — Emploi des langues				316
« Brucargo ». — Dénomination				368
Difficultés pour l'adaptation des programmes d'ordinateur des particuliers				417
Utilisation de l'appellation des anciennes communes				675
Distribution pour le secteur privé. — Correspondance publicitaire relative à la carte de crédit « Diners Club/Postchèque ». — Franchise postale				480
Franchise de port				
pour les administrations locales				511
pour les parlementaires				1081, 1375
Transfert à Herne du bureau de poste de Biévène				695, 780

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Postes (suite)				
Bâtiments				
Nouveaux bâtiments pour le bureau de poste d'Arlon I				735
Construction d'un bureau de poste principal à Ath				781
Equipement du nouveau bureau de poste à Herk-de-Stad sur le plan de l'automatisation et de la communication				826
Achèvement du nouveau bureau de poste à Herk-de-Stad				887
Construction d'un nouveau bureau à Gerpinnes				933
Location d'un nouveau local pour la sous-perception de Rummen				1045, 1106
Hangar à Ath. — Alternatives				781
Postiers. — Tenue. — Livraisons tardives				886
Investissements en informatique				986
Usage d'abréviations (sigles) dans le courrier interne				1030
Avenir des bureaux de poste de Habay-la-Neuve et de Marbehan				1046, 1191
Centre de tri Anvers X. — Allocation de gestion. — Interprétation des dispositions 3.3.1.1/3 de l'O.J. du 31 janvier 1991				1162, 1304
Envois frauduleux. — Mesures à prendre. — Circulaire				1212, 1376
Situation de la distribution du courrier dans la région bruxelloise				1377
Fusion de bureaux de poste. — Suppression de la distribution du matin. — Communes de Harelbeke et de Hulste				1377
Doléances concernant les services « taxipost » et « exprès »				1835
Entreprises belges. — Envois massifs à partir des Pays-Bas				2000
Mauvais fonctionnement de la distribution postale. — Bureau d'Enghien/Edingen				2031
Voir aussi: Cartes d'identité — Entreprises — Télécommunications — Timbres-poste				
Office des chèques postaux				
Rémunération à verser par l'Etat à la Régie pour les charges du Service des chèques et virements postaux	1111-19	27, 28		
Virements. — Adresses en langue française				368
Estampillage des volants de virements et de versements destinés au paiement des taxes de circulation et des redevances de radiodiffusion				2046
Personnel				
Politique du personnel	1111-19	12		
Recrutements	1111-19	12-13		
Absentéisme. — Comparaison avec les pays voisins				220, 277
Malaise	1111-19	21-22, 25-26		
Crédits d'heures supplémentaires	1111-19	22		
Reprise de personnel de la S.N.C.B. par la Régie	1115-7	4-6		
Voir aussi: Politique sociale (Dispositions sociales)				
Malaise dans les services de la région postale de Charleroi			1640-1641	
Question orale de Mme Nélis				909, 985
Horaires flexibles				
Agents utilisant un appareillage personnel d'informatique. — Indemnisation				1010, 1106
Accidents du travail. — Paiement des prestations médicales				1029
Situation des employés d'Anvers X. — Problèmes pour l'octroi des congés				1191
Nominations au grade de contrôleur adjoint principal. — Critères				1232
Emplois vacants dans la région de Louvain				1457
Pénurie d'effectifs au bureau principal de Tirlemont				1458
Nombre de recrutements par circonscription				1459
Situation en personnel au restaurant de Bruxelles X				1502
Prime de bilinguisme				2047
Pourvoyeurs de main-d'œuvre				
Voir: Travail				
Presse				
Contribution aux frais de fonctionnement du Centre international de presse à Bruxelles	1111-3	7, 9		
Contribution aux frais de fonctionnement de la maison de la presse	1111-3	9		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Presse (suite)				
Mention de l'adresse de l'éditeur responsable d'une publication <i>Voir aussi:</i> Budgets (Premier Ministre) — Chambres législatives — Constitution (Révision de la Constitution) — Impôts sur les revenus (Revenus divers) — Ministres et Ministères (Affaires sociales) (Europe 1992-Secrétaire d'Etat) — Postes — Taxe sur la valeur ajoutée				864
Prestation de serment				
<i>Voir:</i> Centres publics d'aide sociale — Cours d'appel — Sénat				
Prisonniers de guerre				
<i>Voir:</i> Droit pénal				
Prisonniers politiques				
<i>Voir:</i> Affaires étrangères — Monuments et sites				
Prisons				
<i>Voir:</i> Etablissements pénitentiaires				
Prix				
Conséquences d'un scénario de hausse des prix pétroliers Grandes surfaces. — Guerre du Golfe. — Augmentation des prix des produits alimentaires <i>Voir aussi:</i> Agriculture — Charbonnages — Commerce — Communautés européennes — Electricité — Indice des prix — Produits pétroliers — Viande	1110-2	74-75		964
Probation				
<i>Voir:</i> Etablissements pénitentiaires				
Problèmes éthiques				
Techniques de procréation artificielle chez les femmes célibataires Interpellation de M. Verreycken Bioéthique. — Publication des décisions des comités d'éthique Transplantation d'organes <i>Voir:</i> Art de guérir <i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Assurance maladie-invalidité — Avortement — Tabac			1872-1873	770
Procédure civile				
Notification par pli judiciaire. — Non-remise <i>Voir aussi:</i> Code judiciaire — Communes — Constitution (Déclaration de révision) — Domaines — Justice				2044
Procédure pénale				
Secret de l'instruction. — Violation Enquêtes à charge d'hommes politiques	1111-5 1111-5	11, 23-24 11, 24	395	
Insertion d'un article 88 <i>bis</i> dans le Code d'instruction criminelle (Ancien intitulé: Insertion d'un article 90 <i>bis</i> dans le Code d'instruction criminelle [Repérage de communications téléphoniques]) Projet de loi* Document paru antérieurement Rapport de M. Collignon Discussion et vote	1118-1 1118-2		686, 717	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Procédure pénale (suite)				
Modification des articles 26 et 27 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale (Prescription de l'action civile résultant d'une infraction) Proposition de loi de M. Cerexhe	1141-1			
Insertion d'un article 61bis dans le Code d'instruction criminelle (Juge d'instruction. — Demande, émanant de l'inculpé ou de la partie civile, de l'autorisation de consulter le dossier ou de l'accomplissement d'un acte d'instruction) Proposition de loi de M. Erdman	1285-1			
Modification des articles 26 et 27 de la loi du 17 avril 1878, contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale (Action civile. — Prescription) Projet de loi*	1292-1			
Elargissement d'une personne suspectée d'homicide (Mort d'un octogénaire à Bergerhout) Question orale de M. Verreycken			694-695	
<i>Voir aussi:</i> Constitution (Déclaration de révision) — Détention préventive — Droit pénal — Fonds de sécurité d'existence — Peines — Sûreté de l'Etat				
Procédure pénale militaire				
<i>Voir:</i> Justice				
Produits alimentaires				
Evolution des consommations humaines par rapport à 1988	1111-12	18		
Valeur exportée des produits agro-alimentaires	1111-12	18-19		
Participation de la Belgique à l'action « distribution gratuite des produits d'intervention »	1111-12	21		
Inspection des denrées alimentaires. — Augmentation du cadre du personnel	1111-16	13-14, 23	450	
A.R. du 11 octobre 1985 relatif à l'hygiène dans les locaux de fabrication et de distribution	1111-16	23		
Projet d'A.R. relatif aux normes bactériologiques	1111-16	23		
Ionisation de denrées alimentaires. — Législation				337, 486
Aliments pour chiens et chats. — Etiquetage. — Contrôle de la composition				626
Pommes de terre. — Teneur en nitrate. — Norme légale				759, 1196
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Commerce extérieur — Communautés européennes — Hygiène et santé — Impôts — Prix				
Produits pétroliers				
Hausse des prix pétroliers consécutive à la crise du Golfe. — Choc pétrolier	1110-2 1111-17	39, 40 7, 20, 22, 23, 43	387, 498, 499, 500, 501, 502, 503	
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Voies et Moyens) — Economie				
Maîtrise des prix pétroliers	1111-17	20-22, 42- 43, 48	498, 501, 503, 504	
Accords internationaux dans le domaine pétrolier	1111-17	41-42		
Stocks stratégiques	1111-17	42-43, 48	501, 503	
Financement par le consommateur. — Implantation. — Contrôle				528, 1217
Prix du gasoil de chauffage, de l'essence et du diesel. — Comparaison internationale	1111-17	49-51		
Prix des produits pétroliers. — Différences par rapport à l'étranger. — Possibilité de revoir le contrat de programme				1507
<i>Voir aussi:</i> Banques — Budgets (Voies et Moyens) — Douanes et accises — Economie — Energie — Impôts — Indice des prix — Taxe sur la valeur ajoutée				
Produits pharmaceutiques				
Consommation de médicaments. — I.N.A.M.I.	1111-15 1111-16	9-10 18		
Publicité pour médicaments par le canal des médias audiovisuels	1111-15 1111-16	10 16, 17		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Produits pharmaceutiques (suite)				
Inspection générale de la pharmacie	1111-16	14	450	1619, 1865
Inspection pharmaceutique	1111-16	16, 17		
Enregistrement des médicaments				
Redevance	1111-16	16, 17		
Simplification de la procédure	1115-14	10		
Contrôle des médicaments par les pharmaciens	1111-16	18, 19		
Médicaments génériques	1111-16	18, 19		
Préparations magistrales	1111-16	19		
Surconsommation	1111-16	19-20		
Remboursement des médicaments	1111-16	20		
	1115-2	29-30	2621	
	1374-3	2		
Intervention du Fonds spécial de solidarité				
Aspects financiers. — Modification de la loi du 25 mars 1964. — Commission d'avis. — Commission budgétaire. — Amendement	1115-2	29-30, 36-37	590, 603, 610	
	1115-3	7-9		
	1115-10	2-3		
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale (Dispositions sociales)				
Cotisation sur le chiffre d'affaires réalisé pour les produits pharmaceutiques	1115-2	37		
Création d'un Fonds de financement de la lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme, l'usage des stupéfiants, stimulants ou produits analogues et l'abus des tranquillisants				
Proposition de loi de MM. de Wasseige et Taminiaux	1333-1			
Enregistrement et vente de produits à base de plantes			853-854	
Question orale de Mme Nélis				
Evolution des prix des médicaments			1781	
Question orale de M. Flagothier				
Protection des consommateurs. — Analyse des matières premières utilisées par le pharmacien				
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Animaux et protection des animaux — Assurance maladie-invalidité — Avortement — Commerce extérieur — Communautés européennes — Handicapés — Institut national d'assurance maladie-invalidité — Médecine vétérinaire — Pensions (Pensions de réparation) — Politique sociale (Dispositions sociales) — Travail				101, 686
Professions				
Organisation de la profession de détective privé			2461-2474, 2522-2523, 2524-2525	
Projet de loi	1259-1			
Rapport de M. Mouton	1259-2			
Discussion et vote				
Abrogation de l'A.R. du 31 juillet 1825 concernant des dispositions relativement à l'exercice de la profession d'arpenteur			20	
Projet de loi	1316-1			
Psychologue clinicien. — Statut				
<i>Voir aussi</i> : Accès à la profession — Architectes — Art de guérir — Dentistes — Faillites — Publicité				
Projets et propositions de loi				
Projets adoptés mais non soumis à la sanction royale				1711
<i>Voir aussi</i> : Conseil d'Etat — Constitution (Déclaration de révision) — Femmes — Règlement du Sénat				
Promotion sociale				
Congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs	1111-14	69-70	67, 69, 71	
Absences pour congé-éducation payé	1115-2			
Fixation des conditions minimales d'équivalence entre les diplômes délivrés dans l'enseignement de promotion sociale et les diplômes délivrés dans l'enseignement de plein exercice				
Proposition de loi de M. Wintgens	1412-1			
<i>Voir aussi</i> : Fonction publique				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Propositions budgétaires				
<i>Voir</i> : Energie nucléaire				
Protection civile				
Coordination	1111-6	13		
Statut pécuniaire du personnel	1111-6	13, 14		
Rôle et fonctionnement	1111-6	13-14		
Médicaments et équipements dans le cadre de plans d'urgence	1111-16	17		
Missions imposées à la Protection civile par la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles	1115-8	3, 4		
Problématique			405, 408, 409	
Bunker nucléaire à Lierre			408	
Suppression des hélicoptères de la protection civile			408, 409	
<i>Audit</i>			409	
Programmes d'investissement 1990 pour l'acquisition de matériel				449
Inspecteurs attachés aux bureaux provinciaux. — Allocation pour prestations exceptionnelles				620
Situation des inspecteurs adjoints aux conseillers, chefs des directions provinciales. — Prestations exceptionnelles. — Allocations				778
Industries chimiques dans la région de Tessengerlo. — Plans de secours et système d'alarme				1009, 1058
Rénovation des bâtiments de la protection civile à Liedekerke				1922, 2075
<i>Voir aussi</i> : Catastrophes et accidents — Chômage — Environnement — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Ministres et Ministères (Intérieur, Modernisation des Ser- vices publics, et Institutions scientifiques et culturelles nationales)				
Protection de la jeunesse				
<i>Voir</i> : Enfance et jeunesse				
Protection de la nature				
<i>Voir</i> : Environnement — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Protection de la vie privée				
Commission pour la protection de la vie privée. — Loi sur la banque- carrefour. — Dépenses de personnel	1111-5	2		
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Gendarmerie — Informatique — Politique sociale (Dispositions sociales) — Population — Procédure pénale — Publicité — Sécurité sociale				
Protection des animaux				
<i>Voir</i> : Animaux et protection des animaux				
Protection du consommateur				
<i>Voir</i> : Agriculture — Commerce — Emprunts — Hygiène et santé — Produits alimentaires — Produits pétroliers — Produits pharmaceutiques				
Protection du travail				
<i>Voir</i> : Alcool — Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Provinces				
Modification de l'article 104 de la loi provinciale (Gouverneur. — Présidence de la députation permanente)	1384-1			
Proposition de loi de MM. de Wasseige et Collignon				1101
Sort du patrimoine en cas de disparition de la province				1304
Fonds provinciaux. — Utilité				1480, 1686
Conventions avec des compagnies d'assurances pour la gestion des pensions				
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités) — Circulation routière — Constitution (Révision de la Constitution) — Elections — Finances provinciales et communales — Pensions (Secteur public) — Sécurité sociale				
Publications				
Brochure d'I.N.B.E.L. «Géographie de la Belgique». — Renseignements erronés sur le port de Zeebrugge				1215, 1481
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Europe 1992-Secrétaire d'Etat) (Finances) — Moniteur belge — Postes — Presse				
Publicité				
Publicité trompeuse en ce qui concerne les professions libérales (Directive du Conseil des C.E. du 10 septembre 1984)	1234-1			
Projet de loi				
Avis de la Commission de l'Economie à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes				
Rapport de M. de Wasseige	1234-2			
Rapport de M. Van Nevel	1234-3			
Discussion et vote			2783-2786, 2800	
Publicité pour des appareils qui peuvent porter atteinte à la vie privée				11
Amende pour publicité interdite émanant de personnes n'ayant pas la qualité de dispensateur de soins				
<i>Voir:</i> Politique sociale (Dispositions sociales)				
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Gendarmerie) — Ministres et Ministères (Europe 1992-Secrétaire d'Etat) — Police — Produits pharmaceutiques — Tabac				
Q				
Questions orales				
M. De Belder (Siège du Parlement européen)			62-63	
M. Bock (Programme de développement des zones rurales)			63-64	
M. Barzin (Accumulation des retards dans la délivrance des immatriculations de véhicules et des plaques de circulation)			64, 65	
M. Van Hooland (Fonctionnement et déconcentration du service délivrant les plaques d'immatriculation)			64-65	
M. Taminiaux («Faux indépendants»)			65	
M. Suykerbuyk (Sécurité du transport international des marchandises par chemin de fer)			66	
M. De Belder (Afrique du Sud)			66-67	
M. De Belder (Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe)			67-68	
M. De Belder (Récents événements de Jerusalem)			68	
M. Hasquin (Liquidation des charges du passé, notamment dans l'enseignement)			68-69	
M. Hasquin (Situation tragique de la Région bruxelloise en matière de distribution du courrier)			69-70	
Mme Dardenne (Contamination du lait de vache par les dioxines)			70-71	
M. Barzin (Diminution des subsides destinés à l'assurance des petits risques en soins de santé et augmentation des cotisations à charge des travailleurs indépendants)			71-72	
M. Hasquin (Remarques formulées par le Conseil d'Etat à propos du projet d'A.R. relatif aux chèques-repas dans la fonction publique)			119, 122-125	
M. Valkeniers (Conditions de travail dans le secteur textile en Flandre occidentale)			159-160	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Questions orales (suite)				
M. Taminiaux (Assimilation des parents d'accueil aux ascendants en ligne directe en matière d'octroi d'allocations de chômage)			160	
Mme Harnie (Protection des représentants de travailleurs contre le licenciement)			160-161	
Mme Harnie (Travail nocturne des femmes)			161-162	
M. Aerts (Rapport intermédiaire du Conseil central de l'économie)			162-163	
M. de Clippele (Raisons de l'abstention de l'Etat belge à se constituer partie civile dans le procès des mutuelles)			163	
M. Pataer (Eventualité d'une grève dans les hôpitaux privés)			163-164	
M. Gryp (Maintien en activité du four d'incinération Evence-Coppée)			269-270	
M. de Clippele (Arrêt du Conseil d'Etat annulant l'accord sur les quotas betteraviers)			270	
Mme Mayence-Goossens (Conditions de détention dans les prisons)			270-271	
M. De Belder (Construction de la voie pour le T.G.V.)			271-273	
Mme Aelvoet (Financement du surcoût du T.G.V.)			273	
M. De Belder (Liaison aérienne de la Sabena entre Bruxelles et Atlanta)			273	
Mme Nélis (Projet de plan national d'urgence nucléaire)			274-275	
M. Gryp (Projet de plan d'urgence nucléaire)			274-275	
M. Gryp (Passif nucléaire d'Eurochemic)			275-276	
M. Gryp (Deuxième conférence mondiale de Genève sur le climat)			276-277	
Mme Aelvoet (Réorganisation des services de l'Inspection spéciale des impôts (I.S.I.))			278	
M. Bourgois (Adaptation tardive des pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général)			278-279	
Mme Truffaut (Avenir du statut du cohabitant dans l'assurance chômage)			279-280	
Mme Aelvoet (Départ de volontaires pour le Rwanda)			280-281	
M. Barzin (Politique suivie en matière de traitement de la toxicomanie)			303-304	
Mme Truffaut (Suspension ou exclusion des travailleurs à temps partiel du bénéfice des allocations de chômage)			304-305	
M. de Clippele (Ignorance dans laquelle le pouvoir exécutif laisse le pouvoir législatif par rapport à la presse [Projet de loi concernant la protection du logement familial])			305-306	
M. Hasquin (Situation financière de la Sabena en rapport avec l'altération des relations entre la Belgique et le Zaïre)			306-307	
M. Monfils (Application de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions [Retard de versement par l'Etat national. — Intérêts de retard. — Communauté française. — Ligne de crédit])			307	
M. Suykerbuyk (Tâches des commissaires d'arrondissement)			308	
Mme Dardenne (Paiement des primes de fin d'année sous forme de chèques-repas [Protection de la rémunération du travailleur. — Monnaie ayant cours légal. — Enseignants de la Communauté française])			308-309	
Mme Dardenne (Paiement des primes de fin d'année sous la forme de chèques-repas [Restriction de la liberté du travailleur de disposer de sa rémunération à son gré. — Enseignants de la Communauté française])			309	
M. De Bondt (Vente aux enchères d'une partie du legs Goldschmidt au musée des Beaux-Arts)			380-381	
M. Valkeniers (Résultat de la Conférence de Rome en ce qui concerne les réfugiés politiques)			693	
M. Valkeniers (Poursuites à charge de personnes suspectes d'espionnage)			694	
M. Verreycken (Elargissement d'une personne suspectée d'homicide [Mort d'un octogénaire à Borgerhout])			694-695	
M. Van Hooland (Planification du T.G.V. en Flandre)			695	
M. Boël (Appels d'offres internationaux lancés par des sociétés belges de transport en commun)			695-696	
Mme Dardenne (Envoi tardif des extraits de rôle pour l'exercice 1990 et report à l'an prochain des remboursements d'impôts)			696-697	
M. Taminiaux (Nouvelle prolongation des contrats d'agents contractuels subsidiés dans les communes)			697-698	
M. Pataer (Séjour dans des casernes belges de militaires américains en route vers la région du golfe Persique)			698	
M. Pataer (Soutien de la Belgique à la conclusion d'un Traité général sur l'arrêt des essais nucléaires lors de la Conférence <i>Test Ban Treaty</i> des Nations Unies qui se tiendra à New York du 8 au 19 janvier 1991)			699-700	
M. de Clippele (Promesse du Ministre des Finances de modifier l'imposition des non-résidents pour 1990)			846-847	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Questions orales (suite)				
M. Henrion (Pratique récente de donner trois jours au Conseil d'Etat pour donner son avis sur des projets de loi très importants)			847-848	
Mme Aelvoet (Suppression de l'interdiction d'investir en Afrique du Sud)			848-850	
M. Bock (Electrification de la ligne de chemin de fer Gouvy-Rivage)			850-851	
M. Hasquin (Retards apportés par le Gouvernement dans la modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modification tendant à accélérer les procédures dans le traitement des demandes)			851-852	
M. de Wasseige (Destruction d'armements belges par suite de l'accord sur le désarmement conventionnel en Europe)			852	
M. Marchal (Païement des chômeurs dans l'arrondissement de Nivelles)			852-853	
M. Tant (Conversion éventuelle des chèques-repas octroyés par les pouvoirs publics en bons d'achat généraux)			853	
Mme Nélis (Enregistrement et vente de produits à base de plantes)			853-854	
M. De Belder (Application par la Belgique de résolutions du conseil de sécurité des Nations Unies relatives à l'invasion du Koweït par l'Irak)			982, 983-984	
M. Didden (Conditions auxquelles doivent satisfaire les photos de cartes d'identité)			1007-1008	
M. Didden (Interdiction légale du bingo)			1008-1009	
M. Hatry (Coopération franco-allemande concernant le T.G.V.)			1009-1010	
M. Henrion (Intervention d'un Ministre auprès du Conseil d'Etat dans une affaire contentieuse [Nominations à la Régie des Voies aériennes. — Ministre des Communications])			1010-1011	
M. Desmedt (Décision du Gouvernement d'octroyer aux communes un montant de cinq milliards en compensation du versement tardif des centimes additionnels aux impôts des personnes physiques)			1011	
M. Desmedt (Pertes résultant pour les communes de l'application de la directive du Ministère des Finances du 8 août 1983 sur la non-imposabilité de certains résidents étrangers [Cadres étrangers])			1011-1012	
M. Ghesquière (Coordination des textes légaux en matière d'impôts sur les revenus)			1012	
M. de Clippele (Centimes additionnels de la province de Brabant au précompte immobilier de l'année 1988)			1012-1013	
M. Van Hooland (Mesures à prendre d'urgence contre des abus flagrants de l'administration, en vue notamment de préserver l'image de nos fonctionnaires et de nos services publics [Emission télévisée à la V.T.M. du 8 janvier 1991])			1013-1014	
M. Erdman (Application de la loi relative à la détention préventive)			1014-1015	
M. Mouton (Désignation des agents recenseurs en vue du prochain recensement de la population et des logements)			1120-1121	
M. Van Hooland (Rémunération et désignation des agents recenseurs devant effectuer le recensement décennal de la population et des logements)			1121	
Mme Aelvoet (Prévisions relatives à une baisse des recettes du trésor en 1991)			1121-1122	
M. Hatry (Précompte professionnel à retenir par les organisateurs belges de spectacles sur les revenus payés ou attribués directement aux artistes ou sportifs non résidents)			1122	
Mme Aelvoet (Incitation inutile à augmenter le nombre des prestations médicales)			1122-1123	
M. Hasquin (Conséquences que le Ministre des Affaires sociales compte tirer du jugement rendu dans le procès des mutualités)			1123	
Mme Dardenne (Analyses de dioxine à proximité des incinérateurs [Contamination du lait])			1123-1124	
Mme Delruelle-Ghobert (Interprétation de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales)			1124-1125	
M. Pataer (Saisie d'un avion libyen sur l'aéroport d'Ostende)			1125	
M. Pataer (Application de la récente loi relative à la représentation des jeunes travailleurs dans les organes de concertation sociale)			1126	
M. De Belder (Intervention de la Belgique au sein du Conseil de sécurité de l'O.N.U.)			1165	
M. Mahoux (Couverture en cas d'accident du travail, des travailleurs occupés dans les agences locales pour l'emploi)			1166	
M. Desmedt (Retards anormaux des fixations devant la Cour d'appel de Bruxelles)			1166-1168	
M. Petitjean (Agrégation de volontaires dans les écoles à programme belge)			1327	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Questions orales (suite)				
M. de Seny (Position de nos chasseurs de mines dans le golfe Persique)			1328	
M. Geeraerts (Fermeture en Campine des bases militaires britanniques)			1328-1329	
M. Ottenbourg (Equipement des avions F-16 «de contre-mesures électroniques»)			1329	
M. Van den Broeck (Suspension éventuelle de contrats de travail dans le secteur touristique pour des raisons de force majeure liées à des circonstances de guerre)			1329, 1330	
M. Henneuse (Situation difficile des agences de voyages et de leurs employés suite à l'effondrement de la demande en voyages à l'étranger et au refus de l'Onem de considérer la guerre du Golfe comme un événement de force majeure)			1329-1330	
M. Hatry (Extension du bénéfice des allocations de chômage à des enfants de travailleurs étrangers)			1330-1331	
M. De Bondt (Péréquation des pensions du personnel enseignant)			1331-1332	
Mme Aelvoet (Relèvement du montant affecté au Fonds de la coopération au développement)			1332	
M. Seeuws (Pratiques illégales sur le marché aux animaux de Mol)			1333	
M. Ottenbourg (Prévention des incendies dans les bâtiments élevés)			1549-1550	
Mme Blomme (Rôle des services des douanes belges dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants)			1550-1551	
M. De Loor (Aérodrome privé de Zottegem-Oombergen)			1551-1552	
Mme Nélis (Compétences du Secrétaire d'Etat à la Santé publique en ce qui concerne les répercussions de la décharge de Mellery sur la santé de la population locale)			1552-1553	
M. Hatry (Affaire Airbus [Engagements financiers])			1554	
M. Hatry (Condamnation de la Belgique par la Cour de Justice de Luxembourg [Non-transmission de statistiques pétrolières à la Commission européenne])			1554-1555	
M. Hatry (Délais anormaux mis à communiquer aux membres de la Commission de l'Economie du Sénat le programme d'énergie du Gouvernement)			1555-1556	
M. Pataer (Participation du chef du cabinet du Ministre du Commerce extérieur à une visite d'une délégation de la FEB en Afrique du Sud)			1556	
M. Bayenet (Modification des conditions d'ancienneté requises pour les nominations aux rangs supérieurs de l'administration)			1557	
M. Taminiaux (Dette de l'Etat envers le Fonds national de reclassement social des handicapés)			1557-1558	
M. Van Hooland (Organisation du recensement général décennal de la population et des logements)			1558	
M. Bockstal (Non-ratification de la Convention de Lomé IV)			1558-1559	
M. Henrion (Intervention d'un inspecteur judiciaire chargé de la surveillance des Cours de Justice [Problèmes de l'arriéré dans les cours d'appel et de l'indépendance du pouvoir judiciaire])			1579-1581	
M. Lallemand (Déclarations du Ministre de la Justice au sujet de l'indépendance de chefs de corps de la magistrature [Problèmes de l'arriéré dans les cours d'appel et de l'indépendance du pouvoir judiciaire])			1580-1581	
M. Ottenbourg (Projets relatifs à la prison centrale de Louvain)			1581-1582	
M. De Bondt (Confirmation légale du texte néerlandais de la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer)			1582	
M. Pataer (Incidents survenus à propos de l'expulsion ou de la non-expulsion d'un membre éminent de l'opposition zairoise)			1584, 1585-1586, 1587	
M. Hasquin (Bilan des opérations de déminage et d'arrondissement menées par les navires belges au Moyen-Orient jusqu'au 28 février)			1637-1638	
M. de Wasseige (Demande de vacances annuelles introduites par des agents des services publics)			1638-1639	
M. Cools (Tracé du T.G.V. au Nord d'Anvers)			1639-1640	
Mme Nélis (Malaise dans les services de la région postale de Charleroi)			1640-1641	
M. Pataer (Octroi éventuel de licences à l'exportation en vue de fournir à l'Irak des lunettes de nuit à usage militaire)			1641	
M. Marchal (Non-paiement des chômeurs dans l'arrondissement de Nivelles [Retard])			1773-1774	
M. Bock (Suppression de districts de gendarmerie)			1774	
M. Hatry (Bilan des négociations sectorielles et d'entreprises 1991-1992)			1774-1775	
M. Mathot (Cartes mensuelles de pointage pour prépensionnés)			1775-1776	
M. Erdman (Absence d'assurance en matière automobile et possibilité d'une action préventive dans ce domaine)			1776	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Questions orales (suite)				
M. Bouchat (Projet grand-ducal de nouvelle liaison ferroviaire Luxembourg-Bruxelles)			1776-1777	
Mme Nélis (Déclarations du Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications à la presse au sujet de l'extension des installations du complexe de Bruxelles-National par la création de zones d'attente)			1777-1778	
M. Vandenhoute (Recensement général de la population et des logements)			1778 1779-1780, 1781	
M. Van Hooland (Recensement décennal 1991)			1779-1780	
M. Desmedt (Organisation du recensement général de la population et des logements dans le respect des lois coordonnées du 16 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative)			1781	
M. Flagothier (Evolution des prix des médicaments)				
Mme Truffaut (Position de la Belgique en janvier 1991 à la Conférence du désarmement des Nations Unies [United Nations-Test Ban Treaty Conference])			1884-1885	
M. Valkeniers (Biologie clinique)			1885	
Mme Aelvoet (Conférence ministérielle San José VII au Nicaragua [C.E. — Coopération au développement. — Organisation Assistance for Democracy and Development])			1885-1886	
Mme Aelvoet (Réalisation concrète de la réforme de l'A.G.C.D.)			1886-1887	
M. Cools (Service ABX de la S.N.C.B. [Service des colis])			1887-1888	
Mme Dardenne (Expériences d'utilisation du combustible Mox à Chooz A)			1888-1889	
M. Gryp (Réunion des Ministres de l'Environnement de la C.E.)			1901-1902	
M. Hatry (Coût de la propagande faite en faveur de l'essence sans plomb et du pot catalytique, alors qu'en janvier 1993 tous les avantages au catalyseur et à l'essence sans plomb devront cesser)			1902-1903	
M. Geeraerts (Pollution radioactive à Olen)			1903-1904	
M. de Seny (Situation financière préoccupante de l'Office central de crédit hypothécaire)			1904-1905	
M. Suykerbuyk (Usage des langues dans un appel d'offres relatif à un grand chantier de construction à Bruxelles [Conseil des C.E.])			1905-1906	
M. Gryp (Présence des pesticides dans l'eau potable)			1982	
M. Van Hooland (Collaboration organisée des départements en vue d'une amélioration effective de la sécurité routière)			1982-1983	
M. Van Hooland (A.R. portant les principes généraux relatifs à la politique des agents de la fonction publique)			1983-1984	
M. Bock (Ouverture au musée de l'armée d'une salle consacrée à la résistance et à la déportation)			1984	
Mme Mayence-Goossens (Nouveau service de « coordination internationale des investissements étrangers » au Ministère des Affaires économiques)			1984-1985	
M. Mahoux (Augmentation des primes d'assurance en responsabilité civile médicale et paramédicale)			1985-1986	
M. Mathot (Contrôle du secteur de l'électricité)			1986-1987	
M. Gryp (Démantèlement du surrégénérateur à neutrons rapides de Kalkar)			1987-1988	
Mme Aelvoet (Aide alimentaire de la C.E. à l'Afrique)			1992	
M. Hasquin (Volonté réelle du Gouvernement rwandais de prendre en compte les griefs du front patriotique rwandais)			1993	
M. Kuijpers (Sort des Kurdes)			1993-1994	
M. de Seny (Génocide du peuple irakien)			1994-1995	
M. Erdman (Cyclistes sur la route)			2034	
M. Didden (Résiliation de baux à loyer en Belgique par suite du retour de nos militaires d'Allemagne)			2035	
M. Didden (Attitude belge concernant le marché unique européen mis en perspective pour l'électricité et le gaz)			2035-2036	
M. Capoen (Prison d'Ypres)			2036-2037	
M. de Seny (Déficience grave des interventions de la gendarmerie à propos de l'organisation illicite de combats de coqs dans le sud de la province de Limbourg)			2037-2038	
M. de Seny (Octroi d'une aide aux fruiticulteurs après les récents dégâts causés par le gel)			2038-2039	
M. Kuijpers (Octroi d'une aide aux fruiticulteurs après les récents dégâts causés par le gel)			2038-2039	
M. Pataer (Taux actuel et futur de la T.V.A. sur la vente de journaux)			2039-2040	
M. Taminiiaux (Attribution aux Communautés et à l'I.N.A.M.I. de la dette de l'Etat envers le Fonds national de reclassement social des handicapés)			2040	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Questions orales (suite)				
Mme Aelvoet (Levée des sanctions de la C.E. à l'encontre de l'Afrique du Sud)			2040-2041	
Mme Delruelle-Ghobert (Agents prioritaires en instance de réaffectation dans le secteur de la coopération)			2041-2042	
M. Mathor (Financement du fonctionnement des maisons de repos et de soins)			2042-2043	
M. de Seny (Rapatriement des troupes stationnées en R.F.A.)			2091-2092	
Mme Nélis (Allocation sociale portant les revenus des objecteurs de conscience au niveau du minimum vital)			2092-2093	
M. Arts (Programme de recherche « Citoyen et protection juridique »)			2093-2094	
M. Hasquin (Loi du 29 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques [Discordance avec la réglementation européenne en matière de télécommunications])			2094-2095	
M. Kuijpers (Intervention du bourgmestre de Bruxelles ainsi que de la police lors de la manifestation flamande à Bruxelles le 28 avril 1991)			2095-2096	
M. Cardoen (Octroi d'une prime de bilinguisme à certains fonctionnaires (Agents reconnus officiellement bilingues))			2096	
M. Monfils (Précompte professionnel à retenir par les organisateurs de spectacles sur les revenus payés aux artistes ou sportifs non résidents)			2096-2097	
M. Pataer (Suites qui ont été données à un rapport de l'inspection des finances sur le centre d'accueil de candidats-réfugiés, dénommé « Petit-Château »)			2097-2098	
M. Kuijpers (Situation au « Petit-Château »)			2098-2099	
Mme Nélis (Contamination de certains terrains de sports par la dioxine)			2099	
M. Peeters (Revendications du personnel infirmier)			2112-2113	
M. Tant (Application du service dit de week-end dans la distribution des hebdomadaires d'information)			2113	
M. Verreycken (Implication de personnes extérieures à l'agglomération bruxelloise dans les affrontements du week-end dernier entre immigrés et forces de l'ordre)			2113	
M. Van Hooland (Concertation avec la France au sujet de l'assainissement du bassin de la Lys)			2117-2118	
M. Kuijpers (Sort des chrétiens en Turquie. — Actes de violence commis récemment en Azerbaïdjan contre des arméniens)			2122-2123	
M. Pinoie (Nomination d'un bourgmestre à Houthulst)			2239	
M. Seeuws (Arrêtés d'exécution de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux)			2239-2240	
M. Gijs (Tergiversations concernant l'installation de la Commission d'évaluation de la loi relative à l'interruption de grossesse)			2240-2241	
M. Capoen (Proposition de directive concernant la mise sur le marché de pesticides autorisés par la C.E.E.)			2241-2242	
M. De Belder (Fonds du Commerce extérieur [Suppression du Fonds — Subsidés à charge du budget du Commerce extérieur — Composition d'une Commission d'avis])			2242	
M. Vaes (Position belge aux négociations européennes sur l'harmonisation fiscale)			2242-2243	
Mme Aelvoet (Utilisation d'avions belges de la force aérienne en vue d'une aide humanitaire à la Somalie)			2243	
Mme Aelvoet (Amiante dans des canalisations d'eau à Louvain)			2244	
M. Valkeniers (Instruction à charge d'inconnus pour atteinte à la sûreté de l'Etat)			2375-2376	
M. Anthuenis (Interruption de la carrière professionnelle dans la fonction publique)			2376	
M. Verschuere (Assistance technique à la République populaire de Chine)			2377	
Mme Aelvoet (Incendie qui a ravagé l'entreprise Astrio's à Herent, sécurité des services de secours et rôle de la députation permanente dans la délivrance des permis d'exploitation)			2377-2378-2379, 2380	
M. Kuijpers (Protection contre l'incendie dans les P.M.E. à risques)			2377-2379-2380	
M. Desmedt (Organisation d'un colloque public en vue d'organiser l'évasion fiscale par les sociétés)			2380-2381	
M. Verschuere (Restructuration du service C.T.I. [Administration du transport. — Délivrance de plaques minéralogiques])			2381-2382	
M. de Seny (Infrastructure sanitaire dans le secteur porcin)			2382-2383	
M. de Clippele (Débit d'un précompte mobilier en cas d'absorption d'une société filiale)			2383	
Mme Mayence-Goossens (Aide apportée par un collaborateur du Ministre en vue de remplir des déclarations fiscales)			2437	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Questions orales (suite)				
M. Van Hooland (Gestion et fonctionnement de l'Institut national de Statistique)			2437-2438	
M. de Seny (Mise sur pied d'une conférence nationale des trois Régions sur la politique des transports)			2438-2440	
M. Hasquin (Libéralisation du trafic des télécommunications par satellite)			2512-2513	
M. de Clippele (Précompte professionnel des foyers à revenu unique)			2514	
M. Dierickx (Saisie d'un lot de marijuana sur un navire ghanéen à Anvers [Destination Rotterdam])			2513-2514	
Mme Harnie (Instruction contre «X» à laquelle procède un haut magistrat [«Bande de Nivelles». — Juge d'instruction])			2514-2515	
M. Desmedt (Lenteur des procédures d'examens linguistiques au S.P.R.)			2515	
M. Vanhaverbeke (Fermeture des abattoirs qui ne répondent pas aux conditions applicables aux abattoirs d'exportation)			2515-2516	
M. Petitjean (Diminution du crédit prévu pour le cofinancement de projets réalisés par des O.N.G.)			2516-2517-2518	
Mme Aelvoet (Diminution du crédit prévu pour le cofinancement de projets réalisés par des O.N.G.)			2517-2518	
M. Kuijpers (Position que prendra le Gouvernement belge en vue de la réunion du Conseil européen à Luxembourg les 28 et 29 juin 1991)			2518-2519	
M. de Seny (Distribution par le Secrétaire d'Etat à l'Environnement à tous les parlementaires de l'ouvrage <i>L'état de la planète</i>)			2519-2520	
M. Suykerbuyk (Retards des examens médicaux relatifs à l'octroi de l'allocation d'intégration aux handicapés)			2520	
M. Suykerbuyk (Liaison T.G.V. avec les Pays-Bas)			2685-2686	
M. Taminiaux (Jetons de présence des conseillers sociaux et juges sociaux)			2686	
M. Valkeniers (Statut du personnel soignant et des médecins spécialistes)			2686-2687	
M. Suykerbuyk (Octroi du droit de vote aux ressortissants de la C.E.)			2687-2688	
M. Bouchat (Retard important dans la construction des bâtiments des postes de Libramont et d'Arlon)			2688-2689	
M. Van Hooland (Contrôle fiscal des sociétés)			2713	
M. Mahoux (Retard dans le paiement des indemnités de chômage aux chômeurs en formation professionnelle)			2913-2914	
M. Van Hooland (Restructuration et réforme du S.P.R.)			2914	
M. Van Hooland (Prise en compte des années d'études dans le calcul de la pension)			2915	
M. Desmedt (Nécessité d'adopter diverses législations suite à la révision de l'article 5 de la Constitution [Suppression de la distinction entre petite et grande naturalisation])			2960	
<i>Voir aussi:</i> Ordre des travaux — Règlement du Sénat				
Questions parlementaires				
Respect du délai de réponse. — Art. 32 du Règlement du Sénat				1323
R				
Racisme				
Modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie Proposition de loi de M. Erdman				1073-1
Radiations ionisantes				
<i>Voir:</i> Communautés européennes — Energie nucléaire — Produits alimentaires				
Radiodiffusion-télévision belge				
<i>Voir:</i> Radio et télévision				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Radio et télévision				
Diffusion par câble des émissions de la télévision flamande à Dun- kerque <i>Voir aussi</i> : Fonction publique — Ministres et Ministères (Europe 1992-Secrétaire d'Etat) — Taxe sur la valeur ajoutée				1795
Recensement				
<i>Voir</i> : Circulation routière — Population				
Recherche scientifique				
<i>Voir</i> : Agriculture — Animaux et protection des animaux — Assuran- ce maladie-invalidité — Commerce extérieur — Politique scien- tifique — Tabac — Travail				
Recherche spatiale				
<i>Voir</i> : Politique scientifique				
Redevances radio et télévision				
Evolution des recettes <i>Voir aussi</i> : Enseignement (Généralités) — Postes	1111-19	13		
Réformes institutionnelles				
<i>Voir</i> : Agriculture — Droit public				
Réfugiés				
Politique. — Traitement des candidats-réfugiés	1111-5 1111-14 1111-16	8, 20 28 30-31	385, 388-389, 397, 455, 456 455, 456	
Réfugiés d'Europe de l'Est Intervention de l'Etat en faveur des C.P.A.S. Situation des demandeurs d'asile et des réfugiés Interpellation de Mme Delruelle-Ghobert	1374-5	2-3	127-134 397, 400	
Procédure. — Projet de loi Résultat de la Conférence de Rome en ce qui concerne les réfugiés politiques Question orale de M. Valkeniers			693	
Financement de l'accueil de candidats-réfugiés dans les centres fla- mands d'accueil pour sans-abri Interpellation de Mme Harnie			1589-1591	
Nécessité d'assurer une meilleure répartition géographique des candi- dats réfugiés politiques sur l'ensemble du territoire belge Interpellation de M. Desmedt			1995-1998	
Suites qui ont été données à un rapport de l'inspection des finances sur le centre d'accueil de candidats-réfugiés, dénommé « Petit- Château » Question orale de M. Pataer			2097-2098	
Situation au « Petit-Château » Question orale de M. Kuijpers			2098-2099	
Réfugiés politiques à Namur. — Accueil. — Examen des dossiers Afflux de réfugiés politiques. — Adaptation du cadre administratif chargé de l'examen des demandes				6
Réfugiés d'Albanie. — Violation du droit d'asile par la Grèce et la Yougoslavie				249
Installation sur le territoire de Nassogne Ordre de quitter le territoire. — Résidents clandestins Demandes d'asile politique. — Retard Délivrance de documents de voyage <i>Voir</i> : Budgets (Généralités) <i>Voir aussi</i> : Conseil de l'Europe — Etrangers — Rwanda — Zaïre				1083, 1130 1163, 1308 1430, 1793 1521, 1855

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Régie des Bâtiments				
Transfert des missions, du personnel et des ressources de l'Administration des Bâtiments à la Régie	1111-18	21, 23		
Situation du personnel contractuel	1111-18	29		
Politique	1111-18	23, 24		
Vente de bâtiments de l'Etat, considérés impropres d'un point de vue fonctionnel	1111-18	23, 24		
Données budgétaires	1111-18	23-24		
	1403-5	12		
Effectifs	1111-18	31-32		
Aperçu du patrimoine	1111-18	32		
Acquisitions de l'exercice 1990	1111-18	32		
Patrimoine immobilier. — Répartition régionale				634
Financement de la Régie. — Fonds de financement	1403-5	11-13		
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités)				
Programme des travaux	1403-5	12		239
Investissements dans l'arrondissement de Gand-Eeklo				633
Réalisations en 1990				689
Travaux dans l'arrondissement de Louvain en 1991				994
Recouvrement d'arriérés. — Vente de biens immobiliers	1403-5	12		634
Restructuration				788
Location d'immeubles. — Services ministériels. — Gand et Flandre orientale				1062
Infrastructures des arrondissements d'Ostende, de Furnes et de Dixmude				1198
Problèmes concernant l'installation électrique, pour certains projets				1922, 1972
Travaux et investissements au Limbourg				2076
<i>Voir aussi:</i> Affaires culturelles — Baux à loyer — Communautés européennes — Ministres et Ministères (Finances - Secrétaire d'Etat) (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes) — Patrimoine				
Régie des Postes				
<i>Voir:</i> Postes				
Régie des Télégraphes et Téléphones				
<i>Voir:</i> Télégraphes et Téléphones				
Régie des Transports maritimes				
Avenir de la Régie	1111-18	11, 12		
Restructuration				141, 749
Régie des Voies aériennes				
Rapports annuels	1111-18	11		
Mesure budgétaire			603	
<i>Voir aussi:</i> Politique sociale (Dispositions sociales)				
Effectifs				505
Postes radar à Saint-Hubert et Bertem. — Cadres linguistiques				1778, 1854
<i>Eurocontrol</i>				
<i>Voir:</i> Aéronautique				
<i>Brussels Airport Terminal Company (B.A.T.C.)</i>				
<i>Voir:</i> Aéronautique				
<i>Voir aussi:</i> Aéronautique — Conseil d'Etat — Entreprises — Police — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Régie du travail pénitentiaire				
Indemnisation du travail fourni par les détenus	1111-5	5, 15-16		
Rapport, bilan général et comptes de profits et pertes pour l'exercice 1987			2063	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Régions et Communautés				
Révision du Titre III de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles relatives aux Conseils de communauté et régionaux (Composition des Conseils. — Election directe. — Art. 59 ^{quater}) Proposition du Gouvernement	100-33/1°			
Révision du Titre III de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles relatives aux Conseils de communauté et régionaux (Coopération internationale. — Conclusion de traités. — Art. 59 ^{quinquies}) Proposition du Gouvernement	100-34/1°			
Révision du Titre III de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles relatives aux Conseils de communauté et régionaux (Conclusion de traités. — Art. 59 ^{sexies}) Proposition du Gouvernement	100-35/1°			
Loi spéciale modifiant l'article 39, § 1 ^{er} , de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (Liaison des montants des dotations communautaires à l'évolution salariale dans le secteur public national) Proposition de loi de M. Duquesne	1068-1			
Solde net à financer des Communautés et des Régions. — Période 1983-1990	1110-2	54, 58	2941	
Compétences des Communautés et des Régions en matière de coopération internationale Politique scientifique <i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères	1111-20	3		
Région bruxelloise Loi spéciale modifiant l'article 65 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (Etablissements bicommunautaires privés. — Nouveau délai pour opter pour un statut unicommunautaire) Proposition de loi de M. Hasquin <i>Voir aussi</i> : Logement — Ministres et Ministères (Généralités) — Police — Politique sociale (Dispositions sociales) — Postes — Télégraphes et Téléphones (Personnel)	1179-1			
Loi spéciale modifiant les articles 36, 1°, et 38 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (Attribution de la totalité de la redevance radio et télévision aux Communautés. — Région de Bruxelles-Capitale) Proposition de loi de M. Duquesne	1195-1			
Loi spéciale abrogeant l'article 38, § 4, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (Enseignement. — Facteur d'adaptation) Proposition de loi de M. Duquesne	1196-1			
Loi spéciale modifiant la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (Financement de l'enseignement) Proposition de loi de M. Desmedt	1287-1			
Loi spéciale modifiant l'article 38, § 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (Liaison des montants de base attribués aux Communautés à l'évolution du P.N.B.) Proposition de loi de M. Duquesne	1311-1			
Liquidation des charges du passé, notamment dans l'enseignement Question orale de M. Hasquin			68-69	
Application de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (Retard de versement par l'Etat national. — Intérêts de retard. — Communauté française. — Ligne de crédit) Question orale de M. Monfils			307 384, 388	
Fusion de la Communauté française et de la Région wallonne Transfert aux Communautés et aux Régions de droits et d'obligations de l'Etat				262 1255
Accords de coopération. — Conditions de forme. — Publication Financement Relevé mensuel de la dette totale. — Publication au <i>Moniteur belge</i> Enseignement <i>Voir aussi</i> : Enseignement (Généralités) Redevances radio et télévision <i>Voir</i> : Enseignement (Généralités)				1448

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Régions et Communautés (suite)				
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères (Ambassades et consulats) — Agriculture — Armée — Budgets (Affaires économiques) (Education nationale) (Travaux publics) — Chômage — Circulation routière — Commerce — Commerce extérieur — Communautés européennes — Conseil d'Etat — Constitution — Contrats de louage de travail — Dette publique — Droit public — Eau — Economie — Enseignement (Généralités) — Environnement — Fabriques d'église — Finances — Foires et expositions — Fonction publique — Fonds national de reclassement social des handicapés — Impôts — Jeux et paris — Justice — Loterie nationale — Milice — Ministres et Ministères (Généralités) (Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du ministère des Travaux publics, et Petites et Moyennes entreprises - Secrétaire d'Etat) — Office belge du commerce extérieur — Patrimoine — Pensions (Secteur public) — Politique scientifique — Régie des Bâtiments — Sécurité sociale — Société nationale des chemins de fer belges — Société nationale du logement — Société nationale terrienne — Transports — Travail — Voies navigables				
Registre du commerce				
Mépris vis-à-vis des indépendants qui débutent Modifications. — Nombre de feuilles. — Discriminations <i>Voir aussi:</i> Faillites — Politique sociale (Dispositions sociales)	1111-13	9		1078, 1095, 1923
Registre national				
<i>Voir:</i> Armes — Informatique				
Règlement du Sénat				
Questions orales				
Modification de l'article 33bis du Règlement				
Proposition de M. de Clippele	1120-1			
Application de l'article 33bis du Règlement				
Lecture de la question telle qu'elle a été déposée sur le Bureau du Sénat			1327	
Séance plénière du jeudi. — Ordre des travaux			1789, 1883, 1884	
<i>Voir aussi:</i> Ordre des travaux				
Insertion dans le Règlement d'un article 58bis relatif aux collaborateurs des groupes politiques				
Proposition de M. Janzegers et de Mme Nélis	1164-1			
Modification des articles 45 et 56 du Règlement en ce qui concerne la discussion générale et celle des articles				
Proposition de M. Cerexhe	1169-1			
Modification de l'article 56 du Règlement en ce qui concerne les mentions devant figurer dans les rapports (Nom des auteurs d'amendements. — Conclusions motivées)				
Proposition de M. Henrion	1247-1			
Complément à l'article 12 du Règlement concernant les fonctions du Président (Maintien de l'ordre)				
Proposition de M. Henrion et de Mme Delruelle-Ghobert	1269-1			
Dépôt d'amendements en séance plénière			309-310	
Réception tardive d'un rapport			2259	
Demande d'une seconde lecture. — Article 50 du Règlement			3026	
<i>Voir aussi:</i> Questions parlementaires				
Rémunérations et salaires				
Chèques-repas, chèques-culture, chèques-vacances et chèques-cadeaux				
Allocation de treizième mois. — Secteur privé. — Octroi en chèques-repas	1111-14	87, 88		252, 253, 311, 1720
Saisie de la rémunération. — Chèques-repas				905, 1129
<i>Voir aussi:</i> Fonction publique — Impôts — Sécurité sociale				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Rémunérations et salaires (suite)				
Politique en matière de revenus	1111-14	96	374, 375, 500, 503	
Elaboration des salaires	1111-14	96		
Modération salariale	1374-3	4-7	500	
<i>Voir aussi:</i> Office national de l'emploi — Travail				
Accords sectoriels			374, 375	
Liaison des salaires à l'index			374	
Augmentations salariales			500	
<i>Voir aussi:</i> Indice des prix — Travail				
Return global des revenus. — Etude de l'O.C.D.E.	1166-2	22, 24, 110		
Traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes (Augmentation de 2 p.c. des traitements des magistrats de l'ordre judiciaire, des greffiers et secrétaires des parquets, des titulaires d'une fonction auprès du Conseil d'Etat et des ministres des cultes)				
Projet de loi	1246-1			
Rapport de M. Stroobant	1246-2			
Amendement du Gouvernement	1246-3			
Amendement de M. Cooreman et consorts	1246-4			
Discussion et vote			2690-2701, 2721-2723, 2727-2728	
Paiement des primes de fin d'année sous forme de chèques-repas (Protection de la rémunération du travailleur. — Monnaie ayant cours légal. — Enseignants de la Communauté française)				
Question orale de Mme Dardenne			308-309	
Paiement des primes de fin d'année sous la forme de chèques-repas (Restriction de la liberté du travailleur de disposer de sa rémunération à son gré. — Enseignants de la Communauté française)				
Question orale de Mme Dardenne			309	
Conversion éventuelle des chèques-repas octroyés par les pouvoirs publics en bons d'achat généraux				
Question orale de M. Tant			853	
Action du département de l'Emploi et du Travail en vue d'éviter les dérapages salariaux dans les négociations sectorielles et d'entreprises qui se déroulent en ce moment				
Interpellation de M. Hatry			970-974	
Revenus moyens bruts imposables et nets				187
Juge social et délégué syndical. — Charge des salaires, des frais de déplacement et des frais de repas				1121, 1123, 1791
Bons promotionnels				
Conséquences sociales				1291, 1582
Droit du travailleur de disposer librement de sa rémunération				1320, 1861
Conséquences fiscales				1330
Options sur actions				
<i>Voir:</i> Impôts sur les revenus — Sécurité sociale				
Emission de valeurs mobilières réservées aux membres du personnel d'une entreprise				
<i>Voir:</i> Sociétés commerciales				
<i>Voir aussi:</i> Agriculture — Armée — Chambres législatives — Communes — Cultes — Fonction publique — Impôts — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Juridictions du travail — Justice — Laïcité — Ministres et Ministères (Généralités) (Vice-Premier Ministre, Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles [N]) — Objecteurs de conscience — Sécurité sociale — Société nationale des chemins de fer belges — Transports publics — Travail — Vacances				
Répression				
<i>Voir:</i> Incivisme				
Résolutions				
Propositions de résolution				
M. Lenfant (Indice des prix [Tabac et Alcool])	1151-1			
Mme Herman-Michielsens (Fixation du nombre de membres du Conseil des ministres et du nombre de Secrétaires d'Etat)	1162-1			
M. Pataer (Contribution de la Belgique à la conclusion d'un traité portant interdiction générale des essais nucléaires, dans le cadre de la Conférence du désarmement des Nations unies [United Nations-Test Ban Treaty Conference])	1172-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Résolutions (suite)				
Propositions de résolution (suite)				
M. Hasquin (Postposition de 50 à 55 ans de la limite d'âge maximale pour être nommé agent de l'Etat)	1183-1			
M. Janzegers (Condamnation de l'intervention militaire contre des manifestants non armés en Lituanie)	1194-1			
Mme Hanquet (Situation à Kosovo [Peuple albanais en Yougoslavie. — Droits de l'homme. — Prisonniers politiques])	1224-1			
Rapport de M. De Bremaeker	1224-2			
Discussion et vote			2114-2116, 2231-2232	
M. Hasquin (Invitation du Gouvernement à faire coïncider les limites paroissiales avec celles des Régions)	1237-1			
M. Pataer (Absence de la reconnaissance du droit à l'objection de conscience en Grèce)	1241-1			
Rapport de M. De Bremaeker	1241-2			
Discussion et vote			2960-2961, 3018-3019	
M. Kuijpers (Droit à l'existence pour les Kurdes de Turquie, d'Iran, d'Irak, de Syrie et d'Union soviétique)	1283-1			
Rapport de M. Van Bree	1283-2			
Discussion et vote			2961-2962, 3020	
M. Dierickx (Association du Parlement européen à la modification des traités de Paris et de Rome [Processus d'intégration et de démocratisation de la C.E.])	1286-1			
Rapport de M. Dehousse	1286-2			
Amendement de M. Dierickx	1286-3			
Discussion et vote			2962-2965, 3010, 3020-3021	
M. Van Hooland (Réduction du nombre des victimes de la circulation routière en Belgique de 10 p.c. par an pendant les cinq prochaines années)	1320-1			
M. Janzegers (Situation en Yougoslavie)	1397-1			
M. Luyten (Situation en Slovénie et en Croatie après l'intervention de l'armée centrale yougoslave)	1407-1			
Texte adopté par la Commission	1407-2			
Rapport oral de M. Wintgens			2965-2966	
Discussion et vote			2966-2969, 3021-3022	
Mme Cahay-André (Protection du peuple tibétain)	1408-1			
Responsabilité civile				
<i>Voir: Assurances — Commerce — Communautés européennes — Fonction publique — Justice — Ministres et Ministères (Généralités) — Procédure pénale — Sociétés commerciales</i>				
Revenu garanti				
aux personnes âgées. — Crédit budgétaire	1111-4	3, 5		
	1115-2	75		
Enquête sur les ressources	1115-2	75		
Augmentation du revenu garanti aux personnes âgées	1115-4	4		
Modification de la loi du 1 ^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées (Revenu garanti au taux ménage — Conjoint non cohabitant)				
Projet de loi*	1231-1			
Rapport de Mme Maximus	1231-2			
Discussion et vote			1806-1807, 1897	
Généralisation de l'enquête d'office pour l'octroi du revenu garanti aux personnes âgées				
Projet de loi*	1256-1			
Rapport de Mme Maximus	1256-2			
Discussion et vote			1807-1808, 1897	
Suppression de toute discrimination fondée sur la nationalité. — Suppression de la condition de résidence préalable. — Ressortissants C.E.	1374-3	3	2621	
	1374-5	2-3		
Discrimination entre ressortissants C.E. et Belges. — Avis de la Commission des C.E. — Modification de la législation				684, 687, 696, 837
Modifications à la législation	1374-3	12-13	2621	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Revenu garanti (suite)				
Information du public <i>Voir aussi:</i> Office national des vacances annuelles — Pensions (Généralités) (Indépendants) — Politique sociale (Dispositions sociales)			602	
Réviseurs d'entreprises				
Validité des rapports <i>Voir aussi:</i> Sociétés commerciales				1749
Roi et Famille royale				
<i>Voir:</i> Budgets (Généralités) — Constitution — Langues — Peines — Pensions (Généralités) — Projets et propositions de loi				
Routes				
Fonds des routes. — Suppression	1111-18	21-22		
Personnel du Fonds	1111-18	29-30		
Rwanda				
Problèmes des réfugiés	1111-7	8	418	
Situation au Rwanda. — Envoi de paracommandos	1111-10	7, 15	418	
Débat parlementaire. — Protestation de M. Seeuws contre la mauvaise collaboration entre Chambre et Sénat			7, 9	
Fournitures de munitions au Rwanda	1111-10	9, 10, 13, 17		
Coopération technique militaire	1111-10	9, 17		
Envoi de paracommandos au Rwanda			49-60, 77-78	
Interpellation de Mme Aelvoet			8, 9	
Protestation contre le report de son interpellation				
Communication du Gouvernement (Initiative diplomatique au sujet du Rwanda)			139-150, 151-156	
Vote de confiance			156-157	
Avenir de la coopération au Zaïre et au Rwanda			252-256	
Interpellation de Mme Mayence-Goossens				
Causes de l'échec de la mise en œuvre de l'accord de Mwanza et donc sur l'échec de l'initiative belge au Rwanda et de sa politique en Afrique centrale d'une façon générale			257-261	
Interpellation de M. Hasquin				
Départ de volontaires pour le Rwanda			280-281	
Question orale de Mme Aelvoet				
Volonté réelle du Gouvernement rwandais de prendre en compte les griefs du front patriotique rwandais			1993	
Question orale de M. Hasquin				
Décisions prises par le Ministre des Affaires étrangères lors de son récent voyage au Rwanda			2020-2022	
Interpellation de Mme Mayence-Goossens				
<i>Voir aussi:</i> Coopération au développement				
S				
Sabena				
Avenir. — Problématique. — Projet de loi	1111-18	2, 10, 12-13	493, 496-497	
Désignation d'un nouveau président. — Mission	1111-18	12	493, 496-497	171
Restructuration et recapitalisation. — S.N.I., F.R.I. et s.a. Bellin	1386-2	5, 8, 9, 10		
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités)	1403-5	2-11	2904, 2934, 2935	
Réouverture du dossier Sabena			1518	
Echec des négociations avec <i>British Airways</i> et <i>K.L.M.</i>				903, 1086, 1854
Coopération avec Air France				1666

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Sabena (suite)				
Situation financière de la Sabena en rapport avec l'altération des relations entre la Belgique et le Zaïre			306-307	
Question orale de M. Hasquin				
Effets négatifs sur le fonctionnement des filiales de la Sabena, suite à l'annonce de la disparition des filiales autonomes			1908-1910	
Interpellation de M. Hatry				
Politique gouvernementale relative à la Sabena			2501-2504	
Interpellation de Mme Harnie				
Effectifs				505
Répartition linguistique des emplois				505, 1877
Transports d'espèces animales et végétales protégées				530, 540, 610, 1109
Emploi des langues. — Enveloppes bilingues				761
Transport entre Zaventem et la province				1611
Salaires				
<i>Voir</i> : Rémunérations et salaires				
Secrétaires d'Etat				
Visites à la région du Golfe				225
<i>Voir aussi</i> : Ministres et Ministères				
Secrétariat permanent au recrutement				
Crédits budgétaires	1111-3	5		
Modernisation des procédures de recrutement	1111-3	7, 9		
Organigramme	1111-3	14-15		
Missions essentielles	1111-3	15-16		
Transformation du S.P.R. en un service de l'Etat à gestion séparée. — Amendement du Gouvernement	1374-19	8	2710-2711	
Lenteur des procédures d'examens linguistiques				
Question orale de M. Desmedt			2515	
Restructuration et réforme du S.P.R.				
Question orale de M. Van Hooland			2914	
Epreuve écrite à Charleroi le 30 novembre 1990. — Défaillance technique dans le système de chauffage				782
Communication des questions d'examens précédents				1767
Modification du système de cotation en fonction du nombre de lauréats à obtenir				1767
Examens des cinq dernières années. — Résultats				1768
Gardiens de prison. — Examens de promotion. — Repêchage				1887
<i>Voir aussi</i> : Fonction publique				
Sécurité routière				
<i>Voir</i> : Circulation routière				
Sécurité sociale				
Révision du titre IV de la Constitution en vue d'y insérer un article 115bis relatif à la détermination d'un maximum absolu de la pression fiscale et parafiscale	100-27/1°			
Texte proposé par M. Hatry				
Equilibre financier de la sécurité sociale. — Maîtrise des dépenses	1110-2	33	442, 443, 446-447,	
	1111-4	6	452, 589-591, 594,	
	1111-15	2-3, 6	598-599, 602-603,	
	1115-2	14, 17	2943	
	1374-3	3		
	1386-2	7-8		
	1403-2	1-4		
Intervention de l'Etat	1110-2	33-34, 54	446, 447, 452, 594	
	1111-15	2, 7, 8, 12		
	1115-2	2, 3, 7, 12, 16, 17-18		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Sécurité sociale (suite)				
Equilibre financier de la sécurité sociale. — Maîtrise des dépenses (suite)				
Fonds d'équilibre financier	1111-4	6	2622	
	1115-2	13, 17, 74		
	1374-3	4-6, 7		
	1403-2	2, 3, 4		
Prévisions budgétaires pour 1990	1111-14	81		
Financement. — Evolution à long terme	1111-15	5-9		
	1115-2	17		
Etudes de l'Organisation mondiale de la Santé	1111-15	10, 11	451, 452, 453	
	1111-16	9		
Bonis de la sécurité sociale. — Transferts	1115-2	3, 12	372, 598, 603, 610-	
	1115-4	4, 6	611	
	1386-2	6, 8, 10-11		
	1403-2	2, 3, 4		
Réaménagement des cotisations	1115-2	13, 16	372	
Mesures budgétaires	1403-2	1-4	2943	
Réserves démographiques			452	
Déficit			1518	
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Ombudsman	1111-14	82		
Informatisation de la sécurité sociale	1111-14	82, 85	611	
Simplifications administratives	1111-15	4	443, 611	
Cotisation spéciale à charge des isolés et des ménages sans enfants. — Abrogation des A.R. n°s 227 et 228 du 9 décembre 1983	1111-15	6, 8	2621-2622	
	1374-3	3, 5		
	1374-12	2		
<i>Voir aussi</i> : Allocations familiales — Statut social des travailleurs indépendants				
Charte de l'assuré social	1111-15	8, 9	610	
« Faux indépendants ». — Sociétés coopératives	1111-15	11		
	1115-2	3		
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale (Dispositions sociales) — Travail				
Cotisations sociales				
Délais à respecter pour bénéficier de la dispense des cotisations patronales lors de l'engagement de chômeurs de longue durée	1115-2	64		
Mesures en faveur des groupes à risque (Chômeurs). — Cotisation patronale	1115-2	64-66		
Augmentation des cotisations patronales destinées au régime relatif à l'emploi et au chômage	1115-2	66		
Augmentation de la cotisation sur les rémunérations en vue de l'harmonisation du supplément pour les chômeurs âgés	1115-2	69, 70		
Produits				857, 927
Notion de rémunération. — Participations aux bénéfiques et actions à prix réduit				1228
Pompiers volontaires				1291, 1331
Collaborateurs des bibliothèques libres				1291, 1331
Bons promotionnels				
<i>Voir</i> : Rémunérations et salaires				
Opération Maribel				
<i>Voir</i> : Travail				
<i>Voir aussi</i> : Caisse des veuves et orphelins — Cotisation de solidarité — Statut social des travailleurs indépendants — Travail				
Modification de l'article 14 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (Financement. — Consultation du Conseil national du travail)				
Proposition de loi de M. Stroobant	1277-1			
Modification de l'A.R. n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes				
Projet de loi*	1290-1			
Rapport de M. Vannieuwenhuyze	1290-2			
Discussion et vote			2213-2218, 2231	
O.N.S.S. des administrations provinciales et locales	1374-3	2		
Obligation pour les employeurs de communiquer à l'O.N.S.S. sur support électronique les données relatives aux cotisations de sécurité sociale. — Affiliation auprès d'un secrétariat social	1374-3	2	2621	
Marins de la marine marchande	1374-3	2	2621, 2622	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Sécurité sociale (suite)				
Banque-carrefour de la sécurité sociale	1374-3	3	452, 610	
Remplacement du président du Comité de surveillance	1374-7	2		828
Mesures en faveur des indépendants	1374-7	2		
<i>Voir aussi</i> : Protection de la vie privée				
« Faux indépendants »				
Question orale de M. Taminiaux			65	
Fédéralisation de la sécurité sociale			599-600	
Evolution			153?	
Pression fiscale et parafiscale			2941, 2942	
<i>Voir aussi</i> : Impôts				
Employeurs qui occupent pour la première fois au moins cinq travailleurs. — Paiement d'une provision				312
Entreprise française pratiquant la sous-traitance en Belgique. — Retenue O.N.S.S. — Enregistrement comme entrepreneur				563, 1372
Chèques-repas				
Evasion fiscale				752, 872
<i>Voir aussi</i> : Fonction publique — Rémunérations et salaires				
Sécurité sociale des cadres étrangers. — Centres de coordination				1186
Etudiants de l'enseignement supérieur. — Travail de moins de deux heures par jour. — Exemption des cotisations de sécurité sociale				1569, 1964
Sécurité sociale des détenus. — Minimex. — Accords d'assistance entre le C.P.A.S. et le service social des établissements pénitentiaires				1879, 1925
Accords de coopération avec la Tchécoslovaquie				1919
Retour de compatriotes de l'étranger. — Difficultés administratives				2014
Lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre				
<i>Voir</i> : Travail				
<i>Voir aussi</i> : Accidents du travail — Affaires étrangères — Armée — Assurance maladie-invalidité — Avortement — Budgets (Prévoyance sociale) — Construction — Entreprises — Fonction publique — Fonds de sécurité d'existence — Impôts — Maladies professionnelles — Politique sociale (Dispositions sociales) — Rémunérations et salaires — Services d'incendie — Statut social des travailleurs indépendants — Travail				
Sécurité sociale d'outre-mer				
<i>Voir</i> : Pensions (Pensions d'outre-mer)				
Sénat				
Suppression du « double mandat »	1111-5	2		
<i>Voir aussi</i> : Droit public				
Vérification des pouvoirs				
Mme Maximus			267	
M. Vermeulen			268	
M. Allewaert			1074	
M. Verlinden			2111-2112	
M. Quintelier			2509-2510	
M. Michiels			2762	
M. Wierinckx			3044-3045	
Prestation de serment				
Mme Maximus			267	
M. Vermeulen			268	
M. Allewaert			1074	
M. Verlinden			2111-2112	
M. Quintelier			2510	
M. Michiels			2762	
M. Wierinckx			3045	
<i>Voir aussi</i> : Ajournement du Sénat — Budgets (Dotation du Sénat) — Bureau du Sénat — Chambres législatives — Commissions du Sénat — Constitution — Cooptation de sénateurs — Décès — Démissions — Droit public — Elections — Enquêtes — Hommages — Immunité parlementaire — Motions et motions d'ordre — Ordre des travaux — Projets et propositions de loi — Questions parlementaires — Règlement du Sénat — Rwanda				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Séquestre				
<i>Voir: Incivisme</i>				
Service de santé administratif				
<i>Voir: Office médico-social de l'Etat</i>				
Services d'incendie				
Dispense d'assujettissement à la sécurité sociale pour les pompiers volontaires	1111-14	81		
Problématique			405, 409-410	
Prévention des incendies dans les bâtiments élevés				
Question orale de M. Ottenbourg			1549-1550	
Uniforme des pompiers. — Distinction entre le personnel en service actif et les pensionnés				57, 117
Toxicité des fumées. — Matériel d'analyse				151
Programmes d'investissement 1990 pour l'acquisition de matériel				449
Communes frontalières. — Accords de coopération des services d'incendie. — Ratification du traité Benelux				510
Coopération transfrontalière belgo-néerlandaise				2030
<i>Voir aussi: Catastrophes et accidents — Chômage — Communes — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Ministres et Ministères (Intérieur, Modernisation des Services publics, et Institutions scientifiques et culturelles nationales) — Sécurité sociale</i>				
Société nationale de crédit à l'industrie				
<i>Voir: Institutions de crédit</i>				
Société nationale des chemins de fer belges				
Investissements				
Programme des travaux pour 1991	1111-18	2	495-496	
Port de Gand. — Hinterland et infrastructure ferroviaire dans le district S.O.	1111-18	2-3, 4		137
au Limbourg				645, 861
en 1990				693, 861
en Flandre occidentale				749, 857, 1991
Aménagement des gares du littoral				1247, 1325
Ventilation par région				1257
Critiques du « Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen » à l'égard du plan d'investissements de la S.N.C.B.				1281, 1949, 2011
en Flandre orientale en 1991-1992				1281, 2018
Tarifification du transport des voyageurs				1612, 1664
Nouvelle formule d'abonnement, avec l'intervention de l'employeur	1111-18	2		
Nouvelle tarification des abonnements	1111-18	10, 13		
Abonnements mixtes S.N.C.B. — S.N.C.V.	1111-18	17		96, 346
Carte de réduction. — Calcul des réductions				
Nouveaux tarifs pour le personnel des Communications et des P.T.T.				1155, 1323
Libre parcours au tarif réduit				1353, 1529
<i>Voir aussi: Ministres et Ministères (Finances)</i>				
Plan STAR 21	1111-18	3, 4	372, 490, 492, 493, 494, 495, 496	
<i>Voir aussi: Voies navigables</i>				
Electrification				
Liaisons Tournai-Lille et Courtrai-Lille	1111-18	3, 4, 6	492, 493, 495, 496, 497	1207, 2018
Liaison Deinze-La-Panne (Ligne 73)			493, 496	289, 658
Ligne Tournai-Lille				
Electrification de la ligne de chemin de fer Gouvy-Rivage			850-851	
Question orale de M. Bock				
Liaison Bruxelles-Namur-Arlon-Luxembourg. — Ligne 162	1111-18	4		
Transport de marchandises	1111-18	4, 5, 6		
vers Frasnes-lez-Anvaing				1156, 1325

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Société nationale des chemins de fer belges (suite)				
T.G.V.	1111-18	4-7, 14	491, 492-493, 494, 495	
Lembeek (Halle)	1111-18	15-17		325, 467 903, 1048
Etat d'avancement				
Investissements 1991-1994 pour la branche Est (Liège-Aachen)				1281, 1483
Fixation du tracé. — Entretien avec les hommes politiques de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde				1701, 1886 1843, 1844, 1953
Permis de construction. — <i>Timing</i> des décisions des autorités nationales et régionales				
Expropriations. — Protection du cadre de vie. — Indemnisation				
Gare de Charleroi-Sud. — Aménagement du faisceau de voies	1111-18	13-14-15		
Gare de triage de Monceau. — Nouvel emplacement pour la gare de Marchienne	1111-18	14, 15		
Ligne Charleroi-Erquelines-Maubeuge. — Travaux d'amélioration de l'assiette de la voie et des ponts sur la Sambre	1111-18	14, 15		
Sécurité du transport international des marchandises par chemins de fer				
Question orale de M. Suykerbuyk			66	
Opportunité de supprimer, pour les employés et les fonctionnaires, le plafond de rémunérations pour l'obtention d'un abonnement social de chemin de fer, à l'effet d'encourager l'usage des transports en commun				
Interpellation de M. Pataer			78-80	
Construction de la voie pour le T.G.V.				
Question orale de M. De Belder			271-273	
Financement du surcoût du T.G.V.				
Question orale de Mme Aelvoet			273	
Liaison Gand-Adinkerke-Calais			492	
Liaison IC Hasselt-Maastricht-Aix-la-Chapelle-Cologne			492, 495, 497	
Développement de la liaison Anvers-Mönchengladbach (« Rhin ferroviaire »)			493-494, 496, 497	4, 761, 955, 1049, 1877, 1954
Liaison avec le réseau IC des Pays-Bas			494	
Journées train-tram-bus				
Pays-Bas			494	532, 661
dans la région de Mons				
Modernisation de la liaison Neerpelt-Anvers			494, 497	
Liaisons entre le Limbourg et Bruxelles et entre le Limbourg et Anvers			496	
Planification du T.G.V. en Flandre				
Question orale de M. Van Hooland			695	
Coopération franco-allemande concernant le T.G.V.				
Question orale de M. Hatry			1009-1010	
Financement et modification du programme des travaux du T.G.V.-Nord pour la section Liège-frontière allemande				
Interpellation de M. Clerdent			1362-1368	
Tracé du T.G.V. au Nord d'Anvers				
Question orale de M. Cools			1639-1640	
Projet grand-ducal de nouvelle liaison ferroviaire Luxembourg-Bruxelles				
Question orale de M. Bouchat			1776-1777	
Difficultés et inconvénients rencontrés par les usagers de la S.N.C.B.				
Interpellation de Mme Mayence-Goossens			1786-1788	
Service ABX (Service des colis)				
Question orale de M. Cools			1887-1888	
Adaptation du programme d'investissement de la S.N.C.B. relativement à la pose d'une troisième et d'une quatrième voie entre Bruges et Gand				
Interpellation de M. Leclercq			2047-2048	
Liaison T.G.V. avec les Pays-Bas				
Question orale de M. Suykerbuyk			2685-2686	
Bilan et compte des résultats au 31 décembre 1990			3036	
Voie ferrée concédée à l'a.s.b.l. <i>Vennbahn</i> . — Exploitation				3, 498, 655 4, 140
Pont « Noordland ». — Liaison ferroviaire. — Budget				
Bâtiments				
Bâtiments vides dans l'est du pays. — Location ou vente				51, 263
Rénovation de la gare d'Essen et facilités pour les voyageurs dans les gares de la ligne 12				247, 349 248, 350 798, 968
Rénovation de la gare d'Audenarde. — Accès aux quais				
Rénovation de la gare d'Enghien				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Société nationale des chemins de fer belges (suite)				
Grèves				
Mouvements de grève annoncés. — Dialogue avec le syndicat indépendant des cheminots (S.I.C.)				95, 965
Répercussions sur la circulation routière et les dépenses énergétiques				96, 436
Nombre d'absents réels le 14 septembre 1990				248, 339, 1483
Perte financière subie en raison des grèves passées				964
Préavis de grève du S.I.C. — Réaction de la direction				1843, 1993
Energie nucléaire. — Transport ferroviaire de matières fissiles appauvries				160, 515
Concession des points de vente dans les gares (Kiosques à journaux)				215, 339, 1047
Gares de Veltem et Herent. — Arrêt supplémentaire des trains. — Garage couvert pour vélos				215, 437
Nuisance acoustique et vibrations à Herent				216, 348
Absence de chariots à la gare d'Ostende				263
Possibilités de parking auprès des gares				290, 911
Emploi de matériel pendulaire sur la ligne Rivage-Gouvry				325, 466
Participation à la <i>s.a. Euro-Combi Est</i>				389, 549
Nettoyage des environs de Bruxelles-Midi. — Contacts avec les communes				389, 550
Transports transfrontaliers. — Tarification. — Enormes différences de prix				435, 529
Retards sur la ligne Bruxelles-Arlon-Bruxelles				497, 658
Ligne 52. — Pont ferroviaire sur le canal maritime. — Transfert de la ligne 52 à la S.N.C.V.				498, 550
Déficiences du système de surveillance des passages à niveau				531, 763
Prévention et répression de la criminalité nocturne à la gare du Nord à Bruxelles. — Insécurité au centre de communication Nord				797, 803, 807, 967, 1189, 1622
Problèmes de <i>Railtour</i>				
Mesures en attendant une décision judiciaire				797, 1047
Avancement de l'enquête				1778, 1949
Gare de La Louvière-Sud. — Projet de construction				903, 1886
Evaluation des systèmes d'annonce SES et STA				904, 971
Entretien et embellissement des talus				1077, 1221
Viaduc de Pintamont à Ath. — Renouvellement				1156, 1228
Location de vélos dans les gares. — Bilan				1207, 1407
Nettoyage de wagons-citernes. — Contrats avec des firmes privées				1391, 1529
Location de loges dans les stades de football				1407
Utilisation de l'assiette d'anciennes voies en Flandre orientale				1408
Infraction à la législation linguistique en matière administrative par la gare et le service touristique de La Panne				1429, 1574
Baisse de la qualité d'entretien des gares et des wagons				1519, 1574
Retards. — Problèmes de coordination				1519, 1575
Qualité des avis diffusés. — Emploi des langues				1520, 1576
Récents problèmes ferroviaires. — Communiqués de presse et avis aux voyageurs				1520, 1576
Installations de lavage de wagons				1520, 1663
Critères d'entretien du matériel roulant				1520, 1712
Enquête parmi les voyageurs en gare de Louvain. — Autres gares				1559, 1663
Entretien des alentours de la gare d'Audenarde				1657, 1714
Participation dans le capital de la S.A. Edmond Depaire				1657, 1714
Service d'information de la gare de Bruxelles-Midi. — Emploi des langues				1664
Elargissement de la voie Louvain-Ottignies				1702, 1887
Stands de vente et affiches publicitaires des Magasins du monde Oxfam dans les gares				1745, 1789
Suppression du déchargement à Dixmude, suite à l'électrification de la ligne 73				1745, 1992
Achat de traverses en bois et en béton. — Coût				1777, 1853
Commande de dix-huit automotrices omnibus				1777, 1993
Cantines flamandes approvisionnées par des entrepôts wallons				1778, 1853
Désaffectation de l'infrastructure dans l'arrondissement de Verviers				1779, 1951
Gares de triage. — Répartition régionale				1779, 1952
Garages couverts pour vélos. — Gare d'Ostende				1779, 1952
Implantation de services des chemins de fer. — Conséquences économiques. — Etude				1789
Suppression des guichets dans certaines gares				1875, 1954
Luxeux annuaire. — Tirage. — Coût				1915, 2019
Modernisation de la gare d'Audenarde. — Accès des handicapés				1916, 1955

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Société nationale des chemins de fer belges (suite)				
Equipement des gares de la ligne Essen-Anvers Voir aussi: Aéronautique — Budgets (Généralités) — Entreprises — Langues — Transports — Transports publics				2043
Personnel				
Intégration de la Caisse des soins de santé dans le régime général (I.N.A.M.I.)	1111-15 1111-18 1115-2	3, 8, 9 10, 12 7, 10, 13, 15, 18, 33-34	493, 496, 595, 607, 610, 611	
Nouvelle union nationale Titulaires d'une pension de survie Modification du régime des pensions Voir aussi: Politique sociale (Dispositions sociales)			595, 610 607, 611	531, 660
Régime linguistique Parité linguistique Cadres linguistiques	1111-18	7		643, 644, 693, 913, 954, 966, 1049, 1257, 1429, 1852 1778, 1950
Ateliers d'entretien Exécution des arrêts du Conseil d'Etat et de la Cour du travail de Bruxelles Equilibre linguistique au niveau du personnel de la comptabilité Recrutement de commis-dactylographes à Bruxelles-Capitale. — Connaissances linguistiques Examen de conseiller, spécialités commerciales et financières. — Application des lois linguistiques Engagements contractuels à Bruxelles. — Examen linguistique Reprise de personnel de la S.N.C.B. par la Régie des Postes et la R.T.T. Voir aussi: Politique sociale (Dispositions sociales)	1115-7	4-6		797, 863 904, 1048 1155, 1222 1156, 1324 1475, 1529
Conflit sur la représentativité des syndicats Reconnaissance du syndicat indépendant Politique du personnel et chiffre d'affaires annuel Service des pensions. — Effectifs et nombre de dossiers traités. — Comparaison avec l'administration des Pensions Congés exceptionnels Départs pour raison de santé Modification de l'horaire de travail. — Convocation imprévue. — Indemnité Comité restreint. — Composition. — Rémunération des membres Augmentation du nombre de graves accidents du travail Octroi d'une prime de bilinguisme				175, 1142 2046 215, 656 513, 531, 661 530, 659 599, 860 954, 1167 1156, 1222 1611, 1713 1658, 1788
Société nationale des chemins de fer vicinaux				
Nouvelle tarification des abonnements Abonnements mixtes S.N.C.B.-S.N.C.V. Opération train-tram-bus dans la région de Mons Voir aussi: Transports publics	1111-18 1111-18	10, 13 17		532, 661
Société nationale des distributions d'eau				
Voir: Budgets (Généralités)				
Société nationale d'investissement				
Voir: Sabena				
Société nationale du logement				
Partage de l'avoir social de la S.N.L. (Impôt des sociétés) Voir aussi: Impôts sur les revenus — Logement			832	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Société nationale terrienne				
Partage de l'avoir social de la S.N.T. (Impôt des sociétés) Voir aussi: Impôts sur les revenus — Logement			832	
Sociétés commerciales				
Introduction de la possibilité d'émission d'actions sans droit de vote, modification des limites maximales imposées au vote en assemblée générale, réduction des cas d'intervention d'un réviseur d'entreprises dans le cadre de certaines opérations et permission des pactes sociaux, par la modification des lois sur les sociétés commerciales coordonnées du 30 novembre 1935				
Proposition de loi de MM. Hatry et Cooreman S.E. 1988				
Rapport (au nom de la Commission <i>ad hoc</i> Sociétés commerciales) de MM. Verhaegen et Bayenet	18-2			
Motion d'ordre de Mme Herman-Michielsens (Réception tardive du rapport)			2259	
Discussion et discussion des articles			2259-2277-2300	
Votes réservés			2384-2386	
Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1107			2393-2394	
Modification des lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935, dans le cadre de l'organisation transparente du marché des entreprises et des offres publiques d'acquisition (Actions — Emission de valeurs mobilières réservées aux membres du personnel — Responsabilité des administrateurs, action sociale et action minoritaire — Assemblée générale — Publicité des comptes annuels — Obligations convertibles et warrants — Expertise — Dispositions pénales — A.R. n° 185 du 9 juillet 1935 — Loi du 2 mars 1989)				
Projet de loi	1107-1			
Rapport (Article 11. — Avis de la Commission des Affaires sociales à la Commission <i>ad hoc</i> Sociétés commerciales. — Actionnariat des travailleurs) de M. Ottenbourg	1107-2			
Rapport (fait au nom de la Commission <i>ad hoc</i> Sociétés commerciales) de MM. Verhaegen et Bayenet	1107-3			
Amendement de MM. de Wasseige et Aerts	1107-4			
Amendements de M. Stroobant et consorts	1107-5			
Sous-amendement du Gouvernement	1107-6			
Motion d'ordre de Mme Herman-Michielsens (Réception tardive du rapport)			2259	
Discussion			2259-2277	
Discussion des articles			2277-2300	
Votes réservés			2384-2386	
Vote			2393-2394	
Réviseurs d'entreprises et experts-comptables	1107-3	207-222		
Emission de valeurs mobilières réservées aux membres du personnel	1107-4	2		
	1107-5	2-3		
	1107-6	3		
Sociétés coopératives. — Réforme du droit. — Modification des lois coordonnées sur les sociétés commerciales	1374-8	1-70	2608, 2636, 2662-2669	
	1374-17	5-6		
	1374-18	6-7		
Société coopérative de participation	1374-8	10-11, 14-15	2665, 2666, 2668	
Transformation d'une société coopérative en société anonyme (ou inversément)			2664, 2669	
Rôle du réviseur d'entreprises et de l'expert-comptable « Faux indépendants » dans les sociétés coopératives			2666	
Voir: Sécurité sociale				
Voir aussi: Commerce — Intercommunales				
Constitution d'une commission <i>ad hoc</i>			322	
Réforme du droit des sociétés. — O.P.A.			400	
Société d'une personne à responsabilité limitée			836	
Personne morale administrateur d'une S.A. — Représentants ou mandataires. — Incompatibilités et interdictions				12
Fusion. — Sort des administrateurs				52, 705
Comptes annuels d'une société en liquidation. — Contrôle et approbation				53, 1667
Participations dans une autre société dont l'objet social est différent				97, 1410
Changement de siège social. — Compétence				106, 107
Droit de regard et de contrôle des associés				500, 971
Absorption d'une société commerciale par une société civile				1392, 1820

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Sociétés commerciales (suite)				
Notion d'investisseur professionnel				1394, 1537
Effets d'une irrégularité au cours de l'assemblée de dissolution				1475
Revalorisation du capital				1476
Prise en charge du précompte sur les dividendes				1615
Sociétés dont toutes les actions sont détenues par une seule personne. — Liquidation				1658
<i>Voir aussi:</i> Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Circulation routière — Entreprises — Faillites — Impôts sur les revenus — Notariat				
Sondages d'opinion				
Complément à l'article 2 et abrogation de l'article 5 de la loi du 18 juillet 1985 relative à la publication des sondages d'opinion (Interdiction de publication des sondages électoraux) Proposition de loi de M. Pataer S.E. 1988 Rapport de M. Pinoie	220-2		2183-2190, 2230	
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 958				
Modification de la loi du 18 juillet 1985 relative à la publication des sondages d'opinion Projet de loi* Rapport de M. Pinoie	958-2		2183-2190, 2228, 2229-2230	
Discussion et vote				
Loi sur les sondages d'opinion. — Arrêté d'exécution <i>Voir aussi:</i> Population				754, 931
Sports				
<i>Voir:</i> Education physique et sports				
Statistiques				
Conseil supérieur de la statistique <i>Voir aussi:</i> Economie — Institut national de statistique — Justice — Population	1111-17	31		
Statut social des travailleurs indépendants				
Modification de l'article 22 de l'A.R. n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social (Dispense temporaire du paiement d'allocations pour l'indépendant débutant) Proposition de loi de M. Duquesne 1988-1989 Rapport de M. Crucke	780-2		686-687, 717-718	
Discussion et rejet				
Amélioration de la situation de l'indépendante mère de famille Proposition de loi de M. Monfils	1065-1			
Budget du statut social. — Subvention de l'Etat	1111-13 1115-4	3, 4-5 5	612, 613	
<i>Voir aussi:</i> Politique sociale (Dispositions sociales)				
Assurance maladie-invalidité Incapacité de travail. — Protection de la maternité. — Conjoint aidants	1111-13	6		
Indemnité d'invalidité	1111-13	6		
Petits risques	1111-13	6		
Statut du conjoint aidant	1111-13	9-10		
Cotisation spéciale à charge des isolés et des ménages sans enfants. — Abrogation. — Amendement du Gouvernement	1374-3 1374-10 1374-13	3 1-2, 6 2		
<i>Voir aussi:</i> Allocations familiales — Sécurité sociale				
Cotisations sociales Nouvelles dispositions. — Amendement du Gouvernement Paiement tardif. — Litiges. — Amendes dans l'agriculture. — Revenus de champs situés aux Pays-Bas. — Déduction	1374-10	2, 3, 4, 6	2903, 2904	33
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Classes moyennes et Victimes de la guerre - Secrétaire d'Etat)				298, 557

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Statut social des travailleurs indépendants (suite)				
Cotisations de consolidation et de modération	1374-10 1403-4	3 2		455 1546
Produit. — Sous-estimation Calcul de la cotisation de modération. — Iniquités. — Mesures <i>Voir aussi:</i> Allocations familiales — Pensions (Indépendants) (Travailleurs et assurés libres)				
Diminution des subsides destinés à l'assurance des petits risques en soins de santé et augmentation des cotisations à charge des travailleurs indépendants Question orale de M. Barzin			71-72 383-384, 612, 613, 2903-2904 1510	
Amélioration du statut				
Maintien des droits des indépendants Quotient conjugal. — Assujettissement à l'A.R. n° 38 du 27 juillet 1967				514 752, 822
Sociétés de médecins. — Droit d'une pension extra-légale <i>Voir aussi:</i> Allocations familiales — Assurance maladie-invalidité — Pensions (Indépendants) — Politique sociale (Disposi- tions sociales) — Sécurité sociale				
Stupéfiants				
Création d'un Fonds de financement de la lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme, l'usage des stupéfiants, stimulants ou produits analo- gues et l'abus des tranquillisants Proposition de loi de MM. de Wasseige et Taminiaux	1333-1			
Politique suivie en matière de traitement de la toxicomanie Question orale de M. Barzin			303-304	
Saisie d'un lot de marihuana sur un navire ghanéen à Anvers (Destina- tion Rotterdam) Question orale de M. Dierickx			2513-2514	
Lutte contre la drogue Collaboration entre les parquets. — Analyses en laboratoire Interdiction du <i>cath</i> (feuilles du <i>catha edulis</i>)				799 1560, 1566, 1668, 1736
Toxicomanie. — Sanctions et condamnations Etablissements de soins et établissements psychiatriques Armée Prisons et établissements semblables				1317, 2013 1354, 1527 1354, 2013, 2054 2043
Contrebande de drogue. — Affaire <i>Ferial</i> <i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Armée — Etablissements péniten- tiaires — Ministres et Ministères (Finances)				
Successions				
Modification du Code civil, en ce qui concerne les qualités requises pour succéder (Indignité et ingratitude) Proposition de loi de M. de Clippele	1434-1			
Sucre				
Amélioration de l'organisation du secteur du sucre et des betteraves sucrières. — Modification de la loi du 28 mars 1975. — Quota de sucre <i>Voir aussi:</i> Politique sociale (Dispositions sociales) <i>Voir aussi:</i> Agriculture	1115-4	7-8, 17-21		
Sûreté de l'Etat				
Problèmes au sein de la Sûreté Rôle de la Sûreté	1111-5	7, 18	407	
Poursuites à charge de personnes suspectes d'espionnage Question orale de M. Valkeniers			694	
Arrestation suspecte de M. Etienne Tshisekedi à l'aéroport de Zaventem Interpellation de Mme Aelvoet			1583-1584, 1585-1587	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Sûreté de l'Etat (suite)				
Incidents survenus à propos de l'expulsion ou de la non-expulsion d'un membre éminent de l'opposition zairoise Question orale de M. Pataer			1584, 1585-1586, 1587	
Instruction à charge d'inconnus pour atteinte à la Sûreté de l'Etat Question orale de M. Valkeniers			2375-2376	750
Utilité. — Suppression éventuelle Déménagement des services de la Sûreté <i>Voir aussi:</i> Commissions du Sénat — Enquête — Justice — Police				1624
Sylviculture				
Organisation de certaines mesures fiscales en faveur de la production forestière à long terme (Droits de succession et droits d'enregistrement) Proposition de loi de M. Verhaegen S.E. 1988 Rapport de M. Deprez Discussion et vote	40-2		3001-3005, 3027	
Plantations de « sapins de Noël » Problème du déboisement <i>Voir aussi:</i> Droits d'enregistrement — Environnement — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers)	1111-12 1111-12	48-49 49		
Syndicats				
<i>Voir:</i> Accidents du travail — Armée — Chômage — Contrats de louage de travail — Enseignement (Personnel) — Etablissements pénitentiaires — Fonction publique — Gendarmerie — Magistrats — Milice — Ministres et Ministères (Finances) (Vice-Premier Ministre, Affaires économiques et Plan, chargé de la restructuration du « ministerie van Onderwijs ») — Rémunérations et salaires — Société nationale des chemins de fer belges — Travail				
T				
Tabac				
Lutte contre le tabagisme Publicité Interdiction de fumer dans les lieux publics	1111-16 1111-16 1111-16	20, 21-22 21 21	450	
Création d'un Fonds de financement de la lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme, l'usage des stupéfiants, stimulants ou produits analogues et l'abus des tranquillisants Proposition de loi de MM. de Wasseige et Taminiaux	1333-1			132, 740
Nuit des longs baisers sans tabac à Walibi (15 septembre 1990). — Aspects pratiques et éthiques Etude par l'I.R.S.I.A. concernant la sélection de tabacs indigènes présentant un taux moins élevé de goudrons et de nicotine <i>Voir aussi:</i> Communautés européennes — Douanes et accises — Indice des prix				247, 299
Taxe de circulation				
Voitures antiques, véhicules militaires de collection et remorques Montant perçu dans la province de Luxembourg Produit <i>Voir aussi:</i> Circulation routière — Impôts — Postes	1166-2	70	832	1679 2061

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Effet de l'augmentation des prix du pétrole sur les recettes de la T.V.A.	1110-2	51, 55		
Taux de 6 p.c. pour les opérations immobilières sur les produits culturels. — Disques et cassettes	1166-3 1166-5 1166-7	3-4 13-14 17		
Harmonisation des taux au sein de la C.E.E.			371, 1511, 1519, 2907, 2910, 2911	
Taux actuel et futurs de la T.V.A. sur la vente de journaux				
Question orale de M. Pataer			2039-2040	
Chute des recettes due à la crise du Golfe			2944	
Prestations de services. — Montant où la taxe est due. — Experts judiciaires				67
Matériel d'assistance pour handicapés de la vue. — Problème financier et modalités d'octroi				196, 337, 1382
Assujettissement à la T.V.A.				
B.R.T.				252, 306
Organismes publics. — R.T.T. — Régie du Travail pénitentiaire				252, 306
C.P.A.S. et hôpitaux qui en dépendent				402
Associations intercommunales				403
R.T.B.F.				535, 714
Localisation des prestations de services				252, 307, 1227
Groupement d'intérêt économique. — Situation en matière de T.V.A.				359
Importation et vente par un commissionnaire-consignataire				535, 714
Produits de la T.V.A. — Origine. — Exemption pour des travaux publics d'infrastructure				559
Taux applicable en cas de revente d'un bâtiment en cours de restauration				560
Moyens de transport. — Définition. — Conteneurs				567, 1227
Evasion fiscale via un <i>leasing</i> transfrontalier (<i>Leasing</i> de voitures)				668
Exploitant de taxis. — Transport de petits objets				821
Taxation forfaitaire. — Exceptions éventuelles				1160, 1485
Etablissement stable en Belgique d'un assujetti étranger				1183
Prestations de services entre succursales d'une même entreprise				1225
Location de biens meubles par une personne physique				1226
Dissociation des fonctions de gestion et de vérification des services locaux				1272
Achat d'un véhicule d'occasion. — Procédure administrative. — Vente de timbres fiscaux				1356, 1535
Paiement et restitution de la T.V.A. à l'occasion de la livraison de carburant. — Préjudice causé aux camionneurs belges				1370
Révision des taux				
Réduction du nombre des taux				1477, 1632
Taux inférieur au minimum pour le taux le plus bas				1477, 1632
Mesures de simplification accordées aux assujettis établis à l'étranger				1724
Cession d'un fonds de commerce. — Déduction pour les travaux de transformation				1780, 1892
Taxe sur une taxe. — Taxe sur la redevance forfaitaire anticipée de l'intercommunale de distribution d'eau				1781, 1893
Coût d'émission d'une facture. — Indemnité pour frais administratifs				1946, 1996
<i>Voir aussi:</i> Carburants — Combustibles — Impôts — Télégraphes et Téléphones				
Taxis				
<i>Voir:</i> Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Taxe sur la valeur ajoutée				
Télécommunications				
Télécommunications modernes	1111-19	5		
Libéralisation du trafic des télécommunications par satellite				
Question orale de M. Hasquin			2512-2513	
Participation de la Belgique au marché paneuropéen des télécommunications				1162, 1231
Centre de télécommunication par satellites à Lessive. — Coût et dépenses de promotion. — Tâches et fonctions de la R.T.T.				1233
Institut belge des services postaux et des télécommunications				
<i>Voir:</i> Entreprises — Postes — Télégraphes et Téléphones				
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Entreprises				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Télégraphes et Téléphones				
Restructuration de la R.T.T. en Institut belge des services postaux et des télécommunications et en Belgacom <i>Voir aussi:</i> Entreprises — Postes	1111-19	2		
Monopole de la Régie	1111-19	2, 3, 4, 7		
Rente du monopole	1111-19	13		
Investissements de la Régie	1111-19	2-3, 5		
	1115-7	6		
Raccordements téléphoniques en souffrance	1111-19	4		
Mobilophonie	1111-19	4-5, 8-9		650, 780
Utilisation dans la province de Luxembourg				
Numérisation				
Modernisation et remplacement des centraux mécaniques et analogues par des centraux numériques. — Adjudications du réseau de la zone d'Oetingen et de Gammerages	1111-19	6-7, 13		1971
Transmission par câbles. — Commandes	1111-19	9		
Commutation. — Contrats. — Approbation par le Gouvernement	1111-19	9-10	3039	
<i>Voir aussi:</i> Gouvernement				
Tarifs téléphoniques				
Evolution du tarif des communications intérieures	1111-19	10		
Tarifs internationaux préférentiels. — Réseau minitel	1111-19	11		72
Coût de l'application des tarifs sociaux	1403-5	14		
Extension du tarif social. — Coût. — Service d'information				1688
Amélioration du service à la clientèle	1111-19	10-11		
<i>Videotex</i>	1111-19	11-12, 15, 17		
		13		
Emprunts de la Régie. — Garantie de l'Etat	1111-19	13		
T.V.A. sur les prestations et fournitures effectuées par la Régie	1111-19	15, 16		
Remboursement d'un subside en capital par la Régie à l'Etat	1115-7	6-7		
<i>Voir aussi:</i> Politique sociale (Dispositions sociales)				
Mesure budgétaire. — Contribution de la Régie à l'apurement de la dette publique	1403-5	13-14	603	
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités) — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Léger retard de paiement de factures. — Coupure intempestive de la ligne				100, 199
<i>Téléfax</i>				
Appareils accessibles au public en Flandre orientale				256, 367
Influence de la télécopie sur l'utilisation d'autres formes de communication				1378
Télécopie dans le secteur public belge. — Evolution				1379
Guide <i>téléfax</i> . — Emploi des langues				1729
Restructuration de la Régie. — Rattachement du district de Luxembourg à celui de Liège ou de Charleroi				314
Appels téléphoniques anonymes ou malveillants. — Identification des appels. — Enquête judiciaire				553, 885
Répartition linguistique des abonnés				676
Communications téléphoniques avec la Roumanie				1145
Factures. — Duplicata				1212, 1834
Constructions à Bruxelles. — Adjudication				1234
Perturbation des liaisons téléphoniques dans la région d'Ypres				1399, 1501
S.A. I.T.T. Promedia. — Publicité dans les « Pages d'Or ». — Tarifs				1482, 1502, 1804, 1885, 2000
Relevés impayés. — Retards de paiement des administrations publiques				1804
Visiophone: expériences européennes. — Adhésion de la Régie				1920, 1970
Cession de ligne téléphonique. — Frais de cession. — Changement de nom du titulaire				1970
Importance du trafic téléphonique				2000
<i>Voir aussi:</i> Entreprises — Loteries et tombolas — Procédure pénale — Télécommunications — Travaux publics				
Personnel				
Caisse de retraite autonome	1111-19	15, 18		
Reprise de personnel de la S.N.C.B. par la Régie	1115-7	4-6		
<i>Voir aussi:</i> Politique sociale (Dispositions sociales)				
Cadres linguistiques dans la circonscription de Bruxelles				621
Problèmes de personnel à Louvain				675
Effectifs				
Répartition linguistique dans l'arrondissement de Gand-Eeklo				676
				1363, 1544

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Télégraphes et Téléphones (suite)				
Personnel (suite)				
Horaires flexibles				909, 985
Personnel des recettes				1802
Recrutement d'étudiants-travailleurs				2031
Prime de bilinguisme				2047
<i>Voir aussi</i> : Société nationale des chemins de fer belges				
Télévision				
<i>Voir</i> : Radio et télévision				
Textile				
<i>Voir</i> : Industrie				
Timbres-poste				
Emission de timbres spéciaux				
Timbre-poste consacré au Saint Frère Mutien-Marie				675, 932
Bénéficiaires et produit net				1564, 1728
<i>Rerum novarum</i> et « syndicalisme libéral ». — Diffusion				1594
Tourisme				
Agences de voyages. — Crise du Golfe. — Chômage technique	1386-2	9-10		1045, 2069
Suspension éventuelle de contrats de travail dans le secteur touristique pour des raisons de force majeure liées à des circonstances de guerre			1329, 1330	
Question orale de M. Van den Broeck				
Situation difficile des agences de voyages et de leurs employés suite à l'effondrement de la demande en voyages à l'étranger et au refus de l'Onem de considérer la guerre du Golfe comme un événement de force majeure			1329-1330	
Question orale de M. Henneuse				
<i>Voir aussi</i> : Contrats de louage de travail				
Transports				
Règlement C.E.E. et nouvelles C.C.T. conclues au sein de la Commission paritaire du transport	1111-14	58-59		
Politique	1111-18	2		
Collaboration et complémentarité entre les modes de transport	1111-18	17	492	
Transport de marchandises par route	1111-18	2, 10		
Accès au marché dans l'optique de 1992 et cabotage au Benelux. — Projet de loi et projet d'A.R.	1111-18	2		
Transport de personnes par route. — Autorisations et certificats	1111-18	13		
Modification de la loi du 1 ^{er} août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles				
Projet de loi*	1294-1			
Rapport de M. de Seranno	1294-2			
Discussion et vote			2068-2072, 2102	
Mise sur pied d'une conférence nationale des trois Régions sur la politique des transports				
Question orale de M. de Seny			2438-2440	
Transport de matériaux nucléaires à bord de malles Zeebruges-Douvres. — Risques				514
Accès à la profession de transporteur routier. — Autorisation de l'Institut des transports routiers. — Statut. — Cautionnement				531, 660
Transport routier. — Contrôle des temps de conduite et de repos. — Règlements nos 3820/85 et 3821/85. — Transport pour compte propre ou de tiers				764, 804, 823, 884
Statut des intermédiaires en matière de transport routier de marchandises				863
Conférence des ministres européens des Transports à Antalya. — Résultats				1664

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Transports (suite)				
Transport ferroviaire d'explosifs. — Compétence de police du bourgmestre				2017
<i>Voir aussi:</i> Accidents du travail — Animaux et protection des animaux — Circulation routière — Etrangers — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Sabena — Société nationale des chemins de fer belges — Taxe sur la valeur ajoutée				
Transports publics				
Intervention du patron dans les frais pour se rendre à son travail et en revenir	1111-18	2		
Politique	1111-18	2, 17	492	
Mesure incitative à l'utilisation des transports en commun (C.I.R.)	1403-3	7-12, 43-50	2904, 2908, 2918, 2919, 2922-2923	
	1403-10	2		
	1403-12	7		
<i>Voir aussi:</i> Budgets (Généralités)				
Appels d'offres internationaux lancés par des sociétés belges de transport en commun				
Question orale de M. Boël			695-696	
<i>Voir aussi:</i> Coopération au développement — Société nationale des chemins de fer belges — Société nationale des chemins de fer vicinaux — Transports				
Travail				
Protection, du licenciement, des délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail				
Proposition de loi de M. Stroobant S.E. 1988				
Rapport de M. Schoeters	125-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 1105			1079-1090, 1136-1139, 1144	
Statut du travail par équipes successives				
Rapport (sur la réunion consacrée à l'examen comparatif de la C.C.T. n° 46 relative aux prestations de nuit et de la proposition de loi) de M. Schoeters	151-4			
Régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel (Ancien intitulé: Régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel et les candidats délégués du personnel dans les conseils d'entreprise et les comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail)				
Projet de loi	1105-1			
Rapport de M. Deneir	1105-2			
Amendements de Mme Harnie et consorts	1105-3			
Amendements de M. Boël et consorts	1105-4			
Discussion et vote			1079-1103, 1136-1139, 1143-1144	
Relations collectives du travail				
C.C.T. et commissions paritaires	1111-14	7, 21, 74-97		
Homes de vacances des écoles de l'Etat institués sous forme d'a.s.b.l. — Compétence d'une commission paritaire				931
Commission de concertation pour le personnel de cadre	1111-14	89-90		
Conciliation sociale. — Conflits du travail	1111-14	93-95		
Accord interprofessionnel	1111-14	109	366, 369, 372-373, 383, 388, 500, 503, 608	
	1115-2	52, 64-73		
Exclusion de recours en annulation d'une C.C.T. auprès du Conseil d'Etat	1374-4	5, 9-11, 18-19	2622, 2637-2638	
	1374-15	3-4		
Recours contre la nomination des membres d'une commission paritaire			2637, 2638	
<i>Voir aussi:</i> Etablissements hospitaliers — Transports				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Travail (suite)				
Politique de l'emploi				
Politique du Ministère de l'Emploi et du Travail. — Note circonstanciée	1111-14	7-105	384	
Politique du marché de l'emploi	1111-14	11-12, 106, 107		
Délimitation des compétences nationales, communautaires et régionales	1111-14	107, 108, 111, 112		
Amélioration de la formation	1115-2	52	354	
Organisation d'une table ronde avec les Régions	1115-2	56		
Réflexions sur la politique			458-459, 462, 463, 464, 842	
Evolution de la population active	1111-14	8, 10, 11		
Evolution de l'emploi dans le secteur de la technologie de pointe et l'industrie pharmaceutique	1111-14	9, 11, 109		909, 1104
<i>Voir aussi:</i> Chômage				
Mesures pour favoriser la réinsertion professionnelle des personnes « rentrantes »	1111-14	12		
Programmes alternatifs de mise au travail. — Troisième circuit de travail (T.C.T.), cadres spéciaux temporaires (C.S.T.), chômeurs mis au travail (C.M.T.) et contractuels subventionnés	1111-14	12, 13, 110	458, 462	
	1111-18	30		
	1115-2	51		
Experts en gestion forestière	1111-18	30		
Simplification de la procédure d'engagement	1374-2	10, 13, 14		118
Régime de vacances				199
Renouvellement des contrats des agents mis à la disposition des administrations communales				444
Complément d'ancienneté pécuniaire. — Paiement des arriérés				731, 734
Nombre. — Régime. — Avenir				1544
Engagement pour la comptabilité communale				
<i>Voir aussi:</i> Communes (Personnel) — Fonction publique — Politique sociale (Dispositions sociales)				
C.S.T.				
C.S.T. occupés par les écoles	1111-20	37		
C.M.T.				
<i>Voir:</i> Fonction publique				
<i>Voir aussi:</i> Contrats de louage de travail				
Stage et insertion professionnelle des jeunes	1111-14	12, 13-16, 106, 107, 110		
	1115-2	56, 57		
Modifications à la réglementation relative au stage	1374-4	5-6		
Travail à temps partiel	1111-14	12, 19, 29, 31-32, 56- 58, 60, 78- 79, 88, 110	457, 458, 461-462, 608	
	1115-2	55		
	1115-11	4		
Cotisation patronale spéciale	1115-2	46, 47- 48, 54, 58-59	603, 607-608	1081, 1145
	1115-11	4-5		
a.s.b.l. communales				1080, 1335
Arrêtés d'exécution de la loi-programme du 22 décembre 1989				1081, 1783
Contrôle des prestations	1374-4	6	2622, 2638	
<i>Voir aussi:</i> Chômage — Politique sociale (Dispositions sociales)				
Interruption de carrière	1111-14	12, 29- 30, 63, 78, 85, 103, 111, 112		
	1374-4	4-5		
Protection contre le licenciement. — Préavis				452
Remplacement du bénéficiaire par un chômeur. — Demande d'une interruption de carrière par le remplaçant				1706
Perte de l'allocation après deux années d'activité indépendante				
<i>Voir aussi:</i> Fonction publique — Gendarmerie				
Qualité de l'insertion professionnelle de la femme	1111-14	12, 116	457, 461, 462	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Travail (suite)				
Promotion de l'emploi par la réduction temporaire des cotisations de sécurité sociale. — <i>Maribel</i>	1111-14	16-19, 26, 86, 103		
	1115-2	51, 64		
	1403-2	2		
Modération salariale et embauche compensatoire <i>Voir aussi: Rémunérations et salaires</i>	1111-14	20-21		
Convention d'insertion professionnelle. — Cotisation patronale au Fonds pour l'emploi	1111-14	21-22		
Agences locales pour l'emploi (A.R. du 19 juin 1987) Nombre. — Résultats <i>Voir aussi: Accidents du travail</i>	1111-14	22-23		2014
Formation-apprentissage (Formation en alternance des jeunes)	1111-14	26-27, 80, 103		1403, 1540
Réduction des cotisations sociales. — A.R. n° 495				
Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises	1111-14	35, 62, 81		
Financement des programmes de remise au travail. — Office national de l'emploi <i>Voir aussi: Budgets (Généralités)</i>	1403-2	4		
Activités internationales sur le plan de l'emploi, du chômage et des conditions du travail	1111-14	36-42, 73-74		
C.E.	1111-14	36-40, 73, 84		
O.I.T.	1111-14	41, 73-74, 83-84, 97, 107		
O.C.D.E.	1111-14	41		
Conseil de l'Europe	1111-14	42		
Association internationale de la sécurité sociale	1111-14	42		
Benelux	1111-14	42, 84		
Amélioration des conditions de travail des travailleurs	1111-14	42-74, 115		
Commissariat général à la promotion du travail	1111-14	63-66		
Conseil national consultatif pour la promotion du travail <i>Voir aussi: Institut pour l'amélioration des conditions de travail</i>	1111-14	66		
Protection du travail	1111-14	43-47	457-458, 462	
Réforme du R.G.P.T.			458, 462	
R.G.P.T. — Création de comités de sécurité et d'hygiène pour zones industrielles. — Zoning de Seneffe Feluy				1434, 1501
Hygiène et médecine du travail	1111-14	47-55		
Service de l'inspection médicale	1111-14	49-54		
Services médicaux des entreprises. — Libre choix du médecin. — Amendement	1115-2	43-44	609	
Conseils d'entreprises et comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail. — Elections sociales 1991	1111-14	52, 61, 80, 85, 90-93		
Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail	1111-14	52		
Travail des enfants. — Avant-projet de loi	1111-14	55-56, 115	457, 462	
Loi du 17 mars 1987 relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises	1111-14	58		
Mesures contre les activités des pourvoyeurs de main-d'œuvre. — Construction	1111-14	59-60, 61-62, 115-116	2609, 2621, 2622	
	1374-3	2, 8-9		
Remplacement de la carte de sécurité sociale par la fiche individuelle	1111-14	61-62, 82, 85		
Rétroactivité de dispositions pénales			2609, 2622	
Obligations imposées aux entrepreneurs par la loi-programme de 1989. — Difficultés d'application. — Adaptation				1252, 1374
Mesures en faveur des groupes à risques. — Cotisation patronale. — Formation et emploi. — Amendement du Gouvernement	1111-14	60, 86		
	1115-2	64-66, 69, 70		
	1374-4	5		
Occupation d'étudiants	1111-14	60-61, 80, 85, 103, 108		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Travail (suite)				
Congé pour raisons impérieuses				
Projet de loi	1111-14	63, 78		
C.C.T. n° 45 instaurant un congé pour motifs urgents				
Conséquences pour les vacances annuelles des ouvriers				602, 654, 721
Conséquences pour la législation sur les jours fériés				604, 1144
Egalité de traitement des travailleurs et des travailleuses	1111-14	70-73, 85, 107		
Réglementation	1111-14	71-72		
Commission du travail des femmes	1111-14	72-73		
<i>Voir aussi</i> : Personnel infirmier				
Exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés. —				
Projet d'A.R.	1111-14	79		
Travail temporaire (Intérimaires)	1111-14	80	457, 461-462	
Représentation du personnel de cadre. — Commission de concertation	1111-14	80, 89-90		
« Faux indépendants »	1111-14	85, 101, 110, 111	457, 462	
<i>Voir aussi</i> : Sécurité sociale				
Système d'embauche nette et de réduction du temps de travail	1111-14	88		
Fonds pour l'emploi. — Cotisation patronale	1111-14	88		
	1115-2	51, 63, 70		
Projets pour des groupes à risque qui ne sont pas demandeurs				
d'emploi	1374-4	5		
<i>Voir aussi</i> : Handicapés				
Statut des artistes	1111-14	108		
Réinsertion dans le circuit du travail des personnes qui ne sont plus				
capables d'accomplir le travail pour lequel elles ont été engagées				
(Incapacité de travail) (Travailleurs de plus de 50 ans)	1111-14	112		
	1115-2	47, 50, 54, 55, 61-62		
<i>Voir aussi</i> : Contrats de louage de travail — Juridictions du travail				
— Politique sociale (Dispositions sociales)				
Travail et environnement. — Sécurité du travail	1111-14	116, 117		
Prestations de nuit. — Règlement de travail. — C.C.T. n° 46 du				
23 mars 1990	1115-2	47, 54, 57-58		
	1115-11	3-4		
<i>Voir aussi</i> : Politique sociale (Dispositions sociales)				
Protection de la maternité. — Congé de maternité	1115-2	47-49, 61, 67-68, 69-70, 71		
	1115-11	5		
	1115-2	53, 54, 70, 71-73		
Congé de paternité				
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Politique sociale (Dispositions				
sociales) — Statut social des travailleurs indépendants				
Création d'emplois par les classes moyennes et les P.M.E.	1115-4	1-2, 6	612	
Représentants des jeunes travailleurs au sein des conseils d'entreprise				
et complément aux règles relatives à la création de ces conseils				
ainsi que des comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement				
des lieux de travail				
Projet de loi*	1146-1			
Rapport de M. Vannieuwenhuyze	1146-2			
Discussion et vote			816-818, 902	
Instauration d'un système de titres de participation, de plans d'épargne				
d'entreprise et de contribution de participation, en vue d'intéresser				
financièrement les salariés dans l'entreprise de l'employeur				
Proposition de loi de M. Cooreman	1175-1			
Instauration d'un congé pour raisons impérieuses				
Projet de loi	1222-1			
Rapport de Mme Staels-Dompas	1222-2			
Discussion et vote			1803-1806, 1894-1895	
Instauration d'un droit à l'interruption de carrière				
Proposition de loi de Mme Cahay-André et de M. Lenfant	1347-1			
Modification de la loi du 19 mars 1991 portant un régime particulier				
de licenciement pour les délégués du personnel	1374-4	8-9		
Protection des représentants de travailleurs contre le licenciement				
Question orale de Mme Harnic			160-161	
Travail nocturne des femmes				
Question orale de Mme Harnic			161-162	
Cartes de travail (Immigrés)			458, 462	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Travail (suite)				
Coopération avec l'Europe de l'Est			459, 464	
Place réservée à la femme dans la politique de l'emploi et du chômage				
Interpellation de Mme Nélis			459-460, 462-463-464	
Mesures que le Vice-Premier Ministre et le Ministre des Affaires économiques et du Plan compte prendre pour protéger les utilisateurs privés contre les exigences financières excessives du secteur des appareils de lavage, notamment: quant à l'entretien, à la réparation et à la mise en conformité des ascenseurs des immeubles des particuliers, avec la législation actuelle				
Interpellation de M. Hatry			719-723	
Application de la récente loi relative à la représentation des jeunes travailleurs dans les organes de concertation sociale				
Question orale de M. Pataer			1126	
Bilan des négociations sectorielles et d'entreprises 1991-1992				
Question orale de M. Hatry			1774-1775	
Permis de travail accordé à des travailleurs non C.E.E.				171
Jeunes de nationalité étrangère. — Service militaire dans leur patrie officielle. — Conséquences pour le contrat de travail				294
<i>Voir aussi:</i> Milice				
Application et contrôle du repos dominical dans le secteur de la distribution				332, 416
Permis de travail. — Famille des membres du personnel des ambassades				452
Participation au marché du travail et chômage				803, 1104
Harcèlement sexuel dans les entreprises et dans l'administration publique				805, 944
Etudiants étrangers en Belgique. — Travail de vacances				1784
Inspection du travail. — Nombre de contrôles. — Secteurs de la construction, de l'agriculture, de l'horticulture et horeca				2014
Retour de compatriotes de l'étranger. — Difficultés administratives				2014
Emission de valeurs mobilières réservées aux membres du personnel d'une entreprise				
<i>Voir:</i> Sociétés commerciales				
Options sur actions				
<i>Voir:</i> Impôts sur les revenus				
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Alcool — Apprentissage — Brevets — Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises) — Communautés européennes — Conseil national du travail — Construction — Contrats de louage de travail — Distinctions honorifiques — Documents sociaux — Entreprises — Etablissements hospitaliers — Etrangers — Famille — Femmes — Fonction publique — Gendarmerie — Handicapés — Institut pour l'amélioration des conditions de travail — Lois sociales — Maladies professionnelles — Politique sociale (Dispositions sociales) — Promotion sociale — Sécurité sociale — Sociétés commerciales — Transports publics				
Travail frauduleux				
<i>Voir:</i> Travail				
Travaux publics				
Usage des langues dans un appel d'offres relatif à un grand chantier de construction à Bruxelles (Conseil des C.E.)				
Question orale de M. Suykerbuyk			1905-1906	
Coordination des travaux d'infrastructure pour le câblage et les équipements d'utilité publique				454, 482, 489
Nouveaux bâtiments à mettre en chantier				689
<i>Voir aussi:</i> Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Tribunaux de commerce				
Modification de la loi du 15 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de commerce et modification de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire (Effectif des magistrats et des greffiers) Projet de loi* Rapport de M. Baert Discussion et vote	1124-1 1124-2		787-790, 791-796, 801, 898-899	
Modification du cadre du personnel du tribunal de commerce d'Ypres-Furnes (Extension du cadre en y adjoignant un magistrat de carrière et un greffier) Proposition de loi de Mme Herman-Michielsens S.E. 1988 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption des projets de loi sur le même sujet			787-790, 791-794, 801, 900	
Cadre du greffe du tribunal de commerce de Huy Proposition de loi de M. Collignon S.E. 1988 Discussion. — Tombe par suite de l'adoption des projets de loi sur le même sujet			787-790, 791-794, 801, 900	
<i>Voir aussi:</i> Faillites — Finances				
Tribunaux de police				
<i>Voir:</i> Justice				
Tribunaux de première instance				
<i>Voir:</i> Code judiciaire — Justice				
Tribunaux du travail				
<i>Voir:</i> Juridictions du travail				
U				
Unesco				
<i>Voir:</i> Affaires étrangères				
Union de l'Europe occidentale				
Politique à l'égard de l'U.E.O. Composition de la délégation du Sénat. — Modification <i>Voir aussi:</i> Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale	1111-10	6, 11-12	855	
Urbanisme et aménagement du territoire				
<i>Voir:</i> Affaires étrangères — Code rural — Energie				
V				
Vacances				
Pécule de vacances Intégration du double pécule de vacances pour les deux premiers jours de la quatrième semaine de vacances Paiement de commissions pendant les vacances Retards de paiement dans le secteur chimique Retard de paiement par l'Office nationale des vacances annuelles <i>Voir aussi:</i> Fonction publique — Pharmaciens — Postes (Personnel) — Travail	1111-14	83		406, 432, 1143 1561, 1637 1569, 1638

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Vente à tempérament				
<i>Voir: Commerce</i>				
Vente d'immeubles				
<i>Voir: Affaires étrangères (Ambassades et consulats) -- Armée -- Droits d'enregistrement -- Fabriques d'église</i>				
Vérification des pouvoirs				
<i>Voir: Sénat</i>				
Viande				
Expertise des viandes, poissons, volailles, lapins et gibier. — Institut d'expertise vétérinaire. — Abattoirs. — Directive européenne	1374-5 1374-14	6, 7-8, 10 3	2646-2647	
Viande porcine. — Mesures extraordinaires de soutien du marché. — Stockage privé et traitement thermique				1546
Importation de viande. — Chute des prix				1864
Situation du marché dans le secteur de la viande de bœuf. — Evolution des prix				1931
<i>Voir aussi: Abattoirs — Agriculture — Animaux et protection des animaux — Commerce extérieur — Institut d'expertise vétérinaire</i>				
Victimes de la guerre				
Octroi d'une invalidité forfaitaire de 10 p.c. en faveur de tous les résistants armés reconnus pour une période d'un an minimum				
Proposition de loi de Mme Delruelle-Ghobert 1989-1990				
Rapport de M. Barzin	873-2		2428-2432, 2448-2449	
Discussion et rejet				
Réouverture des délais d'introduction des demandes d'octroi du statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de ses ayants droit				
Proposition de loi de M. Evers 1988-1989			2074-2075	
Retrait				
Dommages physiques subis dans les camps de concentration allemands. — Indemnisation. — Accidents du travail				827
Limitation de la cérémonie lors du pèlerinage au fort de Breendonk. — Crédits budgétaires				2068
<i>Voir aussi: Accidents du travail — Dommages de guerre — Droit pénal — Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre — Musées — Pensions (Pensions de réparation)</i>				
Violence				
<i>Voir: Criminalité et violence</i>				
Voies navigables				
S.A. du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles	1111-18	22		
Modernisation du canal maritime. — Reconstruction du pont ferroviaire de Ruisbroek (Boom). — Plan STAR 21 de la S.N.C.B.				
Partage de l'avoir social (Impôt des sociétés)	1111-18	32-34	490, 491 832	
<i>Voir aussi: Impôts sur les revenus — Ministres et Ministères (Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du ministère des Travaux publics, et Petites et Moyennes Entreprises - Secrétaire d'Etat)</i>				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Voies navigables (suite)				
Convention du 18 janvier 1991 entre l'Etat et la Région flamande relative notamment aux terrains expropriés en vue de l'aménagement d'un canal de dérivation entre le canal Albert et le Port d'Anvers Interpellation de M. Clerdent <i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du ministère des Travaux publics, et Petites et Moyennes Entreprises - Secrétaire d'Etat) — Navigation — Société nationale des chemins de fer belges			2489-2493	
W				
Warrants				
<i>Voir:</i> Sociétés commerciales				
Z				
Zaire				
Problèmes de réfugiés Nos relations avec le Zaïre Interpellation de Mme Mayence-Goossens Avenir de la coopération au Zaïre et au Rwanda Interpellation de Mme Mayence-Goossens Position à l'égard du Zaïre Subventionnement d'écoles au Zaïre Interpellation de M. Pataer Situation au Zaïre. — Décisions prises par le Gouvernement pour la protection et l'évacuation des compatriotes. — Communication du Gouvernement Aide médicale Programmes Montant de l'aide accordée Coopérants belges affectés aux tâches d'enseignement <i>Voir aussi:</i> Allocations et prêts d'études — Commerce extérieur — Coopération au développement — Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Sabena — Sûreté de l'Etat	1111-7	8	86-89 252-256 418, 420, 421 2900-2902 3039-3040	153 734 734